

Anaïs Vassas Toral

Partir et cultiver

Essor de la quinoa, mobilités
et recompositions rurales en Bolivie

à travers champs



Partir et cultiver

Essor de la quinoa, mobilités
et recompositions rurales en Bolivie

La collection « à travers champs », publiée par les éditions de l'IRD, témoigne des mutations que connaissent aujourd'hui les sociétés rurales et les systèmes agraires des pays tropicaux.

Les études relèvent souvent des sciences sociales, mais les pratiques paysannes sont également éclairées par des approches agronomiques.

Les publications s'organisent autour d'un thème ou s'appliquent à des espaces ruraux, choisis pour leur caractère exemplaire.

Jean BOUTRAIS

Directeur de la collection

boutrais.jean-baptiste@orange.fr

Derniers volumes parus

Genre et savoirs. Pratiques et innovations rurales au Sud

Éd. sci. : Hélène Guétat-Bernard, Magalie Saussey (2014)

Biodiversités en partage. Reconfigurations de ruralités dans le corridor forestier betsileo tanàla (Madagascar)

Hervé Rakoto Ramiarantsoa, Chantal Blanc-Pamard (2014)

La chute d'un Éden éthiopien. Le Wolaita, une campagne en recomposition

Sabine Planel (2008)

Terres privées, terres communes. Gouvernement de la nature et des hommes en pays winye (Burkina Faso)

Jean-Pierre Jacob (2007)

Chronique des cendres. Anthropologie des sociétés khmou et dynamiques interethniques du Nord-Laos

Olivier Évrard (2006)

Migrants de l'arachide. La conquête de la forêt classée de Pata. Casamance, Sénégal

Mamadi Sidibé (2005)

Jardins au désert. Évolution des pratiques et savoirs oasiens (Jérid tunisien).

Vincent Battesti (2005)

À la croisée des pouvoirs. Une organisation paysanne face à la gestion des ressources. Basse Casamance, Sénégal.

Pierre-Marie Bosc (2005)

Les orphelins de la forêt. Pratiques paysannes et écologie forestière (les Ntumu du Sud-Cameroun)

Stéphanie Carrière (2003)

Figures du métayage. Étude comparée de contrats agraires au Mexique

Éd. sci. : Jean-Philippe Colin (2003)

Un droit à inventer. Foncier et environnement dans le delta intérieur du Niger (Mali)

Olivier Barrière, Catherine Barrière (2002)

Partir et cultiver

Essor de la quinoa, mobilités
et recompositions rurales en Bolivie

Anaïs Vassas Toral

IRD

INSTITUT DE RECHERCHE
POUR LE DÉVELOPPEMENT

collection À travers champs

Marseille, 2014

Préparation éditoriale

Yolande Cavallazzi

Mise en page

Desk (53)

Coordination, fabrication

Catherine Plasse

Maquette de couverture

Michelle Saint-Léger

Maquette intérieure

Catherine Plasse

Sauf précision, toutes les photos sont de l'auteur.

Photo de couverture

Champs de quinoa à maturité, Chilalo (Bolivie).

@ A. Vassas Toral

La loi du 1^{er} juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2014

ISSN : 0998-4658

ISBN : 978-2-7099-1870-1

Sommaire

Préface	7
Prologue	11
Introduction générale	15
Une région des marges entrée dans la mondialisation	15
Partie 1	
Une ruralité vulnérable	21
Partie 2	
Essor de la quinoa et bouleversements agraires	67
Partie 3	
Systèmes de mobilité et ancrage communautaire	119
Partie 4	
Du territoire multi-situé au territoire local	183
Conclusion générale	241
Le devenir incertain d'un territoire	241
Bibliographie	257
Annexes	271
Lexique (termes en espagnol, aymara ou quechua)	293
Lexique des termes scientifiques	297
Sigles	299
Table des matières	301

Préface

Geneviève
Cortes

L'ouvrage d'Anaïs Vassas Toral nous livre une géographie du paradoxe. Situé aux marges du monde, l'Altiplano sud bolivien, où le temps semblait pourtant s'être arrêté, comme immobile, sort aujourd'hui de l'ombre et du silence. Qui aura parcouru ce haut plateau froid et désertique, ou aura vu les photos de l'ouvrage *Quinoa et quineros* récemment paru (WINKEL, 2013), auquel Anaïs Vassas Toral a d'ailleurs contribué, aura été saisi par la précarité et la rudesse des manières de vivre dans cette région reculée du monde, par la force majestueuse aussi des paysages et des étendues à perte de vue, par la splendeur des lumières rasantes qui éclairent les champs de quinoa. Il y a encore moins d'une vingtaine d'années, agriculture de subsistance et élevage camélidé étaient les seules activités développées par les populations locales de l'Altiplano sud, complétant leurs faibles revenus par le travail salarié dans les mines ou dans les centres urbains, en Bolivie, au Chili ou en Argentine.

Aujourd'hui, dans cette région proche du désert de sel d'Uyuni, marquée par de faibles densités démographiques (entre 0,2 et 2,6 hab./km²) et soumise à un milieu et des conditions climatiques extrêmes, la révolution *quinuera* est sous la rampe des projecteurs, ceux des journalistes, des chercheurs, du gouvernement d'Evo Morales ou encore des organisations internationales. Ce n'est pas le moindre des paradoxes que ce soit cette petite graine ancestrale, en étant à présent exportée aux quatre coins de la planète, qui lève aujourd'hui le voile sur ces paysans et ces terres jusque-là oubliées et peu explorées par les sciences sociales, y compris en Bolivie. En effet, la quinoa, *chisihuaymama* en aymara, signifiant « mère de tous les grains », a longtemps été un aliment ignoré et dévalorisé, celui du pauvre, de l'indien, de l'exclu.

Là n'est pas le seul paradoxe du livre d'Anaïs Vassas Toral. Le titre de l'ouvrage « partir et cultiver » nous plonge d'emblée dans une contradiction – tout au moins

apparente – entre, d'un côté, des sociétés rurales historiquement très mobiles, mais fortement touchées par un processus d'émigration et de relative déprise démographique dès les années 1970, et de l'autre, des sociétés restées ancrées à leur terroir et leur communauté, et qui désormais voient leurs savoir-faire et leurs pratiques agricoles reconnus, mais bouleversés aussi par l'essor de la quinoa d'exportation. La dialectique de l'être ici – cultiver – et de l'être là-bas – partir – est ainsi posée.

Cette dialectique, au cœur des bouleversements agricoles et paysagers, mais aussi sociaux, économiques et identitaires de la région, Anaïs Vassas Toral nous propose de la saisir à partir d'une géographie qui emprunte largement à l'anthropologie. À partir d'une immersion pendant deux ans dans cinq communautés rurales de ce haut plateau, l'auteure donne à voir, « par le bas » et « du dedans », la complexité des dynamiques d'une agriculture, désormais mondialisée, où se jouent le quotidien et le devenir des paysans aymaras et quechuas. Qui connaît l'hermétisme et la difficulté d'accès des sociétés paysannes traditionnelles en Bolivie, saura mesurer la performance de l'auteure d'avoir pu mener 170 entretiens individuels au sein de familles d'agriculteurs pour suivre, à leurs côtés, les transformations locales qui accompagnent cet « essor » de la quinoa, pour se plonger dans leurs stratégies, leurs expériences et projets de vie, leurs visions, leurs craintes aussi.

Un des grands mérites de l'ouvrage d'Anaïs Vassas Toral tient à la rupture opérée avec certaines visions préconstruites des sociétés paysannes et, par là même, avec certaines catégories duales. Loin d'assigner la fixité et la sédentarité à la ruralité, qui seraient les conditions de la pratique agricole et de l'ancrage aux lieux, l'auteure montre au contraire que l'expansion de la culture de la quinoa s'articule pleinement à la pluri-activité et aux mobilités des populations, qu'il s'agisse d'une franche émigration durable ou temporaire, de simples déplacements quotidiens et saisonniers, ou encore de logiques pluri-résidentielles. Bien plus, les logiques sociales de la mobilité, organisées autour de circulations intenses, des réseaux familiaux et de liens maintenus entre espaces de migration et communautés, entre ville et campagne, apparaissent comme l'une des conditionnalités des dynamiques agricoles renouvelées qui se nouent autour de la quinoa.

Le rôle joué par les mobilités dans les stratégies de reproduction sociale des ruraux a été largement démontré, y compris dans d'autres contextes de ruralités au Sud. Mais l'originalité de l'ouvrage tient ici à la pertinence de l'approche diachronique qui est au cœur de la démonstration. Grâce à la fine reconstitution des parcours de vie, des trajectoires migratoires, résidentielles et professionnelles, celles de ces femmes et ces hommes agriculteurs, mais aussi à la fois migrants, circulants, mineurs, commerçants, éleveurs, l'auteure décrypte sur le temps long des cycles de vie et des transformations territoriales, les effets de rupture, de

permanence ou de liens renoués (ou non) avec l'agriculture et la terre d'origine. Elle montre comment l'attractivité renouvelée du travail de la terre, permise par les revenus de la quinoa, rebat les cartes des pratiques migratoires, des stratégies du quotidien et des rapports aux lieux : émigrants de longue date revenant ainsi revendiquer leurs parcelles et se réinstaller ; parents ou enfants vivant en ville, mais partageant leur temps entre activités urbaines et récoltes sur les terres familiales ; propriétaires citadins cultivant à distance ; agriculteurs installant une deuxième résidence en ville ou dans le bourg voisin grâce aux revenus de la quinoa.

À l'échelle des communautés, il n'y a donc pas, d'un côté, les résidents, et de l'autre, les migrants. On est l'un et l'autre, alternativement. L'un a besoin de l'autre, et réciproquement. Appartenance communautaire et capacité à se mouvoir et exister hors d'elle, fondent ici les formes complexes de l'ancrage territorial – dimension au cœur de la réflexion de l'ouvrage – où fixité et mobilité sont sans cesse interdépendants. L'ouvrage n'est donc ni une étude des dynamiques migratoires, ni une étude des dynamiques agricoles en tant que telles. En tissant en permanence le lien complexe entre les deux, le tour de force de l'auteure est d'avoir réussi à éclairer la diversité des trajectoires migratoires individuelles, mais surtout familiales, dans leurs relations étroites à l'activité agricole et le rapport à la terre. Ainsi, l'essor de la quinoa ne peut se comprendre sans prendre la mesure des dispositifs de dispersion familiale, des configurations spatiales réticulaires et des logiques d'ancrage multipolaires, où la mobilité et le lien font ressources. Tel est l'un des propos forts de ce livre.

Si la réactivation des mobilités, sous des formes à la fois anciennes et renouvelées, est un des éléments moteurs de l'essor de la quinoa, les transformations touchent de manière tout aussi profonde les manières de produire, de s'organiser, de travailler. Alors même que la quinoa relève d'une pratique millénaire sur ces hauts plateaux, elle « est travaillée, pensée et vécue comme une nouvelle culture » écrit l'auteure. Le texte décrypte avec minutie les transformations locales qui affectent à la fois les structures agraires et les systèmes de production. Les évolutions paraissent, à certains égards, préoccupantes. L'avancée rapide d'un front agricole mécanisé de la quinoa, grignotant progressivement les terres de pâturage, pose la question de la durabilité écologique des formes productives, notamment liée au défrichement généralisé et au recul de la jachère. De même, dans un contexte de nouvelles pressions sur la terre et de « course » au foncier par accaparement (notamment, par ceux qui possèdent les tracteurs), les normes et les règles sociales de distribution et d'usage des ressources se discutent et se reconfigurent, au risque de tensions, parfois de véritables conflits, inter ou intrafamiliaux. De nouvelles formes de différenciation et d'inégalité émergent. Cependant, plus qu'une déstructuration et une rupture à proprement parler, l'ouvrage éclaire des formes subtiles d'ajustements et d'arrangements interindividuels, qui continuent malgré tout d'organiser l'accès à la terre, les charges collectives, le travail agricole ou encore la

mobilisation de la main-d'œuvre. Reformulant droits et devoirs communautaires, les sociétés paysannes de l'Altiplano sud mettent ainsi à l'épreuve leurs capacités d'innovation et d'adaptation, qui coexistent cependant avec une certaine prise de risque et une mise en péril d'un certain équilibre social et environnemental.

Est-ce le prix à payer pour sortir de la pauvreté ? Ce qui interpelle, dans cet ouvrage, est que pour la première fois dans leur histoire, ces populations peuvent saisir l'opportunité d'augmenter de façon substantielle leurs niveaux de revenu, sachant qu'un quintal de quinoa se vend désormais à plus d'un salaire mensuel minimum bolivien, ce qui veut dire pouvoir accéder à de meilleures conditions de vie et de logement, se soigner et pouvoir investir dans l'éducation des enfants. Le paradoxe ici, à portée universelle d'ailleurs, est celui d'un développement économique et social rendu possible par l'essor de la quinoa, mais aux dépens d'une possible fragilisation du milieu, ce qui risque de devenir un frein pour se maintenir sur le marché. On peut penser aussi, et le texte en donne des signes, que les paysans andins sauront perpétuer leurs capacités ancestrales à savoir anticiper, gérer et disperser le risque.

Anaïs Vassas Toral conclut l'ouvrage en s'interrogeant sur la durabilité des processus en cours et leur portée à plus long terme, question d'autant plus vive que la Bolivie, depuis une dizaine d'années, place la question paysanne et indigène au cœur de son devenir et de son projet politique. L'essor de la quinoa ne sera-t-il qu'une « parenthèse dans la trajectoire de ces territoires ruraux », selon les termes de l'auteure ? Le pays saura-t-il maintenir sa place de premier exportateur de quinoa au monde (46 % de la production mondiale en 2012), alors même que le succès de la graine entraîne sa diffusion dans plusieurs autres régions de la planète, y compris dans les pays du Nord (États-Unis, Canada, Pays Bas...) ? L'essor de la quinoa, sous réserve que les effets environnementaux aux échelles locales puissent être contrôlés, sera-t-il capable de retenir et stabiliser la population rurale des hauts plateaux, alors même que le recensement de 2010 confirme la « descente » des populations des hautes terres vers les vallées inter-andines et surtout les plaines de l'Orient, devenues les polarités démographiques et économiques du pays ? On le voit, le livre d'Anaïs Vassas Toral inscrit son propos dans des enjeux plus larges autour du développement territorial à l'échelle de toute la Bolivie. Mais il est d'une portée plus générale encore, puisqu'il soulève les paradoxes d'un développement rural au Sud, où les savoir-faire agricoles locaux sont rattrapés par la mondialisation des marchés et des échanges.

Prologue

Deux ans et demi après les enquêtes de terrain sur l'Altiplano sud, je retourne en Bolivie en mars 2011 avec comme objectif de présenter mes résultats, et plus globalement ceux du programme de recherche Equeco¹, aux différents acteurs de la quinoa, d'abord à l'occasion d'un séminaire tenu à La Paz, puis aux dirigeants et populations des communautés étudiées. Pour moi, ce retour sur le terrain est aussi l'occasion de prendre la mesure des changements survenus depuis 2008 et de confirmer certaines tendances observées deux ans auparavant ou de saisir, au contraire, l'émergence de nouveaux processus.

Six jours avant mon arrivée à La Paz (le 22 mars 2011), une loi encourageant la production, l'industrialisation et l'exportation de la quinoa² a été promulguée par le gouvernement d'Evo Morales. L'objectif affiché est d'appuyer et de financer un programme national visant à augmenter la production de quinoa, sa transformation et sa commercialisation dans les trois départements producteurs de l'Altiplano : Potosí, Oruro et La Paz. Le gouvernement entend donc miser sur la graine ancestrale comme moyen de développement local et régional³. Ainsi, au moment même où mes collègues du programme Equeco et moi-même nous apprêtons à faire notre présentation lors du séminaire du 28 mars 2011, l'attente est forte. Désormais au cœur d'une politique nationale clairement énoncée, les acteurs de la filière quinoa, producteurs, intermédiaires, coopératives et agents de développement, sont très demandeurs d'informations, de données, de pistes à suivre pour s'engager dans un

¹ Equeco : Émergence de la quinoa dans le commerce mondial. Lors de mon séjour de deux ans en Bolivie (2007-2008), j'ai bénéficié d'une allocation de recherche de l'ANR dans le cadre du programme Agriculture et développement durable (projet ANR-06-PADD-011, Equeco).

² *Ley n° 680 de incentivo a la producción, industrialización y exportación de la quinua.*

³ Dix millions de dollars sont accordés sous forme de crédits aux producteurs.

projet de développement à plus grande échelle. Cependant, notre exposé, en particulier celui de mon collègue écologue Richard Joffre (CNRS), donne une vision plutôt nuancée de la situation de l'Altiplano sud et des perspectives de durabilité. Car la mécanisation et la course à la terre traduisent un désir de produire plus pour gagner plus sans nécessairement se préoccuper du long terme. Selon nous, le choix actuel de mise en valeur se heurte à plusieurs réalités : des pratiques agricoles peu adéquates avec le milieu fragile de l'Altiplano sud, une réduction de l'élevage, de fortes tensions sociales autour de la terre, etc. Peu de personnes dans la salle réfutent ce constat. Mais à entendre le gouvernement, l'Anapqui (la plus grosse coopérative de producteurs) ou d'autres institutions de développement, l'extension de la frontière agricole n'a pas de limite. Dans la salle, le débat s'installe. Des arguments sont avancés en faveur de l'extension de la quinoa.

Ne sommes-nous pas dans un pays qui a précisément une politique de colonisation des terres agricoles par l'ouverture de fronts pionniers ? Ne sommes-nous pas dans un pays qui a vécu et vit encore aujourd'hui de l'exploitation de ses ressources minières impliquant une certaine dégradation du milieu ? Ne sommes-nous pas dans un pays – et plus particulièrement une région qui est celle de l'Altiplano – peuplé d'indigènes, dévalorisés et pauvres, population ayant peu profité de la croissance du pays ? Ne sommes-nous pas dans le paradoxe de la mondialisation qui propulse des régions et leurs populations dans des règles de commerce international qu'elles ne contrôlent pas et dans un marché imprévisible ? Ne sommes-nous pas dans une région où la vie est un miracle et la production agricole nécessairement aléatoire et risquée ?

Deux jours après la conférence, un article dans la presse (voir annexe 1) insiste sur le fait que des chercheurs appellent à la prudence : si le processus d'extension des superficies de quinoa se poursuit avec les mêmes pratiques qu'aujourd'hui, la production n'augmentera pas. Elle pourrait même diminuer du fait des pressions exercées sur le milieu naturel, sans compter les effets de la concurrence internationale qui risquent de s'exacerber. Mais le président de l'Anapqui a le dernier mot en indiquant que la vision des chercheurs est largement contestable. La preuve : la production aujourd'hui ne fait qu'augmenter.

Au lendemain de la conférence, je prends la route pour le *salar*⁴. Les changements survenus en deux ans sont impressionnants. L'avancée des cultures est fulgurante. De La Paz à Salinas, la quinoa s'étend à perte de vue. Dans les communautés rurales de la région de La Paz et d'Oruro, elle se substitue à la pomme de terre ou à la *thola* (végétation spontanée de pâturage). Les labours atteignent les rives du

⁴ Les mots en italique renvoient au lexique situé en fin d'ouvrage.

lac Poopó, et le bord du *salar* d'Uyuni. Dans certaines communautés, seul le terrain de foot n'est pas labouré.

En 2008, une grande superficie des cultures de plaine avait entièrement gelé, offrant un spectacle désolant. En 2011, au même endroit, les plants de quinoa sont prêts à être récoltés. Ils sont magnifiques. Les producteurs n'ont-ils pas eu raison de persister lorsque la tonne se vend à 2 000 dollars ? D'autant qu'avec les premières années de bénéfices, ils ne sont plus freinés par les coûts de mise en culture. Le pari sur la production s'est bel et bien généralisé à tout l'Altiplano.

Dans le village de Salinas, des petits immeubles en briques, de trois étages, sont en construction. De futurs hébergements, me dit-on. Un étage supplémentaire a été rajouté à de nombreuses maisons. Dans toutes les rues sont stationnés des 4x4 et des tracteurs. Désormais, il y aura une *feria* (marché) tous les 15 jours, le nombre d'autocars connectant Salinas et Oruro est passé de 3 à 6 par semaine. La plupart des personnes enquêtées en 2007-2008 nous confient qu'elles n'ont plus d'animaux, ou très peu. La tendance se confirme : les paysans de l'Altiplano sud étaient *llameros* (éleveurs de lamas), ils sont aujourd'hui *quinueros* (producteurs de quinoa). La mise en culture des terres communautaires ne fait plus l'objet de conflits, ni même de discussions. Le principe est acquis. En revanche, la régulation de l'accès à de nouvelles terres paraît toujours être le problème central des communautés. Le changement de statut des producteurs également se confirme : alors que tous étaient *peón* (ouvrier agricole), la plupart sont aujourd'hui *patrón* (employeur) et embauchent des journaliers provenant du Nord-Potosí et des campagnes d'Oruro.

Toutes les communautés visitées en 2011 ont maintenant l'électricité. Chacun a son téléphone cellulaire (si le réseau ne passe pas dans la communauté elle-même, il est actif à proximité). Les paraboles se multiplient sur les toits des maisons. Le changement est de taille ; l'Altiplano sud a aujourd'hui accès au monde. Les mutations touchent tout autant les rapports sociaux, et plus particulièrement la place des femmes. Celles-ci, désormais, revendiquent un accès à l'héritage des terres, à l'égal des hommes. En 2008, leur voix commençait à se faire entendre. Le mouvement s'est clairement confirmé depuis.

La privatisation des terres a pris également un nouveau tournant. Dans certaines communautés, un cadastrage non officiel qui marque les délimitations des parcelles de culture avec leur « propriétaire » et les aires de pâturage est engagé. Ce processus est dû à l'initiative d'une coopérative pour assurer la traçabilité de la quinoa produite et d'une ONG pour réduire les conflits fonciers et fixer les terres pastorales actuelles. Ce tournant pourrait encourager plus encore la course à l'accaparement individuel de la terre et conduire à la disparition de la gestion collective des ressources et des pratiques agricoles. De fait, ce cadastrage entérine les inégalités actuelles d'accès au foncier.

Une région des marges entrée dans la mondialisation

Qui, aujourd'hui, n'a pas goûté au moins une fois la⁵ quinoa, culture ancestrale des Andes ? Cette petite graine, remarquable par ses qualités nutritives, s'est répandue dans les supermarchés et les foyers des pays occidentaux, alors qu'elle a longtemps été considérée en Bolivie comme l'aliment du pauvre, du paysan, de l'indigène (FRANQUEVILLE, 2000). Les articles de presse, les reportages télévisés sur la quinoa foisonnent. Son commerce, à l'échelle mondiale, qui ne représente pourtant que 15 000 tonnes environ en 2010 (contre plus de 30 millions de tonnes environ pour le riz la même année)⁶, fait parler de lui. De fait, c'est beaucoup plus l'image du produit qui fait aujourd'hui son succès, que l'importance de la demande alimentaire en tant que telle. L'émergence de cette graine sur le marché alimentaire mondial, en effet, est symptomatique de l'engouement pour une alimentation « plus saine », un développement « plus durable », un commerce « plus équitable » ou « plus solidaire ». L'image du producteur de quinoa est celle du petit paysan andin traditionnel, pauvre, fixé à sa terre et vivant en harmonie parfaite avec la nature. Cette vision est pourtant éloignée de la réalité des conditions de production et de leurs répercussions écologiques et sociales sur la région concernée.

Aujourd'hui comme hier, la production de quinoa repose entièrement sur des familles indigènes aymara et quechua, organisées en communautés rurales. Mais les producteurs de quinoa de l'Altiplano sud se sont trouvés projetés dans le commerce international, et tout particulièrement dans les filières « bio » et « équitable ». À une production traditionnelle limitée à l'autoconsommation s'est greffée

⁵ À l'instar de plusieurs spécialistes des Andes comme Olivier Dollfus, Alfred Métraux, Pierre Morlon et Nathan Wachtel, on emploiera le mot quinoa au féminin.

⁶ Site de la FAO (<http://www.fao.org>), consulté en janvier 2013.

une production vivrière d'exportation sans commune mesure quant aux surfaces mises en culture, aux volumes produits et aux revenus générés.

Vivant dans un milieu naturel à fortes contraintes, la population a toujours eu recours à des mobilités temporaires pour compléter sa diète alimentaire et ses revenus. Une autre partie a suivi les tendances nationales de l'exode rural, vers les villes proches de l'Altiplano, ou celles plus éloignées des vallées inter-andines et des plaines orientales. L'essor de la quinoa comme production d'exportation « change la donne » puisqu'il est désormais possible de retirer des revenus de l'agriculture locale, jusqu'alors inimaginables.

Le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture tournée vers des niches agro-exportatrices ne peut s'opérer sans heurts. Basée sur un lien patrimonial à la terre, une logique familiale de gestion de l'exploitation (en termes de décisions, de main-d'œuvre) et souvent un savoir-faire local, l'agriculture familiale traditionnelle a largement démontré ses performances. Mais l'intégration dans une filière de production mondialisée implique un profond changement dans les manières de produire, de penser et gérer la ressource.

Grâce à l'observation sur le terrain des transformations que l'essor de la quinoa a entraînées dans la région de l'Altiplano sud de Bolivie, cet ouvrage apporte un éclairage sur la mondialisation au Sud. Il décrit les effets de la greffe d'une production d'exportation à destination des pays du Nord sur des économies agricoles de subsistance jusque-là peu ou pas insérées dans le marché interne ou international. Il s'inscrit au cœur des débats actuels sur la place réservée aux paysans des Suds dans les processus de mondialisation en lien avec la question du développement durable (GASTELLU et MARCHAL, 1997 ; MALASSIS, 2006 ; CHALÉARD, 2007 ; CHARVET, 2007).

Les mécanismes de l'essor de la quinoa renvoient à la fois à un processus économique (mise en place de la filière, volume de production, évolution des prix, etc.) et à un processus paysager et agraire (changement des modes d'occupation et d'usage du sol, avancée du front des cultures). Mais ces processus ne peuvent se lire indépendamment des dynamiques sociales qui les permettent et les accompagnent. Les nouveaux enjeux sur le foncier concernent tout particulièrement les modes d'accès à la terre et la nouvelle répartition des ressources. Les transformations relatives aux modes de mise en valeur de la terre proprement dits ont un impact important sur l'organisation familiale et communautaire des systèmes de production.

Ces changements d'équilibres produisent le redéploiement des logiques sociales et des formes de la mobilité spatiale. Pour brutaux qu'ils soient, notre expérience nous conduit à les penser comme une phase de réajustement plutôt que comme une rupture radicale.

Des mobilités ancestrales dans l'espace de l'Altiplano sud

L'Altiplano sud est aujourd'hui une région de faible densité démographique (entre 0,2 et 2,6 hab./km²), à l'habitat dispersé. Les populations qui s'y sont succédé ont constitué des sociétés agraires très fortement organisées autour de l'exploitation des ressources naturelles rares. Elles ont su développer une activité agricole intensive en main-d'œuvre (cultures de pomme de terre et de quinoa), ainsi qu'une activité pastorale extensive (élevage de lamas et d'ovins), impliquant des formes de mise en valeur très ajustées, fondées sur des systèmes de régulation spécifiques. Ainsi, l'organisation spatiale comporte divers niveaux d'espaces/ressources correspondant à différents modes d'usage et de gestion (communautaire, familiale ou individuelle), complémentaires les uns des autres, mais parfois également en contradiction entre eux. S'inscrivant traditionnellement dans des espaces plus larges que leur environnement immédiat, selon le modèle ancestral andin des « archipels verticaux » mis en lumière par J. MURRA (1972), les populations exploitaient les possibilités offertes par l'échange de productions provenant de différents étages écologiques.

Cette diversification des espaces et des ressources n'est qu'une des stratégies de minimisation et de dispersion des risques (BOURLAUD *et al.*, 1990). Les activités économiques pratiquées au sein de la famille sont, elles aussi, et depuis longtemps, diversifiées au-delà de l'agriculture, qu'il s'agisse d'artisanat, de commerce ou de salariat temporaire dans toutes sortes de secteurs (MORLON, 1992 ; ZOOMERS, 1998). On peut parler de véritables systèmes d'activités familiaux (PAUL *et al.*, 1994). Mais l'agriculture et l'élevage étant ancrés dans un espace local qui n'offre que peu de possibilités d'activités non agricoles, la pluri-activité impose une mobilité spatiale : sur l'Altiplano bolivien, comme dans de nombreux espaces ruraux dans le monde, les ménages pratiquent depuis longtemps une pluri-activité multi-localisée (LAMARCHE, 1994 ; COLIN *et al.*, 1997 ; GASTELLU, 1997 ; GUÉTAT-BERNARD, 1998 ; HAMELIN, 2004). De cette façon, en Bolivie, la migration est souvent perçue comme une composante des systèmes d'activité des exploitations rurales (PUNCH, 1995 ; FAIRBAIRN, 1999 ; SPEDDING et LLANOS, 1999).

Ainsi, bien qu'éloigné du pouvoir central, aussi bien lors de la Colonie que pendant la République, l'Altiplano sud est loin d'être un espace isolé et autarcique. Les réseaux d'échanges à grande distance, les liens familiaux, affectifs et culturels entretenus par les populations locales le désignent comme un espace ancien de circulation, lui-même inséré dans un vaste ensemble (sud du Pérou, régions de Tarapaca et Antofagasta au Chili, Bolivie occidentale et nord-ouest argentin). S. GONZÁLEZ MIRANDA (2006 : 26) qualifie cet espace de « région naturelle supranationale » où les proximités culturelles prévalent sur les limites politico-administratives.

Espace de circulation, l'Altiplano sud est pourtant resté à l'écart des grands pôles de développement économique du pays. En effet, l'agriculture bolivienne est fortement duale : l'agriculture de subsistance des *minifundios* andins (altiplano et vallées) contraste radicalement avec l'agro-industrie d'exportation ou les grandes étendues improductives des basses terres (DREVON et TRECHE, 1976 ; PRUDENCIO BÖHRT, 2001). À partir de la seconde moitié du ^{xx}^e siècle, toutes les politiques agricoles nationales ont été tournées vers l'augmentation de la productivité de l'agriculture industrielle d'exportation ; l'agriculture familiale des vallées et des hauts plateaux, qui regroupe pourtant la majorité des agriculteurs et garantit en bonne partie la survie des territoires ruraux (URIESTE, 1992 ; FRANQUEVILLE, 2000 ; PRUDENCIO BÖHRT, 2001), est restée marginalisée. Ainsi, faisant écho à la rupture historique que constitue l'avènement du gouvernement d'Evo Morales en 2005 (ARREGHINI, 2011), l'essor de la quinoa positionne de façon nouvelle les populations rurales et indigènes au cœur des recompositions territoriales et des enjeux du développement.

Les liens entre mobilités et recompositions rurales

À rebours des processus globaux à l'œuvre dans les campagnes des Suds, souvent marquées par une crise des agricultures familiales et un processus corollaire d'intensification des mobilités, l'essor de la quinoa offre la possibilité inédite d'une activité extraordinairement rémunératrice qui entraîne une forte valorisation de l'espace rural local. Cultiver et vivre dans la communauté devient possible, et même attractif, d'autant plus que les conditions de vie se sont améliorées. Cette valorisation de l'espace rural s'accompagne d'une course au foncier tel qu'il est désormais crucial de conserver les droits à la terre ou d'en acquérir de nouveaux.

Quel est l'impact de ce nouveau contexte sur les savoir-faire et pratiques anciennes de mobilité ? Inversement, comment les nouvelles formes de mobilité influent les modes d'organisation économique et sociale autour de la culture de la quinoa ?

Plus précisément, nous interrogeons les relations entre mobilités et dynamiques territoriales sur l'Altiplano sud bolivien, à travers une lecture de la transformation des systèmes de production et des dynamiques foncières, des prises de décision familiales et du fonctionnement social des communautés, ou encore des normes de gestion des ressources naturelles.

Appréhendée comme une ressource (MA MUNG, 1999), voire comme un capital spatial (LEVY, 2003), la mobilité peut participer à la résilience sociale et économique des territoires ruraux. En l'intégrant comme une variable du système de gestion territoriale et

un élément constitutif des dynamiques productives et des processus socio-spatiaux, la mobilité n'agit plus comme un élément perturbateur et déstructurant des économies familiales et des logiques communautaires de l'espace d'origine. Elle peut, au contraire, s'articuler à des formes d'optimisation, enclencher ou accompagner des processus d'innovation sociale et technique. Concevoir la mobilité comme ressource permet de saisir les interférences entre mobilités et dynamique territoriale en mettant en évidence la complexité des interactions sociales et économiques qui se jouent aux échelles locales. Cette perspective d'analyse admet aussi que les migrations ne prennent pas toujours un caractère définitif (DOMENACH et PICOUE, 1987, 1995 ; COURGEAU, 1988 ; MA MUNG *et al.*, 1998). Car partir ne signifie pas nécessairement abandonner tous les liens avec le lieu d'origine, surtout lorsque le départ est contraint.

En Bolivie, plusieurs études démontrent la persistance des relations étroites entre ville et campagne (ALBÓ *et al.*, 1981, 1982, 1983, 1987 ; BABY, 1998). Selon des logiques comparables, les effets de la migration sur les situations locales ont été étudiées dans des zones relativement intégrées à l'espace national (ANDERSON, 1981 ; DANDLER *et al.*, 1982 ; ZOOMERS, 1998, 2002 ; SPEDDING et LLANOS, 1999 ; CORTES, 2000 ; HINOJOSA GORDONAVA *et al.*, 2000). G. CORTES, dans son ouvrage « Partir pour rester » (2000), montre comment la migration fait partie du quotidien des communautés rurales des vallées inter-andines de Cochabamba et comment, paradoxalement, elle permet aux familles de rester dans les communautés. La prégnance des mobilités rurales et le lien au territoire d'origine marquent tout autant l'Altiplano sud. Mais le propos est ici différent car notre étude met en exergue, non pas un « partir pour rester » mais plutôt un « partir et cultiver », tant les systèmes productifs autour de la quinoa sont étroitement imbriqués, pour ne pas dire enchevêtrés, aux logiques de mobilité des populations.

L'étude des trajectoires, individuelles et familiales, croisant pratiques de mobilité et pratiques agricoles, éclaire précisément cette dimension. Les différentes logiques de mobilité – migrations (changement de résidence), mobilités régulières ou saisonnières, circulations entre plusieurs résidences – s'organisent, s'articulent et, surtout, se réajustent avec l'essor de la quinoa. Les configurations résidentielles des familles apparaissent alors comme flexibles et changeantes, tandis que la dispersion des membres de la famille révèle une organisation réticulaire qui permet d'être présent et de cultiver dans les communautés, tout en continuant à vivre ailleurs et profiter des bénéfices de la ville. Les changements observés engagent ainsi l'ensemble de la population originaire des communautés rurales, qu'ils soient résidents dans les campagnes de l'Altiplano, doubles résidents, circulants, ou encore migrants en ville, en Bolivie, au Chili ou encore en Argentine.

Comme dans tout contexte de migration, la question du lien au lieu d'origine se pose. La notion d'ancrage territorial apparaît comme une clef de lecture incontournable, au cœur de la compréhension des logiques familiales de mobilité et des

activités agricoles dans ces sociétés, alors même que l'agriculture et l'élevage s'inscrivent dans un rapport patrimonial et identitaire à la terre, au territoire et à la communauté. C'est en effet cette dernière qui détient et régit l'accès au foncier et qui, parallèlement, donne accès au collectif « social ».

La communauté se trouve désormais confrontée à de nouvelles questions : l'essor de la quinoa a-t-il permis de réactiver des liens communautaires, de donner un nouveau souffle à cette institution ? Quelle position adopter envers les migrants qui reviennent et qui, même s'ils sont sources de tensions et parfois de conflits, sont aussi une nouvelle ressource collective ? Comment vivre ensemble et former une communauté au moment même où la dispersion spatiale, les temps de présence et les intérêts des membres sont très divers ?

L'arrivée de la quinoa d'exportation dans l'Altiplano sud soulève de multiples autres questions. Articulé à un système de mobilité où prime la complémentarité des activités et des lieux, et accentuant la pression sur les terres, l'essor agricole engendre-t-il une dynamique démographique ? Les différenciations économiques et sociales se sont-elles exacerbées ? Quels conflits apparaissent et comment sont-ils résolus ? Où l'argent issu de l'exportation est-il investi ?

Autrement dit, comme partout où émerge une culture de rente – et surtout dans les régions périphériques –, la question de l'apport de ces cultures en termes de développement est posée : l'essor de la quinoa sert-il le développement du territoire local ou le met-il en péril ? Représente-t-il une parenthèse dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano sud ou marque-t-il plus profondément la société et le milieu ?

Une ruralité vulnérable

Partie 1



Depuis une dizaine d'années, le débat international se focalise sur la crise des modèles de développement agricole, tant du point de vue de la sécurité alimentaire que des enjeux environnementaux. La question se pose de savoir quel type d'agriculture peut assurer aujourd'hui la transition sociale et économique vers un développement agricole durable, débat d'une acuité particulièrement vive pour les pays du Sud confrontés à une intégration au marché qui reste fortement soumise aux rapports inégaux de l'échange. Tandis que les politiques publiques continuent de miser sur le développement d'une agriculture moderne, de type entrepreneurial et fortement capitalisée, d'autres voies se font entendre – y compris du côté des organisations internationales comme la FAO – autour de la nécessité de réhabiliter le potentiel des agricultures familiales des Suds, leurs savoir-faire, leurs formes d'organisation, leurs capacités à s'adapter, innover et se saisir de « niches productives ».

L'essor de la quinoa en Bolivie fait largement écho à ce débat et traduit, de fait, cette capacité d'adaptation et d'innovation des agricultures familiales. L'innovation agricole, cependant, ne relève pas uniquement d'un processus technique et culturel s'ajustant à certaines conditions climatiques et agro-écologiques. Elle s'incarne dans des territoires, s'inscrit dans un tissu social et culturel, traduit des stratégies d'acteurs en même temps qu'elle transforme des pratiques et des manières de faire. Et surtout, elle ne prend sens qu'au regard de l'histoire longue des sociétés locales, de leur mode d'organisation sociale et d'usage des ressources.

Sur l'Altiplano sud, l'innovation agricole et l'expansion de la culture de la quinoa vouée à l'exportation interpellent d'autant plus qu'elles se développent dans une des régions les plus à la marge des axes de développement en Amérique latine. Les caractéristiques du milieu naturel et des systèmes productifs tout autant que les spécificités du peuplement de la région, de ses dynamiques démographiques et de son organisation sociale soumettent, depuis longtemps, ces territoires ruraux périphériques de la Bolivie à de fortes contraintes et à des processus séculaires de marginalisation socio-économique.

< Partie de foot à San Juan de Rosario. Au milieu de ce désert d'altitude, la vie sociale demeure intense.

Une zone aride d'altitude peuplée, agricole et en difficulté

Chapitre 1

L'Altiplano sud, de peuplement ancien, est soumis à de très fortes contraintes naturelles mais la population a trouvé les moyens de survivre, notamment grâce à la culture de quinoa et aux mobilités régulières. Comment la densité démographique qui était jusque-là très faible évolue-t-elle dans le contexte de l'essor de la quinoa ?

Un milieu naturel particulièrement contraignant

L'État plurinational de Bolivie est situé au cœur de l'Amérique du Sud. Il se compose de trois grands ensembles (fig. 1) : la partie occidentale constituée par l'altiplano et les cordillères andines, les vallées inter-andines et à l'est, les basses terres ou terres préamazoniennes qui couvrent les deux tiers du territoire. Chaque étage se différencie très nettement tant par ses caractéristiques écologiques et ses écosystèmes que par les populations qui y habitent et leur organisation socio-économique.

L'altiplano est un grand plateau bordé par les deux branches de la cordillère des Andes (cordillère orientale et cordillère occidentale), légèrement incliné du nord au sud (4 072 m à El Alto pour terminer à 3 670 m à Uyuni). Il est frontalier avec le Chili, l'Argentine et le Pérou. Sa partie méridionale, nommée Altiplano sud, s'étend sur 300 km de long et 150 km de large environ, à une altitude moyenne de 3 700 m. Ce haut plateau, émaillé de déserts de sel dont le plus étendu couvre environ 12 000 km² (*salar* d'Uyuni), est dominé par de nombreux volcans et sommets culminant jusqu'à plus de 5 000 m. Cette grande région, et plus particulièrement la zone située en périphérie du *salar* d'Uyuni, est le cœur de l'expansion récente de la quinoa d'exportation.

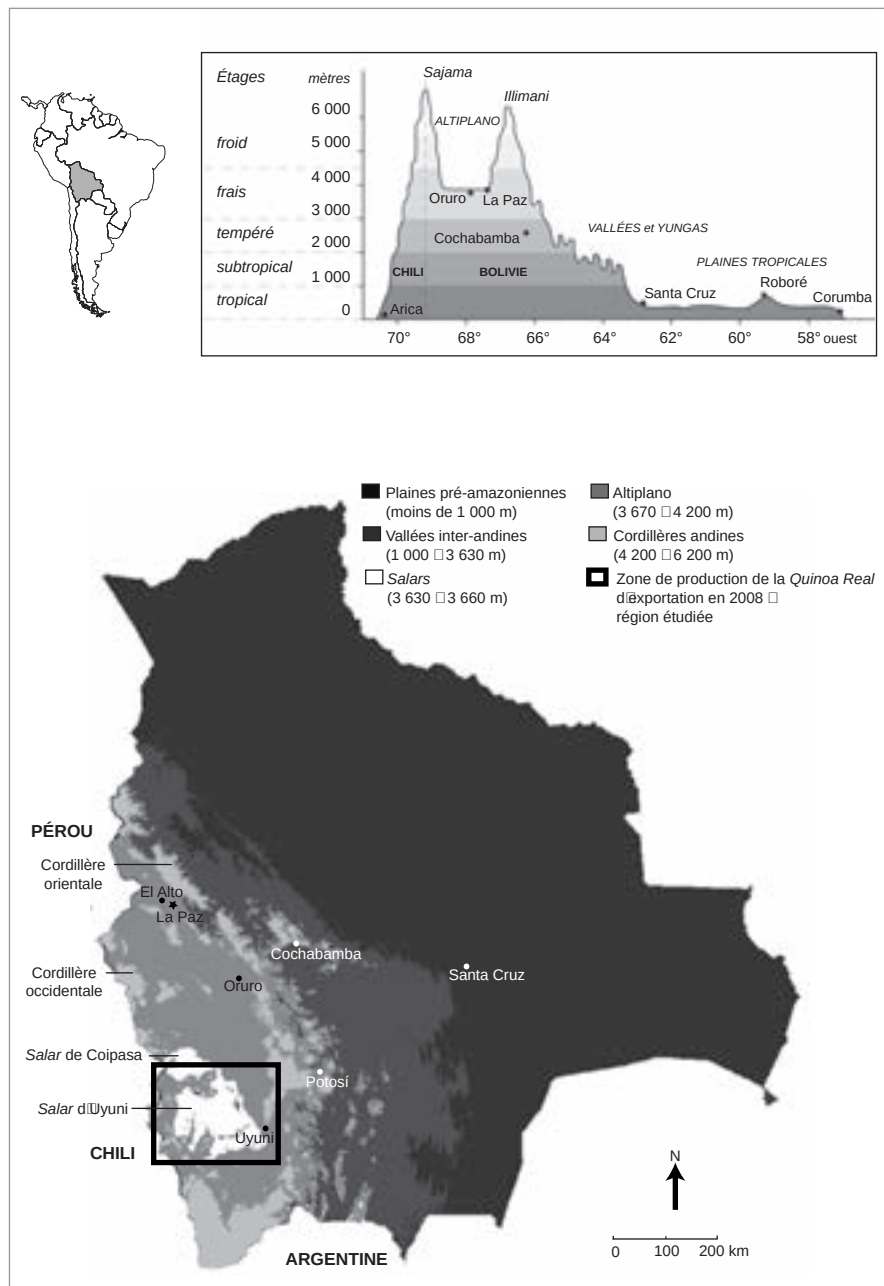


Figure 1

Les grandes régions naturelles de Bolivie.

Source : haut, DEL CASTILLO *et al.*, 2008, d'après Montes de Oca, 1997. Bas, élaboration propre.

Entre le *salar* d'Uyuni et le *salar* de Coipasa, la culture de quinoa est très ancienne. Dans cette zone appelée Intersalar, nous avons étudié trois communautés : Chilalo, Otuyo et Palaya (fig. 2). L'est et le sud du *salar* d'Uyuni sont entrés plus récemment dans la dynamique d'expansion de la culture de quinoa ; là, nous avons choisi d'enquêter dans deux communautés : Candelaria de Viluyo et San Juan de Rosario⁷ (le détail des critères de sélection des communautés ainsi que leur présentation se trouvent en annexe 2).

Située sur l'étage écologique de la *puna*, steppe des hauts plateaux arides et froids (TROLL, 1968 ; MURRA, 1972), cette région de l'Altiplano sud comporte quatre sous-étages écologiques :

- la partie haute des volcans et montagnes de la cordillère, presque exclusivement minérale entre 4 500 et 5 000 m d'altitude, et couverte de neige au-delà ;
- les versants ou flancs de montagnes, rocaillieux et plus ou moins colonisés par la végétation ;
- le piémont colluvionnaire, ou glacis de montagnes ;
- les plaines⁸ dominées par la steppe arbustive (*tholar*) sur des sols généralement sableux, laissant la place à une végétation très rase et halophile (*pelar*) sur la bordure argileuse des *salars*, et à quelques zones humides isolées (*bofedales*).

La région allie les caractéristiques climatiques des milieux montagnards et tropicaux. Ainsi, si la moyenne des températures est basse et s'il peut y avoir jusqu'à 250 jours de gel/an avec un rayonnement solaire extrême, l'amplitude thermique journalière atteint 15 à 20 °C en moyenne et la durée d'ensoleillement varie peu au cours de l'année. Les précipitations, essentiellement concentrées sur quatre mois de l'année (décembre à mars), sont très faibles (entre 300 et 120 mm/an du nord au sud) et marquées par une très forte irrégularité interannuelle (DEL CASTILLO *et al.*, 2008). Les chutes de neige sont très rares, mais il y a parfois des épisodes de grêle. La présence de vents parfois violents, avec des mini-tourbillons localisés est un élément notable des conditions climatiques. L'Altiplano sud est la région la plus aride et la plus froide du pays (MONTES DE OCA, 2005 : 142).

L'Altiplano sud est donc une zone aride, froide et venteuse, mais les habitants font état d'un certain réchauffement climatique depuis une quarantaine d'années. En effet, ils constatent que des zones anciennement gélives le sont moins aujourd'hui. Faute de dispositifs de mesures météorologiques suffisants, ces appréciations climatiques ne peuvent être vérifiées précisément, mais l'observation du recul rapide des glaciers en donne une preuve indirecte (VUILLE *et al.*, 2008).

⁷ Dans le texte, nous utiliserons indifféremment les appellations Candelaria de Viluyo ou Candelaria et San Juan de Rosario ou San Juan.

⁸ Localement, les habitants parlent de plaine pour désigner les surfaces planes de ce haut plateau, par rapport aux volcans et à la Cordillère qui culmine à plus de 6 000 m d'altitude.

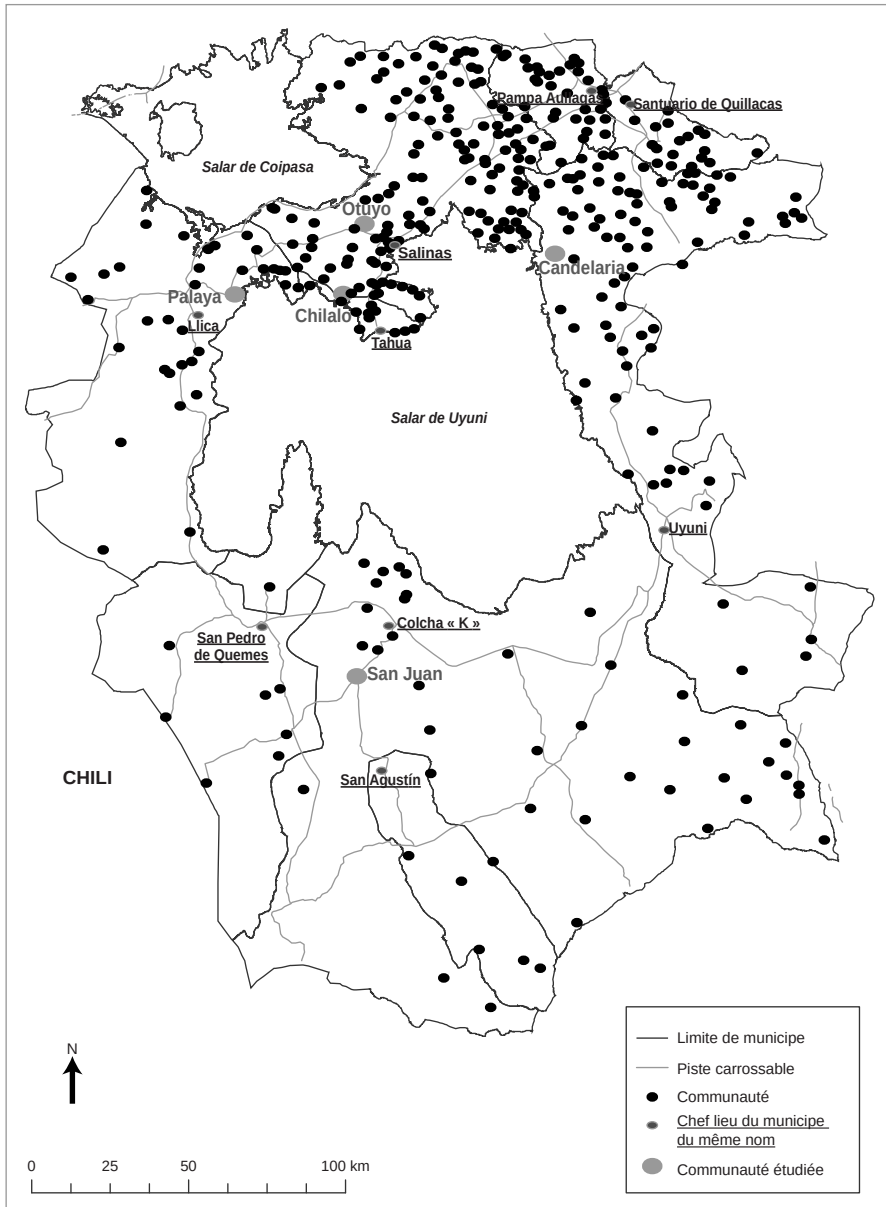


Figure 2
Localisation des municipes et des communautés étudiées
dans la région du *salar* d'Uyuni, Bolivie.

Source : élaboration propre.

Concernant les sols, ceux du plateau sont en majorité de texture sableuse avec de très faibles teneurs en matière organique, alors que ceux des flancs de volcans contiennent plus d'argile, de matière organique et de nutriments, mais sont aussi beaucoup plus caillouteux (JOFFRE et ACHO, 2008). Les sols de plaine sont souvent salins.

La végétation spontanée du sud de l'Altiplano ne comprend qu'une espèce arborescente native, la *queñua* (*Polylepis tarapacana*). Dans la zone Intersalar, cet arbre se rencontre sur les flancs du volcan Tunupa à une altitude supérieure à 4 200 m. Le cactus colonnaire *Trichocereus atacamensis*, dont le fruit est comestible, est commun sur les pentes depuis l'altitude du *salar* jusqu'à 4 200 m environ. De nombreux arbustes appartenant principalement aux familles des *Asteraceae*, *Verbenaceae*, *Solanaceae* et *Fabaceae*, ainsi que des graminées pérennes des genres *Stipa* et *Festuca* composent la *thola*, terme générique correspondant à une formation végétale arbustive de hauteur inférieure à un mètre et dont le recouvrement, dans la zone d'étude, ne dépasse généralement pas 30 %. Pendant la saison des pluies, de nombreuses espèces herbacées annuelles forment une strate basse (inférieure à 25 cm) pouvant couvrir temporairement jusqu'à 50 % du sol. Plusieurs faciès de *thola* correspondant à des substrats et des modes d'usage différents ont été décrits en fonction des espèces dominantes (BECK, 1985 ; ALZÉRRECA *et al.*, 2002). Enfin, la végétation des zones humides couvre une surface réduite autour des ruisseaux – où elle est appelée *bofedal* – ou en bordure du *salar* – où elle est appelée *pelar* –. Elle correspond à un tapis herbacé pérenne dense offrant un espace pastoral de grand intérêt.

En résumé, bien que l'Altiplano sud soit un milieu extrême pour le développement de la vie, la diversité des reliefs et des microclimats a cependant permis aux populations humaines de s'y installer et d'y développer très tôt, à côté de l'extraction du sel et des minerais, des activités d'élevage et de culture.

Peuplement de la période préhispanique à 1950

Différentes sources indiquent que les premiers groupements humains dans cette partie des Andes datent de 12 000 à 20 000 ans (LITTLE, 1981 ; DOLLFUS, 1982 ; FRANQUEVILLE, 2000), et les premières populations sédentaires domestiquant plantes et animaux remonteraient à 4 500 ans (LITTLE, 1981 : 146). On peut encore aujourd'hui observer des vestiges tels que des terrasses pluviales (terrasses linéaires, cross-channel, micro-terrasses) et des enclos de culture, ainsi que des constructions telles que des greniers et des silos, très probablement associés à la culture de quinoa (BARFIELD, 1961 ; NIELSEN, 1998).

Les habitants de l'Altiplano sud ont toujours eu comme activité principale et locale, l'agriculture, combinant cultures sèches et élevage. Si l'élevage était pratiqué partout, on trouvait en revanche des zones sans culture. La majorité de la production agricole concernait la pomme de terre et/ou la quinoa, leur densité variant en fonction des microclimats. Ces deux composantes de base de l'alimentation locale se conservent aisément plusieurs années et sont pratiques à transporter. Ainsi, la pomme de terre est déshydratée (*chuño*) par l'alternance entre le gel nocturne et l'intense rayonnement diurne, et la quinoa se conserve en grains.

L'élevage de lamas (*Lama glama*, famille des camélidés) était pratiqué dans toute la zone. La viande de lama est consommée fraîche ou bien salée, puis séchée au soleil pour être conservée et/ou transportée (sous cette forme, on la nomme *charque*). Certains microclimats permettent également l'élevage d'alpacas (*Lama pacos*, famille des camélidés) qui ont besoin de pâturages humides (*bofedales*). Enfin, depuis la conquête espagnole, l'élevage concerne aussi les ovins.

Toute production agricole est par définition irrégulière, variant d'une année à l'autre en fonction de divers facteurs (climat, maladies, prédateurs, etc.). Dans l'Altiplano sud, les aléas du climat : sécheresse, gel, grêle ou vent fort peuvent affecter les cultures tout au long de leur cycle de croissance et peuvent donc réduire à néant les récoltes, d'où l'intérêt pour les populations de mettre en œuvre des stratégies productives fondées sur la minimisation du risque plutôt que sur la maximisation de la production. Historiquement, et comme dans toute société paysanne, cette agriculture avait pour vocation première la reproduction sociale et la couverture des besoins alimentaires de la famille, la production étant soit directement consommée, soit troquée contre d'autres produits.

L'accès indirect à des biens non produits dans les zones de *puna* par le biais des échanges a constitué une des principales stratégies des populations andines pour diversifier leur régime alimentaire. Les caravanes de lamas chargés de produits divers partaient de la communauté et le voyage pour atteindre le lieu des échanges pouvait durer de 10 à 30 jours (LECOQ, 1987). Il s'agissait de voyages vers les oasis et la côte de l'actuel Chili, et vers les vallées inter-andines boliviennes (Cochabamba, Potosí, Sucre, Tupiza) (NIELSEN, 2001). Une fois parvenue à destination, la caravane s'arrêtait quelques jours, le temps d'échanger les produits de la montagne contre ceux des vallées ou de l'océan, puis elle repartait vers la communauté. L'absence dans les communautés pouvait ainsi durer jusqu'à quatre mois.

Les produits emportés de l'Altiplano étaient en priorité le sel extrait des *salars*, les pommes de terre ou le *chuño*, la quinoa, la laine et le *charque* de lama, et parfois du lama frais (des animaux de la caravane étaient tués sur place), ainsi que quantité d'autres produits (artisanat, pierres précieuses, herbes médicinales, etc.). Contre ces produits, les caravaniers échangeaient des fruits, du maïs, de la coca, du bois, des produits de la mer et, plus récemment des farines et du sucre.

Chaque communauté avait son parcours et ses destinations favorites, liant ainsi les territoires du haut et du bas.

Nous ne savons pas précisément quels types de liens existaient entre les différents étages, s'il s'agissait d'« archipels verticaux » décrits par J. MURRA (1972)⁹ ou bien d'alliances interethniques telles que celles étudiées par J.-L. MARTÍNEZ (1992) pour les oasis du Chili ou encore de « simples » relations de troc. Toujours est-il qu'il y avait une importante « mobilité giratoire »¹⁰ (NÚÑEZ et DILLEHAY, 1995) entre les étages écologiques. Malgré les barrières montagneuses et la rudesse du milieu, l'Altiplano n'était donc pas une région isolée et faisait bien partie intégrante d'un réseau d'échanges à plus large échelle.

Pendant la période incaïque, à partir de 1450 et jusqu'en 1572, la région a connu des déplacements forcés de populations (*mitimaes* ou *mitmackunas*) vers d'autres zones de production agricole ou vers les zones minières, ou encore lors des conflits. Les fonctions de ce type de colonisation étaient à la fois productives et militaires. L'Empire du Soleil, le *Tiwantinsuyu*, était un régime centralisé ayant implanté des centres administratifs sur l'ensemble de l'empire. Dans la région, il s'agissait de Sevaruyos (Cruz, 2009) et Taha (P. Cruz, comm. pers.).

L'Altiplano sud est l'aire de peuplement du groupe ethnique aymara. Lors du recensement de la population de 2001, dans cette région, 53 % de la population de plus de 15 ans s'auto-identifie comme Aymara et 34 % comme Quechua, l'autre groupe ethnique majoritaire de Bolivie¹¹.

Durant la période coloniale, à partir du XVI^e siècle, les réorganisations ont été importantes mais, contrairement au reste de la Bolivie, la région n'a pas été touchée par le modèle des *haciendas* – grandes propriétés foncières confisquées sur les terres des indigènes et ensuite exploitées par un patron qui faisait travailler gratuitement la population autochtone. En effet, la région des Lipez¹² a acquis une certaine autonomie en payant un tribut directement à la couronne (tribut payé en argent et en or) (CRUZ *et al.*, 2011 ; MARTÍNEZ, 2011). L'agriculture familiale et les productions locales ont ainsi été relativement préservées. En revanche, l'imposition

⁹ J. MURRA décrit le cas de populations de la période 1460-1560, avant la colonisation espagnole. Il fait état d'une organisation pour contrôler un maximum d'étages écologiques et donc de productions qui pouvaient aller de la *puna* à 4 000 m d'altitude à des zones littorales : « La population faisait un effort continu pour s'assurer l'accès aux "îles", en les colonisant de leurs propres personnes, malgré les distances qui les séparaient des noyaux principaux d'établissement et de pouvoir » (1975 : 62). En ce qui concerne notre zone d'étude, il indique qu'« il existerait des ethnies altiplaniques sans contact avec le Titicaca ou la mer, mais avec un accès aux Yungas vers le nord et l'est. Il s'agit de Pocona, Charcas, Soras, Quillacas, Carangas, Chuis, Chichas » (1975 : 78).

¹⁰ Va-et-vient entre deux localités ou régions économiquement complémentaires.

¹¹ À l'échelle nationale, 62 % de la population de plus de 15 ans s'auto-identifie comme indigène, dont 25 % aymara et 31 % quechua.

¹² Au sud-ouest de l'actuelle Bolivie.

des réductions (*reducciones*), c'est-à-dire le regroupement de la population indigène dans des bourgs, a marqué ces territoires. L'objectif du colonisateur était de contrôler les populations locales et d'affaiblir leurs structures sociales traditionnelles basées sur la communauté (MARTÍNEZ, 2011). Malgré cela, l'organisation sociale locale ancienne a perduré en grande partie et les terres sont restées communautaires. Un autre fait marquant de la période coloniale a été l'instauration du travail forcé dans les mines (*mitayos*) autour desquelles l'économie régionale avait été restructurée. Si la période coloniale est synonyme de chute démographique considérable à l'échelle du pays (liée en particulier aux épidémies et aux décès dans les mines), il y a eu, localement, une affluence massive d'émigrants de diverses régions des Andes, pour l'exploitation des mines (GIL MONTERO et NIELSEN, 2010). Avec l'indépendance de la Bolivie (1825), la base des activités dans la région restera l'agriculture, le troc, le travail saisonnier dans les mines pour les hommes (Potosí, cordillère orientale, Pulacayo), ainsi que certains travaux autour de la mine et, en particulier le transport des minerais de Potosí jusqu'au Chili. L'Altiplano sud était sur le tracé des voies d'acheminement de ces minerais et certains habitants effectuaient ce transport, employant pour cela un nombre très élevé de mulets. Avec la construction des lignes de chemin de fer (1890), cette activité a progressivement cessé. Une autre ressource économique était l'exploitation de plantes (*yareta* et *thola*) utilisées comme combustibles dans les fonderies des mines. Cette activité s'est arrêtée avec l'utilisation du charbon et du pétrole.

Aux premières traditions de mobilité visant à compléter la diète alimentaire se sont peu à peu substitués des mobilités de travail tournées vers l'obtention de revenus pour l'acquisition de biens matériels et alimentaires. Cette nécessité de mobilité reflète de nouvelles exigences imposées par la colonisation et de nouveaux besoins liés à la monétarisation de l'économie. Mais elle renvoie aussi à l'insuffisance des activités locales pour fournir des revenus décents. En effet, l'agriculture locale est aléatoire et il n'existait pas à cette période de marché pour les productions agricoles et d'élevage.

Le peuplement depuis 1950

La région du *salar* d'Uyuni revêt l'image d'une région marquée, dans des proportions plus fortes que d'autres dans le pays, par un processus d'exode rural et de déprise démographique. A. SPEDDING et D. LLANOS (1999), pour le cas des vallées inter-andines de Cochabamba, mentionnent un dépeuplement à partir des années 1970, tandis que W. C. PLATA QUISPE *et al.* (2002), dans une étude de l'Altiplano nord, parlent de la désertion des campagnes à partir de 1952, lors de la révolution nationale bolivienne et de la réforme agraire qui a suivi. Enfin,

E. MADRID LARA (1998), dans une étude de l'Altiplano central, situe également le déclenchement de l'exode rural à partir de cette même date, mais note que la croissance de la ville d'Oruro a été déterminante dans cette phase d'émigration avec un gradient de distance à la ville (dès les années 1950 pour les communautés proches, seulement dans les années 1970 pour les communautés plus éloignées).

L'année 1952 est donc une date importante en Bolivie, avec de fortes répercussions sur la vie politique et sociale du pays, mais aussi sur son organisation spatiale, et notamment sur la distribution des foyers de peuplement. Par ailleurs, l'année 1950 est précisément la date d'un recensement national en Bolivie, à partir de laquelle nous pouvons saisir les évolutions démographiques et sociales.

Une faible croissance de la population¹³

À l'échelle nationale, les données indiquent un accroissement de 207 % sur la période 1950-2001, la population étant passée de 2 704 165 habitants en 1950 à 8 274 325 en 2001. Tous les départements ont eu, sur la période 1950-2001, une forte ou très forte croissance de la population urbaine (sauf le Pando), tandis que l'accroissement de la population rurale est plus contrasté. En effet, dans les départements de Santa Cruz et Cochabamba, la croissance de la population rurale a été importante, alors qu'elle est beaucoup plus faible dans le reste du pays.

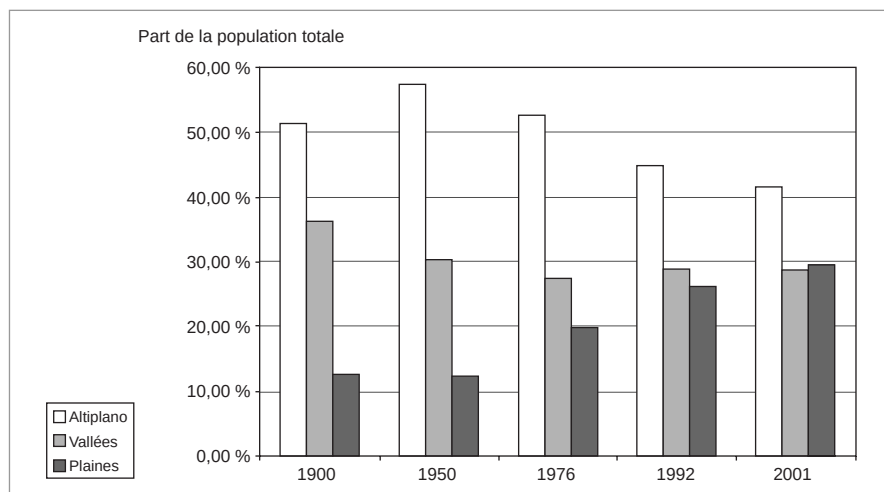
En part relative, le pays s'urbanise de façon croissante depuis une cinquantaine d'années, puisque la part de la population urbaine est de moins de 30 % en 1950 contre un peu plus de 60 % en 2001. Cette croissance s'opère à un rythme plus faible cependant à partir des années 1990.

Parallèlement, on assiste à partir de 1960 à un glissement de la population vers les terres basses et le département de Santa Cruz, suite aux politiques de colonisation agricole et d'équipements de l'*Oriente* (fig. 3).

Dans ce contexte global, les régions rurales de l'Altiplano, notamment dans les départements d'Oruro et Potosí, figurent parmi celles qui connaissent la plus faible croissance démographique depuis 1950. La figure 4 présente l'évolution de la population des municipes de la région du *salar* d'Uyuni¹⁴. L'accroissement démographique pour la période 1950-2001 se situe aux alentours de 7 %, loin des 207 % comptabilisés au niveau national. Sauf dans ceux d'Uyuni et de Santuario

¹³ Les données statistiques relatives à l'évolution démographique de la Bolivie proviennent des recensements effectués par l'INE (*Instituto Nacional de Estadísticas*) en 1950, 1976, 1992 et 2001.

¹⁴ Se reporter à VASSAS TORAL (2011) pour les précisions méthodologiques de calcul.

**Figure 3**

Répartition de la population bolivienne par grandes zones écologiques 1900-2001.

Source : BLANCHARD, 2005 : 66 (données de Ledo 1999 et INE recensement 2001).

de Quillacas, la population des municipes étudiés a augmenté durant la période 1950-2001 passant de 47 697 habitants en 1950 à 50 875 en 2001. En effet, la ville d'Uyuni était le centre ferroviaire le plus important du pays, par où transitaient les minerais. La fermeture de nombreuses mines aux alentours en 1985 a provoqué le déclin de cette ville. Le municipe d'Uyuni abrite l'ensemble de la population urbaine des neufs municipes¹⁵, du fait de la présence de la ville d'Uyuni : 58 % en 1992 (11 372 individus) et 56 % en 2001 (10 551 individus). Entre les deux derniers recensements, la croissance hors aire urbaine y a été légèrement négative.

La croissance démographique reste donc très faible par rapport à celle du pays.

Dans le détail, pour la période intercensitaire 1950-1976 les taux sont compris entre – 0,8 et 1,1 %, soit un maintien relatif de la population. Cette période post-révolution nationale correspond à la nationalisation des mines et au début de l'urbanisation du pays.

Pour la période 1976-1992, la tendance générale est à une diminution de la population. Cette diminution est le reflet des migrations et de « l'abandon résidentiel des campagnes » dans la zone. Cette période correspond d'une part à l'urbanisation croissante du pays, d'autre part aux politiques de colonisation des terres basses et à l'émergence de Santa Cruz comme nouveau grand pôle économique.

¹⁵ Les zones urbaines sont définies par l'INE par le seuil de 2 000 habitants.

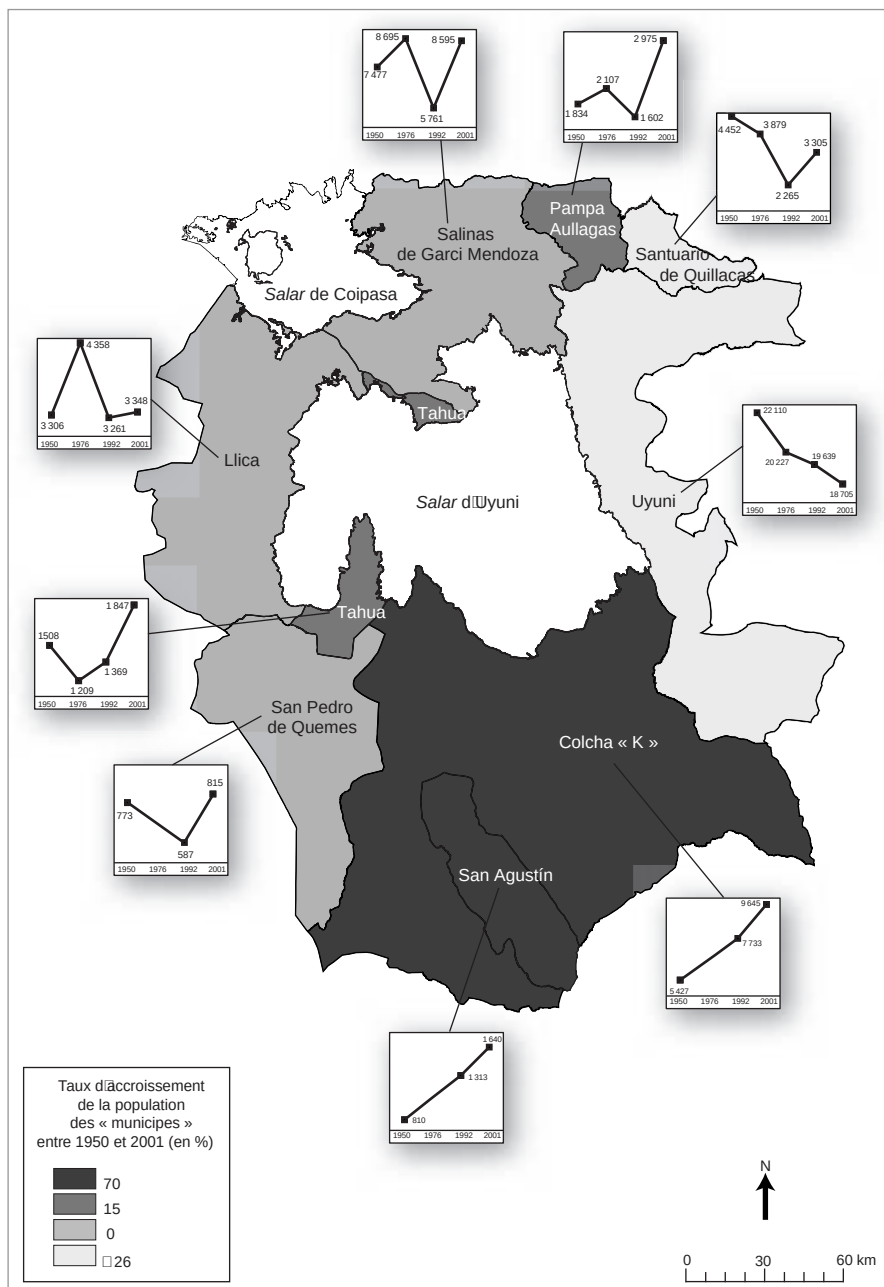


Figure 4

Évolution de la population des municipes de la région du salar d'Uyuni (1950-2001).

Source : INE, recensements 1950, 1976, 1992, 2001 (données redistribuées selon les limites administratives pour Salinas, Tahua et Llica, 2001). Élaboration propre, en collaboration avec S. Coursière.

Entre 1992 et 2001, en revanche, l'accroissement de la population est général dans tous les municipes sauf pour celui d'Uyuni qui continue sa décroissance. Il faut noter un biais possible pour les données de 2001, car la population rurale aurait été surestimée. En effet, depuis la loi de Participation populaire et décentralisation administrative promulguée en 1994, le gouvernement octroie des crédits aux municipes (appelés coparticipation populaire) en fonction de la population résidente. En conséquence, nombreux sont ceux qui se sont fait recenser dans leur communauté d'origine, alors que leur lieu de résidence principale se situait ailleurs, généralement en ville. Le maintien des liens avec les communautés d'origine, les habitudes de circulations mais également les systèmes de double résidence, ont favorisé cette « tactique du retour » pour le recensement. S'il n'est pas impossible que la période ait été marquée par une réelle croissance de la population, ces données du recensement restent donc à considérer avec prudence. Toutefois, nous présenterons ultérieurement une estimation personnelle de la population des communautés étudiées pour l'année 2008 qui confirme une tendance à l'accroissement.

L'analyse des formes de l'habitat donne quelques indications sur l'évolution démographique de la zone Intersalar. Dans ces communautés, les traces d'habitat anciennement occupé peuvent témoigner d'une baisse de la population résidente et d'un processus d'émigration. Se côtoient, cependant, maisons abandonnées (sans toit ou avec un toit qui s'écroule) et maisons en toit de tôle ondulée de construction plus récente (maisons occupées en permanence ou de façon temporaire), ce qui pourrait aussi refléter une substitution des formes d'habitat, les familles qui auraient pu construire des maisons en matériau plus « moderne » délaissant leur ancienne maison. Mais il est vrai que les secondes sont moins nombreuses que les premières, ce qui indiquerait une réelle déprise démographique.

Dans les communautés étudiées situées en dehors de la zone Intersalar (à l'est et au sud du *salar*), la configuration de l'habitat est différente. En effet, ces communautés étaient autrefois des communautés d'éleveurs, l'habitat était très dispersé. Avec l'implantation des écoles, l'arrivée de l'électricité et l'intensification de la production de quinoa, les populations ont eu tendance à se regrouper dans certains secteurs du territoire communautaire. C'est ainsi que le village de Candelaria (municipe d'Uyuni) est de formation récente, puisqu'il correspond à une nouvelle localisation des populations des zones alentours et à la création d'un nouveau centre où l'habitat se distingue par des maisons exclusivement neuves. En revanche, lorsque nous parcourons le reste du territoire de la communauté, nombreuses sont les maisons des hameaux qui sont abandonnées. Le cas de San Juan (municipe de Colcha « K ») est relativement similaire même si, à la différence de Candelaria, le centre actuel de la communauté n'est pas une création en tant que telle puisqu'il est depuis très longtemps localisé au même endroit. Pour ces deux villages, l'impression est celle d'une évolution démographique positive, ce que confirment nos propres estimations.

Ainsi, les maisons abandonnées de la région du *salar* d'Uyuni reflètent un exode rural qui a réellement affecté certaines communautés. Mais, certains hameaux « fantômes » que l'on pourrait croire désertés correspondent en réalité à une relocalisation résidentielle des populations dans des villages devenus centre de communauté ou dans les bourgs proches.

Structure démographique et répartition de la population

L'étude de la structure démographique complète l'analyse des dynamiques de peuplement. Deux types de pyramides des âges se distinguent (fig. 5). Tout d'abord, des pyramides relativement équilibrées en termes de représentation des tranches d'âge et de la répartition entre sexes ; c'est le cas des municipes de Colcha « K », Salinas de Garci Mendoza, Pampa Aullagas, Tahua et San Agustín,

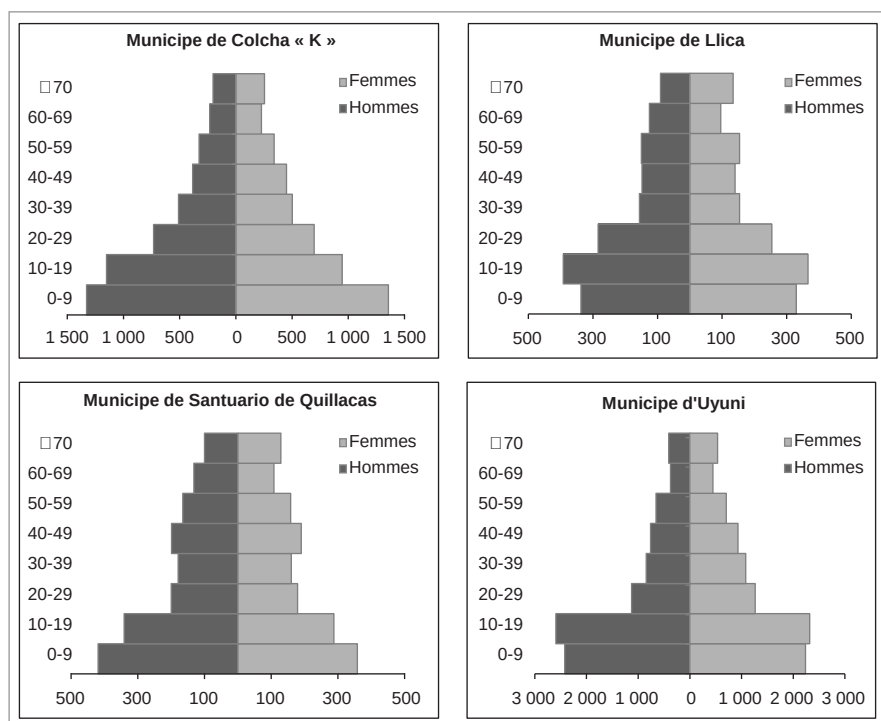


Figure 5
Pyramides des âges de quelques municipes étudiés, 2001.

Source : INE, recensement 2001 (données redistribuées selon les limites administratives pour Llica, 2001).

c'est-à-dire les municipes localisés sur les bordures nord et sud du *salar* d'Uyuni. En revanche, pour les quatre autres municipes, des « creux » d'effectifs interviennent pour certaines tranches d'âge. À San Pedro de Quemes et Llica, le creux apparaît à partir de la tranche 30-39 ans pour se poursuivre jusqu'au sommet de la pyramide, ce qui indique le départ d'une population jeune et active, sans retour. À Santuario de Quillacas, en revanche, un creux de l'effectif à partir de la tranche d'âge 20-29 ans infléchit le profil jusqu'à 39 ans. Le retour à une pyramide classique ensuite peut refléter des migrations de retour à partir de 40 ans. Enfin, la pyramide du municipe d'Uyuni est la plus déséquilibrée, présentant un gonflement de population jeune (0-19 ans) et des effectifs réduits dans les tranches d'âge supérieures, pour les deux sexes.

Quant aux indices de masculinité, qui représentent le nombre d'hommes pour 100 femmes, le constat global dans les campagnes de l'Altiplano sud n'est pas celui d'un très fort déséquilibre, il est compris entre 91 et 120. On observe tout de même un nombre d'hommes plus élevé, excepté dans deux municipes, ceux d'Uyuni et de San Agustín. Les plus forts déséquilibres concernent l'un des municipes frontaliers avec le Chili, celui de San Pedro de Quemes (120 hommes pour 100 femmes). Ce constat est plutôt paradoxal lorsque l'on sait que les migrations rurales, traditionnellement, induisent plutôt une féminisation des campagnes, du fait du départ des hommes. À moins que, sur l'Altiplano sud, les migrations concernent tout autant les femmes que les hommes ? Nous reviendrons sur ces aspects dans l'analyse plus fine des systèmes de mobilité des populations.

Si la structure démographique de la population présente certains déséquilibres (creusement de la pyramide à partir de vingt ans, taux élevé de masculinité), elle ne correspond cependant pas au schéma classique des campagnes qui perdent beaucoup de migrants et sont marquées par le vieillissement et la féminisation de la population rurale.

Le recensement de la Bolivie en 2001 comptabilise 41 % de la population totale sur l'ensemble de l'Altiplano (Altiplano nord, où se situe la capitale, Altiplano central et sud), lequel ne cesse de perdre de son poids démographique relatif au profit des vallées et des terres basses (CODEPO, 2004). La Bolivie, d'une superficie d'environ 1 100 000 km², a une densité moyenne de 7,53 hab./km², ce qui représente une faible emprise de peuplement. Cependant, les densités rurales peuvent être relativement importantes, allant au-delà de 200 hab./km², dans certaines régions voisines du lac Titicaca ou de Cochabamba. Au contraire, pour la région étudiée, la densité de population varie entre 0,2 et 2,6 hab./km² avec une très faible densité moyenne de 1,26 hab./km².

La population rurale de l'Altiplano se répartit dans des unités territoriales dénommées « communautés », elles-mêmes constituées soit par un unique village (pour les petites communautés), soit par différents hameaux (*estancias* ou *villorios* dans

les grandes communautés). L'arrivée des écoles, puis de l'électricité « resserre » les lieux de résidence des habitants, les *estancias* et *villorios* sont souvent abandonnés pendant l'année scolaire et réinvestis ponctuellement pendant les vacances, les travaux agricoles et pour le pâturage.

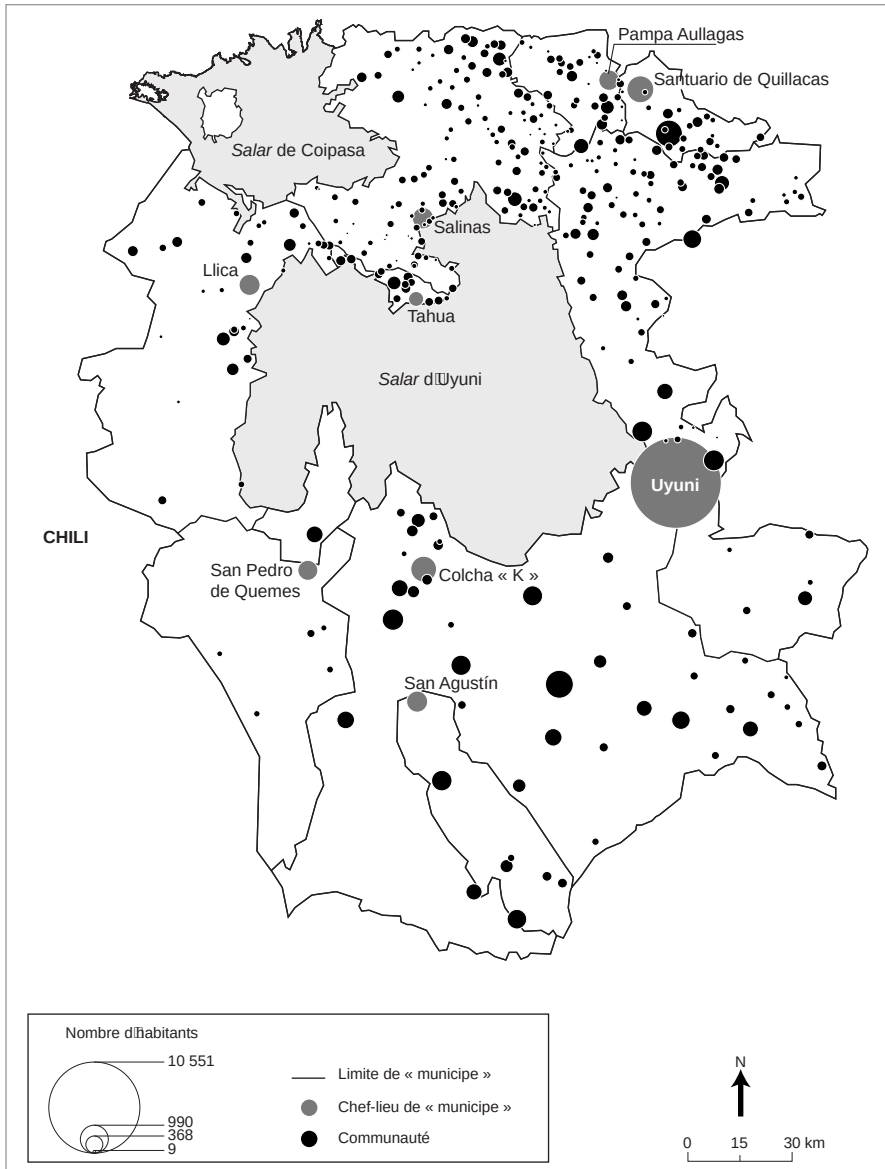
D'après le recensement de 2001, la population des communautés varie entre neuf individus pour les moins peuplées et 990 pour les plus importantes¹⁶. La figure 6 rend compte de la distribution spatiale des communautés dans la région du *salar* d'Uyuni et des effets de répartition inégale, d'une part, entre le nord et le sud, et d'autre part, entre la partie occidentale (zone frontalière avec le Chili) et orientale. Un des facteurs explicatifs de la plus faible densité au sud et à l'ouest tient à l'orientation productive des communautés. En effet, les communautés du nord sont plus agricoles, celles du sud plus tournées vers l'élevage extensif, ce qui va de pair avec des territoires communautaires plus étendus et moins peuplés. Au sud, l'habitat est donc plus dispersé au sein des communautés, sachant cependant que nous avons représenté sur la carte la population à partir du village centre.

Dans quelle mesure ces données du recensement de 2001 correspondent-elles à la réalité, et plus encore à la situation en 2008, année de nos enquêtes ? Dans les communautés, il s'est avéré extrêmement difficile de déterminer avec certitude le nombre d'habitants. Y comptabiliser le nombre de résidents est, en effet, une entreprise complexe, y compris pour les populations locales, car les acceptions du terme « d'habitants » sont différentes selon les interlocuteurs. Parle-t-on de la population permanente ? De la population qui cultive ? De la population née dans la communauté ? De la population « membre » de la communauté ? Autrement dit, le critère peut être celui de la résidence (avec toutes les ambiguïtés de sa définition), de l'origine ou encore de l'accès aux ressources.

Selon le critère de résidence, la seule source officielle dont nous disposons pour l'ensemble des communautés est le recensement général de population de 2001¹⁷. Or, de nombreux individus originaires des communautés se sont faits recenser dans leur communauté alors qu'ils n'y résidaient pas, ou alors de manière discontinue (bi-résidence). Les données du recensement sont utiles, car elles donnent une estimation minimale du nombre d'individus membres de la communauté. Mais elles ne reflètent pas la réalité de la population résidente. Pourtant, en Bolivie, ces données de l'INE de 2001 sont un référent pour l'ensemble des politiques publiques. Elles fixent les budgets municipaux, comme déjà évoqué, mais elles déterminent également les modalités d'intervention dans les domaines de la santé et l'éducation.

¹⁶ Ces chiffres sont le résultat d'une réanalyse des tableaux de données du recensement de 2001 et n'apparaissent donc pas comme tels dans les travaux de l'INE.

¹⁷ Les recensements de 1950 et 1976 n'ont pas été effectués à l'échelle des communautés et celui de 1992 est très difficilement exploitable à cette échelle.

**Figure 6**

Répartition de la population dans les communautés de la région du *salar* d'Uyuni en 2001.

Source : INE, 2001. Élaboration propre, en collaboration avec S. Coursière.

Pour la santé, par exemple, l'indice de croissance démographique calculé par l'INE pour chaque municipe selon les données 1992-2001 sert à déterminer le volume de population, et c'est sur cette base que les moyens sont alloués annuellement aux centres de santé. Mais chacun sait que la population réelle est moindre, et certains centres et postes de santé ont donc réalisé leur propre recensement pour connaître la population à soigner. Nous n'avons pu avoir accès à cette information que pour deux communautés étudiées : San Juan et Palaya. Pour Otuyo et Chilalo, faiblement peuplées, nous avons pu réaliser notre propre recensement et, dans le cas de Candelaria, nous avons utilisé la liste des producteurs ayants droit de la communauté (*contribuyentes*), complétée avec l'aide du représentant de la communauté. Les résultats sont indiqués dans le tableau 1.

Tableau 1
Population des cinq communautés étudiées en 2008.

	Population recensée 2001 (INE)*	Population recensée 2008 (PS)*	Population résidente estimée		
			Population permanente 2008		Population de plus de 15 ans en double résidence
			Totale	+ 15 ans ⁽¹⁾	
San Juan	582 ⁽²⁾	429	429 (PS)	299 (PS)	15
Candelaria	256 ⁽³⁾		183 (AVT) ⁽⁵⁾	153 (AVT) ⁽⁵⁾	8
Palaya	213	180 ⁽⁴⁾	107 (AVT)	66 (AVT)	28
Chilalo	78		37 (AVT) ⁽⁶⁾	18 (AVT) ⁽⁶⁾	9
Otuyo	66		40 (AVT) ⁽⁶⁾	27 (AVT) ⁽⁶⁾	11

* INE : *Instituto Nacional de Estadísticas*, PS : postes de santé, AVT : élaboration propre.

⁽¹⁾ On considère la population qui a plus de 15 ans, âge potentiel de départ en migration.

⁽²⁾ Regroupement des entités statistiques : San Juan, Amor, Turuncha et San José.

⁽³⁾ Regroupement des entités statistiques : Candelaria de Viluyo, Mulasi, Poqueroma, Lupi et Challa Vinto.

⁽⁴⁾ Document utilisé : « *Nómina de habitantes de la comunidad de Palaya* », liste fournie par l'assistant sanitaire, complétée avec le représentant de la communauté de 2008.

⁽⁵⁾ Document utilisé : « *Lista de contribuyentes* », fournie par les autorités locales, complétée avec le représentant de la communauté de 2007.

⁽⁶⁾ Recensement personnel.

Caractérisation statistique de la migration interne

Il est habituel de distinguer, dans l'étude des mobilités, les migrations internationales des migrations internes. Cette distinction tend cependant à s'effacer dès lors que l'on considère les trajectoires de mobilité des individus. De fait, l'aire des destinations

migratoires dans cette région dépasse les frontières nationales, ce dont ne rendent pas compte les données de recensement de l'INE qui ne comprennent pas de variables relatives aux mobilités internationales. À partir des données de l'INE, seront considérés ici strictement les mouvements internes de population : quelle place tiennent-ils dans les dynamiques de peuplement de la région ? Quelles sont les destinations et les provenances migratoires dans la zone étudiée ?

Parmi les questions posées lors du recensement de 2001 appliqué à toute la population du pays, deux avaient trait à la migration : tout d'abord le lieu de naissance, et ensuite le lieu de résidence cinq ans avant la date du recensement (1996). Il n'y avait donc pas de question concernant l'année d'installation dans la résidence actuelle. Fondé sur le principe de la résidence unique, ce recensement ne posait pas non plus de questions sur d'autres lieux éventuels de résidence de l'individu.

Si les données de recensement permettent de connaître les stocks de migrants et les flux intercensitaires, elles ne rendent pas compte des mouvements temporaires, des migrations successives ou des mouvements réversibles (DOMENACH et PICOUET, 1995 : 17). Trois indicateurs seront utilisés : le lieu de naissance, le lieu de résidence en 2001 et le lieu de résidence en 1996. L'échelle spatiale de recensement de l'INE est celle du municipale. La migration est dite ancienne lorsque le lieu de résidence en 2001 est différent du lieu de naissance et récente lorsqu'il y a eu changement de résidence entre 1996 et 2001.

Trois municipales se démarquent par une part importante d'anciens émigrants (plus de 40 %) : Uyuni – à propos duquel nous avons déjà signalé le déclin de son pôle urbain (la ville d'Uyuni) et des mines alentours ; Llica et San Pedro de Quemes qui sont tous deux frontaliers avec le Chili et où l'activité agricole est très aléatoire à cause des conditions environnementales. Ailleurs, la part d'anciens émigrants n'est pas très importante (entre 20 % et 25 %), ce qui tend à relativiser l'idée d'exode rural dans ces municipales.

Quant à la catégorie des anciens immigrants, il convient de relativiser également son poids au sein de la population totale, car une part des personnes venues s'installer dans les municipales de la zone d'étude sont en réalité des individus originaires des communautés, à savoir des enfants de migrants nés sur le lieu de travail de leurs parents (mines, ville), puis revenus avec eux comme « immigrants passifs ». D'autres sont des femmes qui s'installent dans le municipale de leur mari au moment de leur mariage. Cette part des anciens immigrants dans les municipales étudiés varie entre 7 % et presque 28 %. Les résidents « originaires » (au sens du lieu de naissance) sont largement majoritaires dans la totalité des municipales (au moins 70 %).

Les figures suivantes (7 et 8) indiquent le lieu de résidence des anciens émigrants et l'origine des anciens immigrants pour l'ensemble des municipales.

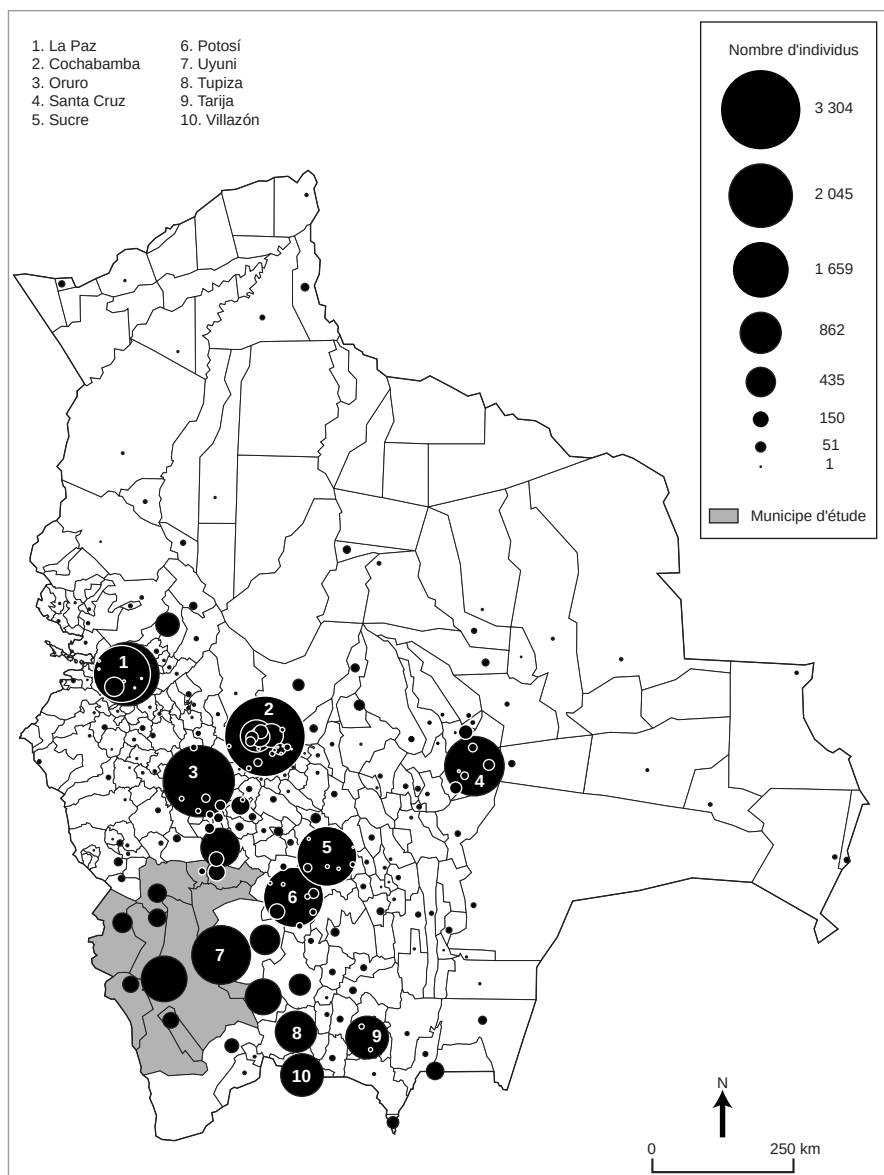


Figure 7

Résidence en 2001 des anciens émigrants des municipes étudiés.

Source : INE, 2001. Élaboration propre, en collaboration avec S. Coursière.

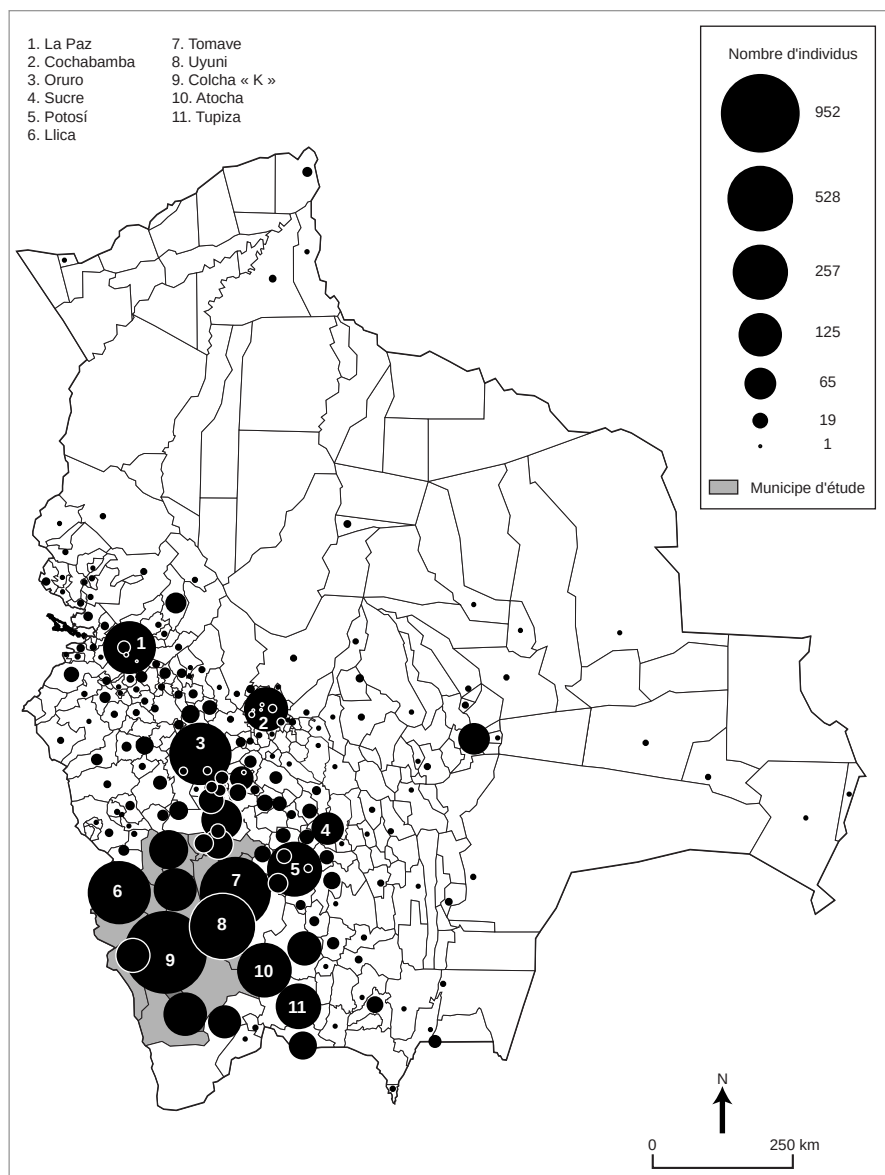


Figure 8

Lieu de naissance des anciens immigrants résidant dans les municipes étudiés en 2001.

Source : INE, 2001. Élaboration propre, en collaboration avec S. Coursière.

De manière générale, les lieux de résidence des populations « émigrées » en 2001, nées dans un municipio de l'Altiplano sud, se situent dans leur très grande majorité sur l'Altiplano centre et nord (Oruro et La Paz) et dans les vallées inter-andines de Bolivie (Potosí, Cochabamba notamment). Comparativement, l'*Oriente*, et en particulier la ville de Santa Cruz, reste un pôle d'attraction secondaire, ce qui relativise l'idée selon laquelle il y aurait eu, tout au moins pour cette région, un glissement démographique des hautes terres vers les basses terres. On observe, par ailleurs, l'importance des migrations de proximité, en particulier vers la ville d'Uyuni située à l'est de notre zone d'étude, ainsi que l'attractivité de certaines régions frontalières avec l'Argentine, à l'extrême sud de la Bolivie, comme celles de Tarija et Villazón.

L'effet de proximité est encore plus visible pour les flux d'immigration. Les lieux de naissance des résidents non natifs, en effet, sont situés dans leur très grande majorité au sein même de l'Altiplano sud, à savoir dans les municipios voisins des départements d'Oruro et de Potosí. Beaucoup moins nombreux sont les immigrants provenant des autres départements comme ceux de La Paz et de Cochabamba.

La prise en compte des changements résidentiels durant la période 1996-2001 permet de saisir les configurations spatiales plus récentes de la migration interne. À l'échelle nationale, les taux nets de migration négatifs correspondent à la quasi-totalité des municipios de la zone andine au profit des municipios des terres basses.

Ainsi, pour tous les municipios de la région du *salar* d'Uyuni, excepté Santuario de Quillacas, les taux annuels nets de migration (fig. 9) sont négatifs, particulièrement pour ceux qui sont en position très périphérique à l'ouest et au sud du *salar*

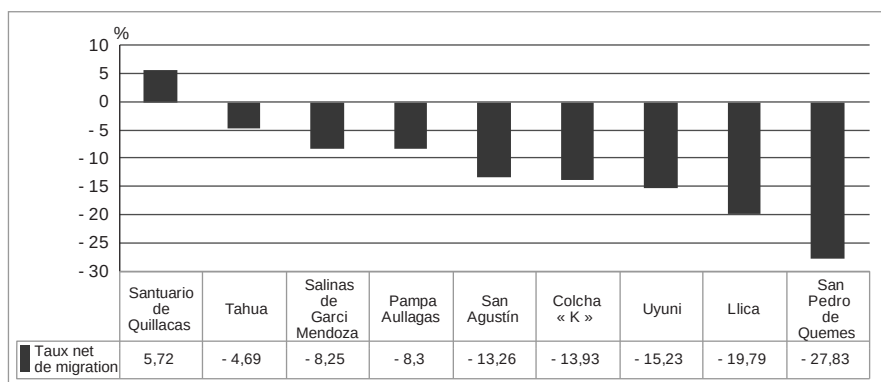


Figure 9
Taux net de migration interne des municipios étudiés (1996-2001).
Source : INE, recensement 2001, calculs CODEPO, 2004.

d'Uyuni. Ces municipes « expulsent » plus de population qu'ils n'en reçoivent ; la croissance démographique enregistrée entre les deux derniers recensements est positive et elle serait donc uniquement due à l'accroissement naturel.

Finalement, l'analyse des dynamiques de peuplement – fondamentale pour prendre la mesure de l'impact sociodémographique de l'essor de la quinoa – débouche sur des constats contradictoires. Les sources officielles du recensement attestent un faible essor démographique de la région, certains indicateurs relatifs à l'habitat et à la fermeture de certaines écoles allant même dans le sens d'une population en baisse. De même, les recensements locaux ou notre propre comptage indiquent une diminution de la population, tout au moins de celle résidant en permanence dans les communautés. Si les migrations rurales n'ont pas épargné cette région, leur ampleur demeure toutefois relativement modérée sur la longue durée. De même, la féminisation et le vieillissement des campagnes, phénomènes classiques dans les régions rurales de forte émigration, ne sont pas mis en évidence dans la région. Il est donc difficile de conclure à une déprise démographique dans la région du *salar* d'Uyuni, notamment lors de la décennie 1990-2000. Les logiques démographiques sont en réalité plus complexes qu'un simple « soutirage » migratoire de la population active. L'analyse des trajectoires de mobilité montrera la diversification et la complexification des systèmes résidentiels dans les années récentes, participant d'une nouvelle dynamique démographique et économique dans la région.

Une économie locale basée sur l'activité agricole et pastorale

Le recensement de 2001, à l'échelle de la Bolivie, indique que 45 % de la population active travaille dans le secteur primaire, 14 % dans le secteur secondaire et 40 % dans le secteur tertiaire. Le pourcentage relatif du secteur primaire est étonnamment élevé au regard de la part de la population urbaine qui s'élève à 62 %¹⁸. Ces données traduisent l'importance de l'activité agricole encore largement dominante, et parfois exclusive, dans les espaces ruraux boliviens.

Ce schéma est celui de la région du *salar* d'Uyuni, dont la base de l'économie locale est le secteur primaire, principalement l'agriculture et l'élevage. La diversification des activités au niveau local est très peu marquée, limitée aux activités

¹⁸ Parmi les pays andins, la Bolivie est celui où la part du secteur primaire est la plus élevée. Pour exemple, la part du secteur primaire dans la population active est de 8 % en Équateur pour 64 % d'urbains, de 30 % en Colombie pour 74 % d'urbains et de 9 % au Pérou pour 71 % d'urbains.

minières et touristiques (cette dernière concernant surtout le sud du *salar*), auxquelles on peut rajouter l'extraction de sel mais qui reste très marginale. Si la région est riche en ressources minières, celles-ci sont exploitées cycliquement, selon les cours du marché. La région est restée à l'écart du développement industriel qui est au demeurant, assez faible en Bolivie, tandis que les commerces et les services restent très concentrés dans quelques bourgs ruraux ou dans la ville d'Uyuni.

Les données statistiques du recensement de 2001 sur l'emploi, c'est-à-dire sur le secteur de l'activité principale déclarée par les individus¹⁹, confirment cette caractéristique : la prédominance du secteur primaire pour l'ensemble des municipes sauf pour celui d'Uyuni où le secteur tertiaire arrive logiquement en première position (emplois dans les services et l'administration dans la ville d'Uyuni). Les municipes frontaliers (San Pedro de Quemes, Llica) et ceux de la partie sud (San Agustín, Colcha « K ») indiquent un secteur tertiaire plus important (entre 21 % et 36 % de la population active) que les autres municipes. Ce sont les quatre municipes où les conditions climatiques sont les plus extrêmes, limitant fortement l'activité agricole. Le municipe de San Pedro de Quemes est tourné vers le commerce transfrontalier avec le Chili, alors que la tertiarisation de l'économie dans le municipe de Llica est liée à la présence d'un grand centre éducatif (École normale). Dans les municipes de Colcha « K » et San Agustín, c'est l'activité touristique qui explique la relative importance du secteur tertiaire.

Le problème majeur des statistiques considérées réside dans le fait que les individus ne déclarent qu'une seule activité : leur activité principale. Comme le remarque H. GUÉTAT-BERNARD (1998 : 261), ces données ne captent donc pas la pluri-activité des individus et le secteur de ces différentes activités : « L'une des faiblesses des études statistiques est de sous-estimer l'ensemble des occupations et des types d'emplois des individus et des ménages, pour ne privilégier, pour chacun, qu'un type majeur ». Pour la population de l'Altiplano sud, la pluri-activité est une réalité ancienne qui se poursuit aujourd'hui (MOLINA RIVERO, 1986 ; LAGUNA, 2003 ; PARNAUDEAU, 2006 ; GASSELIN, 2009 ; VASSAS et VIEIRA PAK, 2010), tout comme plus largement dans les Andes (ALTAMIRANO, 1992 ; ZOOMERS, 1998, 2002 ; SPEDDING et LLANOS, 1999 ; ALBER, 2005). La population pratique la pluri-activité pluri-localisée, ce qui signifie que si l'économie locale est quasi exclusivement basée sur l'agriculture et l'élevage, l'économie familiale est, elle, plus diversifiée. Il n'est d'ailleurs pas certain que l'agriculture locale soit l'activité principale, que ce soit en termes de temps de travail ou de revenus, puisque la plupart des individus vont chercher des revenus en dehors de leur communauté

¹⁹ La question de l'activité est posée à toutes les personnes de 10 à 98 ans inclus.

de résidence comme salariés dans l'agriculture, la construction, le commerce ou encore le service domestique pour les femmes. Cette question de la pluri-activité sera largement développée dans la troisième partie, à partir de nos enquêtes dans les communautés et de la reconstitution des trajectoires professionnelles.

Développement social et territorial : une lente évolution

Persistance de la pauvreté

La Bolivie est considérée comme l'un des pays les plus déshérités d'Amérique latine, une large part de sa population se trouvant en situation de pauvreté²⁰. Les poches d'extrême pauvreté se situent dans les municipes à dominante rurale et dans la zone andine, dont fait partie l'Altiplano. Si les niveaux de pauvreté de la population rurale se sont atténués entre 1992 et 2001 (fig. 10), le monde rural bolivien reste cependant en grande difficulté du point de vue des indicateurs de développement social et économique.

Dans la région du *salar* d'Uyuni, la part de la population pauvre en 2001 oscille entre 89 et 100 % excepté pour Uyuni (58 %). Plus de la moitié des municipes de la zone d'étude atteignent des taux supérieurs à 90 %. Ces chiffres confirment un phénomène persistant en Bolivie, et plus largement dans les pays du Sud, à savoir de fortes disparités de développement entre villes et campagnes²¹. Par ailleurs, il n'y a pas d'évidence d'une amélioration globale des indicateurs de développement social pendant la décennie 1990-2001. En revanche, pour la période plus récente, les observations de terrain montrent des évolutions positives influencées par l'essor de la quinoa.

²⁰ L'incidence de pauvreté est définie en Bolivie à partir des critères fixés par l'Institut national de statistiques bolivien et de l'Udape (Unité d'analyse des politiques économiques). Il se réfère à la proportion de ménages dont les conditions de logement et d'accès aux services (eau, santé, électricité, éducation) ne permettent pas de satisfaire les besoins élémentaires selon une norme minimale prédéfinie. G. CORTES (2008) indique que les données des enquêtes ménages (base MECOVI Amélioration des enquêtes et de la mesure des conditions de vie en Amérique latine et Caraïbes-CEPAL/BID/Banque mondiale), plus complètes puisqu'elles intègrent aussi dans le calcul les niveaux de revenus et de consommation, ne font pas varier la configuration générale de l'incidence de pauvreté dans le pays.

²¹ Pour comparaison, au niveau national, la part de population pauvre s'élève à 91 % en milieu rural et 39 % en milieu urbain.

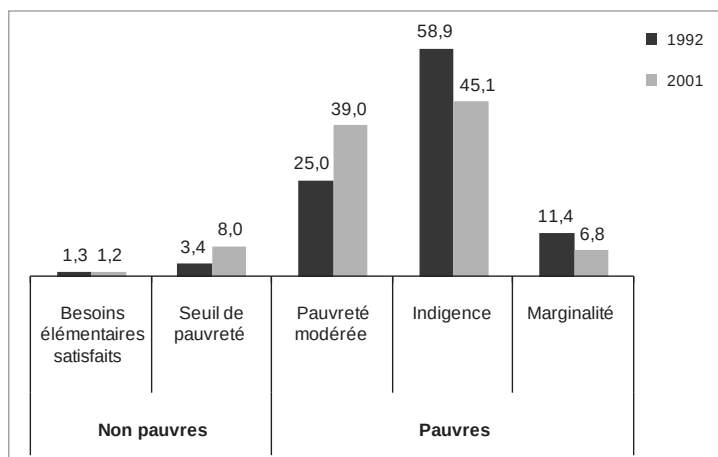


Figure 10
Répartition de la population rurale bolivienne par groupe de satisfaction des besoins élémentaires, recensements de 1992 et 2001 (en %).
Source : INE, 2001a : 9 (données INE, UDAPE).

Indices sociodémographiques et éducation

Les indices sociodémographiques de base (taux global de fécondité, taux de mortalité infantile et espérance de vie) des populations de l'Altiplano sud traduisent un processus de transition démographique encore largement en cours, et une certaine vulnérabilité sociodémographique caractéristique des pays du Sud.

Le taux global de fécondité est marqué par une baisse généralisée entre 1992 et 2001 et se situe en 2001 entre 3,7 et 5,3 enfants par femme selon les municipes. Ces taux sont largement inférieurs à la moyenne nationale en milieu rural qui est de 6,3. Le taux de mortalité infantile baisse dans tous les municipes entre 1992 et 2001, et parfois de façon spectaculaire. Il reste tout de même élevé, autour d'un enfant sur 10, ce qui signifie que, compte tenu des taux de fécondité, statistiquement une femme sur deux connaît le décès de l'un de ses enfants. Enfin, les données sur l'espérance de vie à la naissance indiquent également des écarts importants pouvant aller jusqu'à 14 ans : 48,9 ans à Santuario de Quillacas contre 62,4 années à Llica, localité qui a un meilleur accès à des services et équipements médicaux.

Ces indices traduisent les difficultés d'accès aux services de santé dans cette région. En effet, les politiques de santé au niveau national sont récentes et souvent insuffisantes pour couvrir les besoins, en particulier dans cette région de la Bolivie marquée par l'isolement et donc l'éloignement des communautés rurales des équipements sanitaires. Le personnel de santé est de 0,92 à 3,79 personnes pour

1 000 habitants dans les municipes de la région selon le PNUD Bolivia-INE (2005). Au niveau national, trois types de structures organisent le système de santé : les hôpitaux (principaux et secondaires), les centres et postes de santé et, enfin, les infirmiers mobiles. Les chefs-lieux des municipes sont équipés d'un centre de santé et quelques rares communautés disposent d'un poste de santé pour les soins élémentaires. Des infirmiers font des rondes dans les communautés environ une fois par mois, mais le rythme est irrégulier. La ville d'Uyuni est équipée d'un hôpital, mais aux services encore réduits. Les populations de la région sont donc contraintes dans bien des cas de se rendre à Oruro ou Potosí (entre 6 et 10 heures de trajet) et certains n'hésitent pas à aller jusqu'à Sucre ou La Paz (10 à 15 heures de trajet).

Rappelons qu'à ce système de santé officiel se juxtapose un système de médecine traditionnelle (les *curanderos* et *yatiris*) auquel ont largement recours les familles de la région.

En ce qui concerne l'éducation, avant les possibilités d'accès à l'école publique, les villages s'organisaient pour assurer aux enfants l'enseignement basique en rémunérant une personne du village ayant un certain niveau d'éducation. P. LAGUNA (2011) indique que « dès la fin du ^{xix}^e siècle, les habitants de la périphérie du *salar* d'Uyuni, et en particulier ceux des zones frontalières avec le Chili, ont intégré l'éducation publique comme une composante essentielle de leur vie, moyen pour eux de s'articuler à la société globale. Ils ont pleinement profité des politiques étatiques de création d'écoles primaires et secondaires qui ont été initiées dès la première moitié du ^{xx}^e siècle, puis des écoles normales après la révolution de 1952 ».

Les figures 11 et 12 attestent des évolutions convergentes dans le secteur de l'éducation.

L'alphabétisme et le niveau de scolarisation sont en nette amélioration en l'espace d'une dizaine d'années. Cette tendance est à mettre en relation avec les politiques nationales d'équipement des campagnes.

Le système éducatif bolivien comporte trois niveaux : primaire, secondaire et supérieur. En milieu rural, des unités éducatives regroupent plusieurs écoles primaires et parfois un collège. Dans la zone étudiée, certaines communautés bénéficient d'une école primaire, lorsqu'il y a assez d'enfants. La région est considérée comme frontalière et profite, à ce titre, d'une politique de développement renforcée grâce à laquelle le seuil du nombre d'enfants, pour pouvoir bénéficier d'un professeur, est inférieur à celui admis dans d'autres régions de Bolivie. Il s'agit donc très souvent de classes uniques. Le niveau secondaire (collège) se trouve généralement dans les chefs-lieux de municipes. Dans la région du *salar* d'Uyuni, il y a un seul établissement de niveau supérieur qui est l'École normale de Llica. On peut

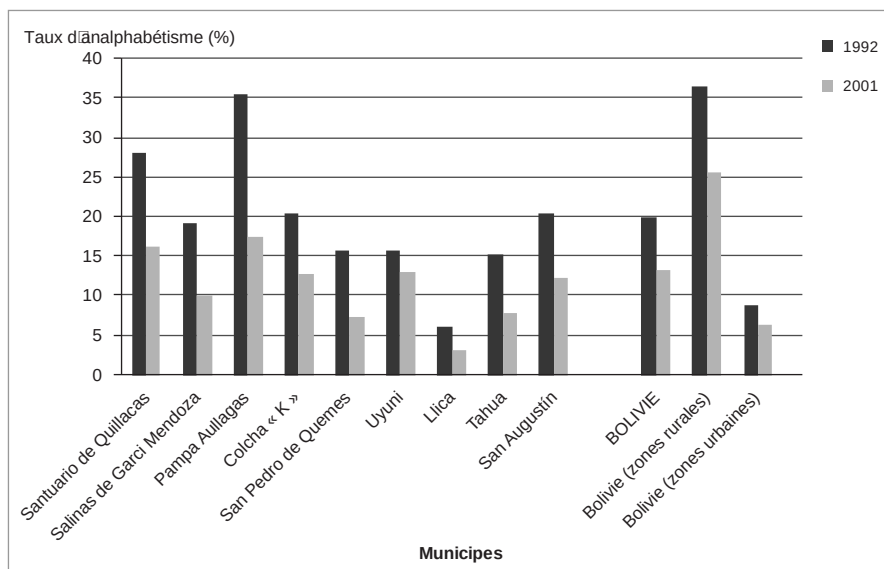


Figure 11
Évolution du taux d'analphabétisme
de la population des municipes étudiés entre 1992 et 2001.
Source : INE, recensements 1992, 2001.

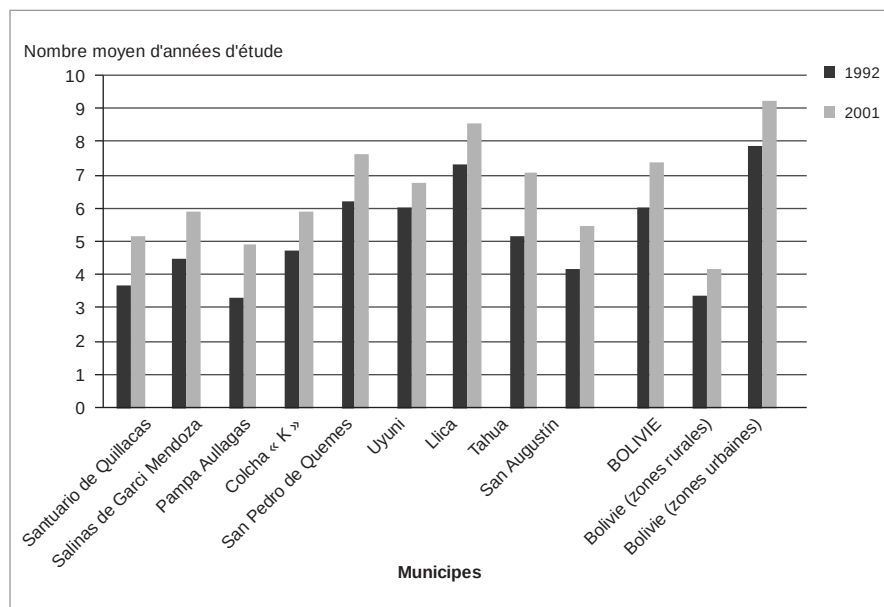
signaler également l'établissement du CETHA²² à Salinas et les établissements du CEMA et de l'IBA à Uyuni qui sont des centres d'éducation technique.

L'offre éducative est donc réduite et n'a pas toujours bonne réputation, raison pour laquelle de plus en plus de familles se tournent vers la ville pour l'éducation de leurs enfants.

Une région en voie d'équipement

L'accès à l'eau est un problème récurrent dans cette région aride. La majorité des communautés bénéficie d'une source d'eau douce, mais certaines utilisent l'eau saline de puits creusés dans le *pelar* (cas de Palaya, notamment). Depuis une vingtaine d'années, des réservoirs sont construits ainsi que des canalisations acheminant l'eau jusqu'au village. L'eau est alors disponible aux bornes-fontaines. Ces travaux ont été en général subventionnés, les villageois participant en main-d'œuvre.

²² CETHA : *Centro de Educación Técnico Humanístico Agropecuario* (Centre d'éducation technique, humaniste et agricole).

**Figure 12**

Évolution du nombre moyen d'années d'étude
de la population des municipes étudiés entre 1992 et 2001.

Source : INE, recensements 1992, 2001.

L'accès à l'électricité de secteur est récent. Auparavant, si certaines communautés étaient équipées de panneaux solaires individuels (subventionnés par des ONG), la majorité des foyers s'éclairait à la bougie. Aujourd'hui, certaines communautés ont un groupe électrogène et bénéficient donc de l'électricité 2 à 3 heures par jour. Mais la nouveauté réside dans l'installation de l'électricité de secteur. En effet, la sous-préfecture de Salinas en bénéficie depuis 2007 et, depuis fin 2008, l'électricité est arrivée à Llica en desservant sur son tracé quelques communautés. Ces avancées ne doivent pas cacher l'extrême faiblesse de la couverture de la région, notamment dans la partie sud.

Les réseaux de télécommunications, quant à eux, demeurent largement déficitaires. Il existait autrefois le télégraphe, dans les chefs-lieux de municipe notamment. Il a disparu et depuis plusieurs années, des cabines téléphoniques ont été installées dans les bourgs et certaines communautés. Mais le service est très limité et de mauvaise qualité. Par ailleurs, certaines communautés bénéficient de communication par radio, notamment pour les urgences médicales, mais ces radios sont rarement en état de fonctionnement. Le téléphone fixe n'est jamais entré dans les foyers. En revanche, la téléphonie mobile se développe rapidement

depuis quelques années ; un certain nombre de communautés a désormais accès au réseau de téléphone portable.

Enfin, à l'image de nombreuses zones rurales de Bolivie, la région du *salar* d'Uyuni est mal desservie par le réseau routier. En l'absence de routes goudronnées, seules quelques pistes en mauvais état relient certains bourgs. On emprunte très souvent le *salar* et le *pelar* pour circuler, ce qui réduit d'autant les distances et les temps de trajet. Mais ces « raccourcis » sont impraticables pendant au moins quatre mois de l'année (saison des pluies et ses suites), ce qui isole certaines communautés. La politique nationale actuelle vise à une amélioration des infrastructures routières via l'investissement pris en charge par les départements. Au sud du *salar*, la mine privée de San Cristobal a financé une très bonne piste. Enfin, le projet de corridor bi-océanique (reliant l'océan Atlantique à l'océan Pacifique) passant au sud du *salar* est en cours de réalisation.

Les déplacements s'effectuent en grande majorité par autocar (*flotas*). Les temps de trajet sont longs, mais cela n'empêche pas une circulation intense. Les destinations et les horaires des autocars obéissent à la demande, et l'offre des services de transport est plus importante les jours de marché. Les trajets des autocars relient certaines villes (Uyuni pour la zone sud ; Challapata et Oruro pour la zone nord) et desservent les communautés situées sur leur trajet. De nombreuses communautés se trouvent sans accès à un service de transport collectif. En revanche, elles sont toutes reliées entre elles et au chef-lieu du municipe, lieu de départ des transports collectifs.

Si l'utilisation des moyens de transports privés (motos, camionnettes, camions) était rarissime il y a encore quelques années, elle n'est plus exceptionnelle aujourd'hui. Pour de longues distances, elle reste plus onéreuse que la pratique des autocars. Ces véhicules sont donc utilisés localement et surtout pour les besoins des travaux agricoles. Il s'agit souvent de véhicules ramenés en contrebande du Chili, qui ne peuvent donc pas circuler au-delà de la zone.

Dans les principaux villages de la région (que l'on nommera bourgs) comme Salinas, Llica, Pampa Aullagas, Santuario de Quillacas, Coroma, les services et commerces sont très peu développés ou limités à quelques devantures peu approvisionnées. Ces bourgs sont des lieux de passage ou de résidence plus que des lieux d'activités. En effet, les membres des communautés alentours qui y possèdent une maison sont relativement nombreux. Par ailleurs, leur développement doit beaucoup aux services éducatifs, ce qui amène certaines familles à pratiquer une double résidence entre leur communauté et le bourg voisin. La faiblesse des services marchands, en revanche, oblige les populations à se déplacer en ville, donc à des distances relativement importantes pour l'achat de biens de consommation. Selon la localisation et la desserte, ils vont à Challapata, Oruro ou Uyuni.

Dans la région du *salar* d'Uyuni, la grande *feria*²³ hebdomadaire de Challapata demeure le principal pôle local (même s'il est éloigné de certaines communautés) où se vend notamment la production de quinoa et de viande. Outre le recours aux services marchands urbains ou aux *ferias* locales, les habitants peuvent choisir d'acheter certains produits frais aux commerçants qui viennent directement dans certaines communautés. Ces derniers sont assez souvent des intermédiaires du commerce de quinoa qui se font payer en nature, c'est-à-dire en quinoa. Enfin, certaines familles installent de petits commerces de dépannage chez elles.

Jusqu'à l'essor de la quinoa, la région du *salar* d'Uyuni était une zone de production agricole très peu excédentaire, où les logiques familiales de production étaient basées essentiellement sur l'autoconsommation. Elles le restent pour certains produits vivriers (pommes de terre, notamment), mais les produits de base de l'alimentation sont achetés sur le marché urbain (Oruro, Uyuni, Challapata). En cela, cette région est en situation de forte dépendance alimentaire vis-à-vis des autres régions agricoles, notamment les vallées inter-andines et les terres basses où les productions sont largement plus diversifiées et d'où proviennent le riz, les farines, les huiles et la plupart des fruits et légumes.

Ainsi, l'incidence de la pauvreté, le faible degré d'équipement et l'isolement des campagnes pèsent fortement sur les conditions de vie des populations de la région du *salar* d'Uyuni, historiquement organisées autour des activités agricoles et pastorales. Pour autant, celles-ci ne sont pas recluses et assignées à résidence sur leurs terres. Fortes d'une vieille tradition de mobilité, elles continuent et même intensifient leurs déplacements, pour répondre à une situation de pauvreté en allant chercher ailleurs des sources de revenus. Cette intensification des mobilités est également liée aux pratiques de commerce et d'approvisionnement, ainsi qu'à la nécessité d'accéder aux services de santé et d'éducation.

²³ Lieu de vente de produits agricoles et alimentaires, mais également espace de sociabilité et lieu d'échange d'informations (ALBÓ *et al.*, 1990 ; BERNABÉ UÑO *et al.*, 2002 ; PLATA QUISPE *et al.*, 2002 ; NÚÑEZ, 1998).

Famille et communauté

Les deux piliers de l'organisation sociale

Chapitre 2

Dans les campagnes de la région du *salar* d'Uyuni, comme dans toute la Bolivie rurale, deux unités sociales fondamentales organisent la vie quotidienne des individus, ainsi que les modes de valorisation et de gestion des ressources territoriales : la famille et la communauté.

La famille

La famille nucléaire (parents et enfants non mariés) est la cellule de base de l'organisation sociale. Elle compose l'unité domestique qui est, selon R. MOLINA RIVERO (1986 : 200) « l'unité basique de production [...] c'est-à-dire le groupe familial qui réside dans un même lieu et qui organise ses activités de production, distribution et consommation de manière indépendante par rapport aux autres unités domestiques ». Cependant, la famille nucléaire ne réside pas nécessairement dans un même lieu (partie 4).

Les règles matrimoniales, historiquement, sont fondées sur le mariage endogamique au niveau de l'*ayllu* ou de la *marka* (c'est-à-dire à un niveau supérieur à la communauté). Toutefois, avec l'amplification des migrations régionales, les pratiques n'excluent pas l'exogamie. Concernant les logiques résidentielles du jeune couple, R. MOLINA RIVERO (*op. cit.* : 177) relate que « les règles de résidence sont quasiment sans exception patrilocales, ce qui veut dire qu'au moment de se marier, la femme quittera la communauté de son père pour s'installer dans la communauté de son mari ». Cette règle (à quelques exceptions près²⁴) régit

²⁴ Lorsque l'homme n'a aucun patrimoine, ni d'accès à la terre, il renonce alors à une installation dans sa communauté et peut devenir « ayant droit » avec de nouvelles terres dans la communauté de sa femme.

toujours les pratiques actuelles pour les jeunes ménages qui s'installent dans les campagnes de la région du *salar* d'Uyuni. Là encore, avec l'évolution des modes de vie et des pratiques de mobilité, de plus en plus de couples ne s'installent pas dans la communauté de l'homme, mais sur le lieu de migration.

La constitution du ménage par le mariage, – sans détailler ici les étapes de la mise en relation des deux individus, et donc des deux familles – passe d'abord par une étape de vie commune (donc de concubinage) dans la maison familiale de l'homme, avant que le couple ne vive ensuite sous un toit indépendant. Souvent, les mariages civil et religieux sont célébrés après plusieurs années de concubinage et, parfois, après la naissance d'un ou plusieurs enfants. R. MOLINA RIVERO (*op. cit.* : 244) signale que « le mariage à Pampa Aullagas a un caractère progressif, marqué par une série d'étapes qui n'ont pas seulement un fort contenu rituel [...] mais permettent également le détachement progressif de la dépendance à la famille vers une relative indépendance et son incorporation à la vie adulte et reproductive, sans autres problèmes majeurs de réajustement à son nouveau statut social ». La constitution d'un nouveau ménage s'accompagne donc de la création d'une nouvelle unité domestique, mais dans un processus toujours graduel. À ce titre, la solidarité de l'organisation familiale passe par les liens intergénérationnels. Parents et enfants se doivent respect et assistance mutuels. Cela se traduit concrètement par la présence simultanée de plusieurs ménages au sein d'un même foyer pendant un certain temps, en fonction des possibilités d'autonomisation des jeunes ménages, mais également du fait des difficultés conjoncturelles que peuvent rencontrer certains membres de la famille (difficultés économiques ou de santé).

Signalons enfin la présence de nombreuses femmes adultes non mariées, ayant un ou plusieurs enfants à charge, mais non reconnus par leur père. Ces mères célibataires résident avec leur(s) enfant(s) chez leurs parents jusqu'à un éventuel mariage. Elles sont relativement bien intégrées dans la vie sociale locale.

Les logiques sociales fondées sur la famille nucléaire s'articulent à d'autres logiques relevant certes des liens de parenté élargie, mais également des relations de compérage, dimension fondamentale de l'organisation sociale en Amérique latine. À l'instar de M. BEY (1997 : 392), nous considérons les compères comme des membres de la parenté : « il convient d'élargir la définition de parenté au « compérage » (*compadrazgo*), qui lie deux familles à l'occasion du parrainage d'un baptême, d'une communion ou d'un mariage. Les compères deviennent alors des parents fictifs, mais l'importance de ce lien n'en est pas moins grande ». Ces relations de compérage tiennent une place importante pour les individus et les familles puisqu'ils constituent un réseau social d'entraide qui, bien que fortement hiérarchisé, est mobilisé constamment dans les pratiques du quotidien.

La communauté

Dans le cadre de ce travail, le terme de communauté (*comunidad*) se réfère à la plus petite entité socio-territoriale de l'Altiplano sud. En effet, selon les lieux et les époques, le terme communauté peut désigner des entités socio-territoriales d'échelles plus ou moins larges et une constitution plus ou moins ancienne.

Pour X. ALBÓ (1994 : 91-92), et c'est la définition que nous retiendrons, « la communauté est un groupe déterminé de familles qui partagent un territoire défini avec son propre système de gouvernement ». La communauté est une institution, avec ses règles mais aussi avec son dynamisme interne propre faisant varier ces règles. Elle est aussi une institution qui contrôle un espace. La communauté est indissociable de cet espace qui « fait territoire », car il est délimité, régulé, normé, approprié par un collectif qui est l'institution. On peut donc parler de territoire communautaire.

La communauté est un important sujet d'étude dans les Andes (ALBÓ *et al.*, 1990 ; MORLON, 1992 ; ALBÓ, 1994, 2004 ; MAYER, 2004). Dans le contexte de l'Altiplano sud, il s'agit d'appréhender ses rôles actuels dans les formes d'organisation sociale et territoriale.

En 1994²⁵, la communauté a été reconnue par le pouvoir central bolivien comme « organisation territoriale de base » (OTB). Cela signifie que le territoire et les représentants communautaires sont reconnus au niveau municipal et au-delà, au niveau national. La communauté peut donc participer et faire des propositions au conseil municipal. Elle est ainsi devenue, à l'interface entre la municipalité et la population, un acteur institutionnel incontournable du développement local²⁶.

Reconnue comme entité gestionnaire par la constitution politique de l'État et par la loi INRA n° 1715 de 1996, chaque communauté a son territoire inaliénable qu'elle gère selon ses us et coutumes (« autogestion communautaire »), les ressources territoriales (eau, pâturage, terres cultivables) étant de propriété collective et les membres de la communauté n'en n'étant que les usufruitiers. Si les limites entre communautés ne sont pas cadastrées²⁷, l'histoire orale les rappelle, ce qui n'exclut pas qu'elles fassent l'objet de conflits récurrents entre communautés voisines.

²⁵ Date importante en Bolivie puisqu'elle marque le processus de décentralisation qui s'est traduit par la réforme de la municipalisation et la loi de participation populaire.

²⁶ Cependant, pour être reconnue OTB, il faut que la communauté ait été déclarée juridiquement ; or cette démarche n'est pas toujours effectuée.

²⁷ En 2008, même certaines limites interdépartementales conflictuelles n'étaient pas cadastrées.

L'institution communautaire et les normes d'appartenance

La communauté, comme entité socio-territoriale, a des prérogatives sur plusieurs points. Tout d'abord, elle représente une unité territoriale dont elle défend les limites (définies par les ancêtres) par rapport à l'extérieur. Ensuite, elle contrôle les terres de pâturages, et les autres ressources naturelles sur son territoire (eau, végétation, etc.), et attribue traditionnellement de nouvelles terres aux ayants droit qui en expriment le besoin. Pour les terres d'usufruit familial, elle garantit la sécurité des droits d'usage et, concernant l'organisation des activités agricoles, elle opère des restrictions de pâturage dans certaines zones et assigne parfois les lieux de culture (appelés *mantos*). Le cas échéant, elle distribue l'eau pour les cultures irriguées. Elle assure la construction et le maintien des infrastructures productives et sociales communautaires : chemins, abreuvoirs pour les animaux, locaux scolaire ou communautaire... Elle a aussi des prérogatives sur le fonctionnement social : organisation des us et coutumes (fêtes, rituels), intervention dans le règlement des conflits, protection « contre l'extérieur ». Elle est l'instance, notamment, qui autorise ou non l'entrée sur le territoire communautaire d'intervenants extérieurs (ONG, acteurs du développement, étudiants). Enfin la communauté, comme entité sociale souveraine, nomme ses représentants (*autoridades*) et dicte ses règles internes.

Un membre d'une communauté est un individu « originaire » de celle-ci. Le terme d'originaire fait référence ici au lien de parenté familiale (y compris par alliance matrimoniale) et non pas au lieu de naissance.

Néanmoins, la terminologie locale différencie les membres selon leur lieu de résidence. Elle désigne plus un statut social qu'une catégorie analytique pertinente, mais a son importance dans le discours des acteurs locaux. On appelle *estante* ou *permanente* (dont la traduction littérale est « permanent ») les membres qui résident en permanence dans la communauté. En revanche, le terme de *residente*, littéralement « résident » renvoie à ceux qui n'y résident pas en permanence. Nous n'avons pas pu établir l'origine de ce qualificatif paradoxal puisque l'on appelle « résidents » ceux qui, précisément, ne résident pas dans la communauté.

L'appartenance communautaire n'implique pas automatiquement cependant des droits sur les ressources. Seules certaines personnes sont des « ayants droit » qui ont accès à la terre. En contrepartie, elles ont des devoirs au sein de leur communauté. Il s'agit généralement du chef de famille. Les femmes, célibataires comme mariées ne sont pas ayant droit (sauf exception lorsqu'elles sont l'unique descendance), alors que les veuves le deviennent à la mort de leur mari. Le vocabulaire utilisé pour désigner les ayants droit varie d'une zone à l'autre. Là où les organisa-

tions territoriales traditionnelles demeurent fortes, le terme de *contribuyente* (« contribuable ») est utilisé. Il désigne originellement celui qui paie l'impôt territorial au niveau de l'*ayllu*. En revanche, là où ces organisations n'ont plus de poids, c'est le terme de *comunario* (« communautaire ») qui est utilisé. Mais il revêt une certaine ambiguïté, source de confusion, car dans ces zones, le statut de *comunario* est synonyme de « semi-contribuyente ». Dans ce travail, nous ne parlerons donc que d'ayant droit.

L'accès au statut d'ayant droit varie également d'une communauté à l'autre. Dans certaines communautés, il suffit aux hommes d'atteindre l'âge de la majorité (18 ans). Dans d'autres, il faut avoir reçu l'héritage paternel. Mais dans tous les cas, c'est la filiation qui paraît être le critère d'importance : être héritier en tant que fils de telle famille. À ces ayants droit filiaux s'ajoutent ceux qui acquièrent le droit avec le temps et parce qu'ils ont fait la démonstration d'une implication dans la vie de la communauté (cas des bergers et des enfants naturels). Cependant, si les ayants droit ont tous accès à la terre, il existe des membres de la communauté qui sont producteurs sans être des ayants droit. Cela concerne par exemple des personnes dont la situation ne permet pas de devenir ayant droit (cas des femmes, notamment), mais à qui l'on prête des terres.

Le premier droit d'un ayant droit est l'usufruit de parcelles agricoles dans sa communauté ; le deuxième est l'accès aux ressources naturelles communautaires (pâturage, bois...). Les autres droits sont ceux d'être nommé représentant de la communauté et d'intervenir dans la prise de décisions communautaires lors des assemblées.

En contrepartie, l'ayant droit a des devoirs ou obligations : participer aux travaux communautaires, payer les cotisations annuelles, assister aux assemblées, accomplir les charges ou services collectifs (administratif, de représentation, festif et religieux). Mais, comme l'indiquent X. ALBÓ *et al.* (1990 : 47), « si le chef de famille ne peut pas assister (ou même accomplir une charge), un membre de sa famille peut le faire. Dans ce sens, le membre et/ou titulaire des charges, ce n'est pas tant l'individu, mais l'unité familiale que le chef de famille représente ». Les travaux communautaires sont généralement comptabilisés en journées de travail et c'est un membre du foyer (donc un individu par exploitation) qui assume l'obligation.

Fonctionnement interne des communautés

À propos de la communauté, X. ALBÓ (1994 : 91) indique que « le territoire a son propre système de gouvernement avec ses représentants, charges, assemblées, normes, etc. La communauté pourrait être comme un mini-municipe ; certains vont plus loin en disant que c'est comme un micro-État parce qu'il a un système de gouvernement, un territoire, des membres, des normes, des symboles qui l'identifient ».

La communauté, en tant qu'entité sociale et gestionnaire de son territoire, prend régulièrement des décisions. L'assemblée communautaire est le lieu de ces prises de décisions, convoquée et présidée par le *corregidor* qui est le représentant de la communauté. Les assemblées sont l'occasion de partager les informations et de débattre sur des sujets, afin de prendre des décisions communes. Chaque ayant droit doit être présent et a le droit de parole (en cas d'absence, il peut être représenté par sa femme). Les décisions sont prises souvent après de très longues discussions, pouvant durer toute la nuit. Une décision peut être prise après plusieurs assemblées successives. Autrement dit, le principal représentant de la communauté n'a pas de pouvoir d'autorité – même s'il peut avoir une certaine influence –, et sa voix n'est pas plus importante que celle d'un membre de l'assemblée. Nous rejoignons X. ALBÓ *et al.* (1990 : 46) lorsqu'ils écrivent que « c'est la recherche du consensus bien plus que de la majorité » qui régit le processus décisionnel.

On distingue les assemblées ordinaires, extraordinaires et annuelles. Les assemblées ordinaires se tiennent souvent à date fixe (une fois par mois) et l'on y traite les sujets courants (compte rendu d'une réunion dans le municipale, organisation de la fête de l'école, etc.). Les assemblées extraordinaires, fixées au dernier moment, sont convoquées pour une affaire urgente (conflit, visite d'une délégation dans la communauté, par exemple). Enfin, lors de la grande assemblée annuelle (ou réunion générale) sont traités les sujets sur lesquels toute la communauté doit trouver un accord ou bien les sujets qui concernent directement les ayants droit qui ne résident pas dans la communauté. Ces derniers doivent donc être présents à cette grande assemblée qui, en général, coïncide avec une fête locale.

Les charges tournantes pour la communauté (*cargos rotativos*) doivent être assumées²⁸ par tout individu ayant droit de la communauté au cours de sa vie : « la communauté donne de la terre et en échange l'individu rend des services, c'est la réciprocité » (ALBÓ, 1994 : 103). Par principe, elles sont effectuées à tour de rôle par tous les ayants droit pour une durée déterminée qui est en général d'une année. Normalement tout ayant droit aura assumé au cours de sa vie chacune des charges. Puisqu'il s'agit de l'ensemble des ayants droit, le principe de non-discrimination ou de démocratie égalitaire (Ticona, Rojas et Albó, 1993, cité par SPEDDING et LLANOS, 1999), est respecté mais dans la pratique, ce système revêt des inconvénients. En effet, A. SPEDDING et D. LLANOS (1999 : 85) signalent que « la personne nommée n'a pas toujours la capacité ou le temps nécessaire pour réaliser une gestion adéquate ». Par principe encore, les individus désignés pour assumer une charge ne peuvent pas refuser, sauf cas de force majeure. Enfin, puisqu'il s'agit d'un service, l'individu désigné ne reçoit aucune rémunération.

²⁸ L'expression espagnole est « *pasar cargos* » que nous avons traduit par assumer des charges.

Le mode de désignation de ceux qui assument les charges diffère selon les communautés. Dans certains cas, la liste est établie à l'avance pour une longue période (cas d'Otuyo et de Chilalo). Chaque membre connaît ainsi longtemps à l'avance l'année au cours de laquelle il devra assumer la charge. Dans d'autres (cas de San Juan), l'ayant droit est informé trois ans à l'avance. Enfin, à Candelaria, c'est lors de la réunion annuelle qu'est choisie la personne qui assumera la charge l'année suivante.

Ce système de charges tournantes est ancestral. Mais ses modalités ont connu des modifications au fil du temps. Aux traditionnelles charges de *corregidor* (représentant de la communauté), *pasante* (délégué à la fête patronale) ou encore *alcalde de agua* (chargé de l'eau d'irrigation) se sont ajoutées des charges liées à la création de nouvelles organisations (école, association, municipale, OTB, etc.). Aujourd'hui, deux catégories de charges coexistent : d'une part, les décisionnelles et de représentation et d'autre part, les fonctionnelles.

Enfin, les charges connaissent une évolution en termes de temps investi. Pour les décisionnelles, il s'agit aujourd'hui quasiment d'un travail à plein temps, tout au moins si l'individu veut l'assumer correctement. Du fait de la multiplication des niveaux d'acteurs, des échelons d'intervention et donc des réunions (celles du municipale, des ONG, des fondations, du ministère de l'Agriculture...), ceux qui assument les charges sont amenés à se rendre quasiment tous les jours soit dans le chef-lieu du municipale, soit au gouvernement. Et il faudrait organiser autant de réunions au sein même de la communauté pour rendre compte de ces événements. Pour faire face à cette charge de travail, il existe un système de « délégation » par la nomination de commissions. Outre cette grande disponibilité requise, on demande de plus en plus de compétences aux représentants des communautés (notamment, en termes rédactionnel ou de gestion), car une charge décisionnelle s'accompagne souvent d'un excès de bureaucratie.

Les fêtes sont un autre « moment institué » dans la vie des communautés. L'importance des fêtes, et leur caractère structurant dans les communautés, ont été largement étudiés dans le cas des sociétés andines. X. ALBÓ (1994 : 96) rappelle à ce propos que « les fêtes et célébrations rassemblent la communauté. Elles aident à construire l'imaginaire communautaire, collectif et culturel, ratifient les rôles, charges et obligations mutuelles ». De même, selon E. MADRID LARA (1998 : 101), « les fêtes sont des événements importants pour les communautés. Elles constituent des espaces et moments de retrouvailles entre toutes les unités composantes de la communauté : les hameaux, les familles et les migrants. Ce sont des espaces rituels, sociaux et politiques où se reproduisent et se renouvellent les relations sociales de parenté et les discours de la communauté. C'est l'espace dans lequel les parents connaissent et reconnaissent les nouveaux intégrants des familles élargies. Pendant la fête, la communauté renouvelle ses liens d'appartenance à un territoire et son identité locale ».

Le terme de fête renvoie en réalité à deux événements majeurs de portée distincte : la fête patronale de la communauté et la fête au niveau de l'*ayllu* ou de la *marka*. La première, célébrée une fois par an, regroupe les membres de la communauté auxquels se joignent certains invités du *pasante*, membres de communautés voisines. La fête se déroule en général sur trois jours. La seconde est plus prestigieuse, puisqu'une seule communauté est au premier rang d'une fête qui implique toutes les communautés d'un *ayllu*, appartenant lui-même à une *marka*. Par ailleurs, il existe tout au long de l'année des fêtes ou plutôt des rituels qui rassemblent les seuls membres de la communauté.

Il convient de distinguer deux formes de participation aux fêtes. Soit en tant que simple participant, soit en tant que *pasante*, c'est-à-dire en assumant la charge organisationnelle et financière de la fête. Comme pour les autres services, assumer la charge d'une fête ne peut pas se refuser, même si le coût financier est très élevé. En échange, cette charge est signe de prestige, et réussir la fête est très honorifique au sein de la communauté. Celui qui organise bien la fête verra son statut renforcé. La fête constitue également un des lieux d'expression des logiques sociales qui se déploient autour de la migration (cf. partie 4).

Les travaux communautaires (*faenas*) constituent une autre dimension importante de la vie collective. Les *faenas* sont convoquées par la communauté pour aménager son territoire : création et entretien des chemins, construction ou réfection d'un bâtiment (local de la communauté, école, église). Tous les foyers doivent participer aux travaux (à raison d'une personne par foyer), sans distinction de résidence, ni d'accès aux ressources.

D'autres structures, au sein de la communauté, organisent la vie sociale des individus et des familles. Cependant, elles n'existent pas dans toutes les communautés. Il s'agit, en premier lieu, des associations de producteurs qui peuvent être des coopératives. Ces associations à but productif regroupent des membres volontaires qui trouvent un intérêt partagé à en faire partie. L'objectif est généralement de mettre à disposition des membres de l'association du matériel agricole et des conseils techniques, mais aussi de trouver et d'organiser les marchés. Dans un autre registre, les « clubs des mères » (*club de madres*), créés au départ autour de la santé de la mère et de l'enfant pour recevoir des ressources extérieures, organisent des activités exclusivement féminines (artisanat, cours de couture...). Ces structures, qui ont pu jouer un rôle très important à une certaine période, sont aujourd'hui en voie d'affaiblissement. Le dernier type d'organisation est le club sportif (de football, généralement) que l'on rencontre dans la plupart des communautés et qui organise des rencontres entre communautés.

Les syndicats agricoles, en revanche, et contrairement à la grande majorité des zones rurales en Bolivie, sont absents de la région. D. DE MORRÉE (1998 : 340) indique qu'« après la révolution nationale, l'immense majorité du territoire [national]

s'est maillé en syndicats agricoles, c'est-à-dire que sur les terres d'*haciendas* récupérées (80 %) des syndicats ont été mis en place, ceux-ci ont également gagné beaucoup de communautés originaires ». Si l'on dit que le fonctionnement des syndicats ressemble pour beaucoup à celui des communautés, il y a cependant des différences majeures. Selon F. ANTEZANA URQUIETA (2006), une différence fondamentale réside dans le fait que les autorités des syndicats sont élues et non nommées à tour de rôle. Par ailleurs, le *corregidor* de Candelaria nous indique que le syndicat est beaucoup plus efficace, les décisions se prenant beaucoup plus rapidement.

Pour clore sur le fonctionnement interne des communautés, il convient d'aborder le système d'échange, d'entraide et de coopération entre individus et familles. La coopération, en effet, est un des fondements de la culture andine. L'*ayni*, qui est au cœur des relations de coopération, est un échange mutuel de travail entre parents, compères ou voisins (MORLON, 1992). Il s'agit généralement de journées de travail, mais il peut prendre des formes plus diverses dans le quotidien des familles (dons et contre-dons, échanges de services). Ce système, traditionnellement très pratiqué pour les travaux agricoles fastidieux, a tendance aujourd'hui à diminuer entre les familles, mais pas entre les ménages liés entre eux par des liens de parenté.

La communauté n'est pas une communauté de biens et, donc, la différenciation socio-économique existe. M. BEY (1997 : 389) indique qu'au Pérou « la différenciation socio-économique au sein de la communauté n'est pas un phénomène nouveau. [...] La société rurale a toujours été hiérarchisée, que l'on évoque les anciens caciques ou bien les notables d'aujourd'hui ». X. ALBÓ (1994 : 109) va dans le même sens concernant la Bolivie : « dans la communauté typique, il ne se produit pas de pyramide sociale (avec peu en haut et beaucoup en bas) mais un losange social, c'est-à-dire qu'il y a une grande partie des communautaires qui ont des niveaux économiques relativement équivalents et seulement quelques-uns qui sont significativement plus riches ou plus pauvres. Il est possible de maintenir un certain équilibre grâce aux mécanismes de solidarité communautaire et de réciprocité interne. Il est en revanche inévitable que surgisse une certaine différenciation économique ».

Si la différenciation existe, l'institution communautaire ne permet pas l'accumulation et la stratification sociale locales. En faisant passer les charges à ceux qui ont le plus de moyens – surtout si elles représentent un coût important –, cela réduit leur capacité d'accumulation. Comme le signale R. MOLINA RIVERO (1986 : 231), « si ce mécanisme évite la stratification sociale par une différenciation économique, il permet en même temps, grâce au prestige acquis, de créer un vaste réseau de liens sociaux qui facilite un meilleur développement au niveau politique et socio-culturel ». L'accumulation étant difficile localement, les investissements se réalisent

préférentiellement à l'extérieur de la communauté. Sur ce point, la communauté constitue donc une contrainte qui peut inciter certains à en sortir.

Ainsi, la communauté est une institution autogérée avec ses propres règles, ses us et coutumes. Si elle est légalement reconnue, aucune autre institution ne peut prétendre s'immiscer dans ses affaires internes. Il existe certaines contradictions entre des « lois communautaires » et les lois nationales (sur les règles d'héritage des terres, par exemple) et, par ailleurs, les interactions entre familles et communauté sont parfois tendues, voire conflictuelles. Pour W. CARTER et X. ALBÓ (1988 : 464), la communauté « se comprend comme un territoire sur lequel tous les membres ont un certain droit commun ou exclusif, et sur lequel s'établissent des règles pour que chaque famille maintienne ses droits individuels, clairement différenciés des autres. En ce sens, la communauté est la première instance au sein de laquelle se recherche l'équilibre entre le droit commun et l'autonomie familiale ».

L'institution communautaire – comme toute institution – revêt une dynamique interne, elle est en constante évolution et se transforme au gré des événements internes et externes. C'est pourquoi les règles et les normes qu'elle édicte sont souvent renégociables. C'est un point essentiel des reconfigurations territoriales en lien avec l'essor de la quinoa.

Dynamique démographique et création/disparition de communautés

Au fil du temps, le nombre de communautés dans cette région n'a cessé de croître, comme en témoigne la création récente de certaines communautés, issues de la subdivision de communautés préexistantes. La création d'une communauté se fait par l'installation ou l'affirmation d'un groupe dans un hameau avec son finage, puis par la mise en place de représentants de la communauté et la définition de règles communautaires (notamment, les systèmes de droits et de devoirs). La communauté de Copacabana, au sud du *sa/ar*, est un exemple de cette dynamique. Elle s'est récemment « séparée » de celle de San Juan, alors qu'elles ne formaient auparavant qu'une seule entité sociale et territoriale (Copacabana était un hameau de San Juan). Aujourd'hui, chacune des deux communautés abrite environ 500 habitants.

À l'inverse, certaines communautés disparaissent en raison d'une déprise démographique. Dans ce cas, deux communautés se regroupent pour ne former qu'une seule entité, mais le territoire de chacune reste distinct. Le nombre de communautés au sein d'un municipe est donc variable au cours du temps, ce qui constitue une difficulté pour saisir l'histoire, le fonctionnement et le nombre de toutes ces entités.

Les autres échelles d'organisations territoriales

Si la communauté est la plus petite entité socio-territoriale, l'entité de base, elle fait aussi partie d'un maillage à plus petite échelle, traditionnel et coutumier, d'une part et républicain, d'autre part (voir en annexe 3 les différents échelons auxquels appartiennent les communautés étudiées).

Héritage des temps préhispaniques, l'*ayllu* et la *marka* demeurent vivants dans certaines zones de la région du *salar* d'Uyuni (Salinas, Candelaria de Viluyo, Pampa Aullagas), tandis qu'ils sont tombés en désuétude dans d'autres (Llica, San Juan). Dans tous les cas, ces organisations sont en voie de « récupération » depuis quelques années, surtout depuis l'avènement du président Evo Morales. L'*ayllu* est le premier niveau supra-communautaire. Si l'on peut parler d'une entité territoriale, il est toutefois difficile d'en connaître les prérogatives exactes aujourd'hui. L'*ayllu* est certes le garant d'une certaine cohésion, *via* les fêtes notamment, mais nous n'avons pas pu déterminer son rôle actuel dans la gestion des ressources et du territoire. Tout comme les communautés, l'*ayllu* nomme ses propres représentants. Au-dessus de l'*ayllu*, se trouve la *marka*. L'ONG Agronomes et Vétérinaires sans frontières note que l'*ayllu* et la *marka* « exercent une fonction d'intégration des territoires communaux et de résolution de conflits intra et inter-communaux. Ce rôle prédomine plus ou moins et il est souvent confus, selon le niveau de reconnaissance des autorités par leurs bases » (AVSF, 2009 : 31).

Quant aux échelons politico-administratifs républicains, on trouve en Bolivie : l'État, les départements, les provinces (dont le pouvoir a diminué depuis la décentralisation promulguée en 1994), les municipes qui se sont constitués avec la décentralisation, les districts (qui n'existent pas partout) et enfin les cantons. Si chaque échelon a ses prérogatives, le processus de décentralisation a apporté de nouvelles perspectives en milieu rural (URIESTE, 2002). Ce sont les municipes et les départements qui sont actuellement les échelons de l'action territoriale. Chaque municipe a aujourd'hui son Plan de développement municipal (PDM) quinquennal dans lequel sont notamment indiquées les priorités en termes d'infrastructures et de production agricole. Des financements, octroyés par l'État *via* la Loi de Participation populaire et d'autres institutions, ciblent et appuient certaines de ces actions de développement. L'organisation interne du municipe s'articule autour du maire élu et de son conseil municipal. En tant qu'organisations territoriales de base, les communautés sont représentées lors des réunions municipales. Elles ont également une place et un rôle dans « les comités de vigilance » qui contrôlent et vérifient l'exécution des ouvrages du municipe. Le municipe est donc bien devenu un espace de vie politique où se prennent des décisions pour le futur des communautés. Cela n'exclut pas de

nombreux problèmes internes aux municipalités à qui l'on reproche de ne pas être toujours à la hauteur de leurs prérogatives.

Il existe également des associations de municipes, appelées *mancomunidad*, mais celles-ci ne sont pas encore appropriées par la population et les acteurs locaux. Les deux *mancomunidades* dans la région étudiée ont en charge une partie des questions relevant de la santé et du tourisme.

Les communautés, en revanche, ne sont pas représentées au niveau départemental, à savoir les gouvernorats, qui ont en charge les plans de développement régionaux à partir de grands projets relatifs au réseau routier, à l'électrification rurale, à la santé.

Finalement, nous devons mentionner la loi des autonomies et décentralisation suite à la nouvelle constitution politique de l'État de 2010. Avec cette loi, de nouvelles autonomies sont en train de voir le jour, autonomies qui constitueront de nouveaux échelons de la décentralisation et de la gouvernance locale. Le changement est d'une forte portée symbolique puisqu'il vise la pleine reconnaissance sociopolitique du monde paysan et indigène. C'est à ce titre que les TCO (*Territorios Comunitarios de Origen* : Territoires communautaires d'origine) ont été remplacés par les autonomies indigènes et les TIOC (*Territorios Indígenas Originarios Campesinos* : Territoires indigènes originaires paysans).

À la marge de ces échelons traditionnels et politico-administratifs, signalons un projet de territoire tri-national à cheval sur le Pérou, la Bolivie et le Chili (AMILHAT-SZARY, 2006 ; ROUVIÈRE, 2007 ; GONZÁLEZ MIRANDA *et al.*, 2008). Conçu sur une base identitaire historique liant les peuples aymaras des trois pays, ce territoire serait l'occasion de coopérations renforcées et, finalement, d'une reconnaissance par les États de la spécificité ethnique de cette région transfrontalière.

La région du *salar* d'Uyuni est le reflet de nombreux paradoxes. Milieu extrême du fait de l'altitude, de l'aridité et du froid, marqué par la dureté des conditions de vie et la pauvreté, cette région a maintenu au fil du temps un peuplement significatif, malgré un fort processus d'émigration qui aurait pu conduire à la désertion de ces campagnes. Et c'est cette population permanente qui est devenue aujourd'hui la première actrice de l'essor de la quinoa.

À l'écart des grandes voies de communication et des centralités économiques du pays, cette région peut paraître éloignée, voire enclavée. Or ses habitants ne sont pas isolés et, bien au contraire, ont su se mettre au cœur d'un réseau ancien de mobilités et d'échanges. Tout aussi ancienne est l'organisation sociale de ces communautés rurales qui régule l'accès aux rares ressources locales et en assure la gestion concertée. Dans cette région excentrée du pouvoir central, l'organisation sociale coutumière perdure et fonctionne. Le système est relativement autonome et la population très organisée, avec ses institutions internes et, au cœur de l'organisation territoriale, la communauté. Les réformes politiques, engagées depuis une vingtaine d'années (décentralisation) et accélérées avec l'arrivée au pouvoir d'Evo Morales (autonomies indigènes), répondent pour une bonne partie aux revendications anciennes des populations indigènes et impliquent également l'émergence de nouveaux acteurs locaux autour de la gestion des ressources naturelles.

Essor de la quinoa et bouleversements agraires

Partie 2



Plante andine emblématique, la quinoa (*Chenopodium quinoa* Willd.) est une espèce herbacée de la famille des Chénopodiacées. Elle est domestiquée dans l'ensemble de l'aire andine depuis environ 7 000 ans (Brack Egg, 2003 cité par DEL CASTILLO *et al.*, 2008) et des traces datant d'au moins 800 ans en ont été trouvées dans l'Altiplano sud (NIELSEN, 2002). Selon les écotypes, la quinoa peut être cultivée du niveau de la mer jusqu'à 4 200 m d'altitude, sous des climats allant du froid aride jusqu'au tropical humide (MUJICA *et al.*, 2001). Son aire de production couvre la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie, le Chili et, dans une moindre mesure, la bordure ouest de l'Argentine. Le Pérou et la Bolivie cependant sont les deux principaux pays producteurs. Il s'agit d'une plante annuelle dont la période de végétation varie de 90 à 240 jours. La plante peut aller de 30 cm à 3 m de hauteur selon le type de quinoa, le génotype, les conditions environnementales et la fertilité des sols (Mujica *et al.*, 2001). La plante peut avoir des usages multiples, mais ce sont surtout les graines qui sont utilisées pour l'alimentation humaine, après en avoir éliminé le contenu amer (saponine).

Parmi plusieurs dizaines d'écotypes et variétés locales connus, une vingtaine, formant un ensemble appelé *Quinoa Real* caractérisé par des grains gros et une bonne tolérance à l'aridité de l'Altiplano sud, sont actuellement destinés à l'exportation (ARONI *et al.*, 2003). En effet, c'est la taille des grains qui a été le critère de sélection pour l'exportation. Ces *quinoa real* poussent exclusivement jusqu'à présent, sur l'Altiplano sud de la Bolivie entre 3 600 et 4 200 m d'altitude, ce qui fait de la Bolivie le premier exportateur mondial.

Comment la région du *salar* d'Uyuni est-elle devenue la première région exportatrice de quinoa du monde ? Quels ont été les mécanismes techniques, économiques et sociaux du changement agricole ? Quelles sont les mutations qui affectent les structures agraires, les systèmes de production, les formes d'organisation du travail ou encore les modes de gestion des ressources ?

< Grâce au tracteur, de vastes étendues planes sont maintenant dédiées à la culture de quinoa.

Les mécanismes de l'essor de la quinoa

Chapitre 3

L'essor de la quinoa

Les processus du changement dans la région de l'Altiplano sud relèvent d'un ensemble de facteurs à la fois exogènes et endogènes, de nature tant économique que sociale et écologique.

Les prémices du changement

Le réchauffement climatique apparaît comme une donnée récurrente dans le discours des paysans. L'ensemble des producteurs interrogés s'accorde sur le fait qu'il est désormais possible de cultiver des plaines, qui étaient autrefois gélives. Cela ne signifie pas qu'elles sont exemptes de gelées, comme le montrent POUTEAU *et al.* (2011), mais le risque a suffisamment diminué et le marché est suffisamment porteur pour que la production agricole devienne économiquement viable.

Un deuxième fait de grande importance tient à la mécanisation généralisée, l'arrivée des premiers tracteurs datant de la fin des années 1960. Dans cette région, le travail agricole était jusque-là entièrement réalisé à la main. Or l'introduction du tracteur, qu'il ait été importé par des étrangers *via* des organisations non gouvernementales comme dans le sud du *salar*, acheté par des coopératives locales avec un financement national comme dans la zone intersalar, ou encore introduit par les migrants eux-mêmes au terme d'un processus d'accumulation, parfois lié à une période de migration à l'étranger (LAGUNA, 2011), révolutionne les systèmes productifs agricoles et multiplie la puissance de travail. La mécanisation de la culture s'est faite en deux temps, puisque le tracteur est arrivé simplement équipé

de charrues à disques, utilisable pour le défrichage et le labour. C'est seulement au milieu des années 1980 que le semoir mécanique a été mis au point.

Un autre facteur, d'ordre social cette fois, renvoie au célèbre slogan de la révolution nationale de 1952 : « la terre appartient à celui qui la travaille ». Si la réforme agraire n'a pas eu de répercussions dans cette région de Bolivie, et n'a pas influencé les organisations paysannes non plus, ce mot d'ordre a eu un retentissement suffisant pour justifier un nouveau mode d'accès aux ressources.

Enfin, il convient de ne pas négliger dans ce processus de changement, le rôle du développement des voies de communication et des moyens de transport. L'amélioration des infrastructures, fortement liée aux évolutions économiques et politiques du pays au cours des deux dernières décennies (éducation, décentralisation, politiques d'aménagement), a ouvert la porte à une circulation plus aisée des marchandises et des populations.

Croissance de la demande et organisation de la filière quinoa

La demande de quinoa bolivienne est d'abord venue du Pérou voisin qui, depuis plusieurs décennies, en est le premier consommateur (LAGUNA, 2002). En effet, suite à une politique nationale d'encouragement à la consommation de quinoa, la production du Pérou s'avéra insuffisante pour couvrir les besoins du pays. Dans un deuxième temps, la promotion de la quinoa (notamment par la FAO), comme aliment de qualité équilibré et riche en protéines, a fait émerger une nouvelle demande venant des États-Unis, du Japon puis d'Europe de l'Ouest, ce qui a permis à la graine de franchir les océans pour alimenter le marché des pays du Nord à partir de 1986, date de la première exportation officielle (CARIMENTRAND, 2008). Mais c'est la mise en place de la filière de quinoa certifiée « biologique » en 1991 qui va véritablement impulser un marché extrarégional, renforcé ensuite par le développement de la filière du commerce équitable à partir de 2005 (LAGUNA *et al.*, 2006). Le Pérou reste, en dehors de ces filières de qualité, le premier importateur de quinoa bolivienne.

Le volume d'exportation officiel est passé de 1 400 tonnes en 1995 à 15 558 tonnes en 2010 pour une valeur de 47 millions de dollars (INE, 2013). À ces volumes s'ajoutent les exportations vers le Pérou effectuées sans déclaration d'exportation (selon les estimations, elles seraient très importantes). L'augmentation de la demande en quinoa s'est traduite par une hausse considérable des prix de vente : si dans les années 1970, les conditions d'échange dans la région étaient de deux quintaux de quinoa²⁹ pour un quintal de farine de blé, en 2008 un quintal de quinoa est vendu l'équivalent d'un

²⁹ 1 quintal de quinoa = 46,8 kg.

salairé mensuel minimum en Bolivie (70 USD), soit deux quintaux de farine. La figure 13 montre l'évolution des prix en dollars par tonne entre 1963 et 2010. Elle fait ressortir les fluctuations interannuelles des prix et, surtout, leur hausse fulgurante depuis 2005 avec un doublement du prix de vente entre la campagne 2007 et celle de 2008. Ce prix d'achat aux producteurs s'est stabilisé depuis, aux alentours de 2 000 USD.

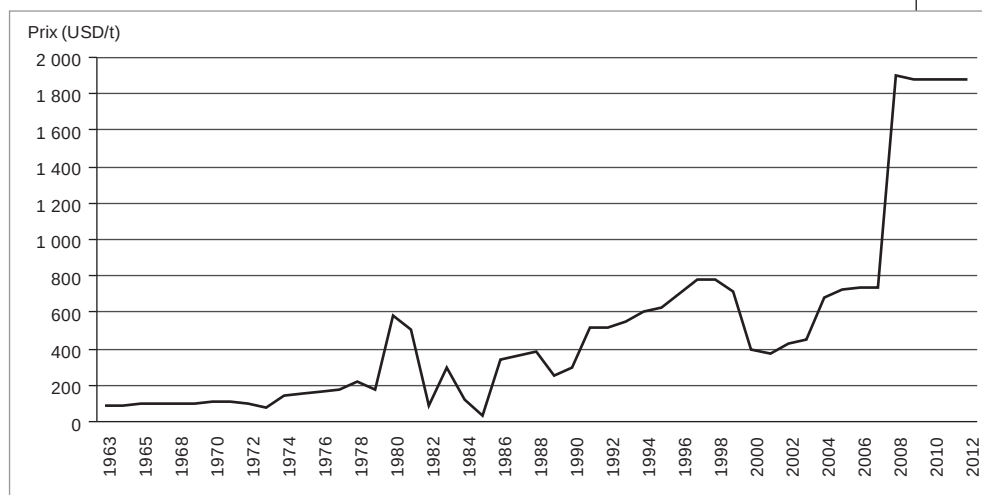


Figure 13
Évolution du prix annuel moyen de la *Quinoa Real* payée au producteur de l'Altiplano sud entre 1963 et 2012 (en dollar américain par tonne).
NB : 1984-1985 est une période d'hyperinflation en Bolivie.
Source : LAGUNA (2011) de 1963 à 2001 ; Fundación Autapo (2009) de 2002 à 2008 ; données du marché de Challapata de 2009 à 2012.

Le réseau de production et de commercialisation s'est progressivement organisé. Deux organisations de producteurs ont été créées pour l'appui à la production et la promotion de quinoa (assistance technique et commercialisation). La CECAOT (*Central de Cooperativas Agropecuarias Operación Tierra*), créée en 1974, compte actuellement sept centres régionaux. De son côté, Anapqui (*Asociación Nacional de Productores de Quinoa*), créée en 1983, compte 13 groupements, soit environ 1 600 producteurs au total pour les deux organisations, originaires de plus de cent communautés distinctes (VIEIRA PAK, 2012). Ces organisations de producteurs exportent seulement de la quinoa certifiée biologique. À partir des années 1990, des entreprises privées s'intéressent également au commerce de quinoa³⁰.

³⁰ Entre autres : l'entreprise bolivienne Saite, l'entreprise américaine Andean Naturals, l'entreprise allemande GEPA, les entreprises françaises Markal, EuroNat, CelNat, Raiponce.

Alors qu'autrefois, les acheteurs venaient dans les communautés pour troquer la quinoa contre des produits de consommation courante, les producteurs d'aujourd'hui ont plusieurs moyens de vendre leur production. Ils peuvent, s'ils produisent de la quinoa biologique en suivant un cahier des charges de production, être membres d'une coopérative ou d'une association (organisations de producteurs), auquel cas leur production y est directement acheminée. L'autre possibilité est de vendre à une société privée (de façon individuelle ou regroupée), impliquant ou non un mode de contractualisation. Certains producteurs optent pour une vente directe sur le marché de Challapata ou à un intermédiaire de la communauté (soit contre des marchandises, soit contre de l'argent). Les modalités de commercialisation diffèrent toutefois selon les communautés. Historiquement, le processus de développement de la quinoa d'exportation a conduit à la formation de coopératives et d'associations dans certaines communautés que l'on peut dire pionnières, situées notamment dans les municipes de Salinas, Llica et Colcha « K ». Dans d'autres communautés, la création de coopératives est très récente, ou ne s'est pas encore produite. La proximité géographique de Challapata, seul marché local où est commercialisée la quinoa conventionnelle (non certifiée biologique), joue un rôle également important. L'éloignement, notamment pour les producteurs des communautés rurales de la zone sud du *salar*, empêche la vente directe sur ce marché.

Évolution des superficies cultivées et de la production

Grâce à la mécanisation, le besoin de main-d'œuvre à l'hectare est beaucoup moins important qu'auparavant. De fait, les superficies cultivées par exploitation augmentent de façon très significative, en réponse à la hausse de la demande. La croissance de la production est liée beaucoup plus à une extensification de l'agriculture qu'à une logique d'intensification, puisque c'est l'augmentation des surfaces cultivées qui permet de suivre la demande en quinoa, et non l'amélioration des rendements. L'espace cultivable n'étant pas infini, cette dynamique d'extension rencontre aujourd'hui ses propres limites.

Les deux graphiques suivants (fig. 14 et 15) montrent l'augmentation des superficies cultivées en quinoa ainsi que de la production pour l'ensemble de la Bolivie. P. LAGUNA (2002) signale que, depuis le milieu des années 1980, les superficies cultivées ont essentiellement augmenté sur les rives du *salar* d'Uyuni et que, depuis 1989, la production de cette région représente plus de la moitié de la production nationale et de la superficie cultivée. Si la superficie totale a plus que quintuplé en 40 ans, les écarts entre les zones sont importants.

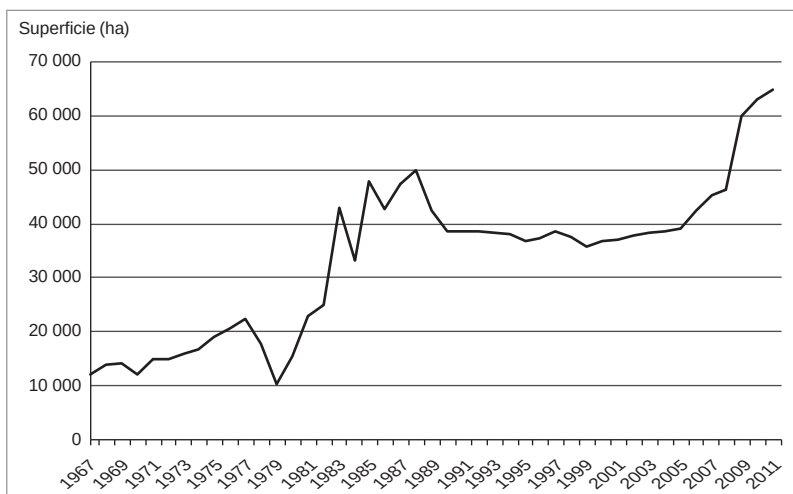


Figure 14
Évolution de la superficie cultivée en quinoa en Bolivie de 1967 à 2011.
Source : FAO, 2013.

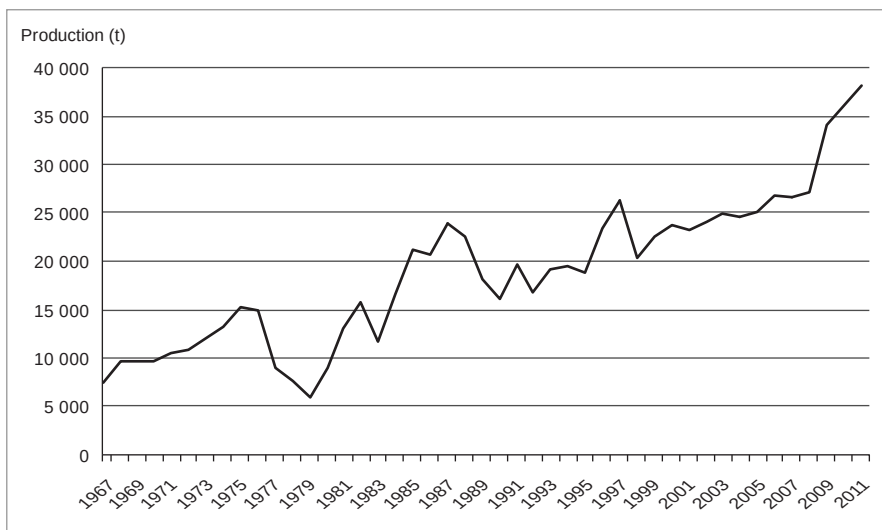


Figure 15
Évolution de la production de quinoa en Bolivie de 1967 à 2011.
Source : FAO, 2013.

Une autre source (DUPRAT, 2008) concernant l'augmentation des superficies cultivées dans six communautés de la région du *salar* d'Uyuni permet d'affiner l'analyse³¹. D'après cette étude, l'espace cultivé – entendu ici comme les parcelles en jachère et les parcelles cultivées – a augmenté entre 1963 et 1972 de 63 % et, entre 1963 et 2006, de 326 %. L'espace cultivé est donc passé de 1 600 ha en 1963 à 7 500 ha en 2006.

Changement d'usage des terres et avancée du front de quinoa

Les superficies cultivées en quinoa ont triplé en quarante ans. Quels changements cette croissance implique-t-elle dans les modes d'occupation et l'organisation du territoire communautaire ? Quels ont été les impacts paysagers de l'essor de la quinoa ?

L'organisation du territoire communautaire

Les communautés étudiées se situent sur un seul étage écologique au sens de C. TROLL (1968) et J. MURRA (1972) : la *puna* sèche. On peut cependant y distinguer plusieurs sous-étages ou écosystèmes (cf. p. 25) : la partie haute des volcans et montagnes de la cordillère, les versants ou flancs de montagnes, le piémont et la plaine. À l'exception de la très haute montagne désertique, l'agriculture et l'élevage sont pratiqués dans toutes ces zones.

On trouve souvent, dans les descriptions de l'agriculture de l'Altiplano, les termes de *aynoqa* pour parler du système d'assolement situé loin du village (les unités domestiques ayant des parcelles en nombre variable, dispersées dans chacune des soles soumises à la rotation collective) et de *sayaña* pour les terres gérées et utilisées par les familles, à proximité des unités d'habitation (RIVIÈRE, 1994). Dans la région du *Salar* d'Uyuni seul le terme de *manto*, équivalent de *l'aynoqa*, est utilisé et on ne rencontre qu'exceptionnellement des terres cultivées proches des habitations.

³¹ Cette étude est basée sur l'interprétation de photographies aériennes de 1963 et d'images satellitaires de 1972, 1990, 1999, 2005, 2006 et 2008. La méthodologie a consisté à travailler sur des zones rectangulaires centrées sur les communautés, plutôt que sur des limites administratives non rectilignes et d'ailleurs non officielles, parfois contestées. Selon les cas, cette cartographie peut donc sous-évaluer l'étendue réelle du territoire communautaire ou, au contraire, en dépasser les limites. La culture de quinoa est très peu dense et la végétation spontanée reste basse et éparse lors des jachères courtes (JOFFRE et ACHO, 2008), ce qui empêche de les différencier par télédétection. C'est donc l'ensemble de l'espace cultivé, incluant parcelles cultivées et parcelles en jachère, qui a été cartographié à différentes dates.

Étant données les conditions agro-écologiques, les terres de culture pluviale (pomme de terre et quinoa) se situaient, jusqu'à une période récente, exclusivement sur les reliefs (piémont et versant). En effet, le vent et le gel touchaient peu ces zones et les sols ont toujours été réputés de meilleure qualité sur les pentes. C'est à partir des années 1960-1970, ou plus récemment encore dans certaines communautés (années 1980-1990), que l'on assiste à un changement de localisation des aires cultivées avec une « descente » des cultures vers les plaines. La communauté de Candelaria fait exception, puisqu'elle a peu de relief cultivable.

Deux formes de gestion des parcelles d'agriculture sèche (ou pluviale) étaient pratiquées sur les reliefs, l'une de type collectif et fondée sur une organisation interfamiliale, l'autre de type exclusivement familial. Les deux modalités sont, respectivement, les suivantes :

- 1) les parcelles de tous les ayants droit de la communauté sont regroupées, c'est-à-dire que toutes les parcelles sont attenantes et clôturées par un mur de pierres ; dans ce cas, la règle veut que les parcelles soient cultivées une année sur n années (n étant le nombre de soles) ;
- 2) les parcelles de chaque famille sont clôturées. Chaque enclos regroupe plusieurs parcelles et, dans ce cas, chaque famille décide du rythme de mise en culture et d'assolement.

À partir des années 1950 (la période variant selon les communautés), la plaine constitue un nouvel espace pour la culture de quinoa. Dans cette nouvelle dynamique, deux configurations sont à distinguer :

- 1) les parcelles de tous les ayants droit sont regroupées et cultivées une année sur n années selon une décision collective. C'est le cas de Palaya, Otuyo et Chilalo où l'on compte deux *mantos* ;
- 2) les parcelles des ayants droit sont dispersées, et l'année de mise en culture est indépendante d'une décision communautaire (cas de San Juan et Candelaria).

Notons cependant que, dans certaines communautés, la culture de quinoa de plaine a totalement remplacé la culture en montagne (à Otuyo et San Juan, par exemple). Dans d'autres, la culture de versant perdure (cas de Chilalo et Palaya).

Il convient de préciser quelques éléments concernant les *mantos*. En effet, nous n'avons pas rencontré de système comme ceux décrits par X. ALBÓ (1994) ou D. DE MORRÉE (1998)³² qui attestent l'existence de six *aynoqas/mantos*, voire plus. Dans la région du *salar*, on trouve au maximum deux ou trois *mantos*. La

³² « À Qochapampa, les familles ont en moyenne 2-3 parcelles dans chacune des 12 soles (zones où sont semées une seule culture) de la communauté, et, chaque année ils décident en réunion quelle culture va être semée dans quelle sole, et ils s'accordent sur les soles en jachère » (DE MORRÉE, 1998 : 350). Qochapampa est une communauté située au nord du département de Potosí.

multiplication des *aynoqas/mantos* signifie des temps de jachère relativement longs, ainsi qu'un système de rotation de cultures. Dans la région étudiée, les *mantos*, lorsqu'ils existent, ont pour but essentiel de faciliter le gardiennage des troupeaux, en divisant en deux le territoire villageois : une partie destinée à la culture et l'autre au pâturage.

Si l'agriculture sèche est largement dominante en termes de surfaces cultivées, certaines communautés, bénéficiant de sources d'eau, développent une agriculture irriguée (luzerne et fèves, principalement). Ces périmètres sont localisés dans les zones de montagne où les familles ont des parcelles clôturées. Les surfaces irriguées n'ont pas connu de changement important en termes de superficie, et sont toujours cultivées.

Les zones de pâturage, enfin, se dispersent sur l'ensemble du territoire de la communauté (les pâturages communs à plusieurs communautés sont très rares) et sont gérées de façon alternée au cours de l'année. Pendant la saison de culture, les troupeaux pâturent les herbes et les arbustes des terres non cultivées, en plaine et en montagne. Après la récolte, ils pâturent aussi les résidus de culture laissés sur les champs en jachère. L'expansion de la culture de quinoa s'étant réalisée sur des zones anciennement dédiées à la pâture, les surfaces de pâturage ont drastiquement diminué depuis l'essor de la quinoa.

Les modes d'organisation socio-spatiale du partage et de l'usage des ressources correspondent finalement à la mise en place de « zones de production », telles que les conçoit E. MAYER (1992) au Pérou. E. Mayer part du principe selon lequel on ne peut se contenter d'étudier les étages écologiques (et donc les ressources présentes) pour comprendre les modes d'occupation du territoire. En effet, c'est le groupe social qui a fabriqué, géré et entretenu ces zones. L'auteur met donc l'homme au cœur de la compréhension de l'agriculture et de son organisation spatiale. La zone de production est « un ensemble territorial de ressources productives, géré par la communauté, et dans lequel la production est réalisée de façon spécifique. [Chaque zone de production] possède des infrastructures caractéristiques, un système particulier de répartition des ressources et des mécanismes permettant la régulation dans l'utilisation de ces ressources. Les unités de productions individuelles (les familles paysannes) détiennent des droits d'accès sur des portions identifiées et différenciées ; tous les produits qu'elles y obtiennent par leur travail leur appartiennent sans réserve ; elles ont le droit de les transmettre à d'autres » (*op. cit.* : 163). Enfin, E. MAYER (*op. cit.* : 165) décrit très bien l'organisation sociale de ces zones de production : « C'est un système de décision dual. Au premier niveau, l'unité domestique (la famille) est l'unité réelle de production ; au deuxième niveau, la communauté gère et administre le territoire à travers le contrôle qu'elle exerce sur les familles. Les unités de production individuelles ont accès à la terre dans chaque zone de production, mais ne peuvent les utiliser qu'aux conditions

établies par les autorités. Elles peuvent influencer sur ces conditions, en participant aux assemblées ou en faisant pression sur les autorités. Si la production est spécialisée par zones, les unités de production individuelles sont diversifiées. » Certes, jusqu'à une période récente, les territoires communautaires étaient divisés en zones de production clairement délimitées (*mantos*), mais il est plus difficile de parler de zone de production pour les terres nouvellement mises en culture en plaine.

Les modes d'occupation des sols et l'organisation de l'usage des ressources territoriales montrent une très grande diversité de situations selon les communautés. Les croquis des cinq territoires communautaires étudiés (fig. 16) illustrent cette diversité tant au niveau de la superficie du territoire que de la topographie et des usages.

Précisons qu'il n'existe pas de base de données cartographiques où apparaissent les limites des territoires communautaires (et donc leurs superficies exactes). Il n'existe pas non plus de cadastre permettant le repérage des limites du parcellaire au sein de ces territoires³³. Sur la figure 2, chaque point représente la localisation du « village centre » des communautés. La densité des points révèle indirectement la taille des territoires communautaires³⁴.

Au nord du *salar* d'Uyuni, les territoires communautaires sont de superficie plus réduite que dans le reste de la région. Cette densité de communautés est à mettre en relation avec la densité démographique plus forte au nord et au nord-est (entre 1,2 et 2,6 hab./km²) qu'à l'ouest et au sud (entre 0,2 et 0,7 hab./km²). À l'ouest et au sud du *salar* en revanche, la densité de communautés est plus faible, ce qui indique des territoires communautaires de superficie beaucoup plus vaste. En première approximation, ce contraste correspond pour les communautés les plus étendues à celles qui sont traditionnellement plus tournées vers l'activité pastorale, tandis que les communautés de taille plus réduite privilégiaient les cultures.

Ces variations de densité sont également liées aux facteurs topographiques. En effet, certaines communautés n'ont accès qu'à des terres de pente (cas de Chilalo), tandis que d'autres ont leur territoire partagé entre montagne et plaine (cas de Palaya, Candelaria, Otuyo, San Juan). Il existe également des communautés installées uniquement dans les plaines, mais elles ne rentrent pas dans le cadre de notre étude, puisqu'il s'agit exclusivement de communautés d'éleveurs ne pratiquant pas la culture de quinoa (tout au moins au début de cette recherche).

³³ Cependant, les certificateurs de quinoa biologique ont dressé des croquis des terres des producteurs certifiés qu'ils souhaitent géoréférencer.

³⁴ L'élaboration de cette carte a été un travail fastidieux de nettoyage de la base de données fournie par le ministère de la Décentralisation.

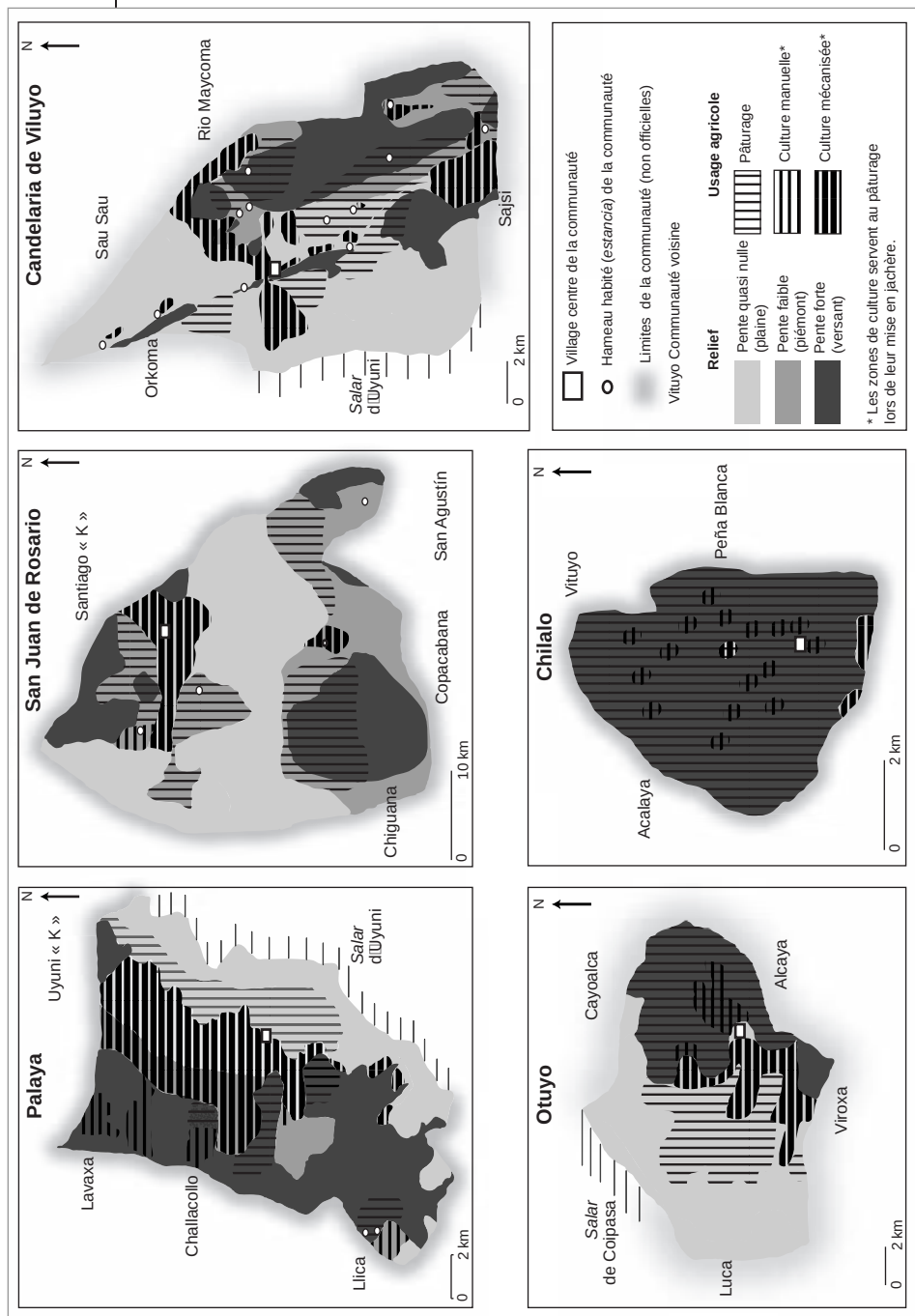


Figure 16
 Relief et usages agricoles (culture et élevage) des territoires communautaires.
 Source : élaboration propre d'après entretiens.

Certaines communautés bénéficient de micro-conditions climatiques plus favorables, puisqu'elles sont à l'abri du gel, alors que d'autres sont localisées dans de véritables couloirs d'air froid. Enfin, les communautés du sud et sud-est du *salar* manquent régulièrement d'eau, alors que la pénurie est moindre dans celles du nord et nord-est.

La dynamique du changement d'usage des terres

L'interprétation des photos aériennes des années 1970 et 1980 (LIBERMAN CRUZ, 1986 ; Duprat in VASSAS *et al.*, 2008) indique de très faibles superficies cultivées dans les plaines jusqu'au début des années 1970. Mais progressivement, l'ensemble des terres de plaine a été mis en culture, pour aboutir aujourd'hui à une saturation presque complète de l'espace cultivable. Comment s'est opérée cette « descente dans la plaine » ?

Au sein d'un processus général de progression du front de quinoa, chaque communauté inscrit sa propre dynamique. En effet, toutes les communautés ne sont pas passées par l'ensemble des étapes de l'expansion agricole et chacune se trouve aujourd'hui à un stade différent de la dynamique agraire.

La descente de la culture dans la plaine a débuté très progressivement. La culture de quinoa dans les plaines, en tant que nouvelle ressource, ne s'est pas propagée du jour au lendemain. La première étape relève de l'apprentissage de la mise en valeur des plaines par la sélection des lieux les plus appropriés. Cette sélection s'est réalisée dans certaines communautés sur la base d'un constat de l'exiguïté des parcelles de versant (*minifundio*) et de la perception d'un changement climatique. Cette première descente a souvent été rendue possible par une distribution de la terre opérée par la communauté elle-même ou, à défaut, avec son assentiment, voire son encouragement. Elle a été très vite accompagnée par l'arrivée du tracteur, ce qui a supposé des expérimentations techniques et une adaptation des savoir-faire. Durant cette première étape, ce sont les résidents permanents, soucieux d'étendre leur espace cultivé au-delà des parcelles de versant, qui se sont approprié l'usufruit des terres communautaires.

Une fois apprivoisées les nouvelles techniques de culture, la production en plaine a pris de l'envergure, en étant pensée à une plus large échelle. Dans cette deuxième étape, la communauté n'a plus été l'organe régulateur des dynamiques foncières : chacun s'est approprié l'usufruit des terres qu'il souhaitait, en donnant la priorité aux parcelles les mieux situées et les plus fertiles. Le tracteur a été un moyen facile, rapide et finalement peu cher pour transformer des terres de pâturage en terres cultivables, des terres d'accès communautaire

en terres d'accès familial. Les résidents permanents ont investi les terres les plus fertiles, et parfois même les terres sur lesquelles ils avaient l'habitude de pâturer et où ils avaient une petite maison. On peut parler, dans ce cas, d'un droit de « préemption » sur certaines zones. Cette dynamique n'a pas été vérifiée pour l'ensemble de la zone, mais plutôt dans les communautés de hameaux et d'habitat dispersé.

La dernière étape – l'actuelle – est celle de l'accaparement individuel massif de l'usufruit de l'ensemble des terres restées vacantes, sans distinction de leur exposition et de leurs aptitudes pour la culture. La dynamique du changement d'usage des terres se fait alors de manière chaotique et hasardeuse, et concerne également des terres moins fertiles, moins abritées du gel ou plus pierreuses³⁵. Le processus d'appropriation de l'usufruit est en ce sens de type patrimonial, à savoir que les populations se « réservent » de la terre comme patrimoine mobilisable du point de vue productif, si les conditions du marché deviennent favorables. La « course à la terre » est ainsi devenue réalité sur les hauts plateaux de l'Altiplano sud et il n'est pas exagéré de dire que certaines pratiques sont finalement sans espoir de rendement économique immédiat et répondent plutôt à des logiques d'anticipation. L'accaparement de la ressource est un investissement et un pari sur l'avenir que l'on pense prometteur et dont il ne faut pas être exclu.

La figure 17 indique à trois dates la répartition des terres cultivées en fonction de l'altitude sur les six communautés étudiées par J.-R. Duprat.

Les terres situées entre 3 650 et 3 800 m d'altitude correspondent à la plaine, lieu principal d'extension de la culture de quinoa. L'extension a touché dans une faible proportion les terres de piémont (3 850 à 4 000 m) qui sont mécanisables, alors que les cultures de versant (situées à une altitude supérieure à 4 000 m), sans être totalement abandonnées, ne se sont pas étendues.

Les transformations paysagères

Au niveau local, l'essor de la quinoa a donc eu des impacts importants sur les modes d'utilisation de l'espace et sur le paysage. Les schémas élaborés par D. FÉLIX (2008 : 6-7) sont réadaptés à partir de nos observations et relevés de terrain (fig. 18 et 19).

³⁵ En contradiction avec la perception positivée du réchauffement climatique, puisque supposé favorable à la mise en culture des plaines, les zones actuelles de culture restent sujettes aux gelées (POUTEAU *et al.*, 2011). En 2008, par exemple, de vastes superficies de quinoa des plaines ont subi les dégâts des gelées, alors que les parcelles de montagne en ont peu souffert.

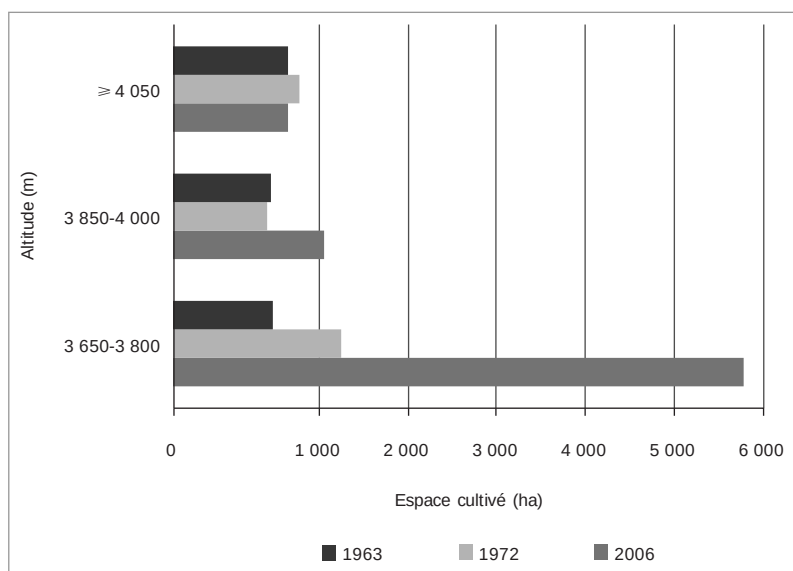


Figure 17
Répartition des terres cultivées par classe d'altitude en 1963, 1972 et 2006
dans six communautés de la région du *salar* d'Uyuni.
Source : DUPRAT, 2008.

Avant les années 1970, trois éléments principaux formaient le paysage traditionnel : un territoire communautaire couvert dans sa grande majorité de végétation spontanée utilisée pour le pâturage des lamas, alpacas et ovins ; des parcelles cultivées (pommes de terre et quinoas) et des parcelles de jachère pâturées pendant des durées plus ou moins longues. Ce paysage était aussi caractérisé par un grand morcellement foncier et un parcellaire de petite taille, en rapport avec la main-d'œuvre familiale disponible (parcelles excédant rarement un hectare).

La « descente » de la quinoa dans les plaines a induit une relocalisation des pratiques d'élevage. La conséquence majeure est un effacement de la mosaïque du territoire communautaire et l'apparition d'un paysage agraire qui s'apparente à un vaste champ de quinoa uniforme sans *tholar* ni murets, dont la physionomie tranche avec les versants des montagnes largement (quoique pas complètement) abandonnés par la culture dans les communautés ayant accès aux deux écosystèmes. L'élevage est ainsi relégué aux espaces marginaux, montagnes et plaines non cultivables. Mais le paysage agricole ne correspond pas nécessairement à des parcelles individuelles immenses. Chaque producteur continue de cultiver chaque année plusieurs parcelles dans des micro-environnements distincts pour disperser les risques agroclimatiques.

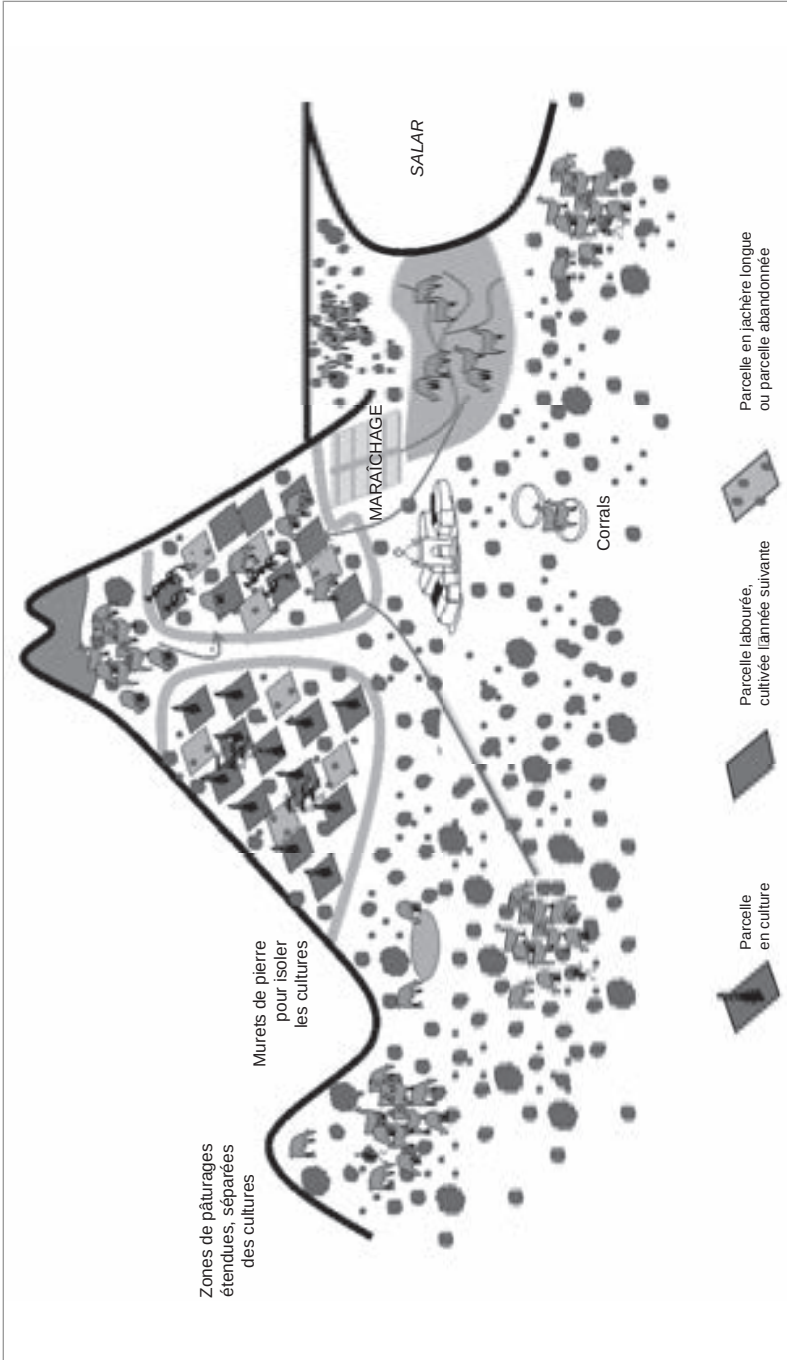


Figure 18
Paysage agricole des régions productrices de quinoa de l'Altiplano sud bolivien avant les années 1970.
Source : d'après D. Félix, 2008, réadapté par A. Vassas Toral.



Figure 19
Paysage agricole des régions productrices de quinoa de l'Altiplano sud bolivien depuis les années 1970.
Source : d'après D. Félix, 2008, réadapté par A. Vassas Toral.

Pressions sur la terre et nouveaux enjeux autour du foncier

Chapitre 4

La relocalisation des espaces de production de quinoa, évoluant d'un territoire mosaïque vers un « front de cultures », s'accompagne de changements majeurs de la structure et de la morphologie agraires. La relocalisation, en effet, va de pair avec un changement des modes d'accès au foncier et du statut des terres. Elle introduit aussi de nouveaux enjeux économiques et sociaux autour de l'appropriation individuelle de l'usufruit de la ressource foncière, pouvant aller jusqu'à de nouvelles situations conflictuelles inédites dans la région de l'Altiplano sud.

Il s'agit ici de décrypter les différentes dimensions de la question foncière (LAVIGNE DELVILLE, 2002), le foncier étant entendu comme l'ensemble des règles d'accès, d'exploitation et de contrôle s'exerçant sur les terres et les ressources renouvelables (eau, bois, etc.). Suivant la définition de P. LAVIGNE DELVILLE (*op. cit.* : 202) : « le foncier n'est pas basé sur une relation entre l'homme et la terre, mais sur une relation entre les hommes, à propos de la terre et des ressources qu'elle porte. Le foncier est fondamentalement un rapport social, qui a des dimensions économiques, politiques, juridiques, techniques, institutionnelles. Il met en jeu les rapports sociaux internes à la société rurale locale, mais aussi les rapports entre l'État et les citoyens. [...] La terre n'est jamais un simple facteur de production, et le foncier mêle indissociablement des enjeux de richesse, de pouvoir et de sens ».

Les formes d'accès au foncier pour la culture de quinoa

Dans les sociétés rurales andines, et plus largement latino-américaines, l'usage collectif de la terre et la gestion communautaire des ressources sont des réalités

anciennes. Il convient donc de différencier, dans les formes d'accès au foncier pour la culture de quinoa, l'évolution de la répartition des usages de la terre entre communauté et famille. Par ailleurs, se différencient les modes d'accès de droit, légaux, reconnus au niveau national, des modes d'accès de fait, c'est-à-dire des pratiques foncières locales ou, pourrait-on dire, « territorialisées ».

Le partage des ressources : usage collectif et familial

La région a été faiblement affectée par l'extension du système des *haciendas* lors de la colonie, et elle n'a donc pas été touchée non plus par la révolution nationale de 1952 qui, dans d'autres régions, a donné lieu à la réforme agraire et a vu l'émergence des organisations syndicales paysannes. En effet, si jusqu'en 1952 et sur la Bolivie prise dans son ensemble, « quasiment 80 % des terres appartenaient à des *haciendas* contre 22 % aux communautés » (ALBÓ, 1990 : 101), dans la région du *salar* les communautés étaient et restent encore gestionnaires de leur territoire, contrôlant l'accès et les modes d'usage des terres.

L'instance communautaire est en charge de l'organisation et de la gestion de son territoire. Elle attribue à chaque portion de son territoire un statut différencié en termes d'usage et de mode d'accès. On peut distinguer, d'une part, les espaces communautaires ou collectifs et, d'autre part, les espaces familiaux.

Du statut attribué dépendent les décisions quant à l'usage de la terre, sa mise en valeur et finalement, son mode de gestion. De toute évidence, ce sont les espaces collectifs qui suscitent certaines situations conflictuelles et tensions interfamiliales, puisque chacun a sa propre représentation de ces espaces, y défend ses intérêts et souhaiterait y exercer son pouvoir. La communauté, en tant qu'institution arbitrale et souveraine, doit veiller à préserver l'équilibre entre intérêt général et intérêt individuel.

Le régime collectif de gestion des ressources foncières a perduré pour le pâturage. Toutes les terres communautaires de pâturage sont utilisées par l'ensemble des membres de la communauté, tandis que les terres cultivées sont d'usufruit familial le temps du cycle de culture puis, lors de leur mise en jachère, retournent à un usage collectif destiné au pâturage. Dans le cas des terres de culture, l'usufruit peut être transmis par héritage, avec le droit de diviser ou prêter ces terres, mais il n'existe pas de titre de propriété privée. C'est la communauté qui – selon la norme – contrôle le mode de distribution de nouvelles terres aux ayants droit en fonction des besoins familiaux. Cependant, ce mode de distribution est tombé en désuétude depuis l'essor de la quinoa, les familles accaparant des terres collectives par défrichage, sans aval de la communauté.

Deux modes d'accès aux terres renvoient à deux types d'usage (tabl. 2) : accès collectif pour les terres de pâturage et familial pour les terres de culture. Le changement d'accès correspond donc à un changement d'usage.

Tableau 2
Des espaces et des usages.

Espace	Types d'usage	Destination de l'usage	Mode d'accès
Versant et piémont (clôturé de murets de pierre)	Cultures non irriguées Cultures irriguées Source d'eau et canaux d'irrigation	Alimentation humaine et animale, vente	Familial Familial Communautaire
Piémont et plaine (non clôturé)	Cultures Pâturage Bois de chauffage Médicinal Source d'eau	Alimentation humaine et animale, vente Alimentation animale Usage domestique Usage domestique Alimentation humaine	Familial Communautaire Communautaire Communautaire Communautaire

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Droits et pratiques autour de l'usage des ressources foncières

Il n'existe pas dans la région de cadastre ni de titre de propriété individuel, mais un titre communautaire d'indivision (*pro-indiviso*) délivré par l'État dans les années 1970. L'Institut national de la réforme agraire (INRA) a effectué des campagnes de reconnaissance de terrain pour dresser des croquis des communautés avec les points remarquables servant de limites et l'indication des ressources du territoire (pâturages, montagne, source)³⁶. À ce croquis a été ajoutée la liste des ayants droit de l'époque, le tout constituant un titre collectif de propriété. Aucun titre à un niveau inférieur n'a été délivré, c'est-à-dire au niveau familial ou individuel.

Pour les communautés qui entrent dans la constitution d'un Territoire communautaire d'origine (TCO), un autre titre a annulé celui d'indivision. Chaque TCO est constitué de plusieurs communautés et un titre collectif unique est délivré pour l'ensemble. Y figurent les ayants droit au moment de la constitution du TCO. Légalement, ce sont toujours les us et coutumes qui régissent l'accès et l'usufruit des ressources au sein de chaque communauté. Par le biais de ces titres, l'État reconnaît à la communauté la propriété ou, tout au moins, l'usufruit de la terre, ainsi que son droit de l'administrer avec les ayants droit enregistrés.

³⁶ Nous avons pu consulter un de ces plans et constater que les limites de la communauté étaient tracées à la règle. Pour cette raison, nous parlons de croquis. Pour ce qui est des ressources, les superficies ne sont pas précises, mais toujours indiquées en dizaines ou centaines d'hectares.

Mais les communautés sont également régies par les lois promulguées au niveau national, ce qui entraîne des contradictions entre ces dernières et les « lois communautaires ». Deux exemples sont révélateurs de ces tensions. Le premier concerne les femmes. La constitution politique de l'État reconnaît le droit égal entre héritiers masculins et féminins, mais les pratiques locales ne suivent pas ce principe puisque, traditionnellement, les femmes n'héritent pas du patrimoine foncier de leur père. Le second exemple est celui de la mise en valeur des terres comme garantie de l'usufruit de la terre. La réforme agraire de 1953 promulguée contre les *haciendas*, et en particulier contre les propriétés agricoles non mises en valeur par leur propriétaire (ce qui n'est pas le cas dans l'Altiplano sud), instaure le principe selon lequel « la terre est à celui qui la travaille ». La loi nationale stipule donc qu'en cas de non-mise en valeur de la terre, celle-ci doit être retirée à celui qui en a l'usufruit. Mais dans les faits, dans le cas où une terre, qui n'était pas mise en valeur par son usufruitier, a été cultivée par une autre personne, celui-ci n'en perd pas l'usufruit. En effet, comme l'indique E. MADRID LARA (1998 : 116) dans son étude sur l'Altiplano central, « l'État soutient que l'usage de la terre est un élément fondamental pour accéder à sa possession. [...] Pourtant, les principaux mécanismes pour reconnaître les droits de possession des terres ne sont précisément pas ceux qu'établit l'État, les droits sur la terre étant attribués par l'appartenance à la communauté et le fait d'être membre d'une de ses familles. [...] L'accomplissement des charges est l'élément qui garantit la possession sur la terre plus encore que son usage ». Il est important de signaler cependant un changement majeur dans ces règles d'usage. Car, si la mise en valeur de la terre n'est pas le premier critère retenu par les communautés pour qu'un individu en garde l'usufruit, le principe selon lequel « la terre est à celui qui la travaille » est aujourd'hui mis en avant au sein des communautés. Le conditionnement du droit d'usufruit à l'usage effectif de la terre devient l'argument mis en avant pour justifier l'accaparement individuel de l'usufruit des terres dans le contexte de l'expansion de la culture de quinoa. Le principe fondateur de la réforme agraire est ainsi mobilisé pour revendiquer la mise en culture de terre des membres des communautés, qui sont absents et qui ne cultivent pas, mais aussi celle de pâturages communautaires.

Ainsi, bien qu'il n'y ait effectivement pas de titre individuel de propriété, chacun connaît l'attribution des parcelles au sein des communautés, chaque parcelle « appartient » de fait à une famille et fait l'objet d'une transmission de père en fils. Il y a donc reconnaissance d'un patrimoine foncier que chaque famille est en droit de gérer.

Les différentes règles d'accès au foncier

L'accès aux terres de pâturage n'est pas restrictif. Tout ayant droit peut faire paître ses animaux sur les terres communautaires, même si la fréquentation préférentielle de certaines zones par certaines personnes conduit à en exclure les autres.

Les modes d'accès au foncier pour les terres de culture sont, quant à eux, divers et complexes. Il ne sera ici question que des terres destinées à la culture de quinoa, le cas des terres irriguées où sont produites pommes de terre, fève et luzerne étant laissé de côté.

Les membres des communautés ont différentes possibilités d'accéder au foncier. Les catégories des formes d'accès à la terre sont cependant difficiles à décrire puisqu'en règle générale, achat, prêt, location renvoient à la propriété. Or il n'existe pas dans ce cas de titre de propriété, mais un droit d'usufruit familial transmissible reconnu par la communauté. L'utilisation ci-après des termes « d'accès direct » et « d'accès indirect » ne devra donc pas faire oublier qu'ils ne renvoient pas à la propriété, mais à ces droits d'usufruit permanents et transmissibles.

Dans la catégorie de l'accès direct, se classent l'accès par héritage, par répartition, par achat et par accaparement (auto-attribution) ; l'accès indirect ne concerne que le système de métayage, car il n'existe pas dans la région de location de terres ni de gardiennage. Suivant E. LE ROY (1995), le prêt sera considéré comme une forme d'accès à part, car il se réalise au sein même des familles et il ne peut donc pas être considéré comme un accès indirect.

Accès direct

Les normes d'héritage familial sont en pleine évolution. Le système d'héritage des terres de versant est régi par des normes anciennes et relativement stables. Il est donc facile à appréhender. En revanche, il est plus difficile d'explicitier avec précision les normes de transmission pour les terres de plaine, dans la mesure où elles ont été l'objet d'une appropriation récente et qu'elles n'ont pas encore été l'objet de transmission.

Le modèle traditionnel de transmission des parcelles de versant est de type patrilinéaire, c'est-à-dire qu'elles sont réservées aux enfants de sexe masculin. En effet, lorsqu'elles se marient, les femmes s'installent en principe sur les terres de leur mari. Le départ de la communauté légitime en quelque sorte cette modalité préférentielle de l'héritage³⁷. Par ailleurs, de manière à éviter la fragmentation du patrimoine foncier, et donc le *minifundio*, tous les enfants reconnus ne reçoivent pas systématiquement des terres en héritage et les enfants non reconnus (enfants naturels) n'en reçoivent jamais. Le partage des terres s'effectue par testament, à la mort du père.

³⁷ Le système est similaire à celui de Pampa Aullagas, communauté étudiée par R. MOLINA RIVERO (1986 : 241) « Le système de transmission de l'héritage de la terre est essentiellement patrilinéaire, en conformité avec les règles de résidence patrilocale, c'est-à-dire que les femmes, lorsqu'elles se marient et déménagent dans la maison de l'homme, perdent le droit d'usage des terres dans leur communauté respective. En revanche, en ce qui concerne les animaux et autres biens, la transmission héréditaire est bilatérale, s'applique la règle d'héritage autant aux enfants de sexe masculin que féminin ».

Pour les garçons on rencontre diverses modalités d'héritage selon les familles :

- une répartition égalitaire ;
- une répartition inégalitaire fondée sur le « mérite ». Une plus grande part revient alors à celui qui sera resté avec ses parents pour les aider ;
- une répartition inégalitaire fondée sur l'ordre de naissance des enfants. La plus grande part est réservée au plus jeune des garçons. Cette règle, cependant, n'a été citée qu'à Candelaria de Viluyo : c'est le fils cadet qui hérite, à la condition qu'il assume la charge de ses parents pendant leur vieillesse. Autrement dit, la modalité préférentielle de l'héritage implique une obligation intergénérationnelle. Aujourd'hui, ce mode d'héritage tend à être délaissé et, dans beaucoup de familles, le père lègue des parts égales à chacun de ses fils.

Quant aux femmes, en règle générale, elles n'accèdent pas (ou très peu) à l'héritage de terres. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'héritage, mais bien souvent d'un usufruit de leur vivant, non transmissible à leur descendance. Elles reçoivent souvent des lopins de terre qui leur sont offerts (*pedazos regalados*) et qui n'excèdent pas deux parcelles d'un hectare chacune. Cela leur permet de maintenir un lien avec leur communauté d'origine et leur famille, en venant dans la communauté au moment des travaux agricoles. Certaines voix se font entendre pour que ces biens constituent de réels héritages, c'est-à-dire qu'ils soient transmissibles. Mais le débat est trop récent pour qu'on en connaisse l'issue.

La transmission des terres va de pair avec la transmission du statut d'ayant droit. Il n'est pas exclu, cependant, que le statut d'ayant droit s'acquière en dehors de la transmission de terre. C'est une situation observée, par exemple, à San Juan, où les jeunes qui atteignent l'âge de la majorité reçoivent le statut d'ayant droit. Ils peuvent donc cultiver en leur nom propre des terres familiales qui leur sont prêtées, des parcelles qu'ils se sont appropriées ou encore des terres que la communauté leur a attribuées.

Les diverses règles précédemment énoncées pour les terres de versant peuvent souffrir des exceptions dans certaines situations. S'il n'y a aucune descendance masculine au sein d'une famille, les femmes ont un droit d'héritage sous condition de leur célibat. Par ailleurs, lorsqu'un couple s'installe dans la communauté de la femme – le mari ayant renoncé à ses droits et devoirs dans sa communauté d'origine –, celui-ci peut alors prétendre, comme tout ayant droit, à l'accès à la terre dans la communauté d'installation.

Il est fort probable que ces règles de transmission de la terre seront transférées aux nouvelles terres des zones de plaines, mais il est difficile de savoir si ce transfert de normes s'accompagnera ou non de modifications ou d'ajustements. De fait, de plus en plus de femmes réclament des terres en héritage, en particulier les terres familiales qui leur sont prêtées. Dans la mesure où les superficies nouvellement

appropriées, et donc transmissibles, sont importantes (jusqu'à 100 ha), la nécessité de ne les répartir qu'entre un petit nombre d'enfants pour éviter le *minifundio* devient moins pressante, et leur revendication pourrait être plus facilement satisfaite.

Outre le système de transmission familiale, l'accès direct à la terre peut s'opérer par répartition communautaire. Dans les faits cependant, ce mode d'accès par répartition de nouvelles terres tend à disparaître depuis l'essor de la quinoa, la communauté étant plutôt dans une attitude passive et les familles s'auto-attribuant des terres. En effet, épisodiquement, la communauté procédait à des répartitions de terres entre les familles, en prélevant sur les réserves foncières collectives, soit sous forme de distribution générale, quand tous les ayants droit en bénéficiaient, soit sous forme de distribution ponctuelle pour un ayant droit dans le besoin et qui le sollicitait (généralement lors de son installation en ménage).

Un autre mode d'accès direct s'est développé plus récemment : l'accaparement individuel par défrichage (ou auto-attribution). Autrefois, dans les secteurs de pente, les ayants droit défrichaient manuellement des terres, ce qui représentait un travail considérable. Ils acquéraient ainsi le droit héréditaire de cultiver les parcelles défrichées. La régulation se faisait par elle-même, car personne ne pouvait accaparer une grande superficie, faute de force de travail suffisante (AVSF, 2009 : 35). Ce mode d'accès s'est considérablement développé depuis la mise en culture des plaines avec le tracteur et la hausse de la demande en quinoa. La communauté n'est pas à l'origine du processus d'attribution de ces parcelles, dans la mesure où, généralement, elle n'est pas consultée. Dans ce mode d'attribution, chaque ayant droit défriche librement des parcelles étendues situées sur le territoire communautaire³⁸. Mise devant le fait accompli, la communauté semble prisonnière d'une règle ancienne – l'usufruit des terres défrichées – qu'elle n'a pas su, pas pu ou pas voulu adapter au changement technique apporté par la mécanisation du défrichage et de la culture. Elle se retrouve à devoir, soit reconnaître les faits d'appropriation individuelle de l'usufruit, soit gérer les conflits qui en découlent.

Enfin, quoique peu développé dans la région, l'achat – possible exclusivement dans la communauté d'origine – est aussi un mode d'accès direct à la terre. Ce sont surtout les ayants droit âgés sans héritiers et qui ne peuvent plus cultiver leurs parcelles qui les vendent. Il s'agit donc généralement de parcelles bien situées sur le territoire communautaire puisque cultivées de longue date, mais qui sont en revanche « fatiguées »³⁹.

³⁸ On rencontre parfois deux étapes dans cette appropriation, tout d'abord le marquage de la parcelle à ses quatre coins (par des cairns), puis le défrichage proprement dit quelques années après. L'étape de « préemption » par marquage ne semble pas faire débat au sein de la communauté.

³⁹ On parle localement de terres fatiguées pour désigner des terres qui nécessitent des temps longs de jachère avant de pouvoir être mises en culture à nouveau.

Accès indirect ou droit délégué

P. LAVIGNE DELVILLE *et al.* dans un ouvrage de 2003 basé sur neuf études de cas en Afrique de l'Ouest définissent les « procédures de délégations de droits d'exploitation » (ou « droits délégués » en raccourci) comme « les mécanismes par lesquels un acteur qui contrôle, à titre personnel ou au nom de son groupe familial, les droits d'accès et d'exploitation sur une parcelle agricole, accorde ses droits d'exploitation à un tiers, à titre non définitif, et selon des règles déterminées. On prend ici le mot « droits » au sens descriptif (ensemble de prérogatives et de devoirs) et non au sens juridique du terme. [...] Un arrangement de délégation de droit foncier correspond à un accord entre deux acteurs, ayant des disponibilités différentes et complémentaires quant à deux ou plusieurs facteurs de production, dont la terre. Tout arrangement renvoie à une relation entre acteurs, et n'est jamais indépendant des relations sociales qui les lient. » (*op. cit.* : 3-5).

Dans la région étudiée, un usufruitier direct de terres peut avoir divers motifs pour déléguer ses droits d'exploitation mais dans tous les cas, il s'agit d'individus qui ne peuvent réaliser eux-mêmes certaines ou l'ensemble des tâches agricoles. Les motifs pour déléguer les droits sont de quatre ordres, non exclusifs les uns des autres. Le premier est d'ordre économique, dans la mesure où il s'agit de la mise en valeur d'un patrimoine qui peut rapporter un revenu. Selon les modalités, l'usufruitier bénéficiera de 25 à 75 % de la récolte finale. Dans le pire des cas, le bénéfice représente un quart de la récolte, ce qui est tout de même conséquent par rapport à l'investissement nul qu'il représente. Une autre raison relève de la « légitimité » qu'ils retirent de la mise en valeur de leur terre. En effet, dans le contexte actuel de saturation du foncier, certains individus des communautés mettent en culture des parcelles qui ne leur appartiennent pas (terres de migrants). Pour éviter ce risque, certains migrants, faute de cultiver eux-mêmes, mettent leurs terres en culture par un tiers. En parallèle, le même principe – « la terre est à celui qui la travaille » – permet à des ayants droit, *via* le système de droits délégués, de mettre de nouvelles terres en valeur et donc de se les approprier. Enfin, déléguer ses droits d'exploitation à un parent qui réside sur place est une forme d'entraide, puisque le bénéficiaire des droits d'usage obtient ainsi un accès à la terre.

L'accès indirect peut prendre deux modalités de contractualisation : le contrat avec partage de la récolte et le contrat avec accès à la terre contre prestation de travail.

Les contrats avec partage de la récolte correspondent au métayage qui, dans la région, se pratique sur une durée d'un an. P. LAVIGNE DELVILLE *et al.* (*op. cit.* : 83) indiquent que « le type et le niveau de la contrepartie ne suffisent pas à caractériser le contenu de l'arrangement, ni les rapports entre les parties : le partage des coûts de production et la division du travail dans la mise en place et l'entretien des

cultures sont des paramètres essentiels. En fonction des facteurs mis en jeu, ce type d'arrangement se rapproche :

- a) d'un strict rapport foncier, lorsque le propriétaire n'intervient en rien dans la production et perçoit simplement une rente proportionnelle ;
- b) d'un simple contrat de travail, lorsque le « tenancier », payé au pourcentage de la production, n'intervient pas dans la prise de décision, et est un simple exécutant ;
- c) d'une mise en commun de facteurs entre des acteurs inégalement dotés ».

Dans les communautés de la région du *salar* d'Uyuni, le premier type (a) est nommé *al partir*⁴⁰, sans implication de l'usufruitier (nommé ici propriétaire). Dans ce cas, il met à disposition sa parcelle, tandis que le métayer assume l'ensemble du processus de production et des charges financières, le produit de la récolte étant partagé à 25 % pour le propriétaire et 75 % pour le métayer. Le deuxième type (b) n'existe pas dans la région, en revanche, le troisième (c) est la configuration la plus répandue. Pour ce dernier type d'arrangement, il existe autant de contrats que de producteurs, négociés en fonction des liens qui existent entre individus. Un premier exemple est celui du propriétaire qui met à disposition sa parcelle, paye le labour et participe aux opérations de la post-récolte. Le métayer, de son côté, réalise le semis, les traitements phytosanitaires, la récolte et une partie des travaux de la post-récolte. Les deux parties (propriétaire et métayer) se partagent la récolte en parts égales. Le deuxième exemple est celui du propriétaire qui met à disposition sa parcelle, paye le labour et le semis au tracteur, le matériel et la moitié des salaires des journaliers qui effectuent la récolte. Celui qui travaille la terre (un de ses frères) se charge de contractualiser le tractoriste pour le labour et le semis et s'occupe des traitements contre les ravageurs lorsque c'est nécessaire. Il paye également la moitié des salaires des journaliers qui sont chargés de la récolte. Finalement, les deux parties se partagent la récolte en parts égales.

Le type (a), système *al partir*, est couramment pratiqué par les jeunes ménages qui s'installent et ont un accès direct à la terre restreint. Par ailleurs, c'est une option qui est de plus en plus adoptée par les ayants droit, qui ne résident pas en permanence dans la communauté, ainsi que par les chefs de ménages âgés résidant dans la communauté.

L'autre modalité de contractualisation est celle qui donne accès à la terre à un tractoriste en échange de prestations spécialisées. Le propriétaire cède un droit de culture au tractoriste. Si les terres n'ont jamais été cultivées, le tractoriste

⁴⁰ Localement, le terme *al partir* désigne une forme de métayage qui peut concerner tout ou partie des opérations culturales (« labour *al partir* », « semis *al partir* », « terre *al partir* »), nous l'employons ici exclusivement lorsque le propriétaire délègue l'ensemble des travaux agricoles.

défriche et laboure la première année la totalité de la superficie sans coût pour le propriétaire, à la suite de quoi chacun cultive la moitié de la parcelle à ses frais. La deuxième et troisième année, le propriétaire laisse l'usufruit de la moitié de la parcelle au tractoriste. Dans le cas de terres déjà cultivées (jachère de 1 à 5 ans), le tractoriste laboure la totalité de la parcelle à ses frais, puis elle est divisée en deux parts égales que les deux parties cultivent chacune de leur côté (pour une année). Ce type de contrat peut donc durer de un à trois ans.

Prêt

Le prêt s'inscrit dans le circuit d'échange de parcelles au sein même de la famille (parenté directe et compérage) et s'apparente à une forme d'entraide. Le prêt, qu'il soit à durée déterminée ou indéterminée, n'est jamais réalisé avec des membres externes à la famille. Il est commun de prêter des terres aux femmes, faute de pouvoir les leur transmettre (notamment aux femmes qui n'ont pas d'autres possibilités de revenus que l'agriculture). Il s'agit donc d'un prêt d'usufruit ne donnant pas normalement lieu à l'héritage pour les filles. Le prêt de terres aux hommes intervient dans des situations d'attente d'un héritage, ou bien dans le cas de situation économique difficile et de manque de terres. En cas de problème financier ou de difficulté en migration, certains reçoivent de leur famille l'usufruit de quelques parcelles, et cela peut également concerner les filles. Celui à qui l'on prête une parcelle est en charge de l'ensemble des décisions et des travaux agricoles, et toute la récolte lui revient.

Ainsi, un producteur ne possédant aucune terre peut cultiver par le biais du prêt et/ou du métayage et un producteur peut cultiver par le biais du métayage plus de terres qu'il n'en possède. Inversement, un ayant droit absent de la communauté peut y faire cultiver ses terres en recourant à des arrangements familiaux ou en contractant des tiers extérieurs à la famille, voire à la communauté.

Un changement de rapport au foncier

Un recul des terres d'accès collectif

Jusqu'à présent, toutes les terres sont demeurées propriété de la communauté avec un usufruit soit collectif pour les pâturages, soit familial pour les terres de culture. Schématiquement, autrefois 3/4 du territoire communautaire était destiné au pâturage (usage collectif) et 1/4 aux cultures (usage familial) ; aujourd'hui la proportion est inversée. L'expansion de la quinoa est étroitement associée à un

profond changement du régime foncier et du mode de régulation de la répartition de la terre. Traditionnellement, l'accès aux nouvelles terres de culture relevait du seul ressort de la communauté qui était l'instance à décider d'une réduction éventuelle des terres en pâturage. Aujourd'hui, les processus qui tendent vers une appropriation individuelle des ressources foncières ne sont quasiment pas régulés, sinon de manière passive ou conflictuelle. De plus, la communauté n'a plus aucune prérogative quant aux décisions concernant les pratiques agricoles.

Ces processus semblent liés à une évolution des représentations et des valeurs attribuées à la ressource locale. Le slogan de la révolution agraire « la terre appartient à celui qui la travaille », mot d'ordre initialement donné pour redistribuer aux paysans les terres des *haciendas*, notamment dans les vallées inter-andines, a trouvé un écho renouvelé sur l'Altiplano en légitimant le désir d'appropriation foncière individuelle et sans droit de regard d'autrui. Depuis le milieu des années 1960, le principe d'une répartition des terres gérée et contrôlée par les instances communautaires est ainsi fortement remis en cause et aurait même quasiment disparu.

Un autre facteur susceptible d'expliquer le « laisser-faire » communautaire serait la nouvelle configuration démographique de la région. La pression sur la terre, en effet, va jusqu'à la saturation du foncier, phénomène survenu en plusieurs étapes. Au début du processus d'expansion de la culture de quinoa, elle était relativement faible dans des communautés qui étaient peu peuplées. Les surfaces défrichées n'étaient donc pas très étendues et la diffusion du phénomène, encore timide, n'entraînait pas de diminution drastique des terres de pâturage. Au fur et à mesure de l'augmentation du prix de vente et d'une meilleure maîtrise technique de la production, les résidents ont accru les superficies cultivées tandis que, en parallèle, les migrants se sont intéressés à la terre comme nouvelle source de revenus et de capitalisation. Étant sous leur contrôle direct et presque exclusif, cette source présentait en effet un avantage considérable par rapport au travail salarié en ville ou dans les mines. Conséquences de l'essor de la quinoa, le retour des migrants entraîne une nouvelle forme de pression environnementale et sociale. Dans certaines communautés, dix ans ont suffi pour « saturer » le foncier en plaine dans un espace autrefois presque exclusivement dédié au pâturage.

Enfin, on ne peut nier le fait qu'une communauté, en tant qu'institution formée et reconnue par ses habitants, est soumise à ses propres contradictions entre intérêts collectifs et individuels. Les normes qu'elle fixe sont par nature ajustables, ou tout au moins se font ici « silencieuses », dès lors que l'impératif du mieux-être ou que les jeux de pouvoir (MAYER, 1992) entrent en ligne de compte. Or cette nouvelle forme de valorisation du patrimoine local, qui se traduit par une hausse des revenus, est aujourd'hui considérée comme prioritaire par les habitants. Ce qui explique que cette étape d'accaparement individuel de l'usufruit du bien commun puisse s'opérer dans un relatif consensus, alors même qu'elle aboutit à une certaine forme

de privatisation de la ressource et du territoire. Ainsi, E. MAYER (1992 : 169) met en garde lorsqu'il écrit : « le processus de désintégration des zones de production implique un démantèlement progressif des contrôles communautaires et le triomphe de l'individualisme des décisions agricoles. Bien que souvent associées, désintégration et privatisation ne doivent pas être confondues ».

Il serait donc certainement plus approprié de parler d'individualisme agraire dans le sens où les décisions agricoles ne relèvent plus de la communauté, mais des familles – ceci étant renforcé par un recul de l'élevage et donc une moindre prise en compte des exigences des éleveurs. Individualisme dans les travaux agricoles ensuite, car l'entraide entre familles diminue fortement.

Cependant, les terres ne sont pas privées pour autant, car elles n'ont pas de titre de propriété, mais surtout parce que les usufructiers subissent une pression de la part du collectif et qu'ils sont dans l'obligation de remplir leurs devoirs au sein de la communauté. Même si ces derniers sont réalisés avec de plus en plus de réticences et que l'on constate une monétarisation croissante des activités communautaires.

Bien qu'elle ne soit pas ouvertement exprimée par les membres des communautés, la question du glissement vers une privatisation des terres à plus ou moins long terme prendra certainement de plus en plus d'importance dans la réflexion communautaire.

Une distribution de la terre de plus en plus inégalitaire

La superficie moyenne cultivée par actif est aujourd'hui en forte croissance et les écarts entre familles tendent à se creuser. Selon P. LAGUNA (2011), jusqu'au milieu des années 1970, chaque famille cultivait entre 0,5 et 1 ha par an sur les versants, avec une distribution relativement égalitaire. D'après nos observations, les superficies cultivées par an et par producteur dans leur communauté (toutes formes d'accès confondues) oscillent entre 0,1 ha et 38 ha⁴¹ (tabl. 3).

Les fortes variations qui apparaissent entre les communautés peuvent être mises en rapport avec leurs situations topographiques et le nombre de familles qui les composent. Certaines communautés de montagne, comme Chilalo, ont un accès très réduit à des terres planes, alors que d'autres ont un territoire beaucoup plus étendu dans la plaine. De façon générale, les producteurs cultivent dix fois plus à

⁴¹ Selon le ministère bolivien du Développement rural (2009 : 15) « Dans l'Altiplano sud (départements d'Oruro et de Potosí) [...] presque 40 % des familles cultivent entre 3 et 4 ha ».

Tableau 3
Superficies cultivées en quinoa par an
par les producteurs des cinq communautés étudiées.

Communautés	Superficie min.-max. cultivée par producteur dans leur communauté (ha/an) ¹	Superficie cultivée par la majorité des producteurs dans leur communauté (ha/an) ²
San Juan	1-15	9
Chilalo	0,1-6,5	1
Otuyo	1-16	3
Candelaria	1-38	10
Palaya	0,5-35	7

¹ L'éventail est valable pour les individus qui ont répondu et qui cultivaient en 2008, soit 146 individus au total.

² Superficie estimée par les représentants locaux considérant l'ensemble des producteurs ayants droit de chaque communauté.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Candelaria qu'à Chilalo, proportionnellement à l'étendue des terres planes. Il est en revanche intéressant de remarquer les écarts entre producteurs au sein d'un même territoire. Ces écarts sont très marqués à Palaya et Candelaria (de 0,5 à 38 ha), deux communautés dont les territoires ont pourtant de bonnes potentialités agricoles. Les chiffres minimaux sont quasiment équivalents pour l'ensemble des communautés (0,1 à 1 ha) et correspondent généralement aux producteurs à qui l'on prête des terres.

Les écarts peuvent s'avérer plus importants encore si l'on considère les superficies cultivées par certaines familles dans la communauté de l'épouse ou dans d'autres communautés par le biais du métayage. Il est fort probable qu'auparavant, tous les ayants droit avaient accès à toutes les zones de production (*mantos*, irrigation, pâturage). Aujourd'hui, des familles n'ont pas accès à certaines (ex) zones de production. Elles n'ont de terres que dans un *manto*, car il n'y a pas eu de répartition et de délimitation de nouvelles zones avec les règles qui les accompagnent.

Quant aux superficies en usufruit, les écarts entre producteurs et entre communautés sont également importants (tabl. 4). Ces écarts dans la distribution des ressources en terres sont relativement inhabituels dans le contexte des sociétés rurales en Bolivie, tout au moins celles qui peuplent les espaces de la Cordillère et des hauts plateaux, où les dynamiques actuelles vont plutôt vers une parcellisation de la terre et une réduction généralisée de la propriété foncière. C'est également une rupture des formes de différenciation économique traditionnelle dans cette région, dans la mesure où celles-ci concernaient la

Tableau 4

Superficies en usufruit des producteurs
des cinq communautés étudiées (par communauté).

Communautés	Superficie en usufruit min.-max. des producteurs dans leur communauté (ha)*
San Juan	5-70
Chilalo	1-13
Otuyo	3-40
Candelaria	6,5-51
Palaya	5-80

* L'éventail est valable pour les individus
qui ont répondu et qui avaient des terres
en usufruit en 2008, soit 76 individus au total.
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

taille du troupeau et les activités à l'extérieur de la communauté, et non l'agriculture et la taille du foncier.

Un acteur joue un rôle clef dans ces processus d'appropriation des terres : le tractoriste. Il est commun d'entendre, dans les villages de l'Altiplano sud, que les tractoristes ont le plus de terres dans leur communauté d'origine et que, par contrat, ils en cultivent également le plus dans d'autres communautés. Ils ont pu s'approprier de grandes surfaces dans leur communauté grâce à la possession de l'outil : le tracteur. Ainsi, même si la pression sociale de la communauté a pu freiner l'appétit des tractoristes et donc l'appropriation d'immenses surfaces, ils sont jugés en grande partie responsables du changement d'usage des terres. Ajoutons à cela que, à défaut de pouvoir être propriétaires dans les autres communautés, les tractoristes cultivent beaucoup *al partir*. Ce type de contrat, qui charge les tractoristes du défrichement, puis de la culture, les pousse à cultiver de grandes surfaces – pour des raisons techniques. Ce contrat pouvant s'étendre sur trois années, le tractoriste cumule donc de nombreuses parcelles à cultiver. Être tractoriste est un statut privilégié puisque, contrairement aux simples producteurs, il permet d'avoir accès à la terre et à une activité agricole n'importe où.

Il n'y a pas de données précises concernant le rapport entre les terres cultivées et les terres en usufruit. Mais en règle générale, les familles mettent en culture entre un tiers et la moitié de la surface qu'elles possèdent, la surface non cultivée étant en jachère courte ou longue. Cette estimation exclut les producteurs à qui l'on prête des terres et les métayers, puisque ce sont des familles qui ont très peu, voire aucune terre en usufruit.

De nouveaux rapports générationnels dans l'accès aux ressources

L'héritage n'est plus la voie d'accès prédominante à la terre. La capacité de chacun à créer ou augmenter son capital foncier est déterminante. Autrement dit, l'ordre de naissance des enfants ou la présence obligée dans la communauté tendent à avoir moins d'importance. Le système de répartition communautaire tend également à disparaître. Et c'est l'appropriation individuelle par défrichage sans aval de la communauté qui prime.

Ainsi le système foncier de l'Altiplano sud connaît des changements considérables et la région se trouve à un moment exceptionnel, rarement rencontré dans les économies paysannes boliviennes hors zone de colonisation agricole. L'impact est majeur, puisque la nouvelle génération dispose d'un capital foncier plus important que la génération qui l'a précédée.

Autrefois, en effet, lorsque l'agriculture n'était pas mécanisée et que les cultures étaient localisées sur les reliefs, les jeunes avaient peu de possibilités d'avoir de nouvelles terres et tous les enfants aidaient sur l'exploitation agricole de leurs parents. Si les garçons voulaient constituer leur ménage dans la communauté, ils s'installaient comme nouvel exploitant agricole. Ils cultivaient les terres que leur prêtait leur père (terres de l'héritage futur), les terres que la communauté leur donnait et éventuellement celles qu'on leur confiait *al partir*. Les femmes, de leur côté, recevaient quelques parcelles dans leur communauté d'origine. Aujourd'hui, avec l'extension des terres cultivées dans les plaines, les enfants participent certes toujours aux travaux sur l'exploitation familiale au cours de leur jeunesse, mais deux éléments nouveaux apparaissent. D'une part, les parents prêtent des terres à tous ceux de leurs enfants qui le souhaitent, filles et garçons. Même s'il ne réside pas sur place, un jeune ménage peut ainsi cultiver des terres familiales prêtées pour une longue période. D'autre part, les jeunes ménages peuvent se constituer un capital foncier indépendamment de leurs parents (par exemple, en s'appropriant des terres communautaires) et sont donc moins dans l'attente de l'héritage.

Les prises de décisions sur le foncier

L'avancée du front de quinoa, et les dynamiques foncières auxquelles il est associé, sont le résultat d'un système complexe de prises de décisions dépendant de la famille et de la communauté, mais aussi des ressources dont dispose l'individu. Il convient donc de considérer la manière dont sont prises les décisions sur chaque parcelle du patrimoine foncier familial et communautaire.

C'est le chef d'exploitation – ayant droit qui dispose d'un accès direct à des parcelles – qui décide pour lui et sa famille élargie⁴² ce qu'il convient de faire sur ses parcelles. En revanche, pour la conduite de l'itinéraire technique, c'est le ménage (ayant droit ou non) qui est l'unité de décision. Pour les deux catégories de foncier, familial et communautaire, les types et les facteurs de décision que les ayants droit des communautés peuvent prendre diffèrent (voir fig. 20).

Les décisions sur chaque parcelle du foncier familial peuvent être :

- 1) la mise en culture de façon directe (par le propriétaire ou son enfant) ou de façon indirecte ;
- 2) la mise au repos ;
- 3) le prêt à un membre de la famille élargie.

Quant au foncier communautaire, il peut être soit utilisé en pâturage, soit être mis en culture de façon directe ou indirecte, soit n'être pas utilisé.

Les décisions sur le foncier (et donc les superficies mises en culture chaque année) vont se prendre en fonction de la combinaison des différentes ressources, humaine, financière, foncière et sociale dont dispose le chef d'exploitation. La ressource humaine est constituée par la main-d'œuvre mobilisable pour les travaux agricoles. Celle-ci est représentée par la famille dans la communauté et les membres de la famille résidant en dehors de celle-ci (ce qui explique le rôle majeur que jouent les dynamiques de mobilité dans l'accès à la ressource humaine). La ressource financière se réfère à la disponibilité d'argent pour payer les travaux mécanisés et la main-d'œuvre salariée. Enfin, la ressource foncière représente les terres disponibles et leur état de fertilité. Selon le capital foncier dont il dispose, l'individu décide ou non de mettre toutes ses parcelles en culture⁴³. La ressource sociale, enfin, recouvre la place de l'individu dans la communauté, elle se réfère à son prestige et à son autorité.

À ces ressources s'ajoutent le projet familial et la place de l'institution communautaire. En effet, selon le projet familial et les besoins du foyer, les décisions seront différentes. Enfin, le chef d'exploitation prend ses décisions en fonction de l'institution communautaire qui fixe les dispositions et les normes autour du foncier :

- 1) en garantissant ou non l'usufruit sans mise en culture ;
- 2) en acceptant ou non le mode d'exploitation *al partir* ;
- 3) en acceptant ou non qu'un producteur cultivant des terres prêtées ne soit pas ayant droit et n'ait pas d'obligation dans la communauté ;
- 4) en programmant ou non les lieux de culture (système d'assolement

⁴² La famille élargie est constituée par les parents, les enfants ayant constitué leur ménage indépendant, les compères.

⁴³ Les parcelles disponibles étant celles laissées en jachère au moins une année.

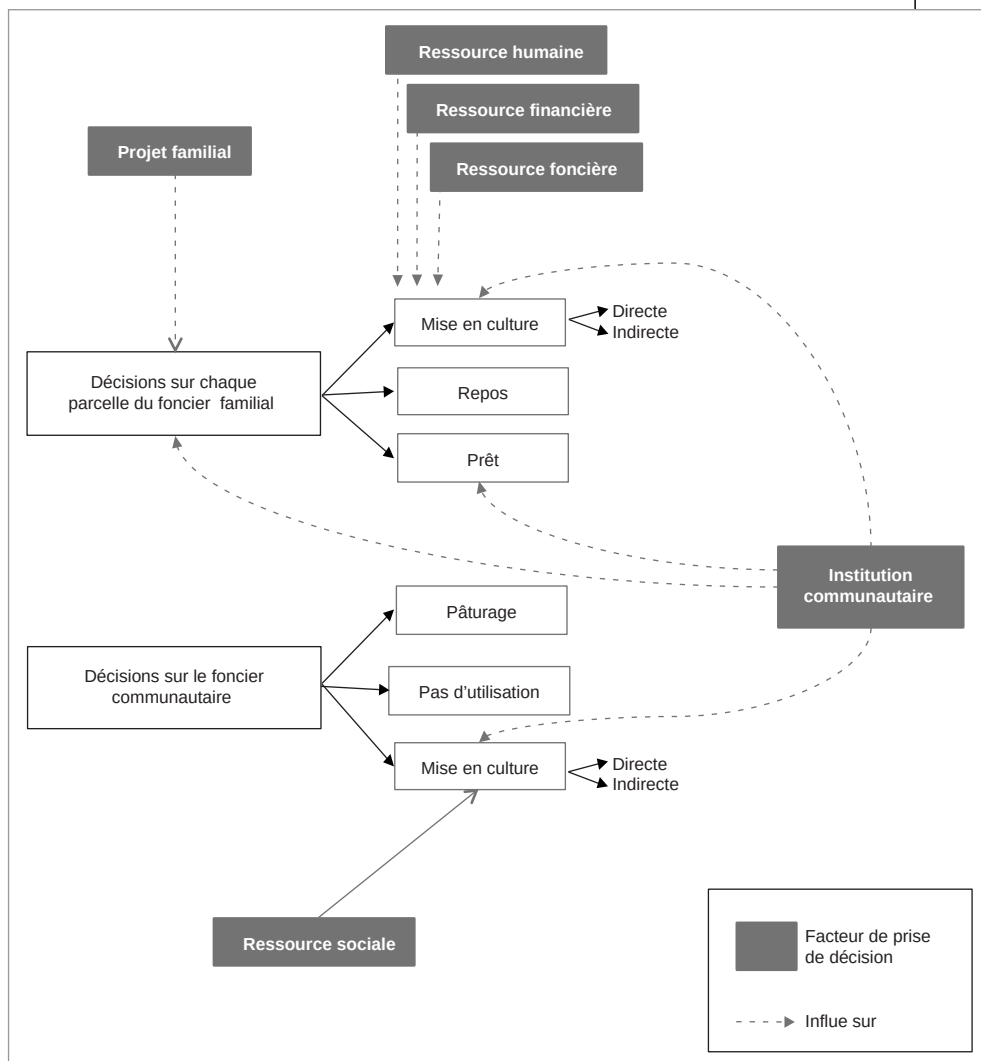


Figure 20

Facteurs de prise de décision annuelle des ayants droit sur le foncier dans les communautés de l'Altiplano sud.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

par *mantos*) ; 5) en acceptant ou non la possibilité d'agrandir le foncier familial. Autrement dit, l'institution communautaire intervient dans certains moments de la décision agricole familiale.

Des tensions foncières exacerbées

L'essor de la quinoa est un vecteur de changement important des dynamiques foncières : nouvelles mises en culture et distribution de la ressource, reformulation des modes et des règles d'accès à la terre, nouveaux rapports sociaux intra et interfamiliaux, ajustement des processus de décision, etc. Dans ce contexte, les conflits sur la terre, certes inhérents à toute société agraire, ont pris aujourd'hui un nouveau tournant et se manifestent aussi bien au sein des communautés qu'entre elles.

Au sein des communautés, les tensions naissent de la quasi-saturation du foncier communautaire à la suite notamment d'accaparements jugés abusifs. L'enjeu est crucial puisque la nouvelle structure agraire, qui se met en place aujourd'hui, fixe le patrimoine foncier des générations à venir. À ce titre, les tensions entre producteurs résidents permanents sont moins importantes que celles qui opposent permanents et migrants (voir partie 4). Enfin, les conflits sur la ressource foncière, même si le fait n'est pas nouveau, concernent également les terres de pâturage et l'accès des animaux à ces espaces. Les conflits opposent ainsi éleveurs et cultivateurs (tous les éleveurs sont cultivateurs, mais tous les cultivateurs ne sont pas éleveurs) dans une situation où les terres de pâturage ont drastiquement diminué et où les terres de culture ne sont pas protégées. De fait, les troupeaux font parfois des dégâts aux cultures, sujets de conflits récurrents. Dans ce contexte, les instances communautaires ont bien du mal à intervenir dans le règlement des conflits, puisqu'elles n'ont pas arbitré la répartition des terres nouvellement conquises et n'en ont pas fixé les règles au départ.

Les conflits sur les limites de territoire entre communautés sont historiques et récurrents. Ils ont toujours fait partie de la vie quotidienne des communautés car, sans reconnaissance juridique officielle, ces limites doivent sans cesse être réaffirmées par les autorités. Toutefois, ces tensions ont pris une autre envergure, et ce sont aujourd'hui les terres de culture qui sont les plus fortes sources de tensions. Le point de friction tient en particulier au franchissement des limites de communauté par des agriculteurs qui investissent par défrichage le territoire d'une communauté voisine.

Des systèmes de production en forte mutation

L'essor de la quinoa est en grande partie lié à la mécanisation de certaines opérations qui font partie de l'itinéraire technique⁴⁴. Cette évolution s'accompagne-t-elle d'une homogénéisation des pratiques et des systèmes de production ? L'agriculture de l'Altiplano sud se résume-t-elle actuellement à la seule culture de quinoa, laissant à la marge l'élevage et les cultures irriguées ?

Des pratiques agricoles centrées sur la culture de quinoa

Des itinéraires techniques adaptés à la mécanisation

Malgré l'adaptation de la *quinua real* aux conditions climatiques locales, sa culture est fortement dépendante des ressources en eau disponibles. Les précipitations annuelles ne sont pas suffisantes pour permettre un cycle de culture de quinoa chaque année dans une parcelle donnée. Dans la zone d'étude, la culture de quinoa ne peut se faire qu'après une période de jachère dont la durée minimum est d'un an, période au cours de laquelle les précipitations accumulées auront permis la recharge de la réserve en eau du sol. Le cycle complet de développement de la culture se fera alors en utilisant deux années complètes de précipitations (JOFFRE

⁴⁴ L'itinéraire technique est entendu comme « la suite logique et ordonnée des opérations culturales appliquées à un couvert végétal cultivé en vue d'une production » (SEBILLOTTE, 2006).

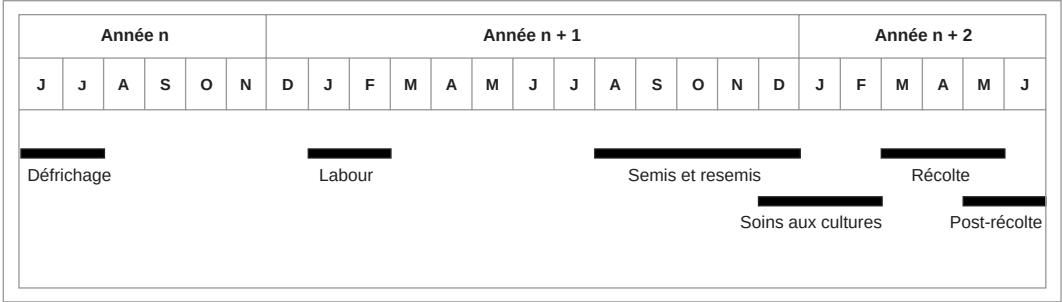


Figure 21
Calendrier de mise en culture d'une parcelle de quinoa.
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

et ACHO, 2008). Le cycle de culture comprend la jachère courte plus la culture proprement dite. Il faut donc distinguer l'année de repos nécessaire pour accumuler l'eau et les jachères plus longues.

Ces conditions, auxquelles s'ajoutent celles du cycle végétatif naturel de la plante, imposent un calendrier agricole qui s'étend sur deux ans entre les premières opérations culturales et la récolte finale (fig. 21).

Le défrichage consiste à éliminer la végétation spontanée sur les parcelles qui n'ont jamais été cultivées ou qui n'ont pas été cultivées pendant de nombreuses années. Il est réalisé en hiver (juin et juillet), soit manuellement lorsque la végétation est très haute, soit de manière mécanisée. Pour de bons rendements, le défrichage s'effectue une à deux années avant la mise en culture, mais l'on rencontre de plus en plus de mise en culture l'été suivant le défrichage.

Le labour consiste à retourner la partie superficielle du sol, ce qui permet de décompacter la terre pour que l'humidité puisse être bien absorbée. Il est réalisé pendant la saison des pluies, permettant selon les dires des producteurs de « faire pénétrer l'humidité ». Le labour est effectué traditionnellement à la main avec des outils tels que la *taquisa* et la *liukana*. Mais depuis l'introduction du tracteur et de la charrue à disque, le labour est mécanisé sur l'ensemble des parcelles dont le relief le permet (plaine ou faible pente).

Pour le semis, le producteur utilise des graines conservées de la récolte précédente ou bien échangées avec d'autres producteurs, l'achat de graines sélectionnées restant très marginal (BAUDOUIN-FARAH, 2009). Le semis se réalise soit de façon manuelle en poquet, avec la *taquisa*, selon une profondeur variable (la profondeur de semis dépend du seuil d'humidité observé par le cultivateur), soit de façon mécanisée depuis l'introduction du semoir (semis en ligne, avec des espacements et une profondeur réguliers). On semait traditionnellement diverses

variétés sur une même parcelle mais aujourd'hui, la diversité a tendance à se réduire dans les parcelles de culture commerciale. La quinoa est semée entre la mi-août et la fin octobre. Mais en fonction de l'état de la première levée et des effets du vent qui peut recouvrir les plantules de sable, un nouveau semis, parfois deux resemis, peuvent être nécessaires, en général effectués à la main en octobre et novembre, et parfois jusqu'en décembre.

Le seul engrais utilisé est d'origine animale (fumier de lama ou de mouton), mais l'apport n'est pas systématique. Il peut être incorporé lors du semis (pour le semis manuel directement dans le poquet et sinon, en semis mécanisé, l'engrais est mélangé aux semences) ou être incorporé lors du labour pour les parcelles qui sont travaillées au tracteur.

Les ravageurs de la culture de quinoa sont de deux types : les grands ravageurs (oiseaux, rongeurs) et les insectes. Pour protéger la culture des grands ravageurs, les producteurs abritent physiquement les plants grâce à des plantes épineuses locales. Les attaques d'insectes (larves de papillons et autres) se sont multipliées ces dernières années dans la plaine et des traitements sont désormais nécessaires. Il s'agit soit de traitements phytosanitaires chimiques classiques, soit de « piégeages » par la lumière ou des phéromones, soit encore de l'épandage de répulsifs concoctés à partir de plantes sauvages locales. Ces deux dernières modalités sont les seules autorisées par la certification biologique.

La maturation des plantes d'une parcelle donnée est rarement uniforme, c'est pourquoi une récolte optimale se réalise en plusieurs fois, selon le degré de maturation des grains. Mais cette pratique est le plus souvent abandonnée au profit d'une récolte en un seul passage, seule option possible dans les parcelles de grande étendue. La récolte se faisait encore récemment par simple arrachage des plants, mais la technique de la coupe à la faucille ou au rotofil, plus respectueuse de la structure et des ressources du sol, se répand de plus en plus. On ne voit pas (encore) de moissonneuse batteuse sur l'Altiplano sud bolivien⁴⁵. La récolte est d'abord entreposée sur la parcelle elle-même, le temps que les plantes sèchent complètement. La phase de post-récolte comprend ensuite plusieurs opérations avant l'obtention finale du grain propre : le battage, le tamisage et le vannage, et enfin la mise en sac. Le battage se faisait traditionnellement – et aujourd'hui encore pour les parcelles inaccessibles au tracteur – à la main, à l'aide d'un grand bâton de bois. Aujourd'hui, là où le tracteur ou d'autres véhicules à moteur ont un accès, le battage se fait par le passage répété des roues des engins sur les épis. Le tamisage et le vannage

⁴⁵ Plusieurs facteurs semblent en être la cause. Facteurs économiques tout d'abord : coût élevé en rapport au coût de la main-d'œuvre qui, lui, est faible ; de faibles rendements à l'hectare. Facteurs agronomiques ensuite : des tailles de plants variables et enfin, des champs aux surfaces peu planes suite au travail du sol.

se font traditionnellement à la main, sous le vent, mais des machines de plus en plus performantes sont maintenant utilisées, allant jusqu'à permettre une mise en sac par grosseur de grains.

Parmi toutes les opérations culturales, certaines sont particulièrement cruciales, au regard d'un calendrier à respecter. Le labour est une tâche exigeant une attention particulière, car elle ne peut s'effectuer qu'au milieu de la période des pluies. Or celle-ci, non seulement n'est pas fixe (les premières pluies peuvent avoir lieu début décembre ou début janvier), mais elle est aussi de courte durée (un à trois mois au maximum). Le labour est donc souvent une véritable course contre le temps et, du même coup, la disponibilité d'un tracteur pour ceux qui n'en n'ont pas est un facteur limitant. Les tractoristes n'apprécient pas le *minifundio*. En effet, il n'est pas rentable pour eux de se déplacer pour labourer seulement un hectare. Dans l'organisation de leur temps de travail, ils donnent donc la priorité aux grands propriétaires, ce qui introduit d'emblée des rapports inégalitaires au sein des communautés dans les capacités d'usage et de gestion de la terre. Cependant, le réseau familial et l'échange de services sont, pour l'agriculteur, une bonne garantie pour que sa parcelle soit labourée à temps. En effet, un tractoriste ira toujours labourer les parcelles de son père dans le temps imparti, même s'il ne s'agit que d'un hectare.

La récolte est également une tâche exigeant précaution et savoir-faire, car le mûrissement du grain de quinoa est très rapide en fin de cycle et, lorsque le grain est mûr, il faut rapidement effectuer la récolte afin d'éviter les dégâts occasionnés par le vent. Le producteur ne connaît la date de sa récolte qu'au dernier moment et doit, malgré cela, avoir une forte capacité de mobilisation, notamment de la main-d'œuvre.

Finalement, la différenciation des itinéraires techniques est fortement déterminée par le degré de mécanisation des opérations. L'itinéraire entièrement manuel se distingue de l'itinéraire semi-mécanisé où seul le labour est effectué au tracteur et, plus encore, de l'itinéraire mécanisé pour lequel labour et semis sont réalisés au tracteur. Les processus de décision quant aux choix d'emprunter l'un ou l'autre itinéraire sont relativement complexes. Pour les parcelles de versant, le producteur n'a guère d'alternative : tous les travaux doivent se faire à la main. Pour les parcelles de plaine, les trois itinéraires sont possibles, mais le tout manuel a disparu. À ces décisions s'ajoutent le choix d'utiliser ou non des engrais et des pesticides et celui du temps de jachère entre deux cultures.

Les prises de décisions sur le degré de mécanisation en plaine se font essentiellement par rapport au temps disponible à consacrer à la culture et à la capacité financière du producteur. En effet, pour les producteurs cultivant de très grandes superficies ou ceux exerçant d'autres activités à l'extérieur de la communauté, il est difficilement envisageable de pratiquer le semis à la main. Mais, en même

temps, la qualité du semis et donc le rendement de la culture varient selon les itinéraires. Or, à moins d'aléas climatiques (très fort vent ou gel) pénalisant toutes les parcelles de façon égale, le semis mécanisé ne produit pas d'aussi bons résultats que le semis manuel. Ainsi, les producteurs optent souvent pour un compromis et l'on voit de plus en plus se développer l'itinéraire semi-mécanisé, à savoir le labour mécanisé associé au semis (ou re-semis) manuel.

Les facteurs de prise de décisions concernant l'application d'insecticides, l'incorporation d'engrais et le temps de jachère entre deux cycles de culture sont difficiles à cerner pour les producteurs de quinoa conventionnelle. En revanche, les producteurs de quinoa certifiée « biologique »⁴⁶ sont contraints par des obligations strictes : interdiction d'usage de pesticides chimiques, fertilisation animale des terres, coupe et non pas arrachage des plants lors de la récolte. Le respect de ces obligations fait l'objet de contrôles de la part des organismes certificateurs. Le type de production (certifiée ou non) intervient donc nécessairement dans les prises de décisions.

Tableau 5

Main-d'œuvre nécessaire pour la culture de quinoa
selon les différents itinéraires techniques (jours de travail par hectare).

Opérations (homme-jour) \ Itinéraire technique	Manuel	Semi-mécanisé	Mécanisé
Défrichage	3 à 30 *	5	0
Labour	10 à 15	0	0
Semis	2,5 à 10	0 à 10	0 à 1
Désherbage	0,5 à 5	0	0
Récolte	5 à 12	10	5 à 12
Battage + tamisage + vannage	10 à 33	10 à 33	2 à 33
Contrôle des ravageurs	0 à 3	5	5
Épandage d'engrais		0 à 4	3,5
Total (selon les différents auteurs)	53-67	40-53	11-43

* selon le degré d'enrichissement

Sources : FÉLIX, 2004 ; ACOSTA ALBA, 2007 ; Fundación Autapo, 2008.

⁴⁶ Nous ne connaissons pas le nombre exact de producteurs certifiés biologiques, mais le rapport de la Cabolqui et du vice-ministère des Sciences et Technologies bolivien sur la dynamique de la quinoa en Bolivie (2009 : 3) indique « qu'au moins la moitié de la production bolivienne est certifiée biologique ».

En ce qui concerne la main-d'œuvre, la tradition veut que les hommes se consacrent plus aux cultures et les femmes aux troupeaux. Mais dans le nouveau système de culture, où seuls la récolte, les soins intermédiaires et parfois la post-récolte sont manuels, les hommes comme les femmes participent aux travaux. Par ailleurs, pour les ménages dont certains membres ne résident pas en permanence dans la communauté et qui n'ont pas de troupeau, la féminisation du travail agricole est particulièrement marquée.

La quantité de main-d'œuvre nécessaire pour réaliser l'ensemble des opérations culturales est difficile à évaluer et son estimation est fort variable selon les auteurs. La synthèse du tableau 5 donne quelques ordres de grandeur.

De toute évidence, la mécanisation des opérations de défrichage, labour et semis a considérablement réduit les besoins de main-d'œuvre (hors prestation du tracteur). D. FÉLIX (2008) estime à 20 jours le gain de temps par hectare, pour le labour et le semis, sans compter le défrichage. Une chose est certaine : le « pic » de travail est aujourd'hui celui de la récolte qui, jusqu'à présent, n'est pas mécanisée dans l'Altiplano sud.

Rendements, bénéfices et destinations des productions

L'estimation des rendements de quinoa doit tenir compte de la production proprement dite de graines de quinoa, mais également des sous-produits. Le premier sous-produit concerne les déchets de culture (tiges, feuilles) laissés sur la parcelle et consommés par les animaux. Le second, appelé *jipi*, est constitué de la pousse résultant du vannage et de tout petits grains. Il est transformé en pâte (*lejia*) pour la consommation traditionnelle de la feuille de coca.

Les données sur les rendements en quinoa-grain par hectare sont très variables. Selon R. Joffre (programme Equeco), ces rendements varient entre 0 et 3 000 kg/ha. Ils fluctuent en fonction de l'écosystème cultivé : si un producteur de plaine peut escompter récolter 500 kg/ha, celui de piémont récoltera 1 000 kg par hectare et le producteur de versant de 1 500 à 2 000 kg (R. Joffre, comm. pers., 2008).

Le rapport est donc de un à quatre. Cependant, les différences interannuelles dues au climat sont importantes, ainsi que les variations entre parcelles localisées au sein d'un même écosystème. Certaines parcelles ne seront pas récoltées à cause du gel ou seront très fortement attaquées par des insectes, par exemple.

En plus des contraintes climatiques et phytosanitaires, certains facteurs techniques affectent le rendement final :

- la mauvaise qualité des sols ou l'exposition peu favorable des parcelles ;

- la fertilité des parcelles, surtout si elles n'ont pas été enrichies avec de l'engrais ;
- l'irrégularité du labour mécanique ;
- l'uniformité du semis mécanique, qui ne tient pas compte de l'humidité du lit de semence ;
- le fait que la récolte n'ait pu se faire qu'en une seule fois.

Lorsque ces facteurs adverses sont cumulés, comme c'est le cas fréquemment en plaine, les rendements deviennent médiocres, notamment lorsque l'itinéraire technique est entièrement mécanisé. Sur les versants, en revanche, les parcelles sont moins fréquemment touchées par les attaques d'insectes et par le gel, et les pratiques de culture sont plus soignées ; ces parcelles connaissent donc de plus faibles variations de rendement. Mais la sécheresse reste, comme en plaine, une menace.

Les coûts de production par hectare, comme pour la main-d'œuvre, ne peuvent être estimés qu'en termes de fourchettes de valeur. Dans les calculs présentés ici, toutes les opérations sont chiffrées, y compris la main-d'œuvre qui n'est, dans les faits, pas toujours rémunérée. Selon trois sources différentes (FÉLIX, 2004 ; ACOSTA ALBA, 2007 ; Fundación Autapo, 2008), le coût de production d'un hectare de quinoa mécanisé en plaine oscille entre 159 et 340 USD. De toute évidence, le recours à une main-d'œuvre « gratuite », c'est-à-dire généralement familiale, est la seule marge de manœuvre possible pour réduire les coûts de production. La différence entre les revenus tirés de la culture et les coûts de production, autrement dit le bénéfice, fluctue donc en fonction des ressources en main-d'œuvre et du prix de vente du produit. Pour un hectare de culture mécanisée en plaine, avec un coût de mise en culture évalué à 340 dollars, le producteur va récolter 500 kg vendus à 200 USD pour 100 kg (moyenne sur la période d'étude), soit un bénéfice de 660 USD à l'hectare. Ce bénéfice représente un gain relativement élevé au regard des niveaux de vie dans la région, à condition que l'ensemble de la production puisse être vendue. Pour les cultures sur versant, les coûts de production sont plus élevés, mais les rendements supérieurs ; le bénéfice peut dépasser 1 300 dollars pour un hectare⁴⁷. On doit ajouter à ce bénéfice celui des déchets de la récolte donnés aux animaux, ainsi que la vente de *jipi*.

La destination de la production est de plusieurs types. Pour l'année 2008, le ministère bolivien du Développement rural estimait que le marché intérieur absorbait 80 % de la production nationale (en volume) et l'autoconsommation 65 % (Ministerio de Desarrollo Rural y Tierra 2009 : 30). Mais ces données sont en cours de révision, et le marché intérieur pourrait ne représenter que 40 % en volume de la production nationale (T. Winkel, comm. pers., 2010).

⁴⁷ Coût de production 390 USD, récolte 1 000 kg à 200 USD/100 kg.

Malgré l'absence de statistiques fiables, nous savons par observation que la part de production vendue est aujourd'hui très élevée. Les producteurs ont le choix de leur mode de commercialisation : soit directement à des coopératives ou sociétés privées lorsqu'ils produisent de la quinoa biologique, soit au marché de Challapata, soit encore à des intermédiaires qui viennent dans les villages (le troc contre des produits de consommation courante est encore pratiqué). La production non commercialisée se répartit entre l'autoconsommation (chaque famille garde plusieurs sacs), les semences conservées pour la saison suivante et le paiement en nature des travailleurs agricoles.

Parmi les sous-produits, le *jipi* sert de base à la préparation de la *lejía* qui est consommée dans la famille et/ou vendue. Les autres déchets de culture (tiges essentiellement) sont consommés prioritairement par le troupeau du producteur s'il en a, et, éventuellement, par les troupeaux de l'ensemble de la communauté. On retrouve ainsi la configuration décrite par B. KERVYN (1992 : 459) à savoir que « le pâturage est privé au début, lorsque les résidus de récolte sont abondants et ne devient collectif que lorsque la récolte se termine ».

Le nouveau système de production de la quinoa apparu dans l'Altiplano sud représente une opportunité majeure, mais les prises de décisions et les formes de gestion agricole nécessaires pour en tirer profit sont fortement conditionnées par les contraintes du calendrier des opérations culturales. Conformément à ce calendrier, le défrichage se fait l'année n pour une récolte à l'année $n + 2$, soit un bénéfice deux ans après le premier investissement dans le défrichage. C'est là un facteur très important à considérer dans la compréhension des arrangements pour la culture. En effet, certains producteurs n'ont pas les moyens d'attendre aussi longtemps le retour sur investissement. Ils n'ont pas le capital suffisant pour « tenter » la quinoa, d'autant moins dans un contexte marqué par de forts aléas climatiques (vent, gel, sécheresse). C'est d'ailleurs l'une des raisons qui incite de nombreux producteurs à se désengager des risques à encourir, en confiant leurs parcelles à d'autres membres de la communauté.

Par ailleurs, ce calendrier a des implications fortes sur la réactivité du système et, plus précisément, sur le décalage suite par exemple à une envolée des prix du marché. Généralement, une hausse des prix de vente est une incitation à la mise en culture mais, dans le cas de la quinoa, cette mise en culture ne se fait qu'au mois de janvier (labour d'une parcelle défrichée disponible) pour une récolte un an et demi plus tard. Pour cette raison, la spéculation commence à s'installer. Certains choisissent de cultiver de grandes surfaces, quelles que soient les conditions présentes du marché, de manière à toujours garantir une récolte et donc à profiter de l'éventualité de prix élevés. Si, finalement le prix de vente est trop bas, le producteur peut stocker sa récolte et attendre un meilleur cours.

L'élevage en perte de vitesse

L'élevage sur l'Altiplano sud concerne majoritairement les lamas (camélidés) et les moutons (ovins). Il se pratique de manière extensive. Si les lamas sont des espèces très adaptées aux conditions agro-écologiques locales, les ovins sont plus fragiles. Les écosystèmes les plus humides permettent l'élevage d'alpacas (camélidés), mais cet élevage reste relativement marginal dans la zone étudiée.

Les animaux pâturent sur les terres communautaires à vocation pastorale et sur les terres familiales entre la récolte et le semis. Dans la zone étudiée, il n'y a pas de terres de pâturage privées sauf les parcelles familiales clôturées. En revanche, on a pu observer que certains éleveurs avaient des accès « privilégiés » à certaines parties du territoire communautaire. Autrement dit, si le principe veut que tout le territoire soit pâturable par tous, la réalité atteste de pratiques différenciées selon les espaces.

La constitution des troupeaux passe par une transmission des parents aux enfants, aux garçons comme aux filles. En effet, la coutume veut que tous les enfants originaires de la communauté reçoivent, dès leur jeune âge, quelques têtes de bétail de la part de leurs parents, mais aussi d'autres parents proches. Lorsque les animaux donnés se reproduisent, les petits sont conservés dans le cheptel familial jusqu'à ce que le propriétaire les prenne complètement à sa charge. Lors de l'installation d'un jeune ménage dans la communauté, homme et femme, chacun de son côté, récupère le cheptel qui lui a été donné et, généralement, le ménage s'engage de plus dans un contrat *al partir* par lequel il prend en charge le troupeau d'un autre membre de la communauté. Cette stratégie permet de se constituer progressivement un troupeau important.

Comme pour la terre, les troupeaux peuvent être en faire-valoir direct ou indirect. En revanche, dans le cas des troupeaux, on peut parler de réelle propriété privée. Le faire-valoir direct signifie que le propriétaire s'occupe de son/ses troupeaux, ou qu'il rémunère (ponctuellement ou plus durablement) un berger. Il récupère alors tous les produits de l'élevage. Le mode de faire valoir indirect (ou *al partir*) correspond à la catégorie des « contrats avec partage du capital productif » décrit par P. LAVIGNE DELVILLE *et al.* pour les cultures (2003 : 83). Autrement dit, la contrepartie de l'accès au troupeau se fait en pourcentage du capital productif créé par l'investissement en travail du preneur. Le contrat *al partir* pour l'élevage stipule le partage à part égale de toutes les naissances qui surviennent au cours de l'année entre le berger et le propriétaire. Le contrat peut être renouvelé chaque année, sans obligation cependant. Dans ce type de contrat, le berger s'occupe au quotidien du troupeau agrandi, chaque partie repérant ses bêtes. Le propriétaire peut être amené à aider le berger en lui apportant de la nourriture et/ou des vêtements pour sa famille, ou de la luzerne pour les animaux nouveau-nés.

Les principales opérations liées à l'élevage sont le gardiennage et l'alimentation car la reproduction et les mises bas se font seules (voir le calendrier du système d'élevage en annexe 4). Le déparasitage est parfois pratiqué pour les lamas dans certaines communautés. Mener les troupeaux de lamas était autrefois plus exigeant en travail, car mâles et femelles étaient séparés et la reproduction contrôlée, comme dans d'autres régions spécialisées en élevage (TICHIT, 1998 ; GENIN et TICHIT, 2006), mais ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Selon l'organisation de la communauté, et selon l'existence ou non de *mantos*, le mode de gardiennage des lamas est différent. Dans le cas des *mantos* clôturés, les troupeaux de lamas peuvent être laissés en vaine pâture toute l'année, surveillés de temps à autre et de façon plus rapprochée lors de la période des mises bas. Dans le cas où il n'y a pas de *mantos* et où les parcelles ne sont pas clôturées, le gardiennage des lamas doit être quotidien entre novembre et mars/avril. I. ACOSTA ALBA (2007) considère qu'un troupeau de lamas nécessite un temps de travail de l'ordre de 135 hommes-jour par an (hj/an). D. FÉLIX (2004 : 48) indique 100 hj/an pour le système des *mantos* et jusqu'à 250 hj/an pour les parcelles non clôturées.

Les ovins, plus fragiles et plus exigeants sur le plan alimentaire, demandent un gardiennage quotidien (soit 365 hj/an) et doivent être enfermés tous les soirs. Leur alimentation doit être complétée avec de la luzerne à certaines périodes de l'année. L'élevage de moutons est donc plus contraignant et plus onéreux que celui des lamas.

La répartition des tâches d'élevage au sein de la famille est décrite par R. MOLINA RIVERO (1986 : 202 et 233) : « l'activité de pâturage est spécialement à charge des femmes et des enfants des deux sexes. Les enfants de 5 à 10 ans, ont un rôle très important dans la surveillance des animaux. C'est l'unique tâche productive qu'ils réalisent dans l'année. Mais au fur et à mesure qu'ils grandissent, les tâches productives des garçons se diversifient, participant de plus en plus aux tâches agricoles. Ce sont donc les femmes qui s'occupent le plus des troupeaux, en plus des adultes de plus de 51 ans des deux sexes. [...] Les filles s'occupent plus du pâturage des ovins et les garçons de celui des lamas ».

La production de lamas a de multiples usages. Le rendement en viande, pour un lama adulte, est de 40 à 100 kg/tête, à quoi s'ajoutent le cuir, la laine, le fumier utilisable comme engrais ou comme combustible. Quant au mouton, chaque tête fournit de 11 à 16 kg de viande, mais aussi du fromage, du cuir, de la laine et du fumier utilisable comme engrais.

Les coûts d'élevage ne concernent que la main-d'œuvre dédiée à cette activité. L'étude de I. ACOSTA ALBA (2007 : 59) donne quelques indications sur les revenus de l'élevage. D'après ses observations, le prix de vente de la viande varie selon l'époque de l'année de 2 à 2,6 USD/kg ; un producteur retire donc 50 USD environ

par lama. Pour le mouton, le prix varie entre 0,9 et 1,1 USD/kg ; un producteur peut compter sur un bénéfice de l'ordre de 20 USD par tête.

Cependant, l'élevage est prioritairement destiné à l'autoconsommation soit sous forme de produits frais, soit transformés en *charque* (viande séchée). La vente est donc irrégulière, souvent au gré des besoins monétaires, sachant également qu'il existe très peu de débouchés commerciaux pour les produits de ce type d'élevage. I. ACOSTA ALBA (*op. cit.* : 18) indique que « le lama, au même titre que la quinoa, a longtemps été considéré comme « nourriture d'Indien ». On disait même dans le milieu métis que « la viande de lama transmettrait la syphilis et la trichine ». [...] Ce n'est qu'en 1987 que l'interdiction de la vente de viande de lama est levée ». Quand commercialisation il y a, elle se fait directement aux voisins de la même communauté ou dans les foires locales (*ferias*). Il n'y a donc quasiment pas de filière de commercialisation, ni d'ailleurs, dans le cas de cette région, de coopératives.

Finalement, si l'élevage ovin a toujours nécessité un gardiennage quotidien, cela devient vrai également pour l'élevage de lamas, puisque les zones de culture sont très étendues et rarement protégées par des clôtures. Traditionnellement, ce sont les femmes et les enfants qui s'occupaient de l'élevage. Or, aujourd'hui, les enfants sont de plus en plus scolarisés et les femmes sont, d'une part, plus sollicitées pour la culture de quinoa et, d'autre part, diversifient leurs activités. Ces deux facteurs conduisent à un manque crucial de main-d'œuvre pour une activité qui n'est plus considérée comme prioritaire. Dans ce contexte, l'élevage ovin est le premier touché par la baisse des effectifs, mais l'élevage de lamas l'est aussi de plus en plus.

Des limites au système productif actuel

Les systèmes de production et l'organisation des pratiques agricoles et pastorales dans la région du *salar* d'Uyuni sont fondamentalement différents de ce qu'ils étaient il y a trente ou quarante ans. Si le calendrier agricole proprement dit n'a pas connu de forte évolution, le besoin en main-d'œuvre, en revanche, a été largement réduit par les avancées technologiques. Une baisse du temps nécessaire pour les travaux agricoles à l'hectare s'est opérée, mais chacun cultivant plus de terres, le travail lors des pics d'activité est de plus en plus difficile à assumer. La main-d'œuvre, autrefois employée pour la production, était exclusivement familiale et interfamiliale (*ayni*). Aujourd'hui, ces services entre familles ont tendance à s'affaiblir et le recours à la main-d'œuvre salariée s'est quasiment généralisé *via* le recrutement de journaliers venant parfois d'autres régions de Bolivie, ce qui contribue à la monétarisation du système de production.

Le changement le plus important tient aux innovations techniques et culturelles. En effet, la quinoa est travaillée, pensée et « vécue » comme une nouvelle culture. Ne

faisant plus l'objet d'une pratique agricole de précision, elle est implantée de façon quasiment indiscriminée dans tous les secteurs de plaine. Cette dynamique très forte remet en cause la complémentarité culture-élevage, devenue beaucoup moins intéressante du point de vue des revenus respectifs des deux types de production. D'ailleurs, de nombreux producteurs ne sont plus éleveurs, car l'élevage est beaucoup plus exigeant en main-d'œuvre et gourmand en espace pour un revenu économique très inférieur à celui de la culture de quinoa⁴⁸.

À plus ou moins long terme, on peut imaginer que l'élevage se réduira sensiblement en termes d'emprise au sol et de volume de production. Les équilibres entre culture et élevage s'en trouveront nécessairement modifiés. Dans les conditions de l'Altiplano humide (plus de 600 mm de précipitations annuelles), plusieurs auteurs (voir par exemple HERVÉ *et al.*, 1994) considèrent que le renouvellement de la fertilité s'effectue par transfert entre élevage et culture lors des jachères longues pâturées et aussi par l'apport de fumier sur les parcelles. Cependant, les études récentes de CÁRDENAS et CHOQUE (2008) mettent en doute l'efficacité des apports de fumier sur l'Altiplano sud. En second lieu, la complémentarité économique des deux activités se trouve affectée. L'élevage était conçu comme une activité « tampon », c'est-à-dire qu'en cas de mauvaise récolte, le troupeau servait de capital de réserve⁴⁹ avec la possibilité de décapitaliser pour faire face aux dépenses lourdes (maladie, décès, festivités). De plus, l'élevage participait à la sécurité alimentaire des populations. Cette complémentarité économique est aujourd'hui trouvée ailleurs par les producteurs de quinoa (cf. parties 3 et 4).

La monoculture – typique des agricultures d'exportation – tend à dominer les dynamiques en cours, la mécanisation permettant une extension remarquable des superficies cultivées. On assiste ainsi au passage d'un système de production traditionnel tourné vers l'autoconsommation, alliant culture et élevage sur un territoire en mosaïque, précis et très ajusté, à un système de production tourné majoritairement vers la vente (agro-exportateur spécialisé), aux dépens de l'élevage, et pratiqué sans références agrotechniques ni agro-écologiques éprouvées (Joffre, comm. pers.). Dans ce contexte, les conséquences des bouleversements de l'itinéraire technique de la culture, qui font l'objet de débats animés, interrogent l'efficacité et la durabilité écologique du système.

⁴⁸ J. PARNAUDEAU (2006) a estimé en 2006 que la valorisation de la viande de lama est d'un peu plus de 10 € par hectare, alors qu'un hectare de quinoa en plaine permet de dégager un bénéfice net de l'ordre de 94 à 134 € (en fonction du prix de vente). Ce calcul a été effectué en 2006, quand le prix de vente de la quinoa était encore trois fois inférieur à celui atteint en 2008.

⁴⁹ « La complémentarité se joue tout d'abord au regard de conditions climatiques, topographiques ou pédologiques, où la combinaison agriculture-élevage permet d'augmenter les capacités de subsistance en faisant face aux variations interannuelles » (Schiere *et al.*, 2002 cité par ACOSTA ALBA, 2007).

En effet, la mécanisation empêche d'effectuer certaines opérations culturales avec précision. On ne peut par exemple, semer à des profondeurs variables et adaptées à la localisation des ressources en eau dans le sol. Par ailleurs, le nombre des variétés cultivées en grandes parcelles tend à diminuer même si, à l'échelle du territoire, les parcelles d'autoconsommation entretiennent l'agrobiodiversité par la culture de quinoas non commercialisées répondant à des usages alimentaires locaux (quinoas pour le *pito*, les *pipocas*⁵⁰).

Agents des organismes de développement, techniciens et par voie de conséquence producteurs entretiennent un discours sur la baisse des rendements des parcelles de plaine mais, en fait, cette baisse ne repose sur aucune preuve statistique (Joffre, comm. pers.). En revanche, il est établi que les rendements des parcelles mécanisées de plaine sont faibles, ce qui est dû à divers facteurs. R. Joffre (comm. pers.) avance des éléments de réponse : « tout d'abord, les mauvaises pratiques agricoles et en particulier, la médiocre qualité du semis mécanique qui produit souvent une levée incomplète, le recouvrement et la mort des germinations par du sable en cas de vent violent. La structure même du paysage agraire est un autre facteur, rarement signalé, de perte de productivité. En effet, les vastes monocultures favorisent l'érosion éolienne et les pullulations d'insectes ravageurs. Elles repoussent chaque fois plus loin les espaces de végétation spontanée qui abritent les parasites des insectes ravageurs et jouent un rôle essentiel dans la régulation de ces populations d'insectes. Par ailleurs, ces terres en repos tardent à être recolonisées par la végétation spontanée, en partie à cause de l'éloignement des plantes à partir desquelles pourraient se reconstituer les stocks de graines. Les parcelles ainsi dénudées restent alors plus longtemps exposées au vent et au ruissellement ».

Si, autrefois, le producteur acceptait un rendement même moyen en privilégiant la stabilité de sa production face aux caprices du climat, aujourd'hui la mise en culture de nouvelles zones anciennement réservées au pâturage des troupeaux relève clairement d'une gestion du risque fondée sur la maximisation des gains espérés. La spéculation sur la production et les bénéfices attendus incitent donc à mettre en culture le plus de terres possible. Mais il est vrai que cette mise en culture de nouvelles parcelles permet un accaparement des terres, en même temps qu'elle en garantit l'usufruit. Il convient néanmoins de relativiser ce panorama puisque chaque producteur, selon la tradition de dispersion du risque, continue de cultiver chaque année plusieurs parcelles dispersées sur le territoire de la communauté et sème une diversité d'écotypes de quinoa.

⁵⁰ Respectivement farine de quinoa utilisée pour la préparation de boissons épaisses et grains de quinoa soufflés.

Les autres productions agricoles

Si la quinoa est la production phare actuellement de l'Altiplano sud, et l'élevage une pratique encore traditionnelle bien qu'en pleine évolution, d'autres productions font partie du système agricole : la pomme de terre (cultivée en montagne ou irriguée), les fèves et la luzerne (cultures irriguées). Entièrement destinées à l'auto-consommation, elles sont parfois un peu délaissées.

Selon D. FÉLIX (2004 : 40), « La pomme de terre [...] deuxième aliment de base traditionnel aymara [...] était autrefois associée au quinoa, [...] étant cultivée en début de cycle. On la trouve également en monoculture dans les parcelles les moins exposées au froid, qu'elle tolère moins bien que le quinoa. [...] Les rotations pomme de terre/quinoa ont quasiment disparu ». Du point de vue de la gestion de la fertilité, l'itinéraire technique de la culture de pomme de terre est le même que celui de la quinoa (jachères courtes et longues). Il en est de même pour le défrichage, le travail du sol et le contrôle des adventices. Par contre, la pomme de terre nécessite un buttage qui est réalisé au mois de décembre. Les rendements varient considérablement d'une parcelle à l'autre (470 à 2 000 kg/ha). La récolte se réalise de février à mai et demande en moyenne 20 hommes-jours. La production est entièrement destinée à la consommation familiale, sous forme de pommes de terre fraîches ou déshydratées (*chuño*).

Les terres irriguées sont des terres familiales. Chaque ayant droit a normalement un droit d'usage de l'eau qui n'est pas proportionnel à la taille ou au nombre de ses parcelles, mais simplement défini par une durée (ou tour d'eau). Les principales cultures irriguées sont les fèves en rotation avec la pomme de terre, ainsi que la luzerne. Quelques petites parcelles de maraîchage sont cultivées préférentiellement autour des habitations.

Pour la culture de fèves, l'irrigation est réalisée deux à trois fois par mois, et la pulvérisation d'insecticides a lieu en novembre et décembre. La parcelle n'est jamais laissée en jachère, le maintien de la fertilité étant assuré par la plante elle-même (la fève est une légumineuse) et par l'ajout d'engrais lors de la plantation des pommes de terre. Les fèves sont beaucoup plus sensibles que la quinoa et la pomme de terre aux aléas climatiques et aux attaques de ravageurs. Elles peuvent être ramassées fraîches ou sèches, et les rendements moyens sont voisins de 375 kg/ha.

La luzerne, qui est une légumineuse fourragère, est utilisée pour la complément alimentaire des agneaux et de leurs mères. Cette plante est adaptée aux parcelles irriguées et il est possible de réaliser jusqu'à trois coupes par an. Les plants de luzerne peuvent être productifs trente années consécutives ; seuls quelques semis à la volée doivent être réalisés là où la culture a subi des dégâts. Cette culture est donc peu exigeante en travail et ne nécessite aucun intrant. Elle permet la récolte de 1 400 kg/ha de fourrage par an en moyenne.

L'essor de la quinoa a provoqué un changement dans les modes de représentation d'une culture ancestrale, à forte charge symbolique du point de vue historique et culturel. Si, autrefois, la production de quinoa jouait un rôle fondamental dans la transmission de savoir-faire locaux et dans la sécurité alimentaire, le produit a pris aujourd'hui une valeur essentiellement monétaire. Et la prise de valeur de la terre en est le corollaire. Autrement dit, les processus en cours interrogent directement le rapport vécu aux ressources naturelles, et plus largement la représentation du territoire développée par les populations locales. La terre est-elle encore perçue comme un patrimoine social et culturel, fondateur des identités paysannes andines ? Ou, en reprenant les propos de P. HAMELIN (2002) à propos du Brésil, est-elle simplement un outil de production et d'extraction d'une richesse potentielle ? Mais il convient aussi de signaler que le territoire peut être valorisé par l'autonomie qu'il procure : en le réinvestissant, les populations locales ont retrouvé un contrôle perdu dans leurs activités extra-locales dont l'histoire récente (fermeture des mines dans les années 1980, ou crise économique en Argentine au tournant des années 2000, par exemple) a révélé le caractère précaire ou risqué.

Ces changements sont d'autant plus importants que l'essor de la quinoa a fait sortir de l'ombre cette région oubliée des confins de la Bolivie, captant l'intérêt non seulement du gouvernement et des acteurs du développement, mais également des acteurs privés de la filière d'exportation de la quinoa. Aujourd'hui, les habitants de l'Altiplano sud sont, de fait, insérés dans la sphère mondialisée des échanges agricoles, et les paysans se tiennent quotidiennement au courant du cours du dollar.

L'émergence des questions écologiques et donc économiques sur la durabilité entraîne des questionnements, la recherche de nouvelles pratiques et l'apparition de nouveaux acteurs. Cela paraît amorcer une quatrième phase de l'essor de la quinoa, celle d'une reprise de contrôle sur la course effrénée de la quinoa.

Systemes de mobilité et ancrage communautaire

Partie 3



L'essor de la quinoa constitue un tournant important dans l'histoire agricole de l'Altiplano sud. Facteur de bouleversement des modes d'usage du sol, des systèmes de production, des rapports à la terre, de la perception des ressources, il induit de profondes transformations des formes de peuplement et des systèmes de mobilité dans ces régions périphériques à croissance démographique faible où les mobilités sont anciennes. Comment les modalités spatio-temporelles des mobilités ont-elles été modifiées et, inversement, quel(s) rôle(s) jouent les mobilités dans les transformations locales liées à la quinoa ?

L'étude des dynamiques migratoires et la configuration des territoires de la mobilité renseignent sur les mobilités résidentielles et professionnelles d'hier et d'aujourd'hui. Elle cerne l'évolution de la géographie migratoire des individus et des familles : qui bouge, vers quelles destinations, selon quelles temporalités ? Elle permet également de saisir l'organisation sociale et économique qui fonde les pratiques migratoires, l'existence d'éventuelles filières géographiques et de niches professionnelles dans les lieux de la migration. Enfin, elle aboutit à dégager les continuités ou les ruptures dans le modèle migratoire régional.

< À Chilalo, le car se prend
en bas de la montagne. Ces femmes
partent, lourdement chargées, faisant
la navette entre ville et campagne,
au gré des besoins agricoles,
d'une part et des besoins familiaux,
d'autre part.

Cycles migratoires et système de mobilité d'hier à aujourd'hui

Chapitre 6

Si l'Altiplano sud est traditionnellement un espace de circulation, les territoires de la mobilité ont évolué en fonction de la finalité des déplacements (échanges, troc ou travail salarié), des opportunités économiques et des destinations privilégiées. L'évolution des systèmes migratoires tient également aux profils des individus mobiles et aux configurations des espaces résidentiels familiaux qui, selon les périodes, s'élargissent ou se rétractent au sein d'un espace régional, national, voire international.

Mobilité résidentielle et mobilité professionnelle individuelle se combinent pour définir les cycles migratoires, c'est-à-dire les grandes étapes de la migration et des systèmes d'activités qui ont rythmé la vie de ces territoires depuis le début du siècle. L'histoire longue de chacune des communautés étudiées montre déjà la variété des réponses des populations locales à l'évolution des conditions économiques qui les conditionnent.

San Juan de Rosario : une complémentarité transfrontalière historique

La communauté de San Juan de Rosario – municipe de Colcha « K » – est dans une position très périphérique à l'échelle de l'espace national, mais elle est fortement intégrée à l'espace transfrontalier Bolivie-Chili, et relativement proche de la frontière boliviano-argentine. À San Juan, émergent cinq cycles migratoires en termes de destinations et de formes de mobilités (fig. 22).

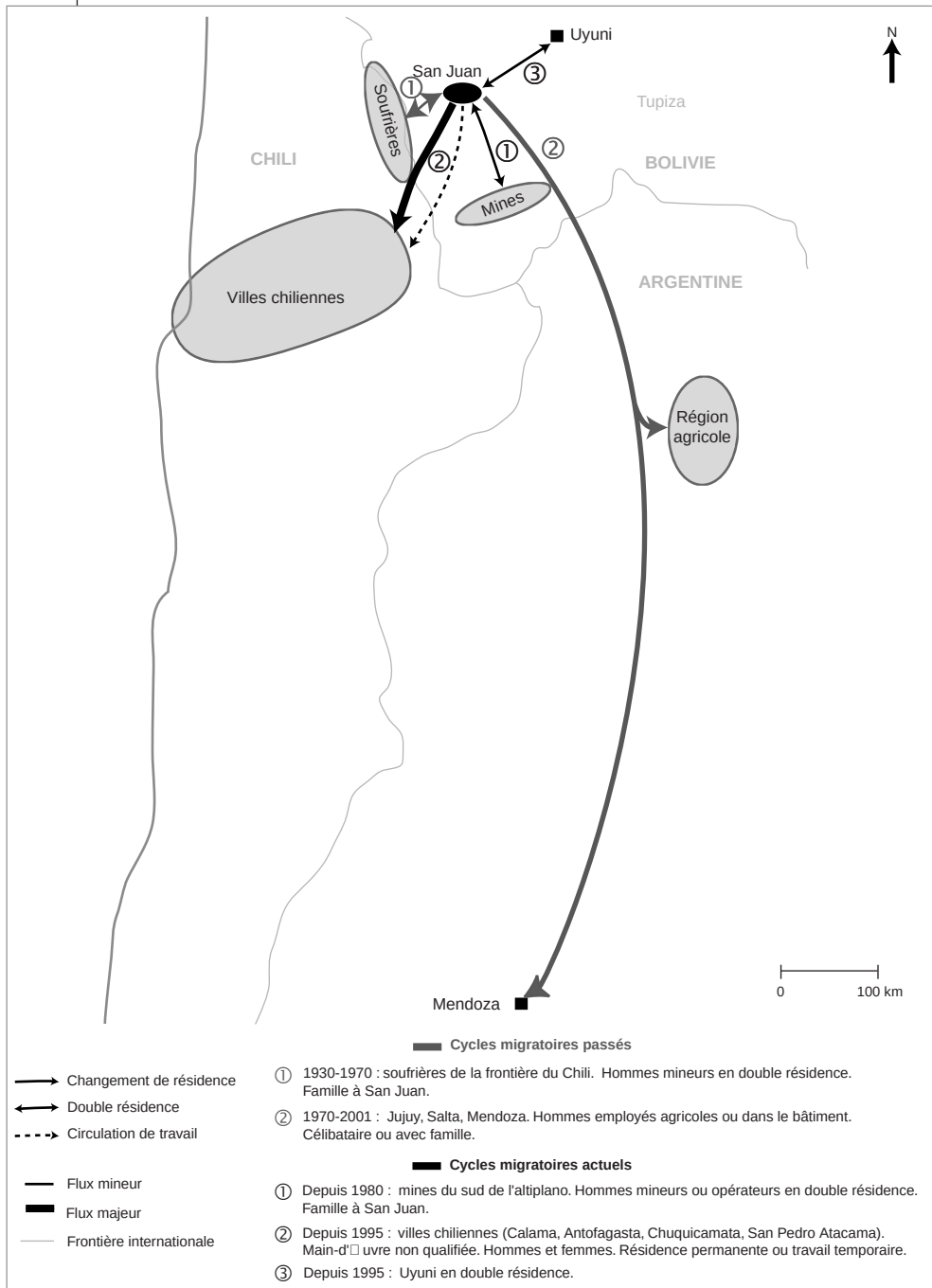


Figure 22

Les cycles migratoires de la communauté de San Juan de Rosario de 1900 à 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Historiquement, les populations de San Juan ont toujours entretenu des liens d'échange et de troc avec les vallées inter-andines situées au sud-est, en particulier avec la région de Tupiza. Nombreux sont les hommes de San Juan âgés de plus de 50 ans qui se remémorent leur longue marche avec les caravanes de lamas :

« **Au** mois de juillet, il nous fallait 12 jours de marche pour aller à Tupiza, nous y restions une semaine pour faire les achats et nous reposer, et puis nous remontions sur l'Altiplano. Il nous fallait encore 12 jours de marche. On emportait du sel de Patana⁵¹, des pommes de terre, de la quinoa et on sacrifiait des lamas sur place. On revenait avec du maïs. » (Evaristo Cruz)

Un autre témoignage indique qu'à l'époque :

« **Certains** communautaires de San Juan cultivaient un peu de quinoa, mais tous ne la cultivaient pas. Ils vivaient en partie du troc avec les vallées. Ils apportaient du sel de Patana, partaient en caravane de lamas dans les vallées de Tupiza et échangeaient le sel, la viande de lamas sacrifiés contre du maïs. Il y avait aussi un commerce avec l'Argentine, les gens de San Juan échangeaient la laine de lama. » (Félix Yucra)

À cette époque, le sel et le bétail représentaient toute la richesse de San Juan. Avec l'arrivée des camions, ces caravanes se sont arrêtées (on peut signaler quelques tentatives de les relancer aujourd'hui dans un but touristique).

Parallèlement à la conduite de ces caravanes qui garantissaient la sécurité alimentaire des populations par le biais des échanges entre étages écologiques, les habitants de San Juan ont pratiqué le commerce de plantes combustibles dès la mise en service du chemin de fer reliant Antofagasta (port du Chili) à Potosí. En effet, la ligne de chemin de fer passe à proximité du village.

« **Les** gens vivaient du commerce de *yareta*⁵² et un peu de *thola*. Ils partaient dans la montagne, deux fois par mois avec les lamas et y restaient chaque fois une semaine. D'abord, il fallait couper la *yareta* pour qu'elle sèche pendant deux à quatre mois. Ensuite, on la chargeait sur les lamas, puis on descendait jusqu'à la station de train de Chiguana⁵³. C'était pour les fonderies de la grande mine de Pulacayo. » (Evaristo Cruz)

Puis « la *yareta* s'est épuisée, on a trouvé le charbon et le pétrole, cette activité s'est arrêtée. » (Félix Yucra)

S'ajoutait au troc et au commerce de ressources naturelles le travail dans les mines de soufre à la frontière du Chili (Amincha, Kilcha, Santa Rosa, Puquios, Cavana). Les hommes partaient travailler la semaine et revenaient le week-end. Ces

⁵¹ Il y a sur le territoire de San Juan un petit *salar* : le *salar* de Patana.

⁵² La *yareta* (*Azorella yareta* Hauman) est une plante que l'on trouve dans le sud de l'Altiplano sud ; elle était utilisée comme combustible dans les fonderies de minerais.

⁵³ Chiguana se situe à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de la communauté de San Juan.

mobilités de proximité ont été pratiquées par tous les anciens de la communauté. Le ménage était constitué et fixé à San Juan et l'homme partait temporairement pour le troc, pour l'exploitation de *yareta* ou pour travailler à la mine.

À partir des années 1970, les systèmes de mobilité de la communauté de San Juan vont changer en profondeur. Le premier bouleversement tient au déclenchement des migrations féminines, tout au moins pour les générations nées à partir des années 1960. Ces migrations des femmes, par ailleurs, deviendront plus individuelles et plus autonomes, liées à la quête de revenus complémentaires. Celles-ci deviennent un acteur clé de l'obtention du revenu des ménages par leur entrée dans les circuits de l'économie monétaire (GUÉTAT-BERNARD, 2006). La migration vers l'Argentine devient également plus importante, les jeunes partant travailler comme employés agricoles dans les exploitations de Mendoza, Salta ou Jujuy. Ces migrations circulaires, faites d'allers et retours, deviendront pratiquement définitives pour certains qui s'installeront de façon durable en Argentine.

À partir de 1980, et jusqu'à aujourd'hui, les mines du sud de l'Altiplano vont devenir un autre pôle d'emploi pour les hommes de San Juan et de toute cette région. La grande mine de borax d'Apacheta continue à être un gros employeur régional. D'autres sites deviennent également attractifs : la mine de chaux de Rio Grande et de Julaca dans les années 1970 ainsi qu'au début des années 1990, la mine d'Amincha et de la Laguna Verde à la fin des années 1980, Horsu à la fin des années 1970 et enfin San Cristobal depuis 2005. Un point commun entre les migrations plus récentes et les mobilités des anciens est le fait que la famille réside à San Juan, tandis que les hommes sont en double résidence entre San Juan et le centre minier.

À partir du milieu des années 1990, les migrations vers l'Argentine s'intensifient et s'élargissent aux centres urbains, notamment à la ville de Buenos Aires. Les départs à destination des ateliers clandestins de couture vont se poursuivre jusqu'à la crise de 2001. Celle-ci va déclencher un retour dans la communauté mais surtout une réorientation des flux, notamment vers le Chili. Les migrations vers les villes chiliennes de Calama et Antofagasta et la mine de Chuquicamata, en pleine expansion, vont en effet se développer à cette époque en lien avec la croissance économique du pays⁵⁴ : travail comme manœuvres dans la construction et dans les ports pour les hommes, travail d'employées domestiques pour les femmes. Certains migrants sont restés au Chili et y ont constitué leur ménage. Durant les années 1990, la formation de couples mixtes est rare : les couples boliviens se rencontrent et se forment dans le Lipez, puis repartent ensemble au Chili. En revanche, la proportion de couples mixtes tend à augmenter ces dernières années sachant qu'il s'agit

⁵⁴ On a relevé des départs au Chili à partir des années 1960, mais le mouvement massif se situe dans les années 1990.

surtout de mariages entre jeunes migrants de nationalité bolivienne et enfants de migrants de la première génération installés au Chili. Ces derniers sont nés au Chili et sont donc de nationalité chilienne. Ainsi, la majorité des jeunes de San Juan continuent aujourd'hui de migrer au Chili, faisant des allers-retours en fonction des visas qu'ils parviennent à obtenir. Ces circulations concernent également les jeunes collégiens qui, pendant les vacances scolaires, partent se faire embaucher pour quelques semaines. Cette génération, en revanche, ne connaît pas l'Argentine.

Pendant longtemps, la communauté de San Juan n'a eu que très peu de connexions avec la ville d'Uyuni, pourtant assez proche. À partir des années 1995, celle-ci va devenir un nouveau pôle d'attraction, en particulier pour les études des enfants. Des logiques de double résidence liée à l'éducation vont alors se développer :

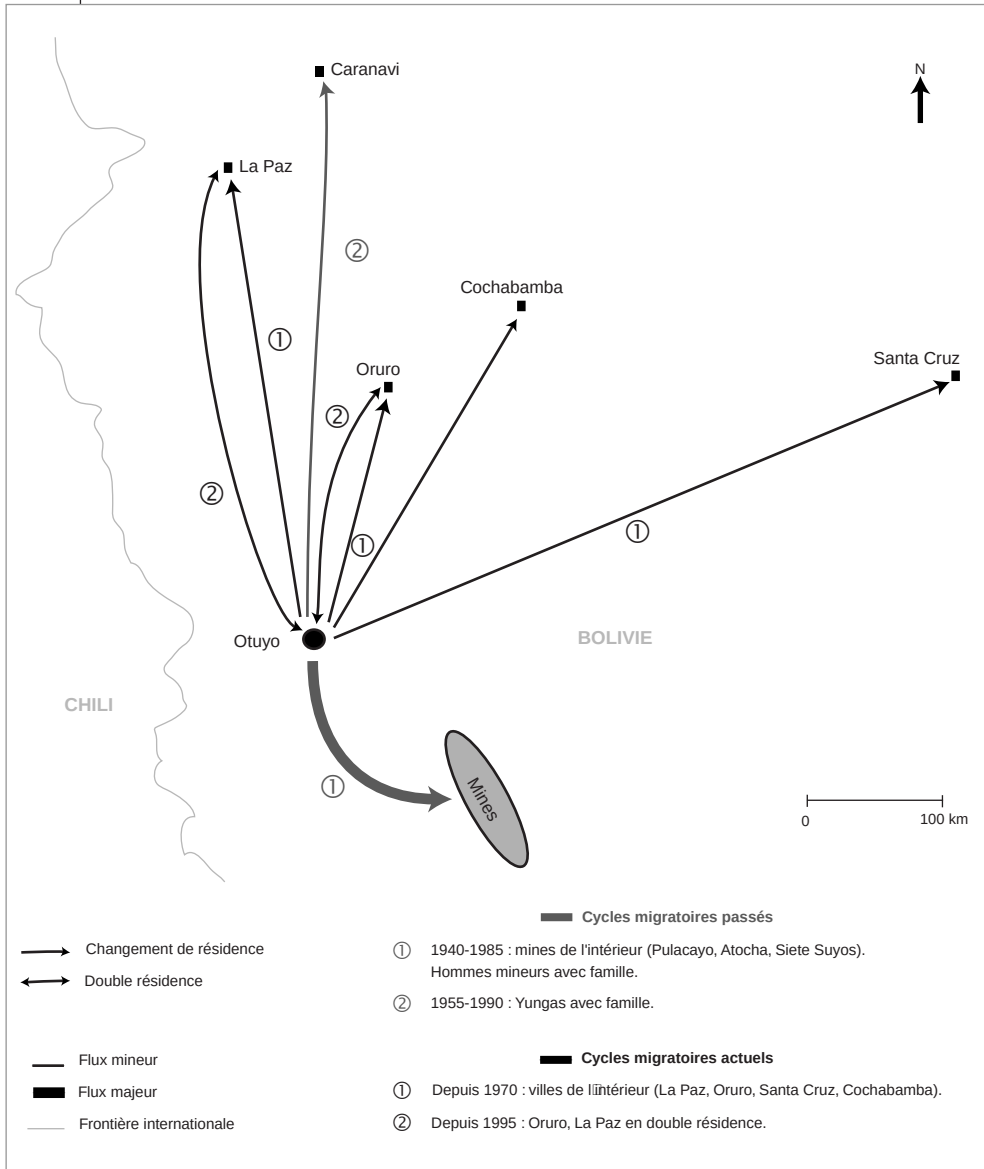
« La migration à Uyuni date des années 1995-2000 car, grâce à la quinoa, on peut faire étudier les enfants et donc les gens s'achètent une maison. » (Demesia Yucra)

Finalement, les changements survenus à San Juan, communauté à longue tradition de mobilité, tiennent à une diversification des destinations migratoires : depuis les années 1970, elles sont plus nombreuses et surtout plus lointaines. Le changement tient aussi aux formes d'insertion dans les lieux de migration. Aujourd'hui, les hommes ne sont plus mineurs, ils sont employés dans les mines, assumant diverses fonctions dans ce secteur. Mais ils sont aussi maçons, artisans, entrepreneurs indépendants... Les femmes, quant à elles, assument de plus en plus des migrations en solitaire dès leur adolescence. La complexification des systèmes résidentiels et des systèmes d'activités est donc un trait marquant des mutations contemporaines à San Juan.

San Juan est une communauté très étendue et très peuplée où, traditionnellement, les mobilités étaient saisonnières. La culture de la quinoa à grande échelle n'y a fait son apparition que tardivement. Les conditions climatiques peu favorables limitent son extension, mais elle procure aujourd'hui d'importants revenus. San Juan est située sur une route touristique très empruntée en Bolivie, ce qui autorise une activité locale touristique non négligeable pour de nombreux foyers. Finalement, cette communauté est avantagée par une diversification des activités (quinoa, tourisme, élevage) qui permet à la population de rester en partie sur place.

Otuyo : de la tradition minière à la connexion urbaine

Otuyo est proche du bourg de Salinas. Elle a donc accès à un réseau plus dense de moyens de communication, même s'il est rustique (pistes carrossables).

**Figure 23**

Les cycles migratoires de la communauté d'Otuyo de 1900 à 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Bénéficiant de sources d'eau abondantes sur son territoire, elle s'est spécialisée dans les cultures irriguées telles que la luzerne et le petit maraîchage. Les habitants échangeaient ou vendaient leurs productions aux communautés voisines.

Otuyo est marquée, parallèlement, par une grande tradition minière (fig. 23). Avant les années 1940, les hommes partaient déjà dans les mines de Quechilsa à Potosí et de Siete Suyos. Mais c'est surtout lors de la grande sécheresse de 1941-1942 que les familles partirent s'installer dans les centres miniers de Pulacayo et de Siete Suyos. Ces ménages, s'ils ont continué à cultiver à Otuyo pour leur propre consommation, ne sont pas pour autant revenus à la fin de la sécheresse. De même, moins de la moitié des enfants nés dans les mines dans les années 1940 à 1960, sont venus s'installer à Otuyo. Les autres sont partis vers d'autres destinations : Argentine dans les années 1950-1970, Yungas⁵⁵ des années 1955 à 1990. Mais ce sont surtout les capitales départementales qui vont les attirer : Oruro, Santa Cruz, La Paz notamment et, plus marginalement, Cochabamba. Ceux revenus ne resteront que peu de temps à Otuyo, ils repartiront aussi vers les mêmes destinations à partir des années 1970.

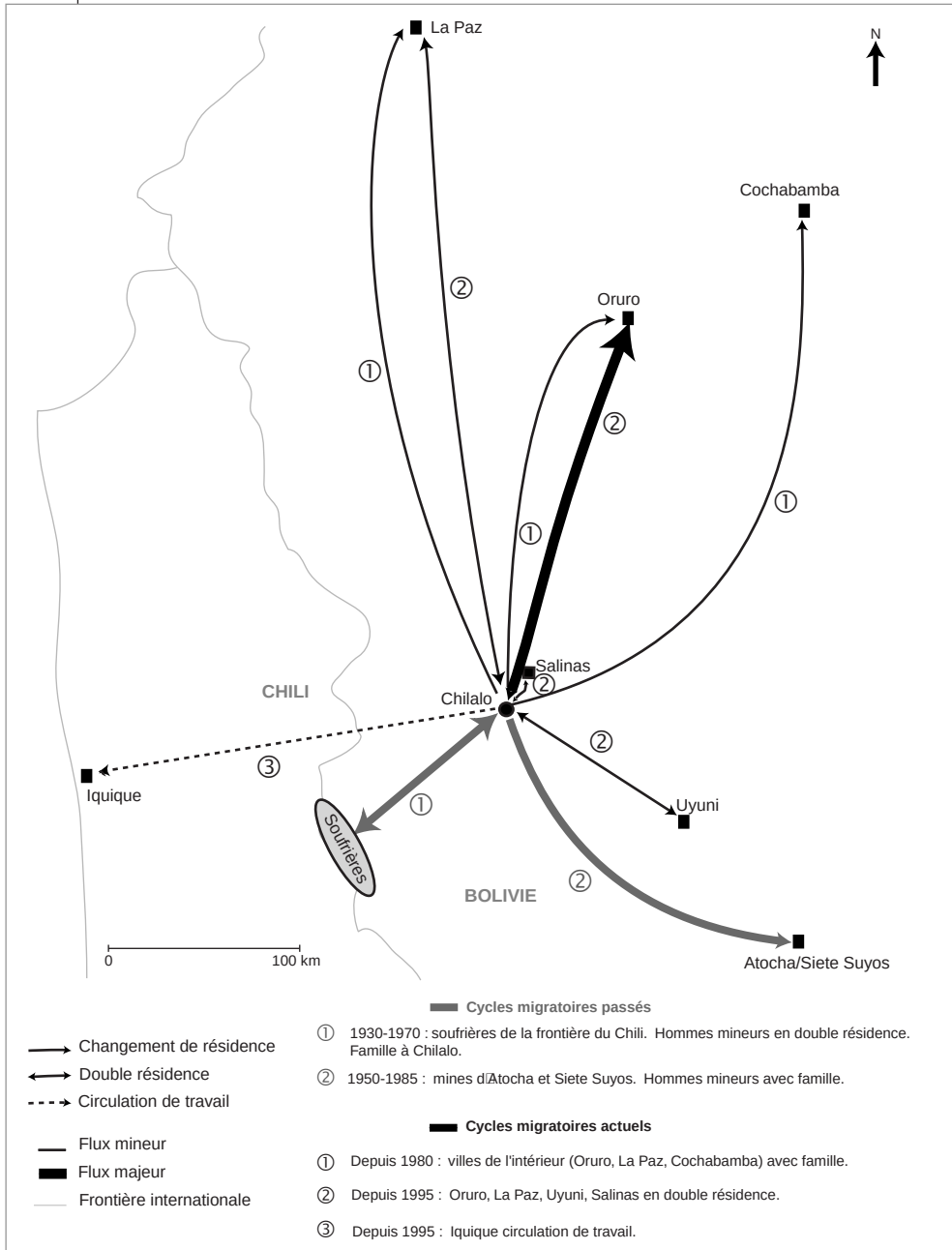
« Vingt personnes d'Otuyo voulaient partir à Caranavi⁵⁶ créer une coopérative, car on leur donnait des terres. Le père de Berta est parti en éclaireur avec d'autres personnes, mais deux sont revenus malades. Finalement, ceux qui étaient au départ intéressés, sont tous partis ailleurs. Nous sommes les seuls avec ma femme à être partis, de façon non organisée. » (Primo Gonzales)

La particularité d'Otuyo tient au fait que de nombreux membres de la communauté sont nés dans les centres miniers, lieux à partir desquels les départs en migration se sont déployés. Par ailleurs, Otuyo est très peu concernée par la migration internationale : seules quelques familles ont des liens avec l'Argentine, mais aucune avec le Chili. La succession des cycles migratoires à Otuyo est donc marquée par un modèle relativement simple, à savoir le passage de migrations de proximité vers les centres miniers situés plus au sud à des migrations rurales-urbaines, orientées vers les villes du pays.

Otuyo fait partie des communautés qui se sont « vidées » de leur population relativement tôt, avec les départs vers les mines. Malgré le développement important de la culture de quinoa, elle n'a pas connu de renouveau démographique. En effet, les migrants engagés dans la culture de quinoa pratiquent préférentiellement la double résidence ou même ne résident pas du tout dans la communauté, car ils réalisent tous les travaux à distance.

⁵⁵ Les Yungas sont les vallées chaudes et humides qui se situent au nord-est de la Paz, à la retombée des Andes.

⁵⁶ Caranavi est situé dans les Yungas, département de La Paz.

**Figure 24**

Les cycles migratoires de la communauté de Chilalo de 1900 à 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Chilalo : de la tradition minière aux liens avec le Chili

La communauté de Chilalo, comme celle d'Otuyo, est dotée de sources d'eau permanentes. Elle s'est donc spécialisée dans les micro-cultures irriguées (luzerne, fèves) et l'élevage d'ânes. Les habitants de Chilalo faisaient du commerce avec leurs voisins qui montaient à Chilalo pour acheter de la viande de lama et des ânes. Les anciens (de 75 à 80 ans aujourd'hui) se souviennent également avoir fait plusieurs fois le voyage jusqu'au Chili (Noasa), avec des ânes et des lamas chargés de quinoa et de sel pour les échanger contre des poires.

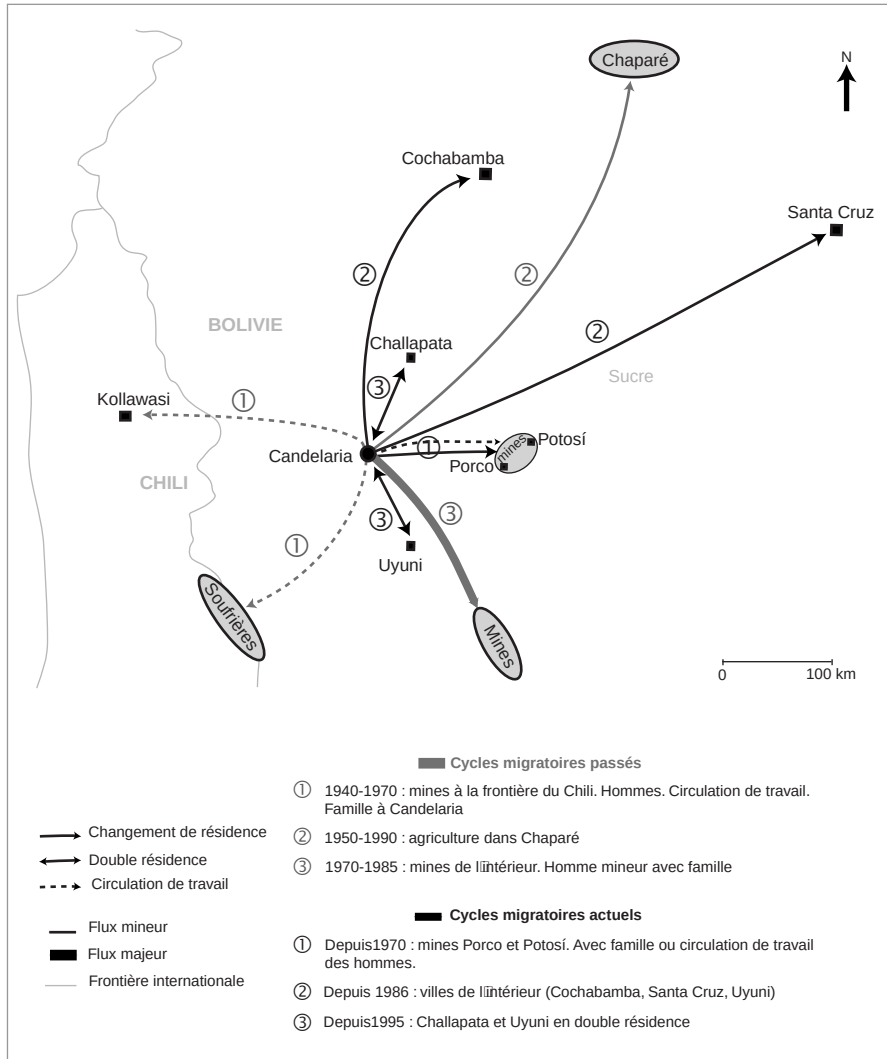
Jusque dans les années 1980, les habitants de Chilalo portaient exclusivement dans les mines (Atocha principalement et les soufrières de la frontière chilienne) (fig. 24). Les hommes étaient mineurs et la famille résidait sur le lieu de la mine mais, le plus souvent, les femmes continuaient de cultiver à Chilalo. Après la fermeture de l'entreprise étatique des mines (Comibol) en 1985, qui a touché de nombreux ménages de cette communauté, certaines familles sont revenues s'installer à Chilalo, alors que d'autres sont parties vers Oruro, Uyuni ou Cochabamba. Les enfants nés dans les mines sont partis à l'âge adulte soit vers les villes boliviennes, soit plus récemment vers Iquique. La migration vers le Chili est donc récente, puisqu'elle s'est diffusée surtout à partir de 1995, les femmes partant travailler comme employées domestiques et les hommes, dans une moindre mesure, comme mécaniciens ou chauffeurs. Si les hommes ont ainsi diversifié leur champ d'activité, les femmes sont aujourd'hui encore très centrées sur le travail domestique et le commerce.

La population de Chilalo est probablement celle qui a le plus long vécu dans les mines : Siete Suyos, Atocha, San Pablo de Napa, et plus marginalement Aramayo, Chorolque et Santana. Une grande part des Chilaleniens de plus de 20 ans ont été mineurs à un moment de leur vie. La rupture avec le vécu des jeunes générations, fortement connectées aux espaces urbains du pays, est donc radicale.

Chilalo est une petite communauté de montagne où le travail agricole ne peut être réalisé que de façon manuelle. La quinoa n'y étant pas cultivée à grande échelle, les originaires de cette communauté sont peu enclins à s'y installer de façon permanente.

Candelaria de Viluyo : des liens anciens avec l'est (du pays)

Candelaria de Viluyo est une communauté de *salar*. Apparemment mieux située sur le trajet Oruro-Uyuni, elle ne se trouvait cependant pas tout à fait sur le chemin

**Figure 25**

Les cycles migratoires de la communauté de Candelaria de Viluyo de 1900 à 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

de transport des minerais. En revanche, il y avait une mine exploitée par les Espagnols sur son territoire. Le troc a démarré très tôt avec les vallées inter-andines de Potosí et de Sucre, et il s'est maintenu jusque dans les années 1970. Les habitants de Candelaria s'y rendaient en caravanes de lamas, chargés de sel, pour l'échanger contre du maïs. Les voyages duraient trois mois.

Les habitants de Candelaria vendaient aussi la viande de leurs troupeaux à Uyuni (pour approvisionner les mines), ce qu'ils continuent à faire, mais à Challapata.

Dans les années 1940-1950 et jusqu'à la fin des années 1960, les hommes migraient temporairement dans les soufrières de la frontière du Chili (Quilcha, Ollagüe, Santa Rosa, Abra de Napa, Desiertos) et la mine de cuivre de Kollawasi, du côté chilien (fig. 25). À partir des années 1950, les politiques de colonisation dans le Chaparé⁵⁷ et les terres basses boliviennes attireront certains habitants de Candelaria. Certains reviendront mais beaucoup, à partir des années 1990, prolongeront plus loin leur migration vers les villes des basses terres, à Santa Cruz notamment.

De 1970 à 1985, les hommes ou des familles entières partirent également vers les mines de l'intérieur bolivien (Chorolque, Animas, Siete Suyos, San Vicente, Tatasi) et, après leur fermeture en 1985, le redéploiement se fait vers les villes de Cochabamba et de Santa Cruz. Les migrations vers les mines ne vont pas pour autant s'interrompre, puisqu'on observe de nombreux départs vers les centres miniers de Porco et de Potosí depuis les années 1980 et ils se poursuivent aujourd'hui. Enfin, depuis 1995, la double résidence se développe avec Challapata et Uyuni.

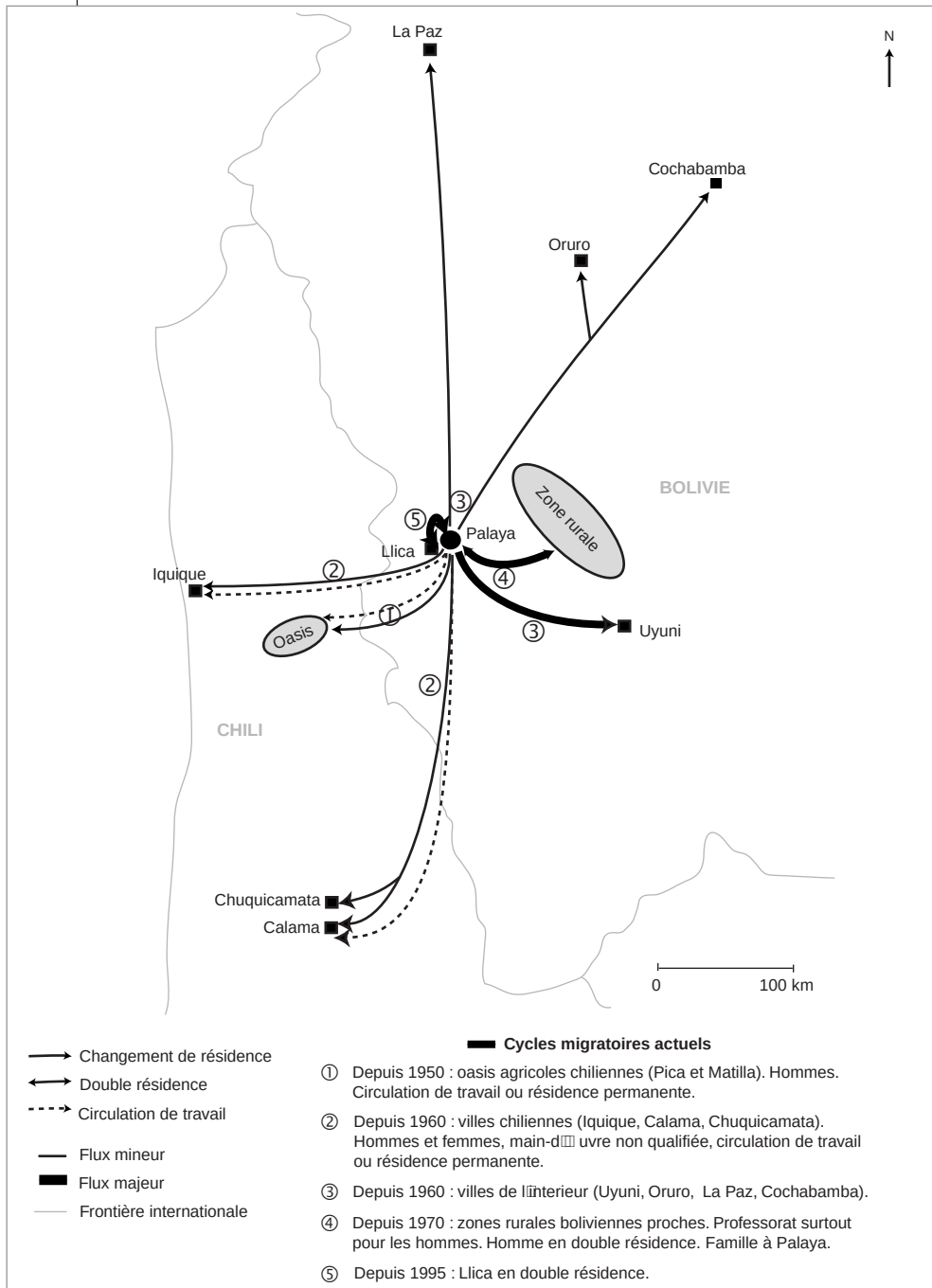
Ainsi, Candelaria est également une communauté de mineurs (on les trouvait dans toutes les mines du pays et ce, depuis les années 1940), mais qui sont devenus ensuite des entrepreneurs agricoles regardant vers les terres basses. Si Candelaria est la seule communauté étudiée qui a des liens avec les terres basses, elle n'a en revanche aucun lien avec le Chili et peu avec l'Argentine.

Cette zone est du *salar* est entrée tardivement dans la dynamique de la culture de la quinoa à grande échelle. On observe donc des changements dans les comportements migratoires (des retours résidentiels permanents ou temporaires) depuis une période très récente.

Palaya : du transfrontalier à la proximité régionale

Les cycles migratoires de la communauté de Palaya (fig. 26), située dans le municipio de Llica, doivent beaucoup à sa position frontalière puisque, relativement isolés à l'échelle nationale, les habitants de toute cette petite région ont toujours « regardé » vers le Chili. Malgré des politiques nationales boliviennes pour qu'ils « restent » Boliviens (politique éducative préférentielle, construction de l'École Normale à Llica, etc.), les échanges puis les départs ont toujours été intenses. La

⁵⁷ Le Chaparé se situe dans la partie orientale du département de Cochabamba.

**Figure 26**

Les cycles migratoires de la communauté de Palaya de 1950 à 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

pratique du troc avec les populations des oasis du Chili est ancienne et les liens avec ce pays sont encore forts aujourd'hui. Les oasis agricoles de Pica et Matilla sont peuplées en forte majorité de Boliviens ou de descendants de Boliviens, originaires de cette région. Beaucoup d'hommes de Palaya y sont allés dans leur jeunesse, pendant plusieurs années, et certains continuent de s'y rendre pour travailler comme ouvriers agricoles. Ces oasis agricoles sont souvent des destinations de jeunesse (pour les vacances scolaires), destinations qui tendent cependant à être remplacées, depuis les années 1960 et surtout 1980, par les villes chiliennes alors en pleine croissance, où les jeunes partent travailler en particulier comme ouvriers dans la construction ou comme manutentionnaires dans les ports. Quasiment toutes les femmes âgées de moins de 50 ans que nous avons rencontrées ont travaillé à l'extérieur de la communauté, dans les villes boliviennes à partir des années 1960, puis au Chili à partir des années 1980, pour la très grande majorité comme employées domestiques.

Depuis sa création en 1962 l'École Normale à Llica recrute dans la région et le professorat rural constitue une alternative de formation pour certains membres de la communauté. Ils exercent généralement dans le municipe de Llica ou dans les municipes voisins du département de Potosí (Tahua, Uyuni, Colcha « K »). Chaque professeur est muté dans une communauté différente tous les 2 à 4 ans. Si le professorat n'est pas réservé aux hommes, ceux-ci sont largement plus représentés que les femmes. Ce type d'activité donne lieu à un système familial bipolarisé : femme et enfants résident à Palaya, alors que le mari rejoint sa famille le week-end. Enfin, on trouve des Palayeniens installés dans les grandes villes de Bolivie : La Paz, Uyuni, Oruro, Santa Cruz depuis les années 1960. Finalement, l'attrait des terres basses a été minime pour cette partie frontalière de la Bolivie et nous n'avons pas observé de liens avec l'Argentine.

Palaya fait partie des communautés où l'on produit aujourd'hui le plus de quinoa. Les producteurs sont souvent doubles résidents.

Ainsi, chaque communauté est différente du point de vue de sa géographie et de son histoire migratoire, que ce soit en termes de lieux, d'activités, ou de temporalités. Chacune a connu une évolution singulière de son aire de polarisation migratoire entre Chili, Argentine et Bolivie. Les communautés rurales de l'Altiplano sud ont été particulièrement sensibles aux conjonctures et cycles économiques de la Bolivie ou des pays voisins. Si jusque dans les années 1980-1990, l'emploi dans les centres miniers a joué un rôle fondamental dans les stratégies du quotidien pour les populations rurales de l'Altiplano, il ne reste important que pour deux communautés étudiées : Candelaria de Viluyo (mines de Potosí et Porco) et San Juan de Rosario (mines de borax).

Évolutions des mobilités et modèle migratoire

Évolution des mobilités résidentielles

La communauté d'origine est prise pour référence dans l'analyse de la configuration spatio-temporelle des trajectoires migratoires. À partir de ce point central, l'extension géographique des lieux de résidence et la périodicité des séjours dans les différents lieux permettent de caractériser les différents systèmes de mobilité résidentielle ; leur combinaison caractérise les trajectoires (voir le lexique des termes scientifiques)⁵⁸.

Chaque trajectoire résidentielle est définie par :

- la succession de chaque lieu de résidence, urbain ou rural⁵⁹ ;
- la localisation de chaque résidence : régionale (au sein des départements d'Oruro et de Potosí), nationale ou internationale ;
- la durée de résidence dans chaque lieu – communauté et lieu de migration.

Les données présentées sont celles des 139 individus de l'échantillon qui ont une expérience migratoire : les « migrants ».

⁵⁸ La résidence est définie comme le lieu où l'individu a coutume d'habiter. Il y a changement de résidence dès lors que l'individu réside au moins 6 mois dans un lieu autre que sa résidence habituelle. Une personne peut déclarer avoir plusieurs lieux de résidence simultanés. Les changements de résidence sont pris en compte à partir de la première étape résidentielle dans la communauté d'origine de l'individu : naissance ou date d'installation pour ceux qui sont venus s'y installer ultérieurement.

⁵⁹ Nous avons conservé ici le critère de l'INE, selon lequel une localité est urbaine si elle a une population supérieure à 2 000 habitants.

Intensité et rythmes de mobilité

Appréhendée à l'échelle des communautés, l'analyse des mobilités résidentielles prend en compte deux types d'indicateurs : ceux relatifs à l'âge et ceux relatifs aux effets de temporalité (tabl. 6 et 7).

Tableau 6

Caractéristiques temporelles moyennes des événements migratoires des individus par communauté (sur un total de 139 migrants).

Caractéristiques	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Moyenne
Âge des individus migrants	41,8	45,5	58,2	48,3	54,0	48,3
Âge de la première migration	16,7	15,3	18,2	15,6	16,0	16,4
Intensité migratoire*	3,2	3,2	2,5	3,8	3,3	3,2
Durée migratoire (années)**	4,3	6,6	12,1	4,8	7,2	6,1
Durée migratoire cumulée (%)***	32,7	40,3	51	35	40,6	39

* Nombre d'événements migratoires de l'individu au cours de son cycle de vie.

** Durée de chaque événement migratoire.

*** Part du temps passé en migration sur le cycle de vie.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Tableau 7

Distribution de l'intensité migratoire des individus dans les différentes communautés (en % des migrants de la communauté).

Communauté Intensité migratoire*	San Juan (n = 40)**	Chilalo (n = 31)	Otuyo (n = 25)	Candelaria (n = 25)	Palaya (n = 18)	Toutes communautés
1	15	26	32	8	33	22
2	20	29	24	24	22	24
3	28	13	20	24	11	20
4	17	10	8	12	6	11
5	15	13	16	16	0	13
6 à 10	5	9	0	16	28	10

* Nombre d'événements migratoires de l'individu au cours de son cycle de vie.

** Nombre d'individus migrants dans la communauté.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

L'expérience migratoire est généralement longue (en moyenne 3 événements migratoires de 6 ans chacun) et précoce.

La distribution de l'intensité migratoire est très variable selon les communautés (tabl. 7). La part du temps passé en migration dans le cycle de vie est en moyenne de 39 %, ce qui signifie dans tous les cas de longues expériences migratoires.

L'intensité et la temporalité des mobilités résidentielles diffèrent nettement entre les communautés et ce, en fonction de leur localisation dans la zone étudiée. Dans la communauté située la plus au sud, celle de San Juan, la tendance est à une première migration tardive qui donne lieu, ensuite, à une forte fréquence migratoire, mais pour des durées de séjour assez courtes. Une plus faible intensité des événements migratoires mais une durée longue des séjours caractérisent, en revanche, les communautés de la zone Intersalar situées plus au nord, celles de Chilalo, d'Otuyo et, dans une moindre mesure, de Palaya. Dans la communauté située le plus à l'est (Candelaria), à proximité des voies de circulation et de l'axe Uyuni-Oruro, on migre jeune, de façon plus intense et pour des durées relativement courtes. Cette communauté rurale, plus connectée à l'espace régional, est donc celle où la « turbulence » des mobilités résidentielles est la plus marquée. Cette différenciation est importante dans la mesure où les communautés ne s'inscrivent pas toutes de la même manière dans la dynamique de l'essor de la quinoa.

Lorsque l'on considère les différentes tranches d'âge, une différenciation apparaît dans le cas des jeunes générations qui partent plus précocement que leurs aînés et pour des séjours plus courts.

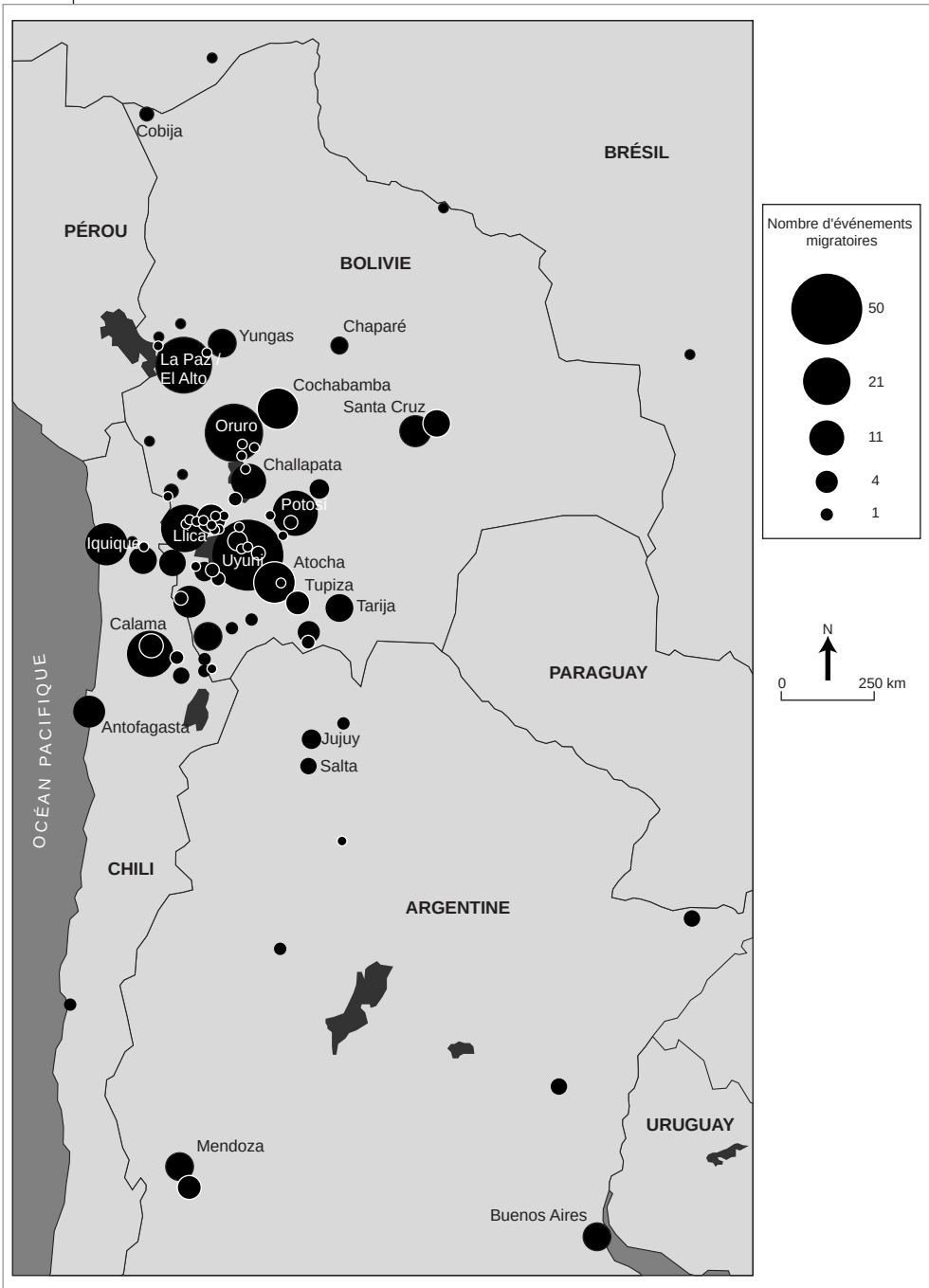
La différenciation des pratiques migratoires selon le sexe souligne l'importance des migrations féminines contrairement au modèle relativement classique des campagnes au Sud.

Les destinations

Aire et échelles de la mobilité résidentielle

L'espace migratoire s'est reconfiguré au fil de l'histoire régionale et nationale, le nombre de destinations, tant urbaines que rurales ayant augmenté jusqu'en 1980, avant de diminuer significativement dans les années 2000 (annexe 5). Les logiques de proximité, et donc le rapport à la distance-temps, déterminent la polarisation migratoire. La majorité des destinations sont régionales, alors que les échelles nationales et internationales en représentent chacune moins d'un quart (fig. 27). L'analyse des trajectoires individuelles montre une faible habitude d'un même lieu de migration au cours du cycle de vie.

À l'échelle régionale, les destinations correspondent aux départements d'Oruro et de Potosí et sont surtout urbaines : Uyuni, Oruro, Potosí et Challapata, ainsi que le centre minier d'Atocha ; Llica est la seule destination rurale relativement fréquentée.

**Figure 27**

Aire et importance des destinations migratoires des 139 individus enquêtés dans cinq communautés de l'Altiplano sud (selon le nombre de citations du lieu entre 1934 et 2008).

Source : enquêtes par entretiens 2007-2008. Élaboration propre en collaboration avec S. Coursière.

Au niveau national, trois destinations urbaines sont dominantes : La Paz et sa ville satellite El Alto, regroupées en un seul pôle, Cochabamba et Santa Cruz. Les destinations rurales ne concernent que quelques individus.

À l'échelle internationale, seuls le Chili et l'Argentine sont significativement représentés. La croissance économique du Chili (plus tardive que celle de l'Argentine) explique la prédominance et l'accélération des départs à partir des années 1990 (HERNÁNDEZ GONZÁLEZ, 1997 ; GAVILÁN VEGA et TAPIA LADINO, 2006). Selon le recensement chilien de 2002, environ 11 000 Boliviens résident au Chili, sans tenir compte des migrants en situation irrégulière. D'abord temporaires et rurales, les migrations et les activités ont changé de nature au fur et à mesure de la croissance et des besoins en main-d'œuvre du pays. Les destinations deviennent alors plus urbaines (Iquique, Calama, Antofagasta). La migration des Boliviens vers l'Argentine est à la fois importante et ancienne. Selon la plupart des estimations, le nombre de résidents de nationalité ou d'origine bolivienne en Argentine serait de plus d'un million. Lors de la phase de forte croissance économique à partir des années 1950, et en raison du développement de l'agriculture intensive dans les régions du nord-ouest, la main-d'œuvre bolivienne, peu coûteuse, était recrutée pour les travaux agricoles sur les exploitations de canne à sucre, de fruits, de tabac (FOUCHER, 1977 ; REBORATTI, 1988 ; CELTON, 1995 ; LLANQUE, 1999 ; HINOJOSA GORDONAVA *et al.*, 2000). Avec l'intensification et la capitalisation des systèmes agricoles argentins à partir des années 1970, seule une minorité de la population de l'Altiplano continuera à partir travailler dans le bâtiment, les ateliers de couture ou les exploitations maraîchères à Buenos Aires. Depuis la crise économique de 2001, l'Argentine n'est plus une destination migratoire significative pour les populations de la région du *salar* d'Uyuni.

La géographie migratoire diffère cependant pour les cinq communautés étudiées en fonction de leur localisation (annexe 6). Le nombre total de destinations citées par communauté, reflet du degré de dispersion des migrants, est fort variable, compris entre 17 à Otuyo et 43 à Candelaria.

Finalement, certains lieux comme Uyuni, Oruro et La Paz/El Alto sont communs à l'espace migratoire régional et national des cinq communautés étudiées. La configuration spatiale de l'aire des destinations obéit aux effets de localisation, de proximité et d'accessibilité des lieux qui sont inscrits, dans certains cas, dans une forte tradition historique, par exemple vers le Chili. Ces spécialisations ou filières migratoires aux échelles locales sont aussi à mettre en relation avec les formes d'insertion professionnelle des migrants dans les lieux de destination.

Un croisement de nos données, avec celles de J. PARNAUDEAU (2006) pour les municipales de Llica, Salinas et Tahua et celles de l'INE (recensement 2001), permet d'avoir une vision plus large et plus complète des polarisations migratoires par grandes zones pour l'ensemble de l'Altiplano sud. Au sein d'une configuration

générale en étoile, les aires migratoires de chaque grande zone de l'Altiplano sud ont chacune leur axe de polarisation préférentielle. Schématiquement, le nord et l'est du *salar* sont orientés vers les villes de l'intérieur de la Bolivie, tandis que la frange frontalière ouest et sud est orientée vers le Chili (depuis les années 2000 pour le sud et plus anciennement pour l'ouest du *salar*).

L'attraction croissante de la ville

Une tendance globale à l'urbanisation des destinations migratoires apparaît. Alors que les destinations rurales constituent presque la moitié des événements migratoires recensés entre 1934 et 1970, elles ne sont plus que 20 % pendant la période 2000-2008. Certaines destinations migratoires ont disparu depuis une dizaine d'années, en particulier les localités minières en Bolivie et au Chili. À l'échelle régionale (départements d'Oruro et de Potosí), la part des migrations vers les centres urbains a augmenté surtout à partir des années 1970. Hors de ces départements, les destinations émergentes en Bolivie à cette même période concernent les capitales départementales (La Paz, Cochabamba, Santa Cruz). En revanche, les destinations rurales hors de la région, comme les Yungas ou le Chaparé, ne sont plus des pôles migratoires, notamment depuis les années 2000. À l'échelle internationale, les villes du Chili deviennent des pôles migratoires surtout depuis les années 1990, alors que la migration vers l'Argentine a eu tendance à diminuer depuis les années 2000.

L'attraction de plus en plus marquée de la ville tient à plusieurs facteurs. Tout d'abord, la croissance urbaine en Bolivie, au Chili ou en Argentine a signifié l'ouverture de nouveaux bassins d'emploi pour les populations de la région du *salar* d'Uyuni. En deuxième lieu, la ville attire les ruraux par le mode de vie et de consommation qu'elle propose. Ce phénomène est généralisé dans tous les pays du Sud lorsque le pays s'urbanise, et il atteint aujourd'hui les zones rurales périphériques de la Bolivie, y compris les espaces marqués par les cultures indigènes aymara et quechua.

Enfin, lorsqu'une filière géographique s'initie, il est fréquent que la migration se diffuse rapidement au sein de la communauté grâce aux réseaux sociaux de parenté, de compérage ou de voisinage. En effet, le choix du lieu de migration n'est pas simplement guidé par l'opportunité d'un emploi, mais aussi par l'activation des réseaux sociaux.

En Bolivie, le tournant se situe dans les années 1950, mais le phénomène s'amplifie à partir des années 1970. Aujourd'hui, les jeunes vont préférentiellement en ville : « Une façon de comprendre ces phénomènes [migrations des jeunes en ville] est de prendre en compte le changement de conception du niveau de vie familial à partir de l'émergence de l'État-nation en 1952. Depuis lors, le niveau

urbain est conçu comme optimal, car considéré comme celui dans lequel la famille dispose de certaines facilités technologiques et peut accéder à l'éducation, à l'épargne et à l'accumulation, etc. Ce changement conduit les individus à estimer que la production agricole sera insuffisante pour atteindre ce modèle » (MADRID LARA, 1998 : 94). De fait, le mode de vie et le statut social des urbains sont plus valorisés que ceux des ruraux⁶⁰. De plus, la ville peut représenter une échappatoire aux pesanteurs de la vie communautaire en milieu rural, où le contrôle social est fort, et offrir une plus grande indépendance individuelle.

Concernant les pratiques individuelles, 12 % des migrants ont une expérience exclusivement rurale et 46 % une expérience exclusivement urbaine. Les autres (42 %) ont combiné au cours de leur trajectoire destinations rurales et urbaines. Une très grande majorité d'individus a donc une expérience migratoire en milieu urbain.

Les trajectoires résidentielles

L'enchaînement des changements de résidence et la durée des séjours se combinent pour dessiner des trajectoires résidentielles individuelles dans lesquelles la communauté d'origine est prise pour point de référence.

Typologie

Quatre types de trajectoires résidentielles ont été identifiés pour les 170 individus enquêtés.

Type 1 : Permanence résidentielle

Des personnes n'ont jamais (jusqu'à la date de l'enquête) quitté leur résidence dans la communauté depuis leur première installation, qu'elles soient nées dans la communauté et n'aient jamais quitté leur résidence dans celle-ci y compris en double résidence⁶¹ – sous-type a. – ou que, nées en dehors de la communauté, venues ensuite s'y installer, elles ne l'aient jamais quittée depuis – sous-type b. Toutes ces personnes sont engagées dans la culture de quinoa.

⁶⁰ À ce propos, M. BEY (1997 : 389) indique pour le Pérou que « le savoir lié à la maîtrise de l'agriculture, qui fondait le pouvoir des anciens, se trouve détrôné par des connaissances livresques et universelles, qui placent la ville au centre du pouvoir. La communauté se trouve désormais en peine de retenir ses jeunes, n'ayant à leur offrir qu'un enseignement de deuxième ordre et, plus tard, des activités paysannes, objet de mépris dès l'école primaire ».

⁶¹ Si la pratique de la double résidence suppose une mobilité résidentielle, nous considérons qu'il ne s'agit pas d'un changement de résidence, mais d'un élargissement de l'espace résidentiel, n'impliquant pas le départ de la communauté.

Type 2 : Migration permanente

Des migrants ne sont jamais revenus résider dans la communauté depuis leur départ. Dans leur grande majorité, ces personnes ne cultivent pas de quinoa dans leur communauté d'origine.

Type 3 : Retour résidentiel unique

Après un ou plusieurs événements migratoires, des personnes sont revenues résider dans leur communauté et n'en sont plus reparties. Le retour a pu avoir lieu après une absence courte de 6 mois à 3 ans – sous-type a. – ou une absence moyenne de 4 à 9 ans – sous-type b. – ou encore après une longue absence de plus de 10 ans – sous-type c.

Type 4 : Alternance résidentielle

Des personnes ont alterné des phases résidentielles dans leur communauté d'origine et plusieurs expériences migratoires, à partir de l'âge de 18 ans. Ces individus ne résidaient pas nécessairement en 2008 dans la communauté (cas de 20 migrants sur 38).

Le tableau 8 montre la répartition des individus par type de trajectoire résidentielle.

Tableau 8
Répartition des 170 individus de l'échantillon par type de trajectoire résidentielle.

Type	Type 1 Permanence résidentielle dans la communauté			Type 2 Migration permanente	Type 3 Retour résidentiel unique				Type 4 Alternance résidentielle
Sous-type	a. Né dans la communauté	b. Né hors communauté	Total	Total	a. Absence 6 mois à 3 ans	b. Absence 4 à 9 ans	c. Absence + 10 ans	Total	Total
Nombre d'individus	21	17	38	22	11	26	35	72	38

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Signification des retours résidentiels

Les trajectoires d'alternances ou de retour unique dans la communauté impliquent des réinstallations dans le lieu d'origine. Ce sont souvent les difficultés économiques et familiales qui guident ces trajectoires et rarement des choix volontaires. Espace refuge, la communauté offre la possibilité de trajectoires flexibles faites d'étapes résidentielles transitoires avec, si nécessaire, des retours très courts.

La logique des retours uniques n'est pas seulement celle d'un retour pour fonder son ménage ou bien celle d'un retour à l'âge de la retraite. Les retours se produisent à tous les âges du cycle de vie et après des temps passés en migration parfois très longs. Ils correspondent à des bifurcations dans les trajectoires de vie (CHAXEL, 2007). Il y a quelques années, certains individus de ce type auraient été classés dans le type « migration permanente ». Ces retours montrent bien le caractère potentiellement réversible de tout phénomène migratoire. Par ailleurs, il n'est pas exclu que certaines personnes classées dans le type « retour résidentiel unique » puissent relever, dans l'avenir, du type « alternance résidentielle ».

Le retour résidentiel dans la communauté suppose d'y avoir des perspectives de revenus suffisants et un réseau social actif qui soutienne la nouvelle insertion et autorise l'accès aux ressources locales⁶². Dans ce cas, la terre comme outil de travail est généralement déjà acquise par héritage, les possibilités d'obtenir des revenus par la culture de la quinoa constituant alors une opportunité salvatrice. Ce phénomène constitue l'une des conséquences les plus remarquables de l'essor de la quinoa.

La double résidence

Si les situations de mono-résidence sont majoritaires dans les communautés, de nombreuses personnes ont eu ou ont encore aujourd'hui plusieurs résidences entre lesquelles elles circulent au cours de l'année⁶³. Les cas de double résidence existent dans tous les types de trajectoires résidentielles préalablement présentés.

La majorité des doubles résidences se pratiquent à l'échelle de l'hyper-proximité et de la région, ce qui répond aux contraintes pratiques évidentes d'une circulation répétitive. Mais la relative importance des doubles résidences à l'échelle nationale et internationale interpelle : la distance n'est pas forcément un obstacle à la circulation. Autre fait d'importance : dans de très nombreux cas, les installations en double résidence se produisent en fin de trajectoire, c'est-à-dire depuis une période récente. L'essor de la quinoa s'est traduit par deux cas distincts d'élargissement de l'espace résidentiel. Le premier concerne des retours résidentiels dans la communauté, pratique que l'on peut qualifier de « semi-retour ». L'autre est celui des individus installés dans la communauté qui élargissent leur espace résidentiel vers un autre lieu.

Les situations de double résidence ne prennent pas la même intensité ni les mêmes configurations spatiales dans les cinq communautés. La proportion

⁶² Exception faite des cas de retour pour obligation familiale qui impliquent que le migrant vive avec le soutien économique de ses parents qu'il est venu aider.

⁶³ Ne sont considérés ici que les cas de double résidence incluant la communauté.

d'individus ayant pratiqué la double résidence se situe généralement entre 20 et 30 %, sauf à Palaya où elle s'élève à 62 %. La singularité de cette communauté s'explique par sa proximité au bourg de Llica et le fort taux de professeurs qui exercent dans les environs et pratiquent la double résidence.

La double résidence d'hyper-proximité domine à San Juan et Palaya : on dédouble sa résidence dans des localités rurales proches ou dans les centres miniers. À Otuyo et Chilalo, la double résidence intégrait auparavant les espaces miniers de proximité, tandis qu'actuellement elles associent plutôt les capitales départementales, parfois lointaines (Oruro, La Paz). À Candelaria, plus proche des axes de circulation, les configurations spatiales de double résidence sont, en revanche, bien plus diversifiées (Uyuni, Challapata, Potosí, Cochabamba, Oruro).

En conclusion, il apparaît qu'il n'y a pas de modèle (ou d'ordre) dans la succession des lieux résidentiels au cours des trajectoires. Par ailleurs, le phénomène de retour résidentiel dans les communautés après des migrations longues, que l'on aurait pu croire définitives, est caractéristique de ces trajectoires en boucle. Ces systèmes résidentiels, où le lien à la communauté joue un rôle majeur mais selon diverses modalités de circulation, de combinaison et de retours résidentiels, s'articulent bien à la dynamique de la quinoa, territorialement ancrée dans l'espace communautaire, mais n'exigeant pas une présence continue des producteurs.

Mobilités professionnelles et essor de la quinoa

Les mobilités spatiales des populations de l'Altiplano sud sont surtout liées à la recherche de travail et de revenus. Trajectoires résidentielles et trajectoires professionnelles sont ainsi étroitement interdépendantes.

Les activités professionnelles exercées sur les lieux de migration (à distinguer des activités saisonnières qui n'impliquent pas de changement de résidence) sont diversifiées : l'agriculture et la mine pour le secteur primaire ; le bâtiment, l'artisanat et le textile pour le secondaire. Le secteur tertiaire comprend le commerce, la restauration, le service domestique, le transport, l'administration, la santé, la scolarisation ou les études et l'armée. Le statut professionnel est également variable : *salariat informel* sans contrat et non déclaré, journalier, hebdomadaire, mensuel ou annuel ; *fonctionnaire et assimilé* pour lesquels les salariés ont des contrats et des emplois stables et enfin *indépendant* qui regroupe les individus qui travaillent pour leur propre compte⁶⁴.

⁶⁴ La trajectoire de mobilité professionnelle enregistre les changements de secteur d'activité et de statut, mais pas les changements d'employeurs.

Un large panel d'activités

Le tableau 9 restitue les activités professionnelles ou autres (scolarisation ou études, service militaire) citées par les migrants sur leur lieu de migration, ainsi que le pourcentage d'hommes et de femmes qui les ont pratiquées. Les activités citées correspondent à des événements migratoires survenus entre 1939 et 2008.

Tableau 9

Activités professionnelles exercées au cours de la trajectoire migratoire (par sexe, en % du nombre total de migrants).

Secteurs	Branches	Activités	% d'hommes ayant cité l'activité	% de femmes ayant cité l'activité
Secteur I	Agriculture	Salariat informel (ouvrier agricole, bûcheron)	31,0	5,8
		Indépendant (exploitant agricole, tractoriste)	10,3	13,5
	Mine	Salariat informel (mineur)	43,7	0,0
Secteur II	Bâtiment	Salariat informel (maçon, charpentier, électricien)	28,7	0,0
		Indépendant (contremaître, charpentier)	5,7	0,0
	Textile et Artisanat	Salariat informel (employé couturier, employé dans fabrique de meubles, fabrique de briques, usine de transformation de quinoa)	14,9	11,5
		Indépendant (couturier, fabrique de gâteau, musicien)	2,3	1,9
Secteur III	Commerce et restauration	Salariat informel (employé épicerie générale, quincaillerie, gardien d'entreprise, employé de restaurant)	13,7	9,6
		Indépendant (commerce alimentaire dans la rue, commerce de vêtements, restaurant)	13,8	36,5
	Service automobile et transport	Salariat informel (mécanicien, soudeur, chauffeur de minibus, chauffeur de poids lourds pour les mines, employé chemin de fer)	10,1	0,0
		Indépendant (garage mécanique générale, atelier de carrosserie, atelier de soudure, propriétaire et chauffeur de minibus ou bus)	3,6	0,0
	Service domestique	Salariat informel (employée domestique de jour, employée domestique de jour et nuit)	0,0	50,0
	Administration	Fonctionnaire et assimilé (infirmier, professeur rural, professeur en institut, policier, employé administratif)	16,0	0,0
	Scolarisation ou études	Scolarisation (école primaire, collège, lycée)	26,4	21,2
		Études supérieures (post-baccalauréat ou baccalauréat technique dans un établissement pour adultes)	17,2	7,7
	Armée	Service militaire	39,1	0,0

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Les hommes déclarent avoir travaillé principalement en salariat informel dans les mines, l'agriculture et le bâtiment. Quant aux femmes, qui participent depuis les années 1970 à l'obtention de revenus des ménages, la moitié ont été employées comme domestiques au cours de leur vie⁶⁵ et un tiers ont eu un commerce ou un restaurant à leur propre compte. Suivant leur communauté d'origine, les migrants montrent une prédilection pour certaines activités⁶⁶ : professorat rural pour les hommes de Palaya, commerce et restauration pour les femmes ; mineurs, employés agricoles et maçons à Candelaria ; maçons et commerçantes à Chilalo ; transport et commerce pour les hommes d'Otuyo et commerce pour leurs femmes ; mineurs et employées domestiques à San Juan. Il est vraisemblable qu'au-delà de la proximité géographique, l'existence de réseaux intracommunautaires, familiaux et de parenté élargie, ainsi que le mimétisme, expliquent ces spécialisations.

Au cours des cinquante dernières années, les lieux de migration et les formes d'insertion dans le marché de l'emploi ont fortement évolué. Alors que les migrations dans un but scolaire ou d'études sont stables et concernent 10 à 25 % des individus, les activités se sont réorientées du secteur primaire vers le tertiaire qui est devenu prédominant à partir des années 1970⁶⁷. Le secteur secondaire, au plus bas dans les années 1970, a pris une importance croissante et représente plus de 20 % dans les années 2000. Les migrants soulignent que la pénibilité du travail sur les lieux de migration diminue avec la tendance à la tertiarisation des activités. Le salariat informel, indice d'une forte précarité, représente toujours la majorité des emplois, la proportion des fonctionnaires et assimilés restant inférieure à 10 %. En revanche, les indépendants atteignent 40 % dans les années 2000. Bien qu'il soit difficile de le vérifier, la hausse du nombre des travailleurs indépendants peut traduire une amélioration des conditions de travail, une certaine ascension sociale et probablement de meilleurs revenus. En résumé, durant cette période, les activités pratiquées en migration se diversifient, sans qu'aucune ne disparaisse.

Pour les jeunes générations de migrants, les conditions d'emploi sont souvent très précaires et le travail peu rémunéré. Au bas de l'échelle, on trouve en effet les emplois des jeunes qui, souvent, partent chez un parent pour une première expérience migratoire. Ce que signale T. LOCOH (1991 : 283) pour l'Afrique est également valable pour la Bolivie : « bien souvent le migrant, s'il est jeune et peu

⁶⁵ Employées de jour (*cama afuera*) ou vivant chez leur employeur (*cama adentro*).

⁶⁶ Voir en annexe 7 le détail des activités par communauté et par sexe.

⁶⁷ Si l'activité minière était prépondérante entre 1930 à 1970, elle devient très secondaire à partir de 1985 au moment de la privatisation d'une grande partie des mines du pays. L'emploi agricole a également tenu une place importante jusque dans les années 1970, alors qu'il n'est plus très significatif aujourd'hui. On trouve peu d'agriculteurs indépendants sur les lieux de migration, ce qui signifie que les populations de l'Altiplano sud ne se sont guère engagées dans la colonisation agricole des terres basses dans le pays.

formé, deviendra une aide-familiale ou l'apprenti de celui qui l'héberge, statut précaire où, pour le prix de l'hébergement, on est corvéable à merci. Les filles sont particulièrement destinées à ce statut ». Les jeunes filles des communautés de l'Altiplano sud, qui partent comme employées domestiques chez une tante ou une marraine, se trouvent précisément dans cette situation, ainsi que les garçons qui travaillent comme aide maçon chez un oncle ou un cousin. Leur salaire est symbolique mais, en compensation, ils ont parfois la possibilité d'étudier ou de se former à un métier.

Le salaire minimum en Bolivie, en 2007, était d'environ 50 € par mois pour un travail non qualifié et déclaré, supposant des conditions et un temps de travail réglementaires. Mais la plupart des activités pratiquées sur les lieux de migration ne sont pas déclarées, et si les migrants se considèrent souvent comme des travailleurs *journaliers*, assumant ainsi des conditions précaires et pénibles, c'est parce que les gains d'un travail non déclaré sont souvent plus élevés. Pour les adultes, le salaire d'un maçon ou de tout autre travailleur non qualifié est de 2 à 5 €/jour (soit 50 à 125 €/mois). Les conditions de travail sont variables, certains sont logés et nourris. En revanche, ceux qui sont embauchés dans de grandes entreprises (en général, des entreprises étrangères), reçoivent un salaire plus élevé. Souvent, monter sa petite entreprise, que ce soit dans le commerce, la mécanique ou le bâtiment, reste l'activité la plus rémunératrice, même si elle n'est pas toujours régulière. Enfin, le salaire d'un professeur rural se situe autour de 200-250 €/mois, ce qui est supérieur au salaire d'un ouvrier, mais inférieur à celui d'un entrepreneur. Les enseignants, qui bénéficient pourtant d'une retraite et de certains bonus, ont la plupart du temps une autre activité en dehors de l'éducation.

Les mêmes emplois à l'étranger sont bien mieux payés : une employée domestique à La Paz gagne 45 €/mois contre 110-120 € au Chili ; un entrepreneur dans le bâtiment peut gagner entre 650 et 800 €/mois en Bolivie contre 1 200 à 2 000 € en Argentine ou au Chili. Ce différentiel de salaire attractif s'accompagne cependant de difficultés de vie. En effet, la plupart des Boliviens au Chili migrent avec des visas de touristes valables pour trois mois ne donnant pas le droit d'exercer une activité professionnelle, et leur migration se prolonge bien souvent après l'expiration du visa. N'ayant pas de statut légal, ils travaillent donc sans contrat et sont souvent surexploités.

Des trajectoires marquées par la poly-activité

Définie comme étant la succession d'activités différentes au cours de la vie, la poly-activité est largement pratiquée par les migrants de l'Altiplano sud (tabl. 10).

Tableau 10

Nombre d'activités exercées sur les lieux de migration
(en %, par sexe, sur un total de 139 individus).

Nombre d'activités exercées au cours de la trajectoire migratoire	Hommes	Femmes	Total
0	3,4	15,4	7,9
1	18,4	44,2	28,1
2	24,1	28,8	25,9
3	33,3	9,6	24,5
4	13,8	1,9	9,4
5 à 8	6,9	0,0	4,3

NB : les migrants ne déclarant pas d'activité sont des femmes au foyer, des individus à la retraite ou des enfants scolarisés sur leur lieu de migration.
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Les hommes sont polyvalents avec une prédominance pour des emplois non qualifiés : mineurs, maçons, agriculteurs, salariés dans des fabriques artisanales... Les femmes assurent le travail domestique au foyer, tout en étant employées de maison ou commerçantes.

La différenciation par le genre est particulièrement marquée puisque 40 % seulement des femmes ont été poly-actives sur leur lieu de migration contre 80 % des hommes. Au contraire, aucune différenciation n'apparaît clairement liée à l'âge et nous n'avons pas pu déterminer d'activités de jeunesse. Il n'y a pas non plus de « logique biographique d'activités », même si l'on rencontre plus de travailleurs indépendants en fin de cycle de vie qu'en début.

La poly-activité des migrants, norme dans cette région de Bolivie, reflète une grande capacité d'adaptation aux conditions et opportunités migratoires, dimension corollaire d'une forte instabilité et précarité des migrants dans leur quête d'alternatives économiques.

Les nouveaux visages de la pluri-activité

Une personne est dite pluri-active lorsqu'elle combine plusieurs activités et sources de revenus au cours de l'année, sans que cela implique nécessairement un changement résidentiel. La pluri-activité peut se déployer sur place, au sein même des communautés rurales ou bien à l'extérieur, entraînant alors des circulations fréquentes et répétitives, pour des durées d'absences relativement courtes (de quelques jours à quelques mois).

Jusque dans les années 1980, l'agriculture procurait très peu d'excédents et la commercialisation des produits agricoles était marginale dans cette région. Dans ce contexte, comme dans la plupart des campagnes du Sud, la pluri-activité est une pratique de longue date, ancrée dans la vie quotidienne des familles. Il était banal que l'homme parte chaque année temporairement travailler dans les mines ou dans une oasis agricole du Chili, en particulier les années de mauvaise récolte. Depuis l'essor de la quinoa, la pluri-activité s'est maintenue dans les campagnes de l'Altiplano sud. Selon une enquête de 2006 dans 12 communautés de la zone Intersalar (PARNAUDEAU, 2006 ; ROBIN, 2006), la grande majorité des familles qui pratiquent l'activité agricole combinent plusieurs activités à différentes échelles. Nos entretiens confirment cette tendance : la pluri-activité des résidents permanents subsiste, mais prend un nouveau visage. En effet, globalement, la vente de la quinoa est très rémunératrice et les superficies cultivées sont plus importantes. Cependant, les conditions climatiques rendent les rendements toujours aléatoires et, du fait des inégalités d'accès au foncier à l'intérieur des communautés, certaines familles n'ont que très peu augmenté leurs superficies cultivées.

La pratique de la pluri-activité concerne avant tout les hommes⁶⁸ : maçon, tracteuriste ou accueil touristique dans la communauté ; maçon, saisonnier agricole en dehors de la région. Effectuée dans un rayon plus large, elle suppose une circulation saisonnière de travail. Celle-ci est entendue comme une mobilité plus ou moins régulière qui s'opère aux mêmes périodes de l'année, avec une durée d'absence variant de trois jours à six mois par an.

Chaque communauté a ses lieux de travail saisonnier de prédilection qui ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de la mobilité résidentielle. Les habitants des communautés frontalières (Palaya, San Juan) partent travailler au Chili, alors que ceux qui « regardent » plus vers l'intérieur de la Bolivie (Chilalo, Otuyo, Candelaria) se dirigent vers les villes de l'intérieur, même si le Chili est attractif comme destination pour les jeunes de toute la région.

Les circulations saisonnières de travail sont généralement conjoncturelles, puisque les populations « sortent travailler » pour une saison, selon les besoins. Mais dans certains cas, la circularité est installée et récurrente : les personnes exercent chaque année, selon le même calendrier, diverses activités en divers lieux.

Les rythmes de circulation dépendent essentiellement de l'activité agricole développée dans la communauté et avant tout des nécessités de la culture de quinoa, cependant d'autres facteurs peuvent être déterminants. Par exemple, le rythme de la migration saisonnière au Chili est généralement trimestriel, lié à la durée de validité du visa touristique auquel ont recours la très grande majorité des migrants.

⁶⁸ Les femmes sont largement occupées sur l'exploitation agricole, notamment pour le gardiennage des animaux et elles restent, par ailleurs, les gardiennes des lieux en l'absence des autres membres du foyer.

Deux exemples de circularité sont assez représentatifs de l'ensemble de la zone. La première circularité est permanente et la seconde conjoncturelle.

Le premier concerne Filemón. Après avoir passé une grande partie de sa vie en Argentine, Filemón s'installe en 2003 comme agriculteur à San Juan à l'âge de 32 ans. En parallèle, il est contremaître en bâtiment à Uyuni et à Calama (Chili) où il se rend régulièrement. Avec l'argent gagné au Chili, il s'achète un tracteur et exerce le métier de tractoriste dans les environs de San Juan. Il combine au final trois activités au cours de l'année suivant le calendrier indiqué dans la figure 29.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Activités dans la communauté (quinoa)	Surveillance parcelles + contrôle des ravageurs			Récolte et post-récolte					Semis			Surveillance parcelles + contrôle des ravageurs
Activités en dehors de la communauté	Contremaître en bâtiment (Uyuni)						Contremaître en bâtiment (Calama)		Tractoriste dans les environs (semis)			

Figure 28
Calendrier annuel d'activités en 2008 de Filemón, résidant à San Juan.
Source : élaboration propre, entretiens 2008.

Le second exemple est celui de Nicanor, résident en 2008 à Candelaria de Viluyo. En 2003, il s'installe dans la communauté avec toute sa famille, après 14 ans de migrations alternantes (Potosí, Villazón, Poopó, Porco⁶⁹). Les années de mauvaise récolte de quinoa, comme en 2007, Nicanor part avec toute sa famille à Potosí le temps des grandes vacances scolaires (décembre/janvier) (fig. 29). Là, il travaille comme journalier dans la mine alors que sa femme se consacre au commerce de rue. Cette activité à Potosí n'est pas régulière, la famille s'y rend seulement les années où la récolte de quinoa ne procure pas assez de revenus. Sachant que les mois de décembre et janvier correspondent à un creux dans le calendrier agricole de la quinoa, il peut confier son troupeau au frère de sa femme, et ce dernier surveille également ses parcelles. À la différence du cas précédent, qui reflétait une stratégie choisie de cumul de revenus et de capitalisation permise par le nouveau contexte de la quinoa, la logique de pluri-activité de Nicanor correspond à une nécessité. Elle est très clairement une réponse aux aléas climatiques et économiques, selon le modèle traditionnel qui anime ces régions depuis plusieurs décennies.

⁶⁹ Villazón est une ville située à la frontière argentine, Poopó est une mine située entre Oruro et Challapata et Porco est une mine proche de Potosí.

Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Activités dans la communauté (quinoa)		Contrôle des ravageurs		Récolte et post-récolte					Semis			
Activités en dehors de la communauté	Journalier dans la mine (Potosí)											Journalier dans la mine (Potosí)

Figure 29

Calendrier annuel d'activités en 2008 de Nicanor, résidant à Candelaria.

Source : élaboration propre, entretiens 2008.

La pluri-activité concerne également les originaires de la communauté qui résident à l'extérieur. L'essor de la quinoa, en effet, a déclenché un regain d'intérêt pour la communauté chez nombre de migrants, qui y renouent avec l'activité agricole et font, du même coup, des allers et retours entre leur lieu de résidence en ville et leur lieu d'origine, à la campagne.

Ainsi, la pluri-activité regroupe les activités en migration, les activités dans la communauté et les activités saisonnières. Elle peut être conjoncturelle ou structurelle dans les stratégies individuelles, mais les agencements résidentiels et de circulation reposent sur des logiques de complémentarité à l'échelle de la famille nucléaire. Ce phénomène est généralisé. Les familles de la région du *salar* d'Uyuni ont donc des espaces de vie multiples ; elles sont multilocalisées et manifestent une grande capacité à combiner les activités dans le temps et dans l'espace.

Quel modèle migratoire ?

La diversité des systèmes migratoires et de leur évolution, mise en évidence dans les cinq communautés rurales, semble contrecarrer toute tentative de généralisation. Cependant, l'analyse des caractéristiques de la mobilité résidentielle et professionnelle des individus mérite d'être appréhendée de façon plus globale, pour dégager des traits communs ou des similitudes dans les formes et manières de migrer. Existe-t-il des principes communs de la mobilité résidentielle et professionnelle qui constitueraient un modèle régional migratoire ?

Peu de spécialisation géographique et professionnelle

Certaines activités sont liées à la croissance urbaine (construction, commerce) ou à la hausse des niveaux de vie (employées domestiques⁷⁰). De même, le travail dans les mines est déterminé par la localisation de la ressource et sa valorisation sur le marché des matières premières. Mais les niches de travail restent très mouvantes et les individus se déplacent en fonction des opportunités, en milieu rural (mine, agriculture) ou urbain (fabrique, atelier, commerce, restauration, emploi domestique).

Les systèmes de mobilité des populations de la région du *salar* d'Uyuni sont donc fort éloignés de ceux d'autres régions en Bolivie où l'on observe une certaine spécialisation à la fois des destinations et des secteurs d'insertion professionnelle. R. BENENCIA (2004), par exemple, indique que les populations rurales originaires de Potosí travaillent préférentiellement dans l'agriculture comme ouvriers, métayers ou même chefs d'exploitation dans la ceinture horticole de Buenos Aires ou d'autres villes argentines. A. HINOJOSA GORDONAVA *et al.* (2000) montrent que les populations originaires des campagnes de Tarija travaillent dans l'agriculture en milieu rural, de l'autre côté de la frontière, dans le nord-ouest de l'Argentine. G. CORTES (2004), concernant également les migrations vers l'Argentine, met en évidence des effets de couple de lieux et de micro-filières (par communautés rurales) aussi bien dans la région de Cochabamba que de Tupiza.

Dans la région du *salar* d'Uyuni, la spécialisation géographique de la migration est très peu marquée et il est difficile de dégager un modèle de migration selon ce critère. Il est probable que dans cette région soumise plus que d'autres à des conditions difficiles de subsistance, les populations aient diversifié au maximum les champs possibles de la pluri-activité et la polyvalence, de manière que leurs logiques spatiales de migration ne se cantonnent pas aux limites de simples filières collectives. L'accumulation d'expériences individuelles et familiales obéit à des trajectoires aléatoires, où chacun démultiplie ses stratégies socio-spatiales de mobilité, tout en s'appuyant sur les réseaux communautaires.

Migrations et cycle de vie

Jusqu'à 12-13 ans, la mobilité est passive : les enfants suivent leurs parents. Avant les années 1960, l'éducation n'était pas une priorité : les jeunes hommes

⁷⁰ L'activité d'employée domestique peut se pratiquer dans toutes les villes de Bolivie, mais le travail est mieux rémunéré à l'étranger. C'est d'ailleurs une activité qui s'est amplifiée depuis le développement économique des pays frontaliers.

partaient très jeunes travailler dans les mines. Aujourd'hui, tous les enfants vont à l'école, ce qui retarde la date du premier départ en migration économique, mais n'empêche pas le travail saisonnier lors des vacances scolaires, en général chez un parent. En revanche, les femmes, moins scolarisées, partent souvent vers 15 ans.

Après l'école, les enfants ou jeunes adultes deviennent des migrants plus autonomes. La période de célibat apparaît très souvent comme une étape cruciale dans le processus d'apprentissage migratoire. Dans une étude très approfondie sur les populations originaires de l'Altiplano et des vallées résidentes à Santa Cruz, S. BLANCHARD (2007) s'est intéressée aux parcours et aux expériences des jeunes migrantes. Concernant la période de jeune célibat, elle écrit : « Le travail domestique [est] une étape dans les parcours migratoires. Il apparaît en première analyse comme une forme classique d'initiation des jeunes femmes paysannes qui vont travailler en ville loin de leur famille. [...] Il s'agit d'une activité exercée principalement par des jeunes (voire très jeunes) femmes, qui quittent le foyer familial soit pour travailler chez des parents, soit pour prendre une certaine indépendance vis-à-vis de leur famille. [...] En Bolivie, le parallèle masculin de cette forme d'éducation est le service militaire » (*op. cit.*, 2007 : 270). Dans la région du *salar* d'Uyuni, la première migration des hommes se fait après le service militaire et après l'école pour les femmes. À vocation économique (migration de travail) et/ou éducative (migration pour études), elle obéit à une trajectoire complexe, avec plusieurs destinations successives. En général, les jeunes célibataires n'ont pas de résidence fixe. Ils partent en migration dans différents lieux, au gré des opportunités, des réussites ou échecs successifs et ne reviennent dans la communauté que sporadiquement, en général à l'occasion des fêtes. C'est ce que l'on peut appeler « l'errance résidentielle ».

Avant les années 1960, les femmes étaient exclusivement des migrantes passives ; elles suivaient leur mari, soit dans leur communauté où ils fondaient leur ménage, soit sur leur lieu de migration. Aujourd'hui, la migration autonome des femmes tend à se développer : elles partent souvent en migration avant de constituer leur ménage.

Ces migrations « d'initiation » sont souvent décisives pour la suite de la trajectoire de vie de l'individu : le but est soit de consolider une « assise territoriale rurale » (BLANCHARD, 2007), soit de s'installer plus durablement en dehors de la communauté.

La constitution du ménage ou « l'installation » (CORTES, 2000) est un tournant important dans la trajectoire des individus. Traditionnellement, le mariage – ou sinon la mise en concubinage – signifie le départ de la femme de sa communauté et l'installation du nouveau ménage dans celle du mari. Les mariages d'autrefois se contractaient très souvent entre individus du même *ayllu*, mais on assiste actuelle-

ment à l'élargissement de l'espace de nuptialité. Lorsqu'il se produit à la suite d'une rencontre sur leur lieu de migration, cet élargissement signifie souvent l'installation du ménage dans ce même lieu.

Un critère fondamental pour envisager la constitution du ménage dans la communauté est d'avoir accès aux ressources locales (et notamment à la terre) et de pouvoir en retirer un revenu assurant l'autonomie du couple. Les règles traditionnelles de la transmission des terres font que l'homme peut prétendre à des terres dans sa communauté d'origine et peut donc envisager d'y constituer son ménage. En revanche, empêchée d'accéder à la terre, la femme devra quitter sa communauté d'origine, si celle-ci est différente de celle de son mari.

L'extension de la culture de quinoa modifie les trajectoires de mobilité des individus, puisque les communautés tendent à devenir un espace d'installation résidentielle dès la constitution du ménage, ce qui était devenu très rare (sauf à San Juan). La tendance est donc à un rajeunissement de la population de ces campagnes.

La constitution du ménage ne s'accompagne pas pour autant d'un arrêt des migrations et d'une stabilisation résidentielle, ni pour le couple, ni pour les enfants qui suivront. L'élargissement de la famille, à la naissance des enfants, entraîne plutôt une intensification de la circulation de travail, de manière à augmenter les revenus. La phase de consolidation du foyer ne rime pas toujours avec la cohabitation pérenne du couple, car c'est à cette période que se mettent en place des ménages bipolaires (le mari et la femme résident dans deux lieux différents) ou des doubles résidences. De plus, les migrations liées à l'éducation des enfants prennent une importance nouvelle. Comme partout en Bolivie depuis une période récente, un lien fort s'établit entre stratégie migratoire et éducation, qu'il s'agisse du niveau primaire ou du secondaire. La région ne reste pas en marge du développement des infrastructures éducatives, ainsi que de la hausse générale du niveau d'éducation à l'échelle nationale.

Enfin, lorsque les individus n'ont plus d'enfants à charge et qu'ils ont terminé leur vie active, le retour dans la communauté est loin d'être systématique. Les migrations de retour liées à la retraite ne sont pas un phénomène très marqué dans la région.

Un modèle régional de mobilité

Par rapport aux dynamiques migratoires en Bolivie, le modèle de mobilité spatiale des populations de la région du *salar* d'Uyuni semble se distinguer par une aire et des formes singulières.

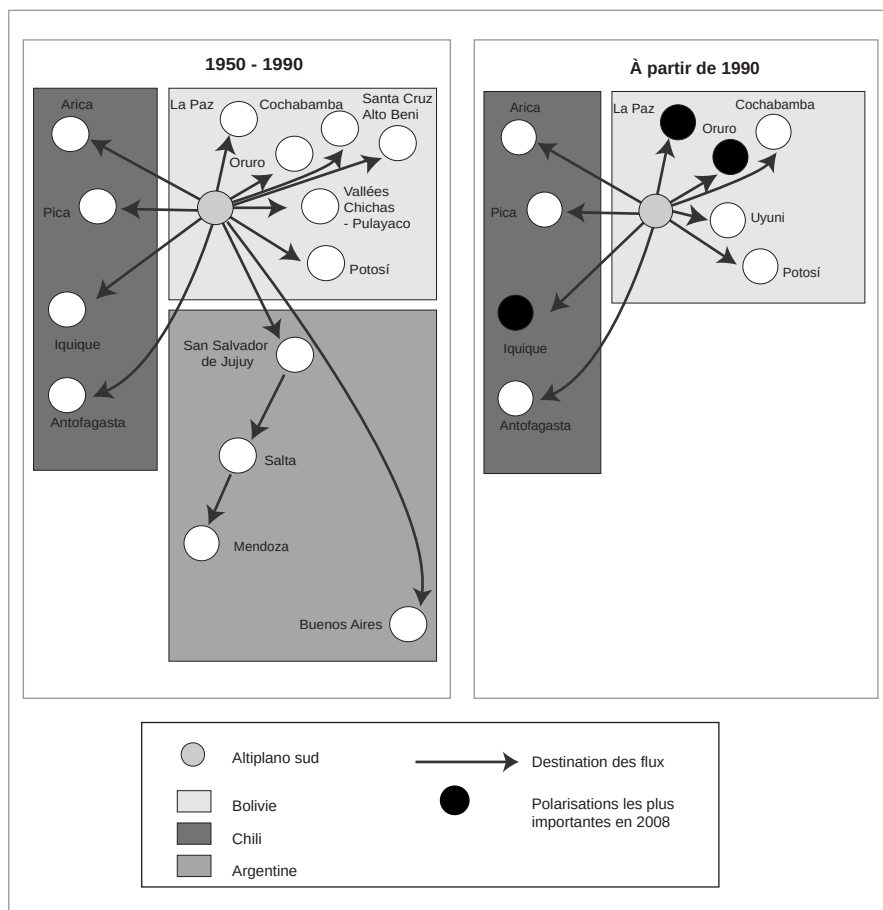


Figure 30
Espace migratoire de la région du *salar* d'Uyuni (1950-2008).

Source : élaboration propre, enquêtes de terrain
en collaboration avec G. Cortes, d'après S. Coursière, 2008.

En premier lieu, ce sont des logiques de proximité, à l'échelle régionale ou transfrontalière, qui guident les polarisations migratoires historiques et actuelles de la région. De sorte que celle-ci est restée en marge de la mondialisation des migrations internationales et des destinations lointaines que sont le Brésil, les États-Unis, l'Europe (l'Espagne, l'Italie), Israël ou le Japon que connaissent d'autres régions de Bolivie, comme celles de La Paz, Cochabamba ou Santa Cruz (CORTES, 2002, 2004 ; BLANCHARD, 2005, 2006 ; DE LA TORRE AVILA, 2006 ; SOUCHAUD et BEANINGER, 2009 ; MARZADRO, 2010). Ces logiques de proximité se retrouvent en revanche dans d'autres zones rurales de Bolivie, comme celle de Tarija frontalière avec l'Argentine (D'ANDREA, 2004 ; DOMENACH

et al., 2007). Ainsi, pour l'Altiplano sud, la ville la plus proche, Uyuni, les capitales départementales du haut plateau (Oruro, La Paz, Potosi) et les sites transfrontaliers ruraux et urbains au Chili (Iquique, notamment) sont les pôles migratoires les plus importants. Avec l'essor de la quinoa, on observe même une rétraction globale de l'espace migratoire et une redistribution des destinations (fig. 30).

La deuxième caractéristique, corollaire de la précédente, concerne ce que l'on peut appeler la polyvalence socio-spatiale des individus. Polyvalence des lieux tout d'abord. Si les migrants de chaque communauté privilégient certaines destinations, il n'y a pas de véritables filières migratoires collectives au sein même des communautés rurales. De même, les destinations successives sont généralement choisies en fonction de la diversité des opportunités de travail parallèlement aux réseaux sociaux. Autrement dit, l'itinéraire migratoire se construit en le poursuivant. Il ne ressort pas de logique collective des lieux : pas de succession de destinations pour tous les individus (ou tout au moins pour une majorité) qui corresponde à des étapes migratoires bien déterminées au fil de leur cycle de vie. Le modèle n'est pas celui de l'apprentissage dans un lieu de destination, puis de consolidation dans un autre. C'est le contraire de ce qu'observent M. VARGAS (1998) à propos de migrants qui commencent par l'agro-industrie en milieu rural avant d'aller en ville ou G. Cortes dans ses travaux sur les migrations rurales des « Cochabambinos » qui partent d'abord en Argentine ou dans les villes boliviennes, avant d'engager une migration plus lointaine aux États-Unis ou en Europe. Polyvalence des activités ensuite. Si l'on détecte certaines niches professionnelles, comme l'agriculture ou le travail domestique au Chili, les activités pratiquées parallèlement à l'agriculture dans la communauté sont remarquablement diversifiées et la correspondance entre logique des lieux et logique de travail est très peu marquée. Il n'y a donc pas de logique communautaire avec un réseau propre, avec sa ou ses filières géographiques, avec une transmission générationnelle des lieux et des activités.

Ce phénomène est, *a priori*, assez paradoxal. On aurait pu supposer que des sociétés « traditionnelles », telles que celles des populations rurales aymaras ou quechuas de l'Altiplano, entretiendraient des attaches fortes avec certains lieux exclusifs. C'est en effet ce qui organisait le modèle du troc auparavant quand, tablant sur les complémentarités de ressources offertes par l'« archipel vertical », chaque communauté entretenait un lien privilégié avec une ou plusieurs autre(s) communauté(s). La polyvalence socio-spatiale des individus, continuellement activée au gré des opportunités économiques, montre qu'aujourd'hui c'est bien la capacité adaptative des logiques et des réseaux sociaux qui guide les trajectoires de mobilité.

Cette double logique de proximité et de polyvalence socio-spatiale s'accompagne, en dernier lieu, d'une forte complémentarité ville-campagne lisible dans les effets d'alternance résidentielle ou de double résidence, mais aussi dans les combinaisons du système d'activité.

Les trajectoires de mobilité par le prisme de l'ancrage

Chapitre 8

Les notions d'espace de vie et d'espace vécu, mais aussi de territorialité, mises en avant par la géographie sociale, aident à appréhender les faits migratoires et la place du lieu d'origine dans les systèmes de mobilité. Si l'espace de vie (COURGEAU, 1975) est entendu comme l'ensemble des lieux fréquentés au quotidien ou plus épisodiquement pour toutes les activités de l'individu, l'espace vécu (FRÉMONT, 1976) fait référence, quant à lui, à l'imaginaire, à la représentation que se font les individus d'un espace, à la manière dont ils se l'approprient et dont ils l'investissent matériellement, mais aussi mentalement. Il s'agit de l'espace de la territorialisation et de l'identification.

Ainsi, les notions de résidence et d'appartenance ne sont pas équivalentes. Le fait de ne pas résider dans un lieu ne remet pas nécessairement en question l'appartenance à ce lieu et, par ailleurs, il ne suffit pas de résider dans un lieu pour « se sentir » de ce lieu. Afin de saisir les dynamiques des territoires ruraux d'origine et les transformations en cours, il convient de prendre en compte les populations actrices du territoire local, quel que soit leur lieu de résidence.

La notion d'ancrage renvoie au lieu qui « fait ressource territoriale » pour l'individu, au lieu de territorialisation, celui qui polarise ses stratégies et son projet de vie, où il investit et s'investit, déploie ses activités, ses relations quotidiennes. Interpréter les trajectoires de mobilité à travers le discours du migrant permet de caractériser son « ancrage », c'est-à-dire ses logiques socio-spatiales de décisions, son identification et sa projection dans l'espace tout au long de sa vie. L'individu ancré dans un lieu peut cependant en partir pour un temps plus ou moins long. De même, on reconnaît la possibilité d'ancrages multiples, c'est-à-dire l'existence d'individus qui se sentent de plusieurs lieux et qui construisent leur territorialité à partir de divers lieux d'activités et de résidence, de plusieurs lieux-ressources. L'ancrage n'est donc ni synonyme de fixité et de sédentarité, ni incompatible avec

l'expérience migratoire et les pratiques de circulation. Il est, de ce fait, indépendant des formes de mobilité (intensité, destination, temporalité, rythme), même s'il peut s'y refléter.

L'analyse se place du point de vue de l'espace rural de l'Altiplano sud à partir duquel se déploient les dynamiques de mobilité et où se joue le devenir des agri-cultures familiales. Les formes d'ancrage, qui sont définies à partir de l'âge adulte⁷¹, sont donc identifiées en référence à la communauté d'origine. On parle d'ancrage (ou de ré-ancrage), lorsque la communauté est le lieu d'identification et de territorialisation de l'individu, et de « dés-ancrage », lorsque la territorialisation de l'individu n'est plus polarisée par la communauté, mais par un ou plusieurs autres lieux. L'ancrage multiple se réfère à une territorialisation qui intègre plusieurs espaces à la fois : la communauté (invariablement) et un autre lieu (qui peut varier au cours de la trajectoire).

La lecture des trajectoires de mobilité au prisme de l'ancrage est ici menée au regard des transformations agricoles liées à la culture de la quinoa. La caractérisation de l'ancrage dépend du degré d'investissement des individus dans l'activité agricole, ainsi que dans la vie sociale de la communauté. Un individu, qui se limite à mettre en culture ses terres (ou qui les fait cultiver), sans que la communauté soit pour lui un lieu d'investissement social et de projection identitaire, ou encore le lieu-référent d'un projet de vie, n'est pas considéré comme étant ancré dans la communauté.

Ancrages permanents et ré-ancrages

Diversité des formes de l'ancrage permanent

Les trajectoires qui traduisent un ancrage permanent concernent ceux qui ne sont jamais partis au sens où ils n'ont jamais « quitté » leur communauté, mais il ne s'agit pas pour autant de personnes qui n'ont pas d'expérience de mobilité, qui ne sont jamais « sorties » de leur communauté. L'ancrage permanent concerne des individus originaires de la communauté pour qui celle-ci a été le seul lieu de référence de leur territorialisation.

⁷¹ On parle d'ancrage tardif pour les personnes qui ne sont pas originaires de la communauté ou bien pour celles qui en sont originaires, mais qui n'y sont pas nées. Les non-originares peuvent être des femmes mariées avec un homme originaire, ou l'inverse. Les originaires peuvent être des individus qui ne sont pas nés dans leur communauté, mais sur le lieu de migration de leurs parents. L'ancrage tardif concerne alors un individu qui est ancré dans la communauté d'origine depuis son mariage ou à l'âge adulte.

Parmi eux, un premier groupe se distingue par le caractère mono-résidentiel de leur trajectoire et la pratique de l'agriculture dans leur communauté. Cependant, on observe très souvent des interruptions pour travailler en dehors de la communauté, notamment lors des mauvaises années agricoles. C'est le cas des anciens ou bien de ménages plus jeunes qui se sont installés dans la communauté dès le début de leur vie d'adulte pour se consacrer à l'activité agricole. Cela concerne des chefs d'exploitation masculins, ou des épouses de ces chefs d'exploitation, dans la mesure où ce sont les hommes qui ont accès à la terre.

Pour la génération des anciens, ces trajectoires s'expliquent par le fait que les possibilités d'emplois à l'extérieur n'étaient pas aussi développées qu'aujourd'hui. Trouvant leur conjoint dans la communauté ou dans les environs, ils ont toujours vécu de l'agriculture et de quelques emplois en dehors. La mobilité de travail, selon un schéma classique, a donc joué un rôle de complément de revenus et de réponse aux aléas climatiques.

« Autrefois il n'y avait pas beaucoup de travail, nous on a toujours vécu ici, vivant de l'agriculture. On est juste partis deux ans à la mine avec ma femme alors que nous étions jeunes mariés, c'était la sécheresse. Quand il a plu à nouveau, nous sommes rentrés et on a passé toute notre vie ici. Nos enfants ont grandi ici et ils sont partis dans leur jeunesse. Deux sont à Salinas et deux à Oruro. Ils viennent pour cultiver la quinoa et nous, on leur rend visite. » (Patricio, Chilalo, 78 ans)

Pour d'autres, plus jeunes, la fixité parfois contrainte a été synonyme de réussite.

« Je suis né à Palaya. J'y ai toujours vécu, sauf pendant deux années où je suis allé à Llica au collège [à 15 km]. Je suis agriculteur depuis que j'ai 15 ans. Au début, j'aidais mes parents à cultiver leurs parcelles. J'en cultivais également qui appartenaient à d'autres membres de la communauté et j'en défrichais chaque année de nouvelles pour moi. Avec l'argent de la quinoa plus un crédit, je me suis acheté un tracteur en 1995 et depuis cette date, je suis tractoriste et j'ai de nombreuses parcelles. Je vis à Palaya avec ma femme et mes jeunes enfants alors que les plus grands sont à Llica, à la Normale où ils étudient pour être professeurs. » (Alejandro, Palaya, 43 ans)

Alejandro est le seul enfant de sa famille qui n'ait pas fait d'études, il reste aujourd'hui dans la communauté pour s'occuper de ses parents. Avec le temps, il a pu capitaliser, investir dans l'activité agricole, mais aussi diversifier ses sources de revenus par l'activité de tractoriste.

Certaines trajectoires, plus complexes, reflètent un système d'activité et de résidence pluri-localisé qui implique une pratique récurrente de mobilité. Les trajectoires des hommes et des femmes ne relèvent pas cependant de la même logique.

Les hommes se consacrent à l'agriculture dans leur communauté tout en ayant eu, voire encore aujourd'hui, d'autres activités et sources de revenus à l'extérieur. Il s'agit donc d'individus pluriactifs et mobiles, mais qui sont restés en permanence ancrés dans leur communauté. L'épouse et les enfants, en revanche, sont

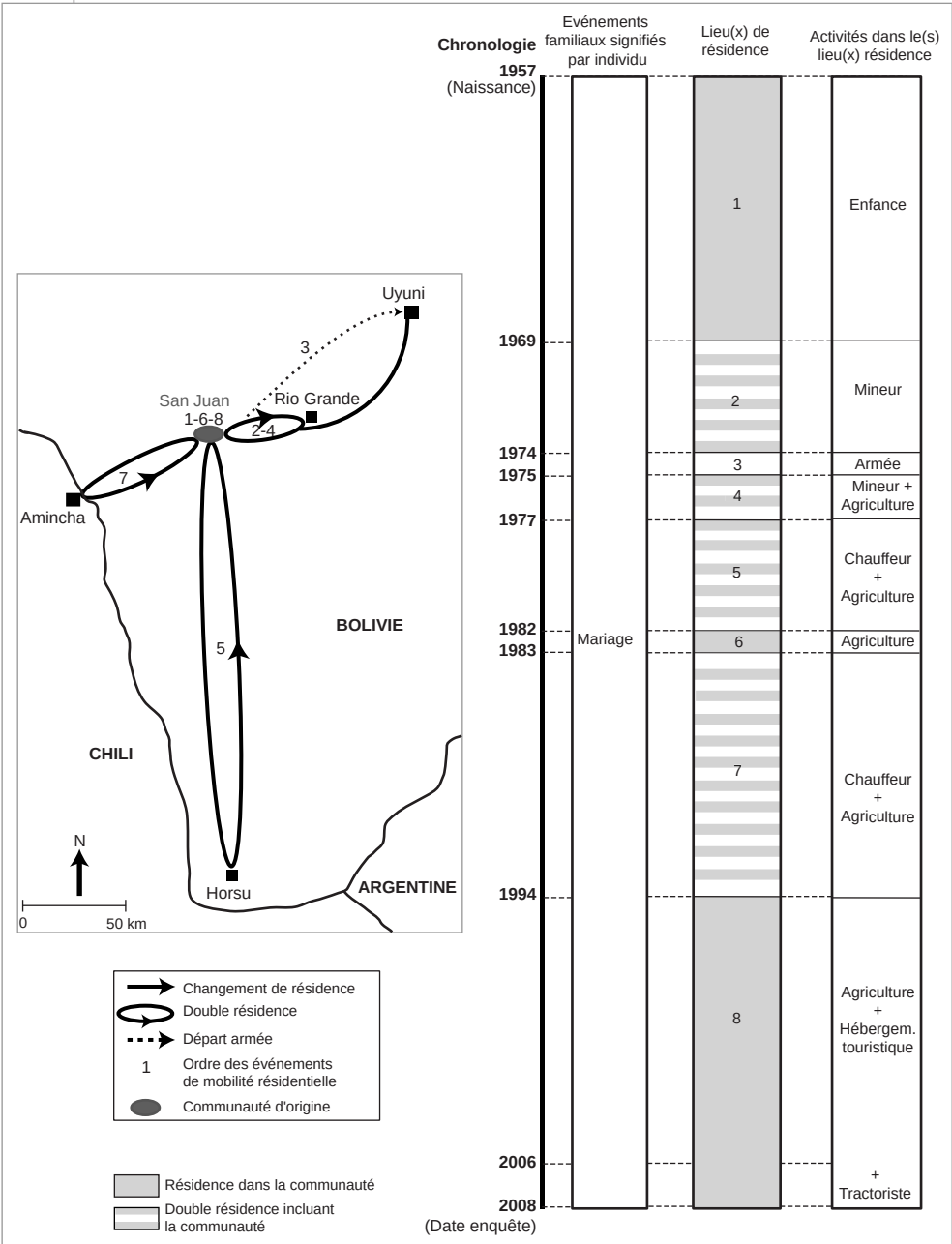


Figure 31
Trajectoire résidentielle et professionnelle de Cristobal, 50 ans,
membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à San Juan.
Source : élaboration propre, entretiens 2007.

généralement peu mobiles. Ce groupe concerne des agriculteurs qui ont également un travail qualifié (professeurs, infirmiers) ou qui travaillent dans les mines proches.

Cristobal (fig. 31)⁷² a toujours vécu en double résidence de proximité. Il est né en 1957 à San Juan où il a passé son enfance entre école et aide aux travaux agricoles sur l'exploitation familiale (culture et élevage). Il effectue son premier départ à 12 ans dans la mine de chaux de Rio Grande à proximité. Il travaille comme ouvrier dans la mine pendant cinq années consécutives : travail d'enfance mal payé, son lieu d'ancrage reste la communauté. Cette phase est interrompue par l'année du service militaire, lorsqu'il a 17 ans, à Uyuni. Après, il revient à Rio Grande dans la mine pour deux années consécutives pendant lesquelles il commence aussi sa propre activité agricole à San Juan sur des terres dont il a hérité : il s'installe alors en double résidence, tout en restant ancré dans sa communauté.

À l'âge de 20 ans (1977), Cristobal décide d'élargir son champ d'activité et, par là même, son espace migratoire. Il part travailler dans la soufrière d'Horsu aux confins sud de la Bolivie, proche des frontières argentine et chilienne, au milieu du désert. Il exerce l'activité de chauffeur et revient tous ses temps de repos à San Juan. Il vit donc en double résidence pendant 5 ans. Puis en 1982, il passe une année entière à San Juan : c'est l'année de son mariage. Il repart l'année suivante dans la mine d'Amincha qui vient d'ouvrir, tandis que sa femme reste à San Juan. Il travaillera à Amincha comme chauffeur de camions, transportant les minerais jusqu'au port chilien d'Antofagasta pendant dix ans, de 1983 à 1993, tout en revenant à San Juan ses jours de repos (45 jours de travail consécutifs et 10 jours de repos). Cristobal maintient ainsi un système de double résidence et de pluri-activité, tandis qu'il agrandit son patrimoine foncier en s'appropriant de nouvelles terres à San Juan. Dans ce dispositif, sa femme joue un rôle fondamental, puisqu'elle est en charge de l'exploitation agricole et de la culture de quinoa. La phase de regroupement familial intervient en 1994 lorsqu'il s'installe « définitivement » à San Juan là où sa famille est toujours restée. Depuis cette date, il n'est plus reparti même temporairement. Cette stabilisation correspond en réalité à une phase de diversification des activités et d'investissement dans sa communauté, puisqu'il construit un hébergement touristique en 1994. Et en 2006, il achète un tracteur.

Au final, Cristobal, comme beaucoup de gens de sa génération, est parti très jeune. L'éducation à cette époque se résumait à l'école primaire. Accumulant plusieurs expériences migratoires à proximité, il n'est en fait jamais vraiment « parti ». Il a couplé, pendant 24 ans, une activité agricole dans la communauté et une activité minière à l'extérieur. La multi-localisation des activités fonde ici le principe d'un ancrage qui dure depuis plus de 25 ans.

Clemente est né en 1975 dans un hameau de la communauté de San Juan. À 6 ans, il est scolarisé à l'école à San Juan, et à 14 ans, il arrête l'école et aide son père sur l'exploitation agricole. À 18 ans, il part au service militaire à Uyuni puis, un an plus tard, il migre à Calama au Chili, chez une tante. Il y reste une année à travailler comme maçon, puis il part à San Pedro de Atacama (petite ville chilienne à la frontière sud-ouest de la Bolivie), car il n'aime pas Calama, ville trop grande à son goût : « À San

⁷² Dans certaines des trajectoires s'insèrent les colonnes « événements familiaux signifiés par l'individu » et « activités hors lieu de résidence » lorsqu'elles sont renseignées.

Pedro, c'est des paysans comme nous, on s'invite ». Clemente est hébergé chez une autre tante. Pendant quatre années, il alterne son temps de vie entre San Pedro de Atacama et San Juan. Au Chili, il travaille d'abord dans l'agriculture, puis dans la construction tandis qu'à San Juan, il cultive les terres dont il a hérité. En 2001 et 2002, il doit assumer des charges pour la communauté, il y reste donc en permanence. De 2003 à 2005, il repart temporairement (3 mois/an) à San Pedro où il travaille comme maçon. Depuis 2006, il ne part plus mais il en a le projet. Il souhaite épargner pour finir de construire sa maison à San Juan.

Clemente est encore célibataire mais, depuis toujours, il se projette et investit à San Juan. Son ancrage est dans sa communauté d'origine. En témoigne la destination de l'argent gagné à l'extérieur : son salaire de maçon lui sert à construire sa propre maison à San Juan et à mettre en culture ses terres pour y produire de la quinoa. Aux dépens de sa mobilité et de ses gains à l'extérieur de la communauté, il s'est également impliqué dans la vie locale en assumant des charges pour la communauté. Malgré le temps passé de l'autre côté de la frontière, Clemente n'a jamais projeté sa vie au Chili. Ainsi, il n'y a jamais régularisé sa situation, ce qui le contraint à y résider dans l'illégalité.

Contrairement aux hommes, les femmes se trouvent confrontées à une contrainte majeure, puisqu'elles ne peuvent pas cultiver dans leur communauté d'origine, n'ayant pas d'accès direct à la terre. Elles partent donc généralement fonder ailleurs leur foyer en suivant leur mari. Cependant, certaines femmes, en particulier les mères célibataires, restent ancrées dans leur communauté sans pratiquer d'activité agricole indépendante. Elles y résident soit de façon totalement sédentaire, soit en pratiquant des circulations de travail dans d'autres lieux. La communauté reste le lieu-référence de leur territorialisation et, très souvent, elles s'occupent de leurs parents résidant dans la communauté.

« Je suis tombée enceinte quand j'avais 16 ans. J'habitais alors chez mes parents et je suis restée ici. Pour pouvoir subvenir aux besoins de ma famille, j'ai dû partir quelques fois à Iquique, je laissais mon enfant à mes parents et je partais trois mois, en dehors de la saison agricole. Ma vie est ici, où j'élève mon enfant. J'aide mes parents pour les tâches agricoles même si je n'ai pas de terres à moi. » (Yolanda, San Juan, 30 ans)

« Nous sommes cinq filles, nous sommes toutes parties dans notre jeunesse à Santa Cruz pour travailler. Moi j'y suis restée trois ans, comme employée domestique. Je suis revenue dans ma communauté à 18 ans, pour m'occuper de mes parents. Je suis revenue enceinte et je suis restée jusqu'aux 5 ans de mon fils. Je suis repartie une autre fois à Santa Cruz pendant deux ans, pour travailler. J'ai dû revenir car c'est moi qui m'occupe de mes parents âgés. Comme nous ne sommes que des filles, c'est ma sœur aînée qui a hérité d'une partie des terres familiales mais comme celle-ci ne vient jamais, elle m'a transmis ses droits. Nous cultivons la quinoa tous en commun avec mes parents. Mes deux enfants vont au collège à Salinas, nous nous relayons avec ma mère pour nous occuper d'eux la semaine. » (Patricia, Otuyo, 45 ans)

L'ancrage permanent concerne toutes les générations. Il témoigne d'une identification et d'un attachement puissant au lieu d'origine. Ces personnes ancrées sont en quelque sorte les « gardiennes » de la communauté, vis-à-vis de l'extérieur

(territorialement), du fonctionnement de l'instance communautaire et d'un certain dynamisme démographique local. À ce titre, les stratégies masculines de double résidence, avec la famille nucléaire dans la communauté, ont pour conséquence une certaine féminisation des communautés.

Certaines formes d'ancrage, fixes, montrent que, même sans recours à la mobilité et à des activités pluri-localisées, la quinoa peut permettre une réussite sociale. Mais nombreux sont aussi ceux qui mettent en place, depuis peu, une double résidence en ville, d'abord pour l'éducation des enfants, ensuite pour la diversification des activités. Petit à petit, ils s'ancrent également dans ce nouvel espace urbain, en alternant leur temps de vie entre les deux lieux de résidence, pratiquant l'activité agricole dans leur communauté et une autre en ville (commerce, par exemple).

Grâce à l'opportunité économique offerte par la quinoa, les « ancrés permanents » seront-ils plus nombreux demain ? La consolidation des conditions de production et de commercialisation de la quinoa (prix de vente, notamment) pourrait avoir une influence majeure sur les trajectoires de vie des populations originaires de la région.

Ré-ancrages et retours dans les communautés

Le ré-ancrage se traduit généralement par un retour résidentiel dans la communauté d'origine, après une période de migration ayant créé une certaine rupture avec elle. Les personnes ont, à un moment donné, réellement quitté leur communauté ; elles n'avaient pas le projet d'y revenir et n'avaient pas déployé nécessairement de stratégies pour y garder un pied. Leur ré-ancrage signifie toujours des changements majeurs dans l'organisation de leur vie. Les motifs de ré-ancrage sont multiples et peuvent se coupler. On distingue les ré-ancrages pour motif agricole (revendiquer des droits d'usage, régler des conflits, profiter d'une opportunité économique) des autres motifs (difficulté/échec en migration, raison familiale).

Pour la plupart, le retour dans les communautés est avant tout un retour à la terre. Différentes motivations peuvent se superposer : récupérer ses parcelles pour ne pas perdre les droits d'usage, régler des conflits sur le foncier familial ou profiter de l'opportunité économique que représente la quinoa.

Raul, 48 ans (fig. 32), est né dans le hameau de Mulasi de la communauté de Candelaria. Il va à l'école au centre de la communauté (10 km à pied) puis, pour le collège, il part à Potosí. Il obtient son bac en 1979 et part travailler comme mineur dans la mine de Totoral. Le service militaire l'appelle en 1981, à Potosí. Après cette étape, il fait des études supérieures à l'école polytechnique de Potosí. Sans terminer son cursus, il part pour la mine aurifère de Tipuani où il travaillera trois années, pour faire ensuite du commerce à Coroico durant une année. En 1990, son père l'informe qu'il est en conflit sur ses terres avec les voisins. Raul revient donc à Mulasi, ainsi que ses deux autres

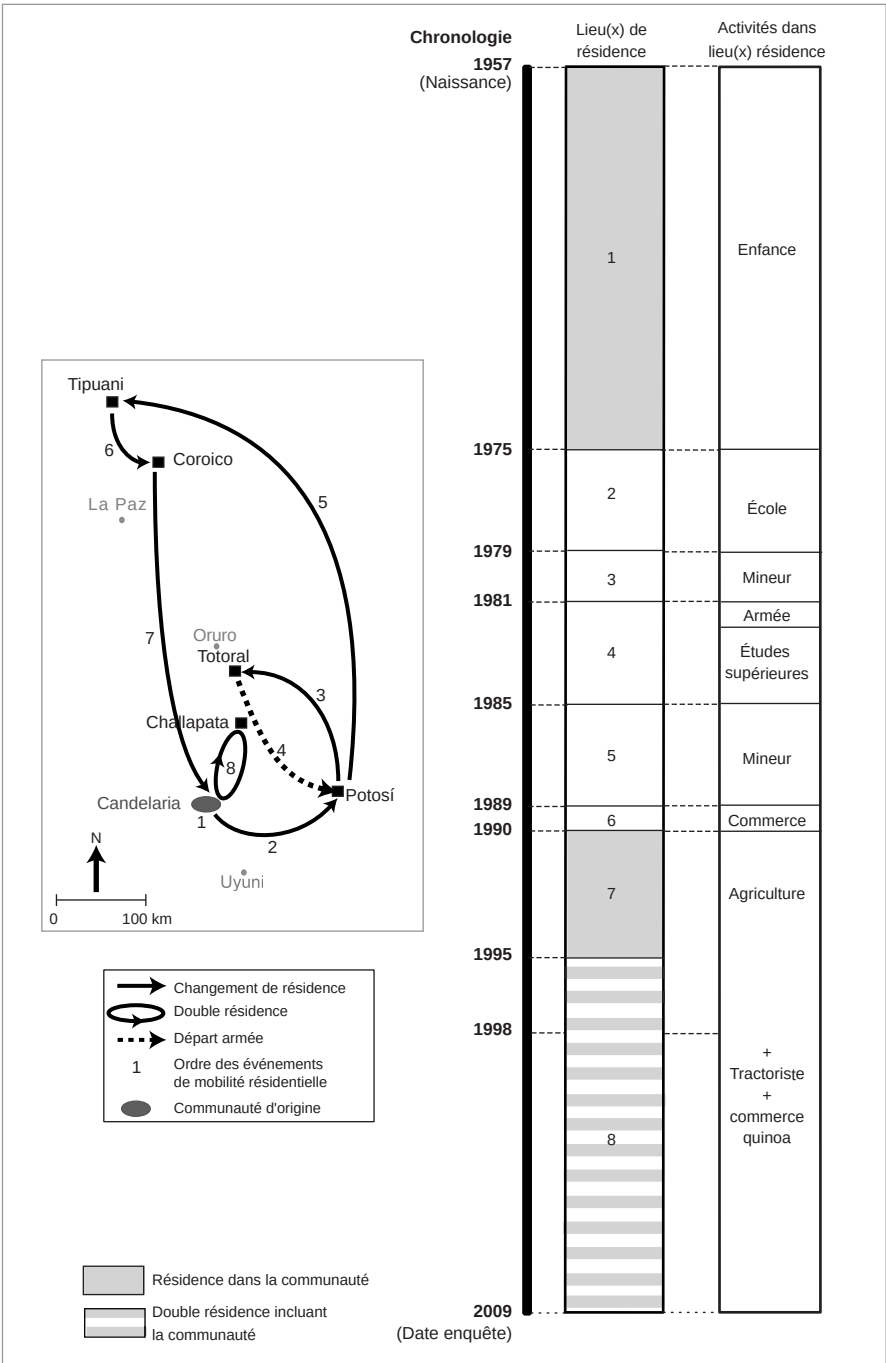


Figure 32
Trajectoire résidentielle et professionnelle de Raul, 48 ans, membre de la communauté de Candelaria, résidant en 2008 à Candelaria et Challapata.
Source : élaboration propre, entretiens 2008.

frères. Il va y rester jusqu'en 1994, à plein temps, pour aider son père et ses oncles à la culture de quinoa. Depuis 1995, il vit en alternance entre Candelaria et Challapata où ses enfants vont à l'école. En 1998, il fonde une entreprise familiale avec ses frères et son père : ils achètent un tracteur ainsi qu'un camion pour le transport de quinoa. Depuis lors, il est à la fois producteur, tractoriste et commerçant de quinoa.

Raul a ainsi vécu dans divers lieux, enchaînant les migrations de jeunesse. Alors qu'il n'avait pas vraiment encore de lieu d'ancrage, il revient dans la communauté suite à un problème sur les terres familiales. Il s'y insère pour se consacrer à la quinoa et fonde son ménage. Mais l'éducation des enfants entraîne le maintien d'une pluri-résidence, comme de plusieurs lieux de territorialisation et d'ancrage.

La trajectoire de Juan constitue un cas intéressant, car il s'agit d'un ré-ancrage qui intervient tardivement dans sa vie, lié à l'opportunité de la quinoa.

Juan est devenu membre de la communauté d'Otuyo en 2002. Il est né à San Pablo de Napa (soufrière à la frontière chilienne) et à l'âge de 3 ans, il part avec sa mère à Ancoyo (proche de Salinas), communauté d'origine de son père qui ne l'a pas reconnu. Il y grandit, élevé par des parents adoptifs, jusqu'aux années de collège. À 17 ans, il part à Salinas pour apprendre le métier de couturier dans l'établissement technique du CETHA. Juste après l'obtention de son diplôme en 1991, il fait son service militaire à Challapata où il reste ensuite pendant quatre ans pour y faire du commerce. Avec sa femme, il entreprend alors sa première migration en Argentine : d'abord à Mendoza où ils ont de la famille, puis à Buenos Aires où il travaillera toujours dans la couture. Leur séjour durera cinq ans en Argentine. À leur retour en Bolivie, ils s'installent à Challapata pour faire du commerce de légumes et de viande produits à Salinas, mais la concurrence est rude et le commerce difficile. En 2002, une tante lui propose de récupérer les terres qu'elle détient à Otuyo, car c'est son seul héritier potentiel. Il accepte et, depuis, Juan et sa femme vivent de la culture de quinoa parallèlement à leur activité de commerce qu'ils poursuivent à Challapata.

Le retour à l'agriculture n'est pas toujours le seul motif des ré-ancrages. Certaines trajectoires sont liées à des échecs ou des difficultés en migration.

Juana est née à San Juan, elle part à l'âge de 13 ans à Antofagasta travailler comme employée domestique chez la fille de sa voisine. Après cinq années de service, et à la suite d'un incident chez ses employeurs, elle part à Calama pour le même type d'emploi après un bref retour dans sa communauté. Elle se met alors en ménage avec un chilien et aura trois filles. Juana restera au total vingt ans à Calama. Elle a toujours vécu au Chili en situation irrégulière puisque sans papier ; et ses deux dernières filles n'ont pas d'acte de naissance. Sa situation d'illégalité se solde par une expulsion du territoire chilien en 2006. Elle quitte donc définitivement le Chili et rentre en Bolivie, à San Juan, après 25 ans d'expérience migratoire continue. Depuis, elle est accueillie et entretenue par sa mère à San Juan en échange de sa participation aux travaux agricoles (quinoa et élevage).

Au final, l'analyse des logiques sociales du retour et du ré-ancrage dans les communautés rurales de l'Altiplano sud montre un processus de « re-territorialisation » et de renouement des liens à la terre. C'est là un effet majeur de l'essor de

la quinoa. Celui-ci a constitué, pour certaines familles, un puissant levier de reconfiguration de leur système d'activité avec, parfois, le développement de la pluri-activité et d'une véritable logique entrepreneuriale autour de la culture de la quinoa.

La volonté de retour à l'agriculture apparaît comme un motif fréquent dans les discours des populations locales, mais le ré-ancrage coïncide toujours avec d'autres motivations d'ordre familial et personnel, y compris avec des facteurs conjoncturels extérieurs. Après un échec en migration (ou un contexte de crise), le retour n'est pas l'unique option puisque nombreux sont ceux qui, après la crise argentine, ne sont pas revenus et ont continué leur parcours migratoire. La situation bolivienne en 1985, avec la fermeture des mines publiques, témoigne de processus similaires. Certains ont continué leurs parcours tandis que d'autres se sont repliés dans leur communauté, qui reste donc un espace de refuge en cas d'échec de la migration. Mais l'essor de la quinoa a fait que beaucoup de migrants, revenus pour des raisons conjoncturelles, ont fini par rester dans leur communauté. Les ré-ancrages résultent également d'incitations liées aux formes d'organisation collective des communautés elles-mêmes. Les retours s'inscrivent en effet dans un système d'injonction des communautés qui, dans un nouveau contexte où la terre est précieuse et disputée, « rappellent à l'ordre » ceux qui ont des droits d'usage des ressources locales.

Le ré-ancrage semble ouvrir des perspectives de reprise démographique sur le territoire de l'Altiplano sud. Ainsi, l'opportunité économique que représente aujourd'hui la culture de quinoa, et les perspectives de revenus qu'elle promet, exercent une attraction nouvelle, susceptible – au moins pour un temps ? – de « fixer » la population dans cette zone qui est la première région exportatrice de quinoa au monde.

Dés-ancrages, mais sans perte des liens

Le dés-ancrage correspond au fait de quitter la communauté, de partir, sans que le caractère « définitif » de la migration ne soit pour autant nécessairement formulé au moment du départ. Certains hommes sont partis pour une première expérience migratoire et ont choisi finalement de s'installer ailleurs. D'autres sont partis dans les mines, puis se sont réinstallés en milieu urbain au moment de la relocalisation (1986). Appartiennent également à ce groupe toutes les femmes parties en migration et qui ont fondé leur ménage sur le lieu de migration.

Le dés-ancrage ne signifie pas nécessairement une rupture complète avec la communauté, des liens peuvent se maintenir au plan identitaire et affectif, se

traduisant par des retours ponctuels pour les fêtes par exemple, ou au plan productif lorsque le migrant est impliqué de loin dans l'activité agricole et la culture de quinoa. Au contraire de ceux qui se ré-ancrent, ces migrants ne s'investissent pas réellement dans la communauté.

« On est partis de la communauté car il n'y avait pas assez de production, la quinoa ne valait rien, il n'y avait pas de futur. Avec ma femme, on est partis à la mine. Les conditions étaient bonnes : les enfants allaient à l'école et moi, j'étais bien payé. À la mine, on a été plusieurs familles d'Otuyo à partir. Quand la mine a fermé [en 1985], on s'est installés à Oruro et avec la prime de relocalisation, on a acheté un petit commerce. On avait régulièrement des nouvelles de ceux de la communauté et nous allions de temps en temps à la fête. La situation s'est améliorée il y a peu de temps avec le bon prix de la quinoa. Cultiver ? Non, on est trop vieux, c'est aux enfants maintenant. » (Manuel, Otuyo, 50 ans)

« À Chilalo, quand on est une famille nombreuse, il y a trop de peu de terres à cultiver. Moi, je suis parti à 15 ans de Chilalo, je suis allé un peu partout en Bolivie pour chercher une vie meilleure. J'ai travaillé dans tout et puis je me suis marié avec une femme de La Paz. On est partis en Argentine, chez un de ses frères. Là-bas, nous avons un gros commerce. Après vingt ans sans être revenu, je viens cette année à la fête de Salinas mais je ne compte pas cultiver, on est trop loin. » (Claudio, Chilalo, 55 ans)

Alfonso est originaire de San Juan, il a 38 ans (fig. 33). Il a quitté sa communauté il y a plusieurs années, mais en 2006 il décide de s'en rapprocher. Après une enfance passée à San Juan, sa communauté d'origine et de naissance, Alfonso part à Uyuni pour le collège pendant 6 ans. Il fait son service militaire en 1991, puis migre en Argentine. Il a 21 ans. Il fait un parcours migratoire classique dans ce pays puisqu'il enchaîne trois destinations, en passant d'abord par les zones agricoles du nord-ouest (Salta et Mendoza), puis par la capitale argentine, Buenos Aires. Les activités professionnelles s'enchaînent : d'abord dans l'agriculture, puisqu'il travaille comme ouvrier agricole à Salta dans une exploitation d'agrumes, puis à Mendoza dans une exploitation de maraîchage alors qu'à Buenos Aires, il est employé dans un atelier de couture. Après trois ans de migration, il trouve la discrimination trop forte, les conditions de vie médiocres : « j'ai eu faim ». Il est jeune et a envie de se former, il revient à La Paz où il étudie la comptabilité tout en travaillant dans un restaurant et ce, pendant quatre années. Obtenant un premier travail de comptable, Alfonso s'installe à Cochabamba pendant deux années, puis à nouveau à La Paz durant cinq années. Il part ensuite une année à Potosí toujours comme comptable. Enfin, depuis 2006, il réside à Uyuni où il exerce toujours le même métier.

Alfonso a donc résidé successivement dans neuf lieux différents, sans retour au lieu d'origine, mais la dernière destination témoigne d'une volonté de rapprochement géographique de sa communauté d'origine. En effet, il est l'unique garçon de sa fratrie et se sent le devoir de se rapprocher de sa mère veuve. Il va de plus en plus souvent à San Juan, même s'il ne cultive pas de terres. Mais, unique garçon, toutes les parcelles que cultive actuellement sa mère vont lui revenir à son décès.

Nombreux sont les hommes qui sont partis en laissant leurs terres sans être cultivées ou qui les ont « confiées » – c'est-à-dire prêtées – à un parent resté sur place,

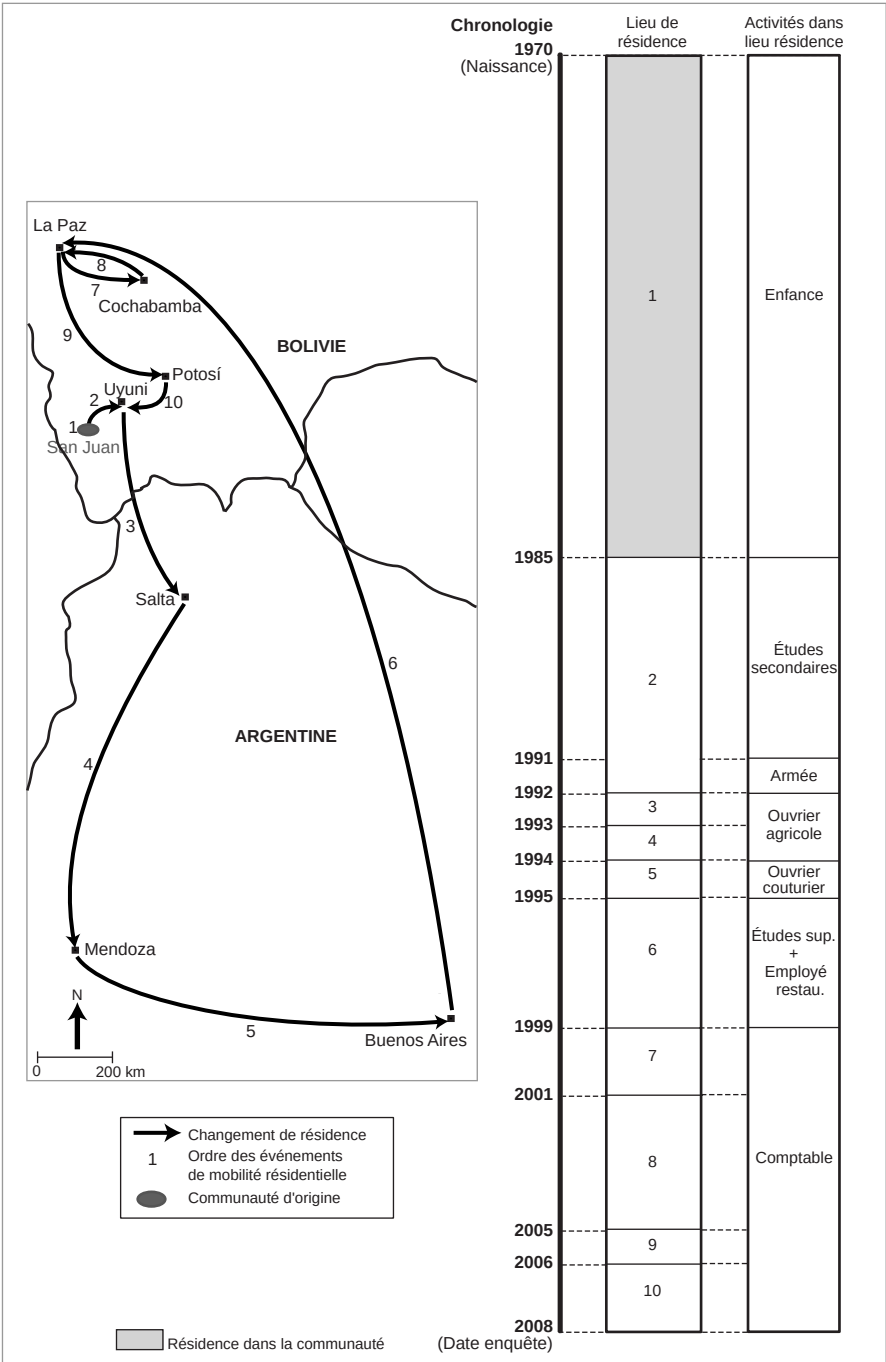


Figure 33
Trajectoire résidentielle et professionnelle d'Alfonso, 38 ans,
membre de la communauté de San Juan, résidant en 2008 à Uyuni.
Source : élaboration propre, entretiens 2007.

et certains ont renoué récemment avec l'agriculture tout en maintenant une forte territorialisation dans leur lieu de migration. Ces retours à l'activité agricole, qui s'opèrent sans réinstallation résidentielle, sans projection de vie, sans investissement dans la communauté, ni en terme social, ni en termes matériel et financier, ne sont pas considérés comme un ré-ancrage.

Il s'agit du changement le plus symptomatique qui s'opère aujourd'hui dans les campagnes de l'Altiplano sud. Il prouve d'ailleurs que ces migrants, malgré leurs années d'absence, sont restés attentifs à ce qui se passe dans leur communauté. La reprise de l'activité agricole correspond soit à un changement dans leur vie (passage à la retraite qui signifie plus de temps disponible, par exemple), soit à un rappel de la communauté pour ne pas perdre leurs droits fonciers ou, encore et surtout, à l'attraction économique exercée par l'essor de la quinoa.

« **J**e suis parti jeune de la communauté, j'avais 15 ans. On était six frères et sœurs et il n'y avait pas d'argent à la maison. Je suis donc parti travailler et me « chercher la vie ». Je suis d'abord allé à Villazón à la frontière argentine puis je suis allé à Potosí. Là, j'ai rencontré ma femme qui est de Potosí, il n'a donc pas été question de s'installer dans la communauté. On est restés à Potosí. Moi, je travaillais dans la construction (j'ai aujourd'hui ma petite entreprise) et elle s'occupait des enfants tout en ayant un petit commerce ambulancier. Potosí, c'est bien car il y a tout. Je n'étais jamais retourné dans ma communauté pendant quinze ans, il n'y a plus personne de ma famille proche là-bas. Mais là, depuis quelques années, j'ai entendu dire que beaucoup de migrants étaient revenus pour cultiver. J'y suis donc retourné, d'abord à la fête, et depuis deux ans je cultive la petite terre dont j'ai hérité. Je n'ai pas beaucoup de temps, c'est ma femme qui y va mais, comme elle ne connaît pas la culture de quinoa, on confie la culture à un voisin. » (Esperidion, Candelaria de Viluyo, 50 ans)

Alberto est né à Salinas, il est resté à Otuyo jusqu'à ses 18 ans, puis il part au service militaire à Villazón (frontière avec l'Argentine) l'année suivante. Il travaille ensuite dans la mine d'Atocha-Telamayu, mais à l'extérieur de la mine : il est électricien. Il y restera 12 ans avant de rejoindre ses frères à Santa Cruz. Là bas, il est ouvrier agricole dans les plantations de coton durant huit années. Mais il finira par remonter sur les hauts plateaux, le climat des terres basses ne lui convenant pas. Il s'installe alors à Oruro, là où il fondera son ménage et restera jusqu'à aujourd'hui. À Oruro, il a toujours travaillé dans le commerce, se consacrant avec sa femme à faire du négoce avec le Brésil. Lui amenait des grandes quantités et revendait en gros, sa femme fournissait toutes les commerçantes du marché d'Oruro. Parallèlement, il travaillait aussi comme électricien. Lors du décès de sa femme en 1998, il arrête le commerce en gros et ouvre une petite boutique à son domicile où il vend des produits de consommation courante. Ses enfants l'aident. Il n'a jamais pratiqué l'agriculture, étant jeune, et pourtant il se lance dans la production de quinoa à partir de 2003 « pour ne pas perdre les terrains hérités et pour que mes enfants aient accès à de nouvelles terres ». Il confie la majorité des travaux agricoles à quelqu'un de la communauté, lui ne participant quasiment à aucune tâche agricole. Il se rend deux fois par an à Otuyo, au moment de la protection des

cultures contre les ravageurs et au moment de la récolte, mais il ne revient jamais pour les fêtes de la communauté.

Tous ces migrants ayant connu un processus de dés-ancrage revendiquent leur appartenance à la communauté et sont légitimes pour le faire au regard des normes qui régissent la vie collective locale. Cependant, leur retour à l'activité agricole, et parfois au sein de la communauté, après de nombreuses années d'absence, pose de nombreuses questions surtout quand il n'est pas synonyme de ré-ancrage.

Cette situation est-elle transitoire ou durable ? Ces personnes s'investiront-elles de façon très temporaire dans leur activité agricole, tout en poursuivant un projet de vie urbain/citadin ? Resteront-elles des « citadins-agriculteurs » ? Quelle est leur place au sein de la communauté, comment sont-elles considérées, intégrées ? La communauté ne leur imposera-t-elle pas de se ré-ancrer ?

La question se pose encore plus pour les enfants des migrants partis en ville. Ceux-là sont de vrais citadins et ne semblent envisager l'agriculture que comme une activité parmi d'autres.

Ancrages incertains et trajectoires complexes

Les schémas simples de l'ancrage et du dés-ancrage ne correspondent pas à toutes les trajectoires individuelles. Certaines sont faites d'alternances entre les deux logiques, avec parfois des formes complexes d'ancrage multiple. Ces trajectoires concernent soit des individus qui n'ont pas encore défini leur lieu de territorialisation avec un projet de vie clairement énoncé, soit des individus dont le mode de vie repose sur l'alternance entre différents lieux d'ancrage. Les motifs de retour sont les mêmes que dans les cas précédents (activité agricole, raisons familiales, échec de la migration), mais avec une succession de périodes d'ancrage et de dés-ancrage, généralement synonymes d'échec de l'installation dans la communauté. Les alternances signifient souvent des quêtes continuelles d'alternatives et d'opportunités, ou bien des changements de cap en cas d'échec.

Nombreux sont les jeunes qui passent par divers lieux de migration et qui alternent différentes activités avant de se fixer. N'ayant pas vraiment choisi leur lieu de vie, ils maintiennent un constant rapport à la résidence de leur parent qui reste souvent leur espace de référence, l'endroit où ils ne cessent de revenir. Les garçons, comme les filles, suivent cette trajectoire, sachant que les

hommes ont l'avantage de pouvoir potentiellement se « fixer » dans leur communauté, ayant accès à la terre. Grâce à ces premières étapes de mobilité les jeunes acquièrent une sorte de « capital de lieux » qu'ils pourront mobiliser par la suite. Mais c'est aussi et surtout une période où les jeunes générations cherchent leur voie.

La trajectoire de Carolina (fig. 34), dont la territorialisation reste encore indéfinie, est typique. Née à Atocha (mine de Siete Suyos) en 1983, elle revient avec ses parents à Chilalo lors de la privatisation des mines publiques en 1986. Elle va à l'école primaire et reste à Chilalo jusqu'à ses dix ans. Elle part ensuite à Salinas pour une année d'école, en étant logée chez sa grand-mère. Elle interrompt sa scolarisation et vient trois ans à Chilalo pour être bergère pour la famille. À 14 ans, elle part travailler chez un compère à La Paz comme employée domestique, en recevant un salaire dérisoire. Au bout d'un an, elle revient deux mois à Chilalo, puis repart à Cochabamba rejoindre deux de ses sœurs qui travaillent comme employées dans une fabrique de briques. Elle reste trois ans à Cochabamba et ne revient qu'une seule fois à Chilalo. Elle décide alors de se former à Salinas au centre de formation CETHA pendant trois ans, où elle passera son bac et obtiendra un diplôme de tissage. Le travail les fins de semaine comme journalier agricole lui paie ses études. Puis elle revient un an à Chilalo, pour aider sa mère sur l'exploitation agricole. En 2006, elle prépare depuis Chilalo le concours pour entrer à l'École normale de Llica. Ayant échoué au concours, elle part à La Paz chez son parrain qui l'emploie comme employée domestique. En 2007, elle prépare à nouveau le concours pour entrer à l'École normale de Caracoya, cette fois-ci depuis Oruro, concours auquel elle échouera une nouvelle fois. Elle optera pour un nouveau retour à Chilalo, où son père lui prêterait un lopin de terre et où elle sera aussi employée comme journalier agricole chez d'autres familles. Finalement, mi-2008, elle part à Iquique où elle travaille à nouveau comme employée domestique. Carolina a la trajectoire typique d'une célibataire qui « cherche » sa vie en raison des difficultés à se former et à trouver un moyen de subsistance stable.

Quant à ceux qui alternent entre lieux successifs de travail et de résidence, leurs logiques de territorialisation sont difficiles à cerner.

L'exemple de Benedicto (fig. 35), 64 ans, né à Palaya, est symptomatique d'une trajectoire complexe de type circulaire. Sa mère décède alors qu'il n'a que douze ans. Un oncle l'emmène au Chili, à Pica, où il est « embauché » comme aide dans une famille italienne. Pendant quatre ans, il travaille pour assurer sa subsistance tout en allant à l'école. Puis, grâce à un ami, il part à Pozo Al Monte, dans la salpêtrière, travailler comme ouvrier dans l'élaboration du sulfate de sodium. Durant deux ans, il est bien payé et très apprécié de ses patrons. À 17 ans, il revient en Bolivie pour faire son service militaire. Il retourne ensuite à la salpêtrière, mais on ne veut plus de lui : les patrons ont changé. Benedicto revient à Palaya, constitue son ménage et devient agriculteur. Au bout de huit ans, il se sépare de sa femme et repart. Il travaille d'abord à la frontière de Villazón où il passe les marchandises. Il voudrait aller à Buenos Aires, mais on lui propose d'être professeur à San Pablo de Lipez, ce qu'il sera pendant trois ans. C'est ensuite à l'École normale de Sucre qu'il se formera pendant trois ans pour devenir

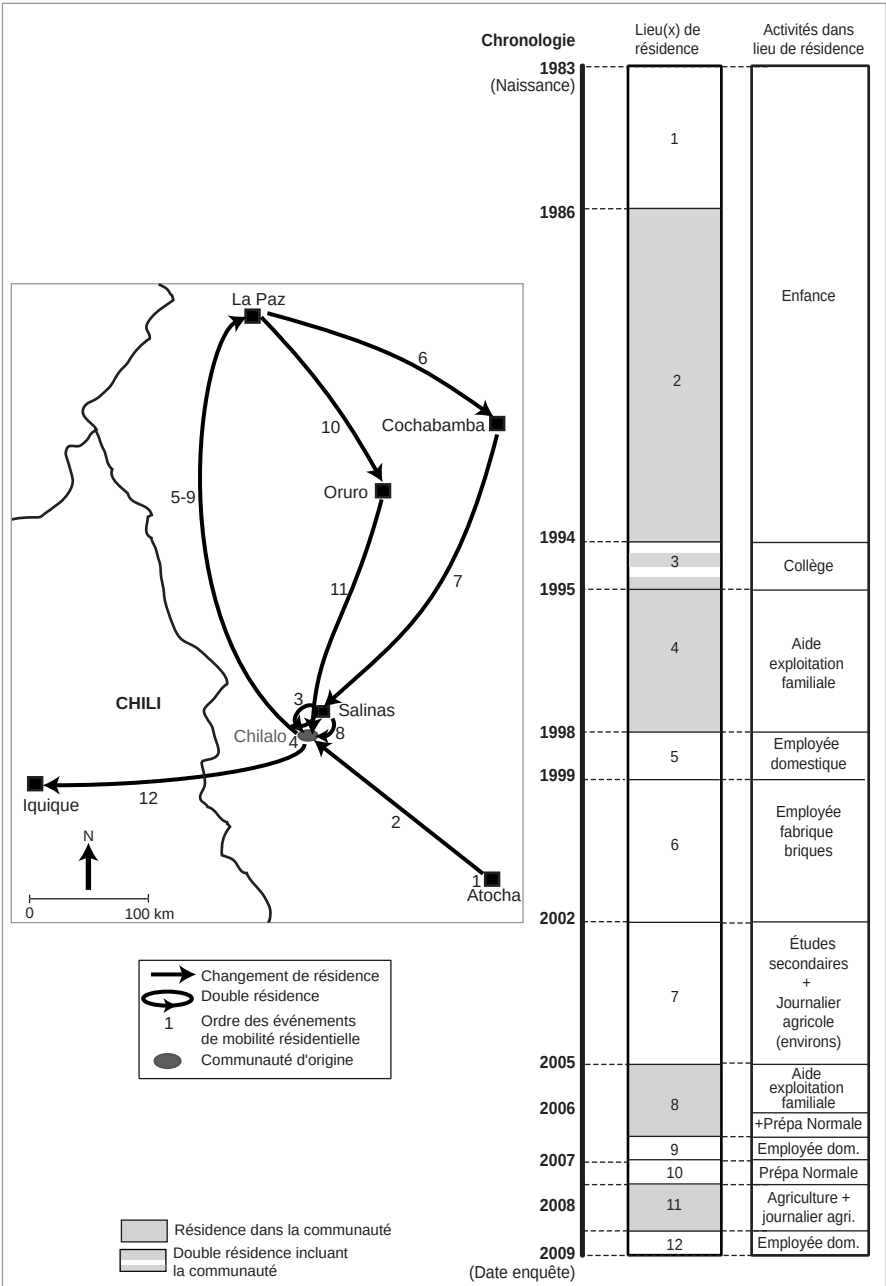


Figure 34
Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Carolina, 25 ans, membre de la communauté de Chilalo, sans résidence fixe en 2008.
Source : élaboration propre, entretiens 2008.

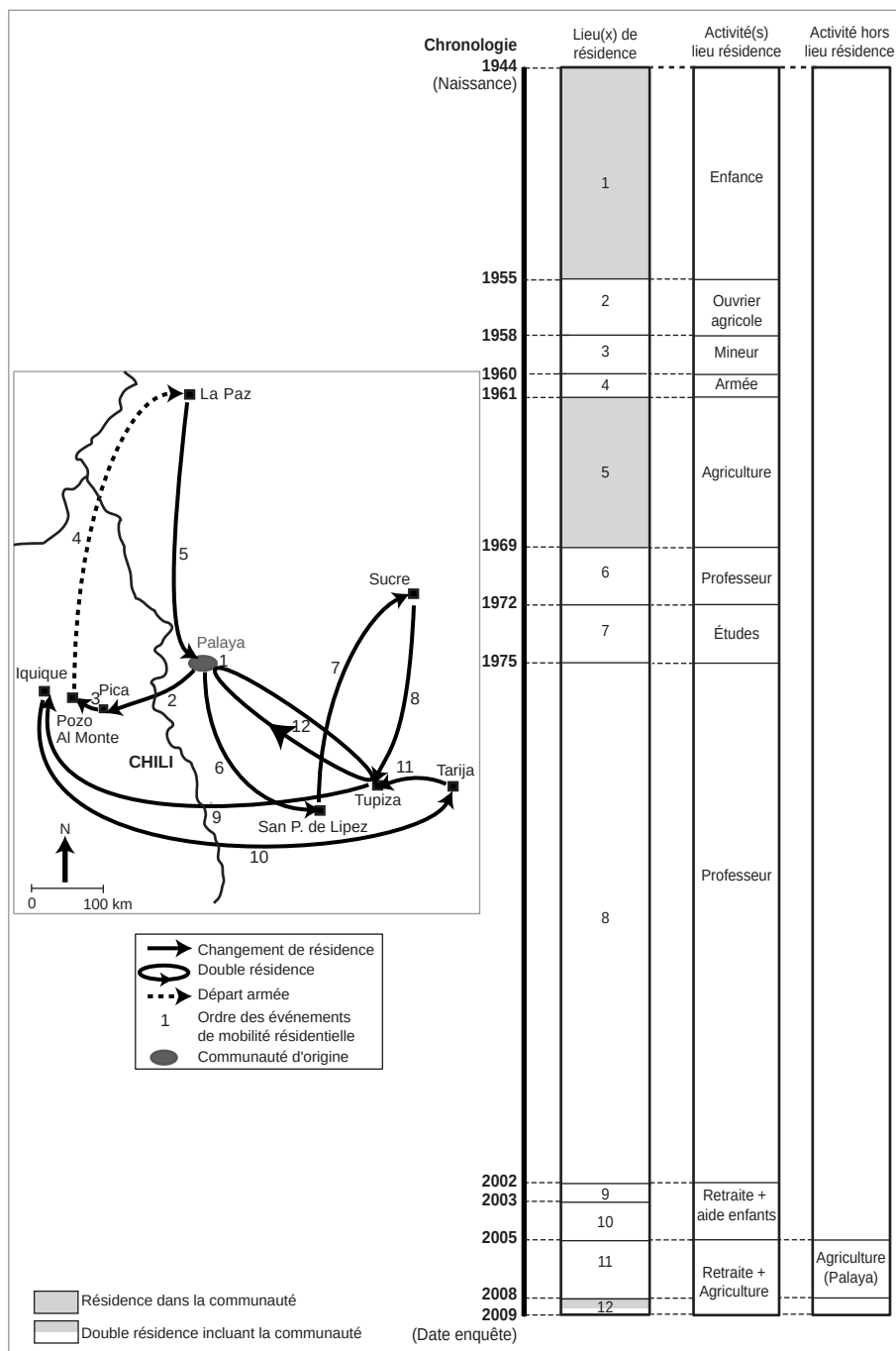


Figure 35
Trajectoire de mobilité résidentielle et professionnelle de Benedicto, 64 ans,
membre de la communauté de Palaya, résidant en 2008 à Palaya et Tupiza.
Source : élaboration propre, entretiens 2008.

professeur diplômé. Il y rencontrera son épouse actuelle. Il sera envoyé à Tupiza, en milieu rural, où le couple résidera pendant 27 ans, jusqu'en 2002, moment de la retraite. Ils s'engagent alors dans leur première migration au Chili où ils partent chez leur fille à Iquique pendant six mois, puis à Alto Hospicio (ils travaillent chez une nièce qui a une fabrique de gâteaux), puis à Pica où ils sont embauchés dans la cueillette des fruits. En 2004, ils s'installent pour deux ans à Tarija, pour aider leurs fils qui sont commerçants. Ils retournent finalement à Tupiza en 2005 et récupèrent les terres de Benedicto de Palaya pour produire de la quinoa, terres que d'autres ayants droit avaient mis en culture sans son autorisation. En 2008, Benedicto doit assumer une charge pour la communauté, il s'installe alors en double résidence entre Palaya et Tupiza.

La seconde trajectoire est celle de Felipe, 44 ans, né et élevé à la mine de Siete Suyos où travaillait son père. Au moment de sa retraite, son père le ramène à Otuyo, sa communauté d'origine. Felipe a alors 13 ans. Fils cadet, son père lui apprend la mécanique. Il va au collège à Uyuni et obtient son bac en 1984. Après son service militaire à Uyuni, il revient à Otuyo et se met en ménage. Un premier enfant naît en 1985. Laissant sa famille à Otuyo, il part travailler à Santa Cruz dans un atelier de soudure. Il y restera de 1986 à 1991. Mais son deuxième fils tombe malade en 1993, et il décide avec sa famille de quitter Otuyo pour Uyuni pour avoir accès aux services de santé. L'état de l'enfant s'aggravant, la famille part au bout de deux ans à Cochabamba. Elle y restera jusqu'en 2007. Felipe travaille pendant toutes ces années comme mécanicien-constructeur pour de grandes entreprises. Le travail devenant trop dangereux, il décide de monter son propre atelier de soudure chez lui. Mais en 2008, s'opère un nouveau changement : une partie de la famille vient s'installer à Otuyo. Le fils aîné de 22 ans réside seul à Cochabamba, tandis que leur fille de 13 ans réside chez sa marraine à Cochabamba et poursuit sa scolarisation au collège. Trois causes à ce changement résidentiel. Tout d'abord, un relatif échec économique avec la micro-entreprise. Par ailleurs, sa belle-mère, résidente à Otuyo est très âgée et malade. Enfin, ils évoquent le fait que la communauté les a obligés à venir à Otuyo pour mettre un enfant à l'école au moins pendant un an : condition pour qu'ils puissent continuer à cultiver. Ce retour en 2008 est vécu comme un échec. Loin de se sentir stabilisé, Felipe est partagé entre Cochabamba et la communauté. Il est la figure même de l'ancrage multiple et de quelqu'un qui poursuivra sans doute sa trajectoire en quête d'alternatives meilleures.

L'instabilité résidentielle et économique, ainsi qu'une forte mobilité, caractérisent ces trajectoires qui montrent que les formes d'ancrage sont aussi réversibles, parfois incertaines.

La complexité de ces trajectoires se traduit par un brouillage spatial. Il n'est pas aisé d'identifier, et encore moins de présager, du lieu futur de l'ancrage. Les réversibilités résidentielles sont souvent le reflet d'une instabilité, voire d'une précarité professionnelle ou familiale, ou bien encore d'une impossibilité d'accès à la terre ou d'un accès non sécurisé. L'alternance de lieux et d'activités montre combien la communauté d'origine peut être à la fois un espace-référence où l'on souhaite revenir, un espace-refuge où l'on est protégé et, le plus souvent, un lieu-tremplin vers d'autres destinations.

Importance relative des différentes trajectoires⁷³

Les logiques de l'ancrage ou du ré-ancrage sont les plus fréquentes. En effet, le groupe des ancrés permanents représente le tiers de l'échantillon. Ces résidents stables sont considérés ou se considèrent comme les gardiens de la communauté. Ils ont la particularité de développer, dans de nombreux cas, un système d'activité pluri-localisé. Ils misent sur plusieurs lieux-ressources tout en s'investissant dans un seul.

La plus grande proportion de trajectoires de ré-ancrage (40 %) traduit l'importance des migrations et des projets de vie qui se conçoivent en dehors des communautés, sans intention initiale d'y revenir. Elle reflète également l'importance actuelle des changements de trajectoires liés à l'expansion de la quinoa. Le retour, qu'il soit sans capitalisation ou qu'il interrompe une vie professionnelle prospère, témoigne du grand changement survenu dans les campagnes de l'Altiplano sud au cours de la dernière décennie.

Les trajectoires complexes ne concernent que peu d'individus. Les autorités locales des communautés donnent une estimation du faible pourcentage de gens en rupture avec leur lieu d'origine à partir du récit de l'histoire de la communauté. Ils parlent de ceux qui se sont « perdus » (*se han perdido*). À San Juan et Chilalo, ils seraient entre 5 et 10 % de la population originaire, à Otuyo, environ 20 % et approximativement 10 % à Candelaria et à Palaya.

La distribution des groupes selon l'âge indique peu d'effets de différenciation. La classe d'âge des jeunes (19 à 30 ans) se démarque cependant par une plus forte proportion de trajectoires complexes, ce qui vient confirmer l'importance du « tâtonnement » résidentiel parmi les jeunes générations. Cependant, les logiques de ré-ancrage existent déjà pour cette classe d'âge. Elles correspondent aux jeunes qui ont tenté de s'installer en dehors de leur communauté mais qui, finalement, sont revenus s'y installer au moment de l'essor de la quinoa. Environ 40 % des individus de la classe d'âge intermédiaire (30 à 55 ans) ont une trajectoire de ré-ancrage. Par ailleurs, une majorité de dés-ancrés – partis sans projet de retour – sont de cette génération. Enfin, logiquement, les ancrages permanents ou ré-ancrages sont plus fortement représentés pour les plus de 55 ans. De fait, la population des anciens est scindée en deux : ceux qui sont toujours restés dans

⁷³ Notre échantillon n'est pas représentatif statistiquement de la totalité des individus de chaque communauté. La forte mobilité des populations et la difficulté à saisir les résidents des communautés, d'une part, et le choix d'une méthodologie fondée sur la reconstitution détaillée des trajectoires de vie familiale, d'autre part, expliquent ce biais. Les données chiffrées sont donc à considérer ici comme des ordres de grandeur et le reflet de grandes tendances.

leur communauté et ceux qui sont partis pour construire leur vie ailleurs, mais qui sont finalement revenus avec l'essor de la quinoa.

La distribution des groupes est globalement la même pour les hommes et les femmes. Ces dernières connaissent donc tout autant que les hommes des phases de « tâtonnement » résidentiel même si, globalement, elles sont beaucoup plus vulnérables face à un échec migratoire. Une différence notable, en revanche, intervient pour les trajectoires de dés-ancrage qui regroupent proportionnellement plus de femmes que d'hommes. Il est probable que cet écart est lié aux conditions d'accès à la terre, pénalisantes pour les femmes, en constituant un frein à une projection et une installation dans la communauté d'origine.

La distribution spatiale des trajectoires par communauté (tabl. 11) est le reflet de dynamiques démographiques et économiques différenciées.

Tableau 11

Classification des 170 trajectoires par communauté.

Groupe Communauté	Ancrage permanent (I)		Ré-ancrage (II)		Dés-ancrage (III)		Trajectoires complexes (IV)		Total des trajectoires	
	Individus	%	Individus	%	Individus	%	Individus	%	Individus	%
San Juan	26	46	21	38	3	5	6	11	56	33
Chilalo	9	24	13	35	4	11	11	30	37	22
Otuyo	5	17	13	45	9	31	2	7	29	17
Candelaria	11	41	13	48	0	0	3	11	27	16
Palaya	7	33	11	52	3	14	0	0	21	12
Total	58	34	71	42	19	11	22	13	170	100

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

La communauté de San Juan se distingue par le fait qu'elle est la communauté la plus peuplée parmi les cinq étudiées : il y règne un certain dynamisme démographique et économique. C'est dans cette communauté que les trajectoires d'ancrage permanent sont les plus nombreuses. La forte tradition de diversification des activités, à l'échelle locale ou à proximité, est une des raisons de ce maintien démographique. Chez les hommes, la pluri-activité localisée en plusieurs lieux est particulièrement marquée, supposant d'intenses circulations saisonnières de travail. Cela explique que l'on rencontre dans les réunions de la communauté beaucoup de femmes qui, elles, sont moins mobiles. Nombreux sont les originaires de San Juan qui sont revenus dans leur communauté dans les années 2000, suite à la crise argentine couplée au bon potentiel de la culture de quinoa dans cette

communauté. Les deux logiques – ancrage permanent et ré-ancrage – regroupent à elles seules 84 % des individus enquêtés à San Juan, proportion venant confirmer la vitalité de cette communauté rurale.

La distribution des trajectoires à Chilalo ne se retrouve pas dans les autres communautés. En effet, la proportion de trajectoires complexes est particulièrement forte (30 %). Il s'agit de personnes qui sont revenues dans leur communauté à l'âge adulte, mais qui sont à nouveau parties en migration. Pour certains, ces ré-émigrations se sont traduites par une nouvelle rupture alors que pour d'autres, l'espace de leur territorialisation s'est simplement élargi, supposant la poursuite de l'activité agricole et de l'investissement social dans la communauté. Pour tous ces individus, cependant, les tentatives de (ré)installation dans la communauté, pour y maintenir une résidence unique, ont échoué. L'ancrage dans plusieurs lieux a pour motif, en effet, l'éducation des enfants (l'école de Chilalo se termine en primaire) et surtout le manque de revenus du fait de l'exiguïté des surfaces cultivables du territoire communautaire (voir fig. 16 les croquis des territoires communautaires).

L'élément le plus caractéristique concernant la communauté d'Otuyo est la forte proportion de dés-ancrages (31 %) avec le maintien cependant, d'une activité agricole dans la communauté, supposant là encore des circulations saisonnières. En effet, cette communauté s'est dépeuplée assez tôt par rapport aux autres, ce qui explique aussi cette forte proportion par rapport aux autres communautés. Pourtant, quasiment toutes les terres aptes à la culture de quinoa sont aujourd'hui cultivées. Beaucoup de membres de la communauté d'Otuyo sont partis il y a déjà bien longtemps, surtout dans les mines. Le flux de départs n'a pas cessé depuis la grande sécheresse de 1942-1943. Les producteurs d'aujourd'hui sont donc soit des anciens partis en migration (le ré-ancrage représente 45 % des trajectoires), soit des jeunes (leurs enfants) qui ne sont pas nés ou n'ont pas grandi dans la communauté. Ces derniers n'ont donc pas vraiment d'expérience du monde rural et s'installent peu dans la communauté. « Citadins-agriculteurs », ils cultivent à distance.

À Candelaria, la moitié de l'échantillon est composée d'individus dont la trajectoire est celle d'une rupture, puis d'un ré-ancrage. Il s'agit, en grande majorité, de retours récents (années 2000), c'est-à-dire d'adultes qui, après une longue période migratoire, se sont réinstallés dans la communauté. Cette tendance est à mettre en relation avec l'essor de la quinoa qui est plus récent dans cette partie de l'Altiplano sud. Par ailleurs, il n'y a pas de trajectoires de dés-ancrage, non qu'ils n'existent pas, mais plutôt que nous ne les avons pas rencontrés.

À Palaya, enfin, les groupes qui sont les plus représentés sont ceux de l'ancrage permanent et du ré-ancrage, situation comparable à celle de San Juan. En effet, dans cette communauté vivent de nombreux professeurs d'école, qui pratiquent

une pluri-activité en plusieurs lieux. Par ailleurs, la forte proportion des migrants de retour s'explique par le fort potentiel agricole de la communauté en termes de surfaces cultivables et mécanisables, ainsi que par un microclimat plus favorable à l'agriculture du fait de la forte proximité du *salar* (Palaya est la communauté qui produit le plus de quinoa dans le municipe de Llica).

Finalement, les facteurs de différenciation spatiale des logiques de territorialisation des populations sont de plusieurs natures. L'histoire locale aide à comprendre certaines tendances : Otuyo s'est dépeuplée très tôt, Palaya a un fort taux de professeurs ruraux, San Juan est une communauté touristique, donc aux activités plus diversifiées. Mais la dynamique de la quinoa est sans aucun doute le principal facteur explicatif. En effet, la superficie de plaine cultivable en quinoa ainsi que le degré d'ancienneté du processus de développement de la culture pour l'exportation déterminent fortement les ruptures ou continuités dans les trajectoires.

Ainsi, réfléchir en termes d'ancrage territorial conduit à observer les formes d'investissement (social et financier) dans la communauté, et notamment dans l'activité agricole. Ceux qui cultivent alors que leur lieu de territorialisation est ailleurs, les « dés-ancrés », sont des agriculteurs de passage, peu investis dans la vie sociale et agricole locale. Au niveau agricole, ils n'entrent en général pas dans le circuit de production de l'agriculture biologique et sont peu enclins, du fait de la brièveté de leurs passages, à des pratiques agricoles qui nécessitent du temps.

En termes de projet de vie, les retours s'avèrent plus ou moins contraints, même si la culture de quinoa constitue une opportunité qu'il s'agit aussi de saisir. Alors que le modèle « partir pour partir », c'est-à-dire sans projet d'installation, ni même de retour dans la communauté, caractérisait cette région périphérique et déshéritée de Bolivie, il est aujourd'hui remis en cause par l'essor de la quinoa. S'il y a toujours eu des retours pour raison familiale, rares étaient ceux pour cause de pression, de concurrence et de conflits sur la terre. L'essor de la quinoa a donc eu deux répercussions majeures. La première est la possibilité de rester dans la communauté, d'y trouver un refuge viable après un retour forcé pour des raisons économiques, familiales ou, dans le cas de séjours à l'étranger, de situations d'illégalité. La seconde est de pouvoir envisager son installation dans la communauté, tout en conservant une logique de pluri-localisation et de pluri-activité sur la base de liens ville-campagne plus resserrés.

L'histoire longue de l'Altiplano sud rend compte d'une société à forte tradition de mobilité spatiale. Elle connaît ainsi, depuis plus de cinquante ans, des « pulsations migratoires » (CORTES, 2008) faites de cycles successifs de circulation, d'allers et retours, de double résidence et de réinstallations plus durables. L'Altiplano sud a été, et continue d'être mais de manière renforcée depuis le xx^e siècle, dépendant de cycles économiques externes (mines, agriculture, croissance urbaine en Bolivie mais aussi dans les pays voisins, et aujourd'hui exportation de quinoa). Cette dépendance historique a pour corollaire l'habitude des populations à « s'adapter » à l'offre, c'est-à-dire à suivre les opportunités successives. Ces cycles, parfois courts ou interrompus brusquement, exigent une capacité d'adaptation et une compétence de mobilité (TARRIUS, 2000 ; FARET, 2003), qui se traduisent par des changements de destination, d'activité et de dispositif résidentiel familial.

L'étude des mobilités spatiales des populations, à partir des trajectoires de vie, met en évidence une intensité particulièrement marquée et ce, sur le temps long des trajectoires, de la mobilité résidentielle vers des destinations surtout régionales de proximité, sans qu'il existe pour autant une « filiation » de lieux en fonction des types d'activités. Par ailleurs, il n'y a pas de spécialisation professionnelle chez les hommes, qui sont polyactifs non qualifiés et qui peuvent changer fréquemment de type d'activités. Quant aux femmes, elles sont agricultrices, employées domestiques et/ou travaillent dans le commerce. À la polyvalence traditionnelle des lieux et des activités est venu s'ajouter au fil du xx^e siècle un renforcement de la réactivité des populations aux aléas économiques. Chaque événement conjoncturel (fermeture des mines en Bolivie, crise en Argentine...) se traduit dans les trajectoires soit par un repli résidentiel dans la communauté, soit par un redéploiement vers d'autres destinations et d'autres activités. De façon plus structurelle en Bolivie, depuis les années 1970, l'urbanisation, l'amélioration des voies de communication, la démocratisation de l'éducation, l'alphabétisation en espagnol, sont autant de facteurs qui ont contribué à augmenter l'aptitude au déplacement.

L'essor de la quinoa d'exportation n'a pas arrêté les phénomènes migratoires, ni la pluri-activité des individus. Mobilités spatiales et pluri-activité connaissent en réalité de fortes reconfigurations, notamment dans les formes et les rythmes migratoires qui se sont complexifiés par le développement des circulations et des alternances entre la communauté et l'extérieur.

La lecture générationnelle des trajectoires fait émerger trois temps migratoires distincts. Le premier, avant les années 1970, se caractérise par des migrations temporaires et circulaires touchant essentiellement les hommes, alors que femmes et enfants restaient dans la communauté. Cette circulation de travail, en particulier les années de sécheresse, constituait pour les familles une réponse aux aléas climatiques et un complément à l'activité agricole alors destinée encore essentiellement à l'autoconsommation. Le territoire de reproduction sociale de la famille se concevait exclusivement en référence à la communauté, la migration permettant de limiter l'exode rural. Selon le schéma décrit par G. CORTES (2000), la mobilité « servait le territoire rural » et le maintien d'une société paysanne, grâce à des activités et des revenus externes. En parallèle, les départs définitifs maintenaient un équilibre ressource/population au sein de la communauté.

Le deuxième temps, depuis les années 1970 et jusqu'aux années 1990, est marqué par le départ massif d'individus, enchaînant les lieux de migration et constituant leur ménage à l'extérieur de la communauté. Leurs migrations de jeunesse se transformaient en changement de résidence durable, sans projection de retour pour s'installer dans leur communauté. Ces personnes ne pratiquaient pas l'agriculture et n'avaient de liens avec la communauté que pour les fêtes, à moins qu'il y eut rupture complète, ce qui restait toutefois beaucoup plus rare. Pendant cette période, certaines communautés ont été véritablement désertées. La migration ne servait plus le « local », puisque les populations n'avaient aucun projet d'y revenir, aucun investissement n'était réalisé, ni même envisagé. Les configurations n'étaient pas celles, cette fois, du « partir pour rester » (CORTES, 2000), ni même « pour revenir » (FARRELL *et al.*, 1988 ; DUPONT et LELIÈVRE, 1993 ; GUÉTAT-BERNARD, 1998).

Enfin, le troisième temps migratoire démarre dans les années 1990 et se confirme à partir des années 2000. Deux phénomènes le caractérisent. D'une part, de nombreux ménages, tout en ayant leur résidence à l'extérieur de la communauté, pratiquent la culture de quinoa dans celle-ci. Par un retournement de situation, c'est l'activité agricole qui devient le complément de l'activité pratiquée à l'extérieur de la communauté. Parallèlement, une autre situation se développe : ceux qui n'ont jamais quitté leur communauté, après avoir été les premiers à capitaliser les gains de la culture de quinoa, installent une partie de leur famille en ville, dans une logique d'ascension sociale pour leurs enfants. S'ils pratiquent eux-mêmes la double résidence et la double présence, on peut s'interroger sur le référentiel territorial de leurs enfants. De même, les figures de producteurs résidant partiellement en milieu urbain, et de leurs enfants doubles résidents éduqués en ville, mettent en exergue l'émergence d'un modèle de « citadins-agriculteurs », qui ont leur espace de reproduction sociale en ville, qui sont citadins dans leur comportement, leur identité, leur référentiel, mais qui maintiennent une présence et une activité dans leur communauté rurale d'origine.

La distinction des quatre types de trajectoires identifiés – ancrage permanent, ré-ancrage, dés-ancrage et trajectoires complexes –, fondée sur le critère de la territorialisation dans les communautés, est une lecture méthodologique qui ne doit pas enfermer dans des catégories. Car l'appartenance à ces différents groupes est réversible, les logiques de territorialisation évoluant selon les cycles de la vie. Mais le regard porté sur la logique d'ancrage dans les communautés, qu'il soit unique ou multiple, permet de comprendre comment les individus investissent les lieux, ce qui les guide dans leur choix, la raison pour laquelle ils vont choisir de s'investir là plutôt qu'ailleurs, ils vont préserver des ressources et acquérir de la terre, ici plutôt qu'ailleurs. Si les individus ont chacun un type de trajectoire, tous forment la communauté et tous sont acteurs des dynamiques de développement local. Les groupes n'étant pas isolés les uns des autres, l'enjeu est de comprendre dès lors les formes d'interactions sociales pour la gestion du territoire local.

On peut présager que certains groupes prendront de l'importance dans les années à venir. Si l'essor de la quinoa perdure, le dés-ancrage sans activité agricole devrait devenir moins fréquent au bénéfice d'un retour à l'agriculture, même sans réinstallation résidentielle (citadins-agriculteurs). Mais on ne peut affirmer avec certitude la croissance de la proportion de ces citadins-agriculteurs. En effet, l'institution communautaire, dans ses réorganisations actuelles, ne paraît pas vouloir leur laisser trop de place, encore moins à ceux qui reviennent pour s'accaparer de grandes superficies. À moins de les obliger à revenir ? Par ailleurs, étant donnée l'opportunité que représente désormais la culture de quinoa, les logiques d'ancrage permanent pourraient aussi se développer : les jeunes générations tendraient à envisager leur avenir dans la communauté, mais selon le principe du multi-ancrage, de manière à pouvoir jouer d'un territoire de ressources pluri-localisées entre ville et campagne, entre l'ici et l'ailleurs.

Du territoire multi-situé au territoire local

Partie 4



L'analyse des trajectoires de mobilité et les formes d'« ancrage » des individus posent la question du lien avec le lieu d'origine, en particulier du rapport à l'activité agricole comme élément fondamental des dynamiques territoriales de la région du *salar* d'Uyuni. Cependant, les stratégies individuelles s'inscrivent dans des logiques collectives qui engagent en particulier les sphères familiales et communautaires. Comprendre les articulations entre mobilité, ressources, territoire et développement, suppose d'envisager simultanément, à l'échelle familiale les systèmes d'activité (pluri-activité) et les systèmes de résidence (pluri-localisation). La notion de territoire multi-situé est-elle un outil pertinent qui rend compte de l'organisation des familles des communautés de l'Altiplano sud ? En effet, un « territoire multi-situé » est une configuration spécifique de territoires fonctionnels et organisationnels. Du point de vue des pratiques socio-spatiales des populations, ils s'organisent autour de dispositifs de multi-localisation et de liens qui articulent les lieux mobilisés par ces populations⁷⁵. Territoires familiaux et communautaires sont interrogés pour aborder plus largement les modes d'identification à l'espace d'origine de populations en mobilité.

< À San Juan, la boutique
« je vais et je reviens »
se trouve rue Internationale.

⁷⁴ Cette notion de territoire multi-situé est inspirée d'un séminaire de recherche tenu en décembre 2010 à Montpellier, organisé par G. Cortes et D. Pesche de l'UMR ART-DEV. Nous reprenons ici la définition formulée dans l'appel à participation.

Multipolarités et interdépendances familiales

Chapitre 9

Les familles rurales des campagnes de l'Altiplano sud organisent depuis longtemps leurs stratégies de subsistance autour de la mobilité circulaire et de la dispersion migratoire. Ces dispositifs, cependant, se transforment sous l'effet de l'essor de la quinoa. Aujourd'hui, la dispersion de la famille nucléaire, voire élargie, ne concerne plus seulement les hommes, les femmes étant également engagées dans une quête de revenus en dehors de leur communauté. Des organisations familiales réticulaires, reflétant une économie familiale en archipel, sont la norme (LESOURD, 1997 ; LÉONARD *et al.*, 2004 ; QUESNEL, 2004). Par ailleurs, cette dispersion familiale impliquant la mise en mobilité de tous les actifs familiaux se réorganise autour de nouveaux rapports d'interdépendance, de solidarité et d'entraide étroitement liés aux conditions du système productif de la quinoa. Quelles sont les formes spatiales et organisationnelles de cette dispersion familiale et les logiques sociales, économiques – voire identitaires – qui les sous-tendent ?

Arrangements et interdépendances familiales

Analyser la configuration des territoires familiaux (AUTHIER et BIDOU, 2005 ; BONVALET et LELIÈVRE, 2005 ; CORTES, 2011), ainsi que les organisations familiales liées aux logiques de mobilité et de dispersion impose de considérer les arrangements et interdépendances non seulement au sein de la famille nucléaire (le ménage), mais également dans le cadre de la famille élargie et des relations de compérage. L'entraide liée à l'installation dans les lieux de migrations (accès à la résidence, au travail, à l'éducation) implique des relations de parenté plus lâches (les cousins) ainsi que les compères, tandis que l'entraide liée à la pratique agricole associe généralement des membres de parenté directe.

Les formes de dons et contre-dons, que l'on retrouve dans de nombreuses relations sociales au sein des sociétés rurales, sont fondamentales pour comprendre les formes d'arrangement et interdépendance liées aux mobilités. Dans le cas des familles de l'Altiplano sud, elles s'expriment par la pratique des enfants confiés et les liens d'interdépendances qu'elle crée. Ces formes de dons et contre-dons s'étendent à d'autres domaines. Par exemple, un père qui prête des terres à l'un de ses enfants attend de lui qu'il l'aide à cultiver ; un père qui envoie un de ses enfants étudier chez son parrain, surveillera en contrepartie les parcelles de ce dernier dans la communauté ; ou encore, une femme qui garde l'enfant de sa fille dans la communauté escompte qu'en contrepartie celle-ci l'aide sur l'exploitation, etc.

Par ailleurs, il convient de considérer les liens entretenus entre parents et enfants au cours du cycle de vie. Quels que soient l'âge des enfants et leur statut matrimonial, les parents ont le devoir d'aider leurs enfants du simple fait de l'âge d'abord (lorsqu'ils ne sont pas autonomes) ou en cas de difficultés ensuite (séparation, manque de temps ou d'argent...). À l'inverse, les enfants ont le devoir d'aider leurs parents lorsque ceux-ci avancent en âge.

Les arrangements pour éviter la migration sont tout aussi importants. Un cas significatif correspond au fait d'envoyer chez un parent en ville les enfants en âge d'entrer à l'école ou au collège et d'éviter ainsi le déménagement de toute la famille. À l'inverse, les arrangements pour permettre la migration temporaire ou la circulation sont fréquents. En effet, avoir des enfants en âge d'être scolarisés, ou même en bas âge, peut constituer un frein à la mobilité de travail. Les familles s'organisent pour mettre en place un système de « garde d'enfants » qui permet au(x) parent(s) de partir travailler. C'est le cas de nombreuses mères célibataires de San Juan qui laissent leur enfant à leur mère, le temps d'une migration saisonnière de trois mois au Chili.

Comme le relate Marisol, membre de la communauté de San Juan : « On peut travailler avec les enfants dans le dos mais après, les patrons ne sont plus d'accord. Moi je laisse ma fille à ma mère à San Juan quand je pars travailler à Calama. Je pars trois mois et ensuite je rentre ».

L'attention portée aux parents, dès lors qu'ils atteignent un certain âge, fait aussi l'objet d'ententes au sein de la famille. La priorité est donnée à la permanence d'au moins un membre de la famille auprès des parents âgés qui résident dans la communauté. La mission est souvent confiée à la fille la plus jeune qui n'est pas encore mariée et qui, la plupart du temps, ne s'engage pas dans des études, ou alors à un enfant, membre de la famille élargie, qui reste une ou plusieurs années auprès du couple âgé. Cet enfant aide alors les parents dans la vie quotidienne et aussi, le cas échéant, pour l'activité agricole.

Les « arrangements résidentiels », tels que les conçoit F. DUREAU (1999 : 341), consistent en une cohabitation sous un même toit de plusieurs générations,

situation souvent temporaire en vue d'une stabilisation résidentielle indépendante. Chez les familles de l'Altiplano sud, on rencontre ce type d'arrangements surtout lorsqu'un jeune, bien qu'ayant déjà constitué ailleurs son unité domestique propre, revient au foyer familial pour quelques mois ou quelques années alors qu'il traverse une période de difficultés. De même, il n'est pas rare que les grands-mères s'occupent de leurs petits-enfants dans la semaine, en l'absence des parents. Ainsi, selon les périodes du cycle de vie, et les nécessités de mobilité des uns et des autres, la morphologie des ménages connaît une grande variation et une pluralité de configurations. Ces arrangements prennent des formes tout aussi particulières lorsqu'ils obéissent aux nouvelles exigences des systèmes de production agricole.

Multipolarité résidentielle familiale

Les dispositifs résidentiels familiaux présentent des configurations très variables, allant de la mono-résidence permanente de tout le noyau familial jusqu'à la dispersion de pratiquement tous les membres de la famille. On peut distinguer les configurations suivantes :

- un *espace résidentiel familial mono-localisé* : l'ensemble des membres de la famille nucléaire réside dans le même lieu (un de ses membres peut être en migration circulaire). Cela ne signifie pas forcément une mono-activité ;
- un *dédoublement temporaire de l'espace résidentiel* : toute la famille se déplace entre deux résidences, notamment entre la communauté au moment des travaux agricoles et un lieu de résidence à l'extérieur le reste de l'année ;
- un *éclatement permanent de l'espace résidentiel familial* : les familles sont bipolaires ou multipolaires (deux ou plusieurs lieux résidentiels). L'éclatement de l'espace résidentiel caractérise de nombreuses familles bipolaires de San Juan où l'homme travaille de façon quasi permanente à l'extérieur de la communauté, principalement dans les mines ou à l'étranger. C'est aussi le cas des professeurs de Palaya dont femme et enfants sont restés vivre dans la communauté. Pour ces deux communautés, la présence d'une école et d'un collège permet à la famille de rester sur place. Dans ces situations, la femme – qu'elle soit ou non originaire de la communauté – assume les charges collectives dans la communauté (réunions, charge temporaire...), mais elle n'est pas pour autant considérée comme « chef de ménage » et maîtresse des prises de décisions au niveau de l'exploitation familiale. Quoiqu'il en soit, la bi ou multipolarité est toujours liée à la nécessité d'une pluri-activité des ménages, c'est-à-dire à la mobilisation de ressources à la fois au lieu d'origine et dans un ou plusieurs autres lieux à l'extérieur. Cependant, la scolarisation des enfants est également un facteur incitatif de ces dispositifs de dispersion.

Les dispositifs résidentiels et de circulation des familles, qui construisent des territoires de vie fondés sur le lien maintenu entre plusieurs lieux et sur une organisation réticulaire, s'adaptent en permanence aux besoins familiaux. Dans ces systèmes extrêmement modulables, la dispersion familiale et la mobilité sont perçues comme une ressource socio-spatiale qui permet d'ajuster constamment le système d'activité familial. Si la composition du ménage varie en fonction des périodes du cycle de vie de chaque membre de la famille, les parents décident de la localisation résidentielle de leurs enfants en fonction d'objectifs précis : rester dans la communauté pour aider aux travaux agricoles, y retourner pour s'occuper d'une grand-mère très âgée, partir en ville chez un parent pour étudier, etc.

L'essor de la quinoa n'a pas vraiment entraîné le retour de familles entières dans les communautés. Généralement, un membre du couple (homme ou femme), faute de résider dans la communauté, fait des allées et venues, et sa circulation suffit à réintégrer toute la famille au sein de la communauté. Finalement, la caractéristique générale qui ressort de l'étude des trajectoires est le caractère très flexible des dispositifs résidentiels et circulatoires familiaux. La réversibilité des pratiques résidentielles est avérée et l'organisation en réseau des familles permet une adaptation aux différents effets de conjonctures. Il est dès lors difficile de créer des catégories selon le lieu de résidence, car un producteur résident permanent aujourd'hui peut être producteur circulant demain. À l'inverse, un producteur circulant aujourd'hui peut devenir, demain, producteur résident permanent.

Un cas exemplaire de trajectoire familiale

La compréhension des territoires multipolaires familiaux, on le voit, suppose la prise en compte de ses formes changeantes sur le temps long des cycles de vie et ce, pour l'ensemble des membres de la famille, de manière à saisir les logiques d'interdépendance et de solidarité intrafamiliale.

Une famille de la communauté de Chilalo, au nord du *salar* d'Uyuni, est composée des deux parents et de huit enfants. La figure 36 (cahier couleurs) juxtapose chacune des trajectoires de mobilité des dix individus. Elle permet de saisir, dans une vision diachronique, la succession des lieux de résidence et d'activité de chacun des membres de la famille et donc de visualiser les effets de « coïncidence » dans le temps et dans l'espace de toutes les trajectoires individuelles. Ces effets de coïncidence traduisent les alternances de dispersion et de regroupement de la famille et l'interdépendance des individus en lien avec leurs propres stratégies de reproduction sociale.

Tout d'abord, la trajectoire des parents, tous deux nés en 1955, est typique de cette génération. Carlos part à 5 ans à San Pablo de Napa où son père va travailler à la mine. À partir de l'âge de 16 ans, il travaille lui-même comme mineur. Après son service militaire, il s'engage dans une migration plus autonome puisqu'il part dans la mine publique de Siete Suyos (Atocha). Sa future épouse, Gregoria, passe quant à elle toute son enfance dans la communauté de Chilalo. Elle est la dernière d'une famille de neuf enfants et elle aide ses parents sur l'exploitation agricole. Lorsqu'ils se marient en 1978, tous deux étant originaires de la communauté, ils partent vivre dans le centre minier de Siete Suyos. Gregoria ne revient pas les deux premières années à Chilalo. C'est à partir de la troisième année qu'elle revient cultiver, en circulant entre les deux lieux. Suite à un accident, Carlos doit abandonner l'activité de mineur, et se met à travailler comme mécanicien, travail moins pénible, toujours dans le centre minier de Siete Suyos. En 1985, suite à la politique nationale de privatisation et de relocalisation, la mine publique licencie. Le couple avec ses quatre enfants doit alors quitter les lieux avec une prime de licenciement. Cette même année, la quinoa d'exportation commence à se développer, incitant la famille à revenir s'installer à Chilalo, et à cultiver les terres dont Carlos avait hérité. Cependant, Carlos s'installe en double résidence entre sa communauté et Salinas, dans un premier temps, où il travaille comme maçon, puis Oruro et La Rivera. Gregoria, de son côté, reste en permanence dans la communauté et se consacre à l'agriculture. Mais la distance réduit progressivement la fréquence des retours de Carlos à Chilalo. C'est ainsi que ses filles, chacune à leur tour, vont prendre le relais sur l'exploitation. En 2008, le couple décide de se rejoindre à Oruro, revenant à Chilalo le temps des travaux agricoles tout en embauchant un berger à l'année pour le gardiennage du troupeau. La mise en parallèle de ces deux trajectoires montre que Gregoria est la garante du lien à la communauté d'origine, lieu d'ancrage constant au cours de sa vie tandis que le dés-ancrage de son mari est intervenu assez tôt, tout en maintenant une circulation quasi constante entre la communauté et les lieux de travail à l'extérieur. Sa trajectoire est assez représentative de ce que nous avons largement décrit antérieurement, à savoir un producteur de quinoa qui articule espaces urbain et rural par le biais d'un système de double résidence et d'une pluri-activité.

La trajectoire du fils aîné est également intéressante. À 16 ans, Wiliam s'engage dans le processus migratoire puisqu'il part travailler à Cochabamba dans une briqueterie. Il est, dès son arrivée, logé chez une tante. C'est là qu'il rencontrera sa future épouse (originaire de Carangas dans le département d'Oruro), venue aussi à Cochabamba travailler dans la briqueterie avec l'un de ses frères. Après s'être mariés en 2000, ils restent à Cochabamba pour y travailler pendant deux ans avant de s'installer à Chilalo dans l'espoir pour Wiliam d'obtenir le concours d'entrée à l'École normale de Llica. Il n'est finalement pas accepté, mais sa femme et lui restent deux ans à Chilalo où ils construisent une maison et cultivent les terres que son père leur prête : 0,7 ha mécanisable et 0,3 ha en culture manuelle. Mais ils partiront très vite à Oruro, car la quinoa ne suffit pas à assurer leur subsistance. Le problème de l'accès trop restreint à des terres cultivables est ici le facteur déterminant d'un échec de retour et d'une ré-émigration. À Oruro, Wiliam travaille d'abord avec son père comme maçon, puis il monte sa propre activité. Sa femme est employée domestique deux jours par semaine, en plus de quelques travaux ponctuels. Depuis le départ de Chilalo, c'est elle qui y retourne chaque année cultiver les terres et aider ses beaux-parents au moment de la récolte. Ses enfants, non scolarisés, l'accompagnent à chaque retour dans la communauté.

Quant aux filles de Carlos et Gregoria, la première, Ana, est d'abord partie avec son frère à Cochabamba pour travailler dans la briqueterie. Elle rejoint ensuite sa cousine à Iquique où elle travaille comme employée domestique pendant un an. Tombée enceinte, elle revient s'installer à Chilalo où elle cohabite avec ses parents (dans la maison familiale) qui lui prêtent quelques petites parcelles. Parallèlement, elle est embauchée comme éducatrice pour les enfants en bas âge dans la garderie de la communauté. Finalement en 2008, lors d'un changement du système résidentiel familial, elle aussi part s'installer à Oruro avec son fils. Elle y travaille la journée et étudie le soir pour devenir professeur rural.

La trajectoire de Carolina, la deuxième fille, typique d'une errance résidentielle qui s'installe dans la durée, a été présentée en figure 34.

Demesia, la troisième fille, après l'école primaire, aide pendant une année la famille sur l'exploitation familiale puis, dès l'âge de quatorze ans, elle part à Cochabamba rejoindre ses frères et sœurs. Elle sera employée domestique pendant un an chez des parents. Elle revient brièvement à Chilalo avant de tenter une expérience à Iquique où sa cousine lui trouve un emploi dans une exploitation maraîchère. Comme elle ne parvient pas à s'habituer, elle rentre au bout de 4 mois à Chilalo. En 2002, alors qu'elle a seize ans, elle commence une formation à l'institut technique de Salinas, comme sa sœur, et obtient son bac en 2005. L'année suivante, elle s'installe en ménage avec un homme originaire de Pitca (communauté proche de Chilalo) qui fait des études dans le département de Sucre. C'est elle alors qui s'occupe de l'activité agricole dans les deux communautés : Pitca où son mari a hérité des terres et Chilalo où ses parents lui prêtent 0,7 ha. Parallèlement, sa mère l'embauche pour les travaux agricoles à Chilalo. En 2008, lorsque le système résidentiel familial évolue, elle s'installe à Salinas dans la maison familiale. Son mari, lui, travaille temporairement dans la mine de Salinas qui a ouvert à nouveau depuis la hausse des cours des minerais.

La quatrième fille, Lourdes, n'a pas fait d'études. Après l'école primaire à Chilalo, elle reste un an pour aider sa mère sur l'exploitation. Elle constitue ensuite son ménage à 17 ans. Le couple part à Buenos Aires pendant un an où son mari travaille dans un atelier de couture. Tous deux rentrent ensuite s'installer à Oruro où lui travaille comme maçon et elle dans le commerce alimentaire de rue. Finalement, sa mère lui propose de l'aider pour les travaux agricoles et de lui prêter des terres. C'est ainsi que Lourdes, au moment des enquêtes, alternait son temps de vie entre Oruro et Chilalo.

Enfin, les trois plus jeunes enfants, après une étape de scolarisation à l'école primaire de Chilalo, partiront à Oruro. Le plus jeune fils, à ses quinze ans, y partira chez son frère pour poursuivre ses études au collège. Ses deux jeunes sœurs, lorsque le système résidentiel familial se modifie en 2008, accompagneront toutes les deux leurs parents à Oruro.

L'analyse croisée de ces trajectoires individuelles met en évidence, pour la génération des enfants, une alternance entre périodes de résidence dans la communauté et de migration dans plusieurs lieux successifs. La communauté reste cependant le lieu de référence, le lieu de retour. La transmission générationnelle au lieu d'origine est assurée.

Les espaces-ressources de cette famille sont multiples et sont mobilisés tour à tour, grâce à des prises de relais successives par les membres ou parents de la

famille qui permettent l'accueil et l'insertion dans les divers lieux de migration. La ville de Cochabamba a été le premier lieu-ressource pour la famille, pratiqué par quatre des enfants accueillis par une tante. Oruro est un lieu également structurant dans la trajectoire familiale, puisque c'est là que les parents louaient en 2008 une maison. Finalement, Salinas, situé à proximité de la communauté, a constitué un lieu-relais tout aussi important où les parents sont propriétaires d'une maison. La Paz est intervenu plus tard, et de façon plus ponctuelle, comme espace-ressource de la famille, en particulier pour l'une des filles qui a été embauchée à deux reprises comme employée domestique par son parrain qui y résidait. Finalement, l'étranger ne constitue pas un espace-ressource pour cette famille, exceptée la ville d'Iquique au Chili, où les jeunes filles sont parties travailler ponctuellement, en étant hébergées à leur arrivée par une cousine. Le dispositif familial de résidence se déploie à partir d'un certain nombre de lieux-ressources où les individus peuvent travailler et résider, tandis que la communauté constitue, selon les périodes du cycle de vie, le lieu où l'on tente de s'ancrer et de se stabiliser, le lieu-refuge ou le lieu-tremplin avant un nouveau départ et, dans tous les cas, le lieu de référence des individus. L'espace d'origine est ainsi le lieu de la centralité fonctionnelle et identitaire de cette famille autour duquel s'organisent des espaces satellites sur lesquels elle joue.

Au final, la lecture générationnelle des trajectoires de mobilité révèle chez cette famille – comme chez beaucoup d'autres – l'importance des logiques d'articulation et d'interdépendance des membres dispersés dans la formation de territoires familiaux multi-situés. Dans ce dispositif, et quelle que soit la trajectoire migratoire, celle-ci s'articule sans cesse au lieu d'origine. Tous les ménages de cette famille sont pluriactifs et tous participent aux travaux agricoles sur les terres de leurs parents, que ce soit pendant l'enfance ou lorsqu'ils forment un ménage indépendant. Appréhendées à l'échelle de la famille, et au travers des ajustements ou arrangements permanents qui s'opèrent entre ses membres, les trajectoires de mobilité relativisent la catégorie d'ancrage/dés-ancrage définie à l'échelle des individus.

Les revenus de la quinoa : usages et lieux des investissements

La destination des revenus tirés des différentes activités est un bon indicateur du lieu d'investissement des familles, reflet de leur vision de l'avenir et, par là même, de leur mode de territorialisation. Il est donc intéressant de savoir dans quels lieux les familles choisissent d'investir leur épargne, quand elle existe, et dans quel

domaine. L'argent de la quinoa sert-il à consolider l'assise rurale en permettant aux familles d'investir dans la communauté ou, au contraire, contribue-t-il à ce qu'elles projettent leur avenir à l'extérieur et ainsi, à renforcer les multipolarités ? De même, les revenus de la quinoa, qui ont permis à certains ayants droit de se ré-ancrer dans leur communauté d'origine, sont-ils utilisés pour mieux investir le local ou bien pour mieux se multipolariser ?

Il s'avère très difficile de connaître le montant précis des revenus des ménages, tout comme il est délicat de savoir « quel argent sert à quoi ». À défaut de données quantifiées et précises sur ce sujet, les entretiens réalisés auprès de 149 producteurs ont permis d'identifier la récurrence d'investissements réalisés avec les revenus de la quinoa, ainsi que le lieu et la nature de ces investissements.

En premier lieu, un facteur fondamental est à considérer : la culture de quinoa est une activité agricole soumise aux aléas climatiques, et la récolte n'est donc pas assurée chaque année, ni les revenus escomptés garantis. Dans le cas de ménages pluriactifs, l'argent de la quinoa est un « plus » sur lequel ces ménages ne misent pas pour assurer la subsistance quotidienne de leur famille. Ces revenus sont plutôt perçus comme une source potentielle d'épargne et sont généralement employés pour réaliser des investissements, tandis que les autres activités conduites à l'extérieur procurent les revenus destinés à assurer les besoins quotidiens (alimentation, vêtements, etc.).

Les investissements dans la communauté concernent généralement le développement de la pluri-activité soit directement liée à la quinoa (achat d'un tracteur et/ou d'un camion pour le transport), soit dans un autre secteur que l'agriculture (construction d'un hébergement touristique, mise en place d'un petit commerce). À l'extérieur de la communauté, les investissements sont de nature plus variée et peuvent concerner l'achat ou la construction d'une maison, l'éducation des enfants ou, là encore, le développement d'une activité en ville (commerce, artisanat, etc.).

Sur les 149 producteurs enquêtés, 86 ont réalisé un ou plusieurs investissements grâce aux revenus de la quinoa, la moitié ayant été réalisée dans la communauté et l'autre moitié en dehors de celle-ci (fig. 37a). En soustrayant les producteurs de San Juan qui, d'une certaine manière modifient les résultats, car ils sont nombreux à investir localement dans l'activité très spécifique du tourisme (hébergement ou commerce), les investissements liés au développement de la pluri-activité au sein même des communautés concernent seulement 25 % des producteurs. En revanche, 41 % ont investi dans l'achat ou la construction d'une maison et 26 % dans l'éducation de leurs enfants en dehors de la communauté (fig. 37b).

La répartition des types d'investissements réalisés grâce aux revenus de la quinoa selon le critère de la résidence du producteur en 2008 (fig. 38) montre des différences marquées. Premier constat : ce sont les producteurs non résidents qui



Photo 1

Au petit matin, la place de Salinas de Garci Mendoza, sous-préfecture devenue capitale de la *Quinoa Real*. Un camion de transport de quinoa, un autocar en attente de départ pour Oruro, un commerçant ambulant et des personnes qui attendent...



Photo 2

Depuis une montagne surplombant Salinas de Garci Mendoza, le drapeau bolivien flotte...



Photo 3
Candelaria de Viluyo : au premier plan, un hameau abandonné.
Dispersées au loin, des maisons neuves au toit de tôle.



Photo 4
Des champs de quinoa labourés qui avancent toujours plus sur les terres de pâturage.



Photo 5
Récolte de quinoa.
Seuls les plants les plus mûrs
sont arrachés et il faudra
repasser plusieurs fois pour suivre
l'échelonnement de la maturité
des grains. Sous le soleil
de plomb, toutes les générations
sont au champ.



Photo 6
Pour le battage de la quinoa dans cette parcelle de montagne inaccessible aux machines,
l'entraide familiale est de mise. Ici trois générations de femmes participent et les enfants aident
à leur mesure.



Photo 7

La région du *salar* d'Uyuni, longtemps marginalisée, se dote maintenant de nouveaux réseaux électriques, téléphoniques et routiers. Ici le corridor bi-océanique qui passe à proximité de San Juan de Rosario et qui, traversant le Brésil, la Bolivie et le Chili, reliera à terme l'océan Pacifique à l'océan Atlantique.



Photo 8

Avril 2008. Le président Evo Morales se rend à Llica, dans la région de Palaya. L'essor commercial de la quinoa met en lumière cette région frontalière longtemps en marge du reste du pays.



Photo 9

Grâce aux revenus de la quinoa cette dame a monté sa boutique à San Juan, à destination des touristes et surtout des habitants.



Photo 10

Dans la cour de ces maisons en adobe, on aperçoit une charrue, propriété d'un tractoriste.



Photo 11

L'autocar reste le moyen de locomotion privilégié pour relier les communautés de l'altiplano bolivien avec les centres urbains.



Photo 12

Au pied du volcan Tunupa, des champs de quinoa prêts à être récoltés.

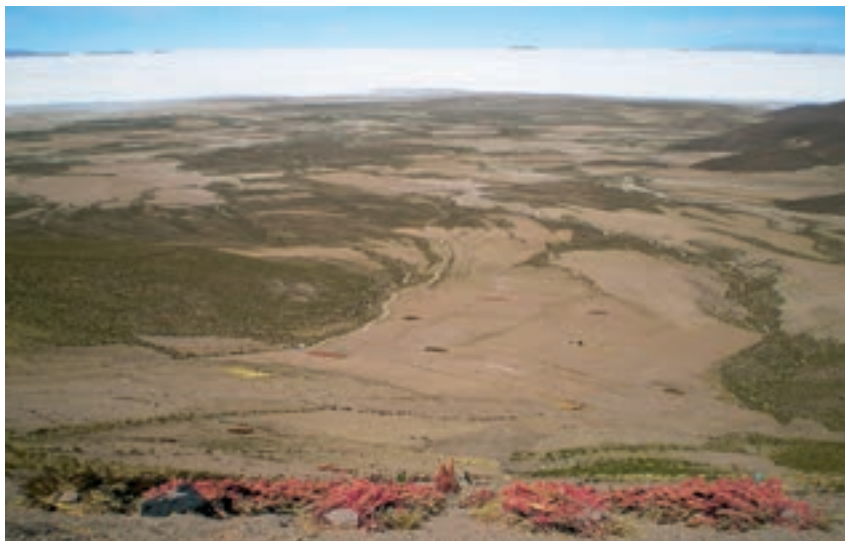


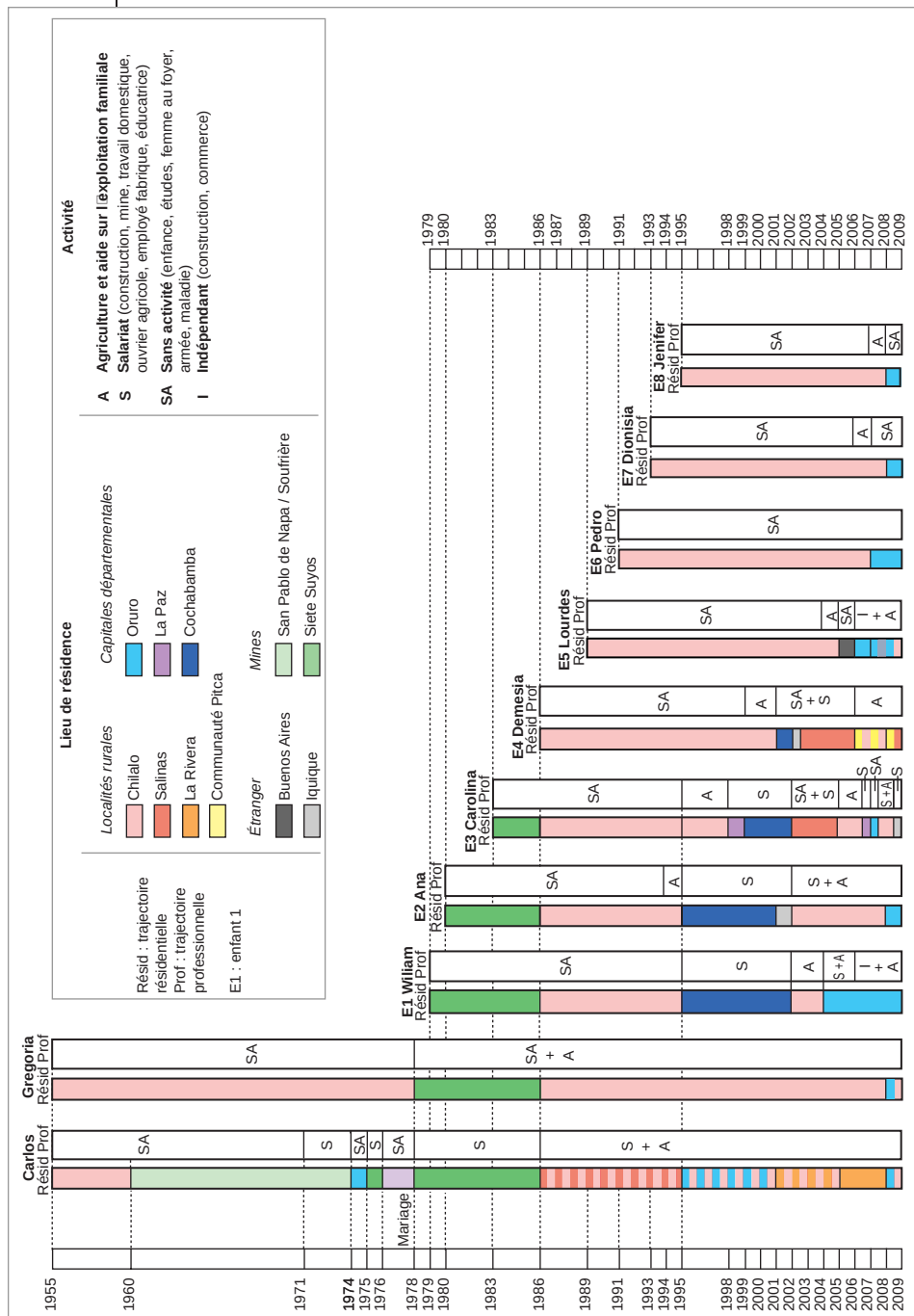
Photo 13

Dans la communauté de Palaya, une des plus grosses productrices de quinoa, les cultures autrefois cantonnées aux versants grignotent progressivement les pâturages de la plaine.



Photo 14

Dans la communauté de Chilalo surplombant le *salar* d'Uyuni, le vannage, comme l'ensemble des travaux qui suivent la récolte, est encore le plus souvent manuel.



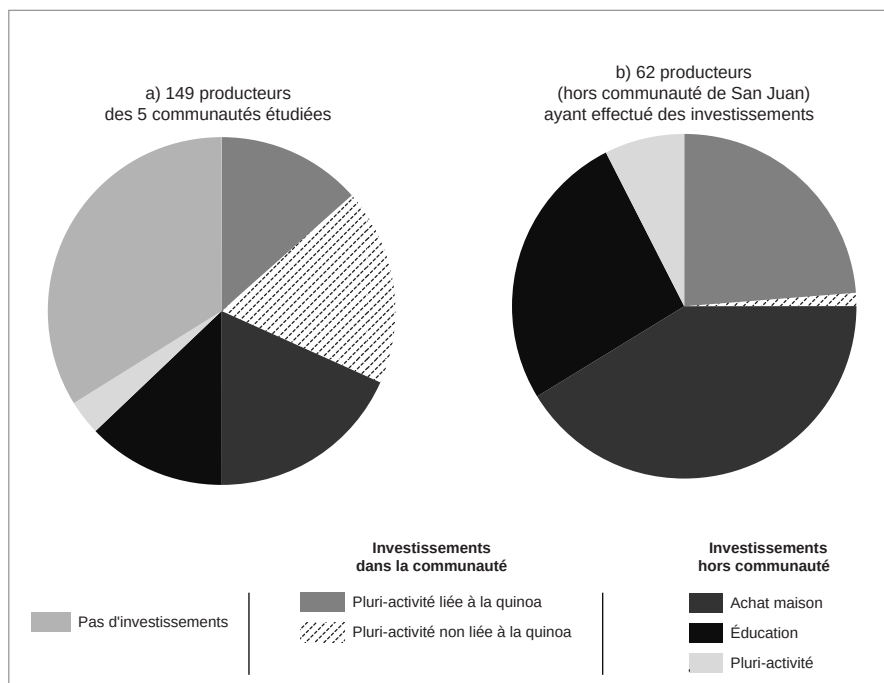
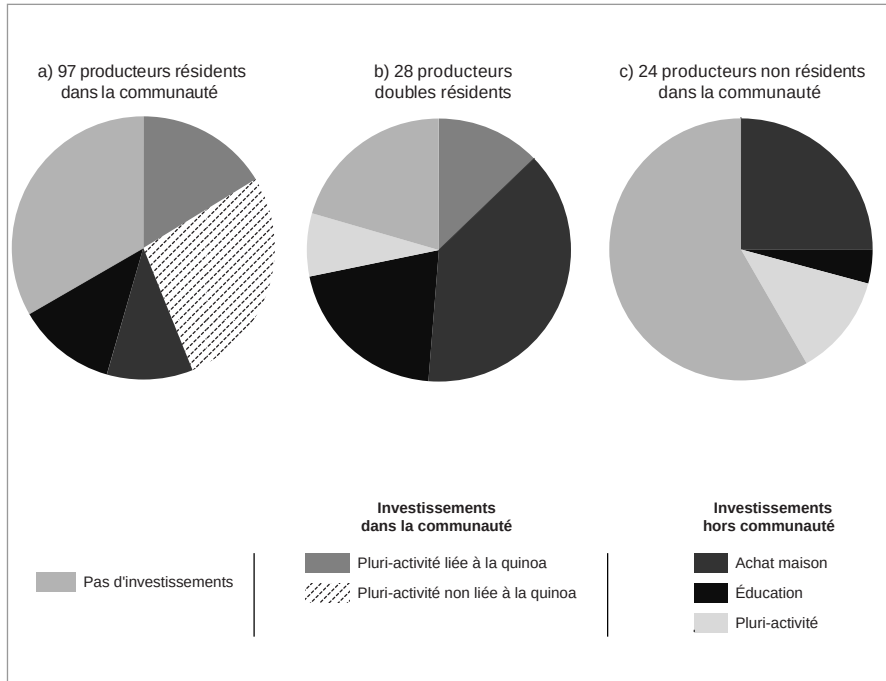


Figure 37
Types d'investissements réalisés grâce aux revenus de la quinoa (en %).
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

investissent le moins (fig. 38c). Le résultat est logique puisque ce sont ceux qui cultivent le moins en termes de superficie et qui retirent donc moins de revenus de la culture de quinoa. Les producteurs résidents se situent dans une position intermédiaire, investissant dans leur communauté, mais aussi à l'extérieur, dans l'achat d'une maison et/ou l'éducation de leur enfants (fig. 38a). Cela signifie, d'une part, que, pour ceux qui n'investissent pas, la pluri-activité est réduite et les revenus de la quinoa sont leur ressource principale utilisée pour satisfaire les besoins quotidiens et, d'autre part, que certains producteurs sont en phase de devenir doubles résidents. Les doubles résidents finalement sont ceux qui investissent le plus grâce aux revenus de la quinoa, en particulier dans l'achat d'une maison à l'extérieur de la communauté (fig. 38b). Par ailleurs, 66 % des producteurs résidents dans leur communauté ont investi dans la mise en place d'une activité locale contre seulement 13 % des producteurs doubles résidents. Aucun investissement au niveau local n'a été mentionné par les producteurs non résidents, résultat relativement logique, là aussi, mais qui vient confirmer l'idée selon laquelle la production de quinoa pour ces familles non résidentes constitue une forme d'extraction et de transferts de ressources de la campagne vers la ville.

**Figure 38**

Types d'investissements réalisés par les producteurs grâce aux revenus de la quinoa selon leur résidence en 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Les logiques familiales d'investissements liées à la production de quinoa influencent les dynamiques de développement local qui se jouent entre l'espace d'origine et l'extérieur. Finalement, 60 % des producteurs disposent d'un revenu suffisant pour un investissement extérieur à la simple marche du ménage (dépenses quotidiennes et autoconsommation de quinoa). Malgré les perspectives de revenus relativement élevés qu'il peut faire espérer, l'essor de la quinoa semble donc s'accompagner d'une grande sélectivité en termes de niveaux de revenus et d'épargne potentielle.

Mobilités, foncier et système de production

Chapitre 10

L'essor de la culture d'exportation de quinoa s'est traduit dans la région du *salar* d'Uyuni par une course au foncier. Désormais les communautés rurales – ou plutôt leurs terres – sont attractives, car elles offrent des perspectives inédites de revenus. Dans ces conditions nouvelles, conserver ses droits à la terre ou en acquérir de nouveaux devient crucial pour qui veut entreprendre la culture commerciale de la quinoa ou du moins maintenir son appartenance à la communauté. Et la régulation de l'accès au foncier apparaît comme un enjeu central dans des communautés où l'usufruit familial des terres collectives reste la règle. La mobilité traditionnelle des populations locales doit être réexaminée dans ce cadre. Quelles stratégies individuelles et familiales les producteurs de quinoa mettent-ils en place en termes d'organisation spatiale et sociale pour être présents et cultiver à ce moment-clé de l'histoire agraire locale ? Comment les communautés répondent-elles à ce regain d'intérêt pour leurs ressources territoriales ?

Migration et ressources foncières

La pression sur les terres est-elle un motif pour partir ou, au contraire, revenir dans la communauté ? Quels sont les effets de la migration sur l'accès à la terre ? Ce droit est-il pénalisé au nom du principe selon lequel les absents n'ont plus droit au chapitre dans la gestion territoriale locale ? Ou au contraire l'accès à la terre est-il favorisé par le réinvestissement local de ressources économiques acquises par la migration ? Ou les droits des migrants sont-ils simplement préservés et conservés identiques à ceux des autres membres de la communauté ? La mobilité des producteurs est-elle source de tensions dans le contexte de prise de valeur du foncier ?

L'accès au foncier

La mobilité, la terre et la famille

La migration en milieu rural est souvent interprétée comme un moyen d'alléger la pression démographique sur les ressources en terres, en particulier dans des espaces où le foncier est saturé (DOMENACH et PICOUE, 2000, 2002) : ceux qui partent laissent vacantes des terres qui peuvent être mises en culture par ceux qui restent. Les situations, cependant, revêtent une grande complexité, en partie dépendante des normes d'usage de la terre propres à chaque société locale. Dans la région du *salar* d'Uyuni, les ayants droit qui partent, pour une durée plus ou moins longue, laissent-ils leurs terres à ceux qui restent ? Gardent-ils un droit d'usage de leurs terres ou celui-ci est-il réservé, par principe, à ceux qui restent ?

S'installer durablement en dehors de la communauté signifiait jusqu'à une période récente, une réduction de la superficie cultivée et donc de l'activité agricole dans la communauté dans la mesure où la terre n'était pas nécessairement revendiquée, ni récupérée par un autre membre de la communauté en raison de la faible pression démographique, ainsi que du peu d'attractivité économique de l'activité agricole. En générant une véritable course au foncier, l'expansion de la culture de la quinoa a introduit une situation inédite où la terre devient un objet d'accaparement individuel. Arrangements, négociations, contractualisations, mais aussi querelles et conflits, sont désormais au cœur de la gestion des terres, notamment entre migrants et non-migrants.

Plusieurs formes de contractualisation intergénérationnelles autour du foncier sont possibles. Dans la région du Veracruz au Mexique, étudiée par A. QUESNEL et A. DEL REY (2005a), le père donne le patrimoine foncier comme garantie pour obtenir un prêt pour le départ de son fils aux États-Unis ou pour des migrations internes lointaines, en échange de quoi, le fils sera l'héritier de ces terres. Le fils organise donc son retour dans la communauté et envoie l'argent de la migration qui est utilisé pour le quotidien ou l'augmentation du capital foncier. Ces formes de contractualisation entre père et fils n'existent pas dans la région du *salar* d'Uyuni, sans doute par absence de migrations lointaines et coûteuses qui nécessiteraient ces garanties.

Un autre type de contractualisation consisterait à donner les terres en héritage à celui qui reste dans la communauté auprès des parents. Or, sur l'Altiplano sud, la terre n'est pas réservée exclusivement à celui qui reste. Lorsque le fils a constitué son unité domestique dans la communauté et que les parents ont leur propre foyer, le fils prend en charge la culture des terres de ses parents tout en gérant son propre foncier comme une unité distincte. Dans ce cas, le fils ayant choisi de rester dans la communauté aura certainement plus de terres en héritage que ceux qui ont migré, mais ce n'est pas une règle systématique.

Le contexte de forte mobilité propre à l'Altiplano sud tend à modifier certaines normes d'accès à la terre. Ainsi, lorsque des terres sont prêtées à un enfant non résident qui s'est mis en ménage, les normes sont contournées. Autrefois, lorsqu'il devenait ayant droit, un jeune ménage s'installait sur des terres héritées et/ou données par la communauté et entrait donc dans le système de devoirs envers la communauté (système de charges, cotisations, travaux collectifs). Aujourd'hui, un jeune ménage qui ne réside pas de façon permanente dans la communauté cultive souvent des terres prêtées et ne relève donc pas des obligations communautaires. Cette pratique est née d'un compromis entre la nécessité d'une mobilité croissante des membres des communautés et le désir de maintenir, voire de développer, les activités agricoles malgré l'éloignement. En effet, il est plus confortable pour un jeune producteur de cultiver sous la houlette de son père et de contourner ainsi les obligations envers la communauté. En outre, cela avantage le père qui peut, sous couvert de terres prêtées à ses enfants, s'approprier de grandes superficies.

Si le prêt de terres à des enfants en ménage devient fréquent, il est difficile de savoir si les règles d'accès au foncier au sein des familles ont réellement évolué, car la mise en culture des plaines est une situation nouvelle. La différence fondamentale est qu'autrefois les individus ou les familles partaient en abandonnant l'activité agricole ou en confiant leurs terres à un parent alors qu'aujourd'hui, tous trouvent un moyen de préserver l'accès à leurs terres par leur mise en culture.

La mobilité, la terre et la communauté

Si la migration est une pratique ancienne dans les communautés de l'Altiplano sud, la question du devenir du patrimoine foncier des absents s'y pose aujourd'hui de manière nouvelle. Comment la communauté, gardienne des terres et entité sociale régissant les droits à cultiver, réagit-elle à l'expansion des cultures de quinoa et à la prise de valeur de la terre qui l'accompagne ?

Traditionnellement, la terre est un bien inaliénable qui reste au sein de la famille même si, du fait d'une migration plus ou moins longue, ce bien n'est pas exploité de façon permanente. Dans le cas où il est laissé inculte, le patrimoine foncier de chaque ayant droit est respecté et n'est pas redistribué par la communauté, car il est admis que la migration peut être réversible et que le patrimoine peut servir à la génération suivante.

Cependant, la consolidation de la production en plaine, le maintien d'un prix de vente élevé de la quinoa et l'avancée du front des cultures vers des terres de moins en moins favorables ont encouragé les résidents permanents des communautés à cultiver les terres d'ayants droit absents. Dans un premier temps, l'institution communautaire est restée le plus souvent muette devant cet état de fait. Mais à partir des années 2000-2005, l'apparition de conflits entre des familles de permanents l'a

poussée à réagir. Un « appel aux migrants » leur a signifié que, s'ils souhaitent conserver leur patrimoine foncier, ils devaient revenir cultiver leurs terres et se mettre à jour de leurs obligations envers la communauté. Dans le cas contraire, leurs terres pourraient être redistribuées à d'autres ayants droit. Cette dérogation aux normes traditionnelles a été pour beaucoup d'ayants droit émigrés une alerte les incitant à remettre en valeur leurs terres. Il s'agit là d'une évolution remarquable qui réactualise la devise de la réforme agraire de 1953 : « la terre est à celui qui la travaille ». Au respect absolu des terres appartenant aux ayants droit absents s'est donc substituée la possibilité de leur mise en valeur par d'autres – une éventualité restée, à notre connaissance, théorique. Désormais, s'ils veulent conserver leurs droits d'accès au foncier, la valorisation de la terre est devenue une obligation pour tous les ayants droit de la communauté, ce qui a favorisé une hausse du nombre de producteurs, indépendamment de toute incitation liée à la valeur commerciale elle-même de la quinoa.

La migration dans ses rapports au patrimoine foncier

Le manque de terres

Dans la majorité des communautés de l'Altiplano sud, la culture de quinoa est l'unique activité locale génératrice de revenus. Une personne qui n'a pas accès à la terre n'a donc d'autre choix que de partir.

Pour les femmes, la situation est simple : elles sont vouées à quitter leur communauté car elles n'ont pas d'accès aux terres et n'auront localement aucune source de revenus. En revanche, elles gardent généralement des liens forts avec leur communauté d'origine.

Le cas des hommes est plus complexe. Jusqu'à une période récente, la question foncière n'était pas le principal motif de migration sur l'Altiplano sud, région bien moins marquée par le *minifundio* que d'autres en Bolivie et où les réserves de foncier pastoral étaient suffisamment importantes pour que chacun en dispose en abondance. Mais les activités agropastorales, irrégulières et soumises aux aléas climatiques, ne fournissaient que des gains insuffisants dans un marché extrêmement réduit. La migration plus ou moins prolongée, en ville ou vers un centre minier, était alors l'unique moyen d'obtenir le complément de revenu indispensable pour subvenir aux besoins des familles.

L'essor économique de la quinoa, l'accroissement, grâce à la mécanisation, des superficies cultivées par ayant droit, et donc l'expansion des cultures au détriment des terres pastorales, ont totalement bouleversé la relation entre migration et accès

au foncier. Mis à part les ayants droit de Chilalo, qui n'ont pas pu augmenter leur superficie cultivée du fait d'un espace agricole peu extensible, les familles partent désormais non pas chassées par l'impossibilité de vivre de l'activité agricole, comme autrefois, ni à cause du manque de terres, comme dans d'autres régions, mais parce qu'elles souhaitent bénéficier du confort urbain. Les producteurs de quinoa vivent ainsi un nouveau rapport à la migration : ils s'engagent dans des « semi-départs » sous forme de mobilités circulatoires et de double résidence cherchant à concilier les avantages de la ville avec les bénéfices de l'agriculture dans leur communauté d'origine. Autrefois contrainte, la mobilité est maintenant choisie.

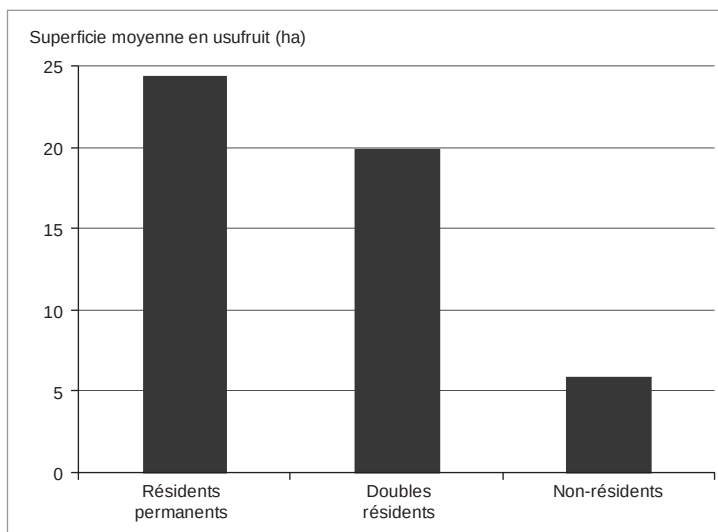
Migration et accès inégal au foncier

Dans le cas du Mexique, QUESNEL et DEL REY (2005b : 4) indiquent que « parmi les familles des propriétaires terriens, qui vivent dans les *colonias*, la migration internationale des plus jeunes hommes s'intègre comme une ressource qui permettra de renforcer le patrimoine familial ». G. CORTES (2002 ; 2004) signale le même phénomène dans le département de Cochabamba (Bolivie). Au contraire, dans la région de l'Altiplano sud, la terre ne se vend pas et l'augmentation du capital foncier ne peut donc se réaliser que par accaparement de terres communautaires et à condition d'être ayant droit. Un capital financier de départ peut permettre de payer les services d'un tractoriste pour réaliser le défrichage et engager la mise en culture. Sans capital financier, le producteur peut recourir à un contrat *al partir* avec un tractoriste, généralement pour une durée de trois ans. Migrer peut donc être utile à celui qui cherche à augmenter son capital foncier, mais ce n'est pas une condition indispensable.

Les migrations internationales à partir de l'Altiplano sud – vers le Chili et l'Argentine notamment – ne nécessitent pas un capital de départ important. Le patrimoine foncier n'est donc pas mis en gage, ni cédé pour rembourser un éventuel emprunt.

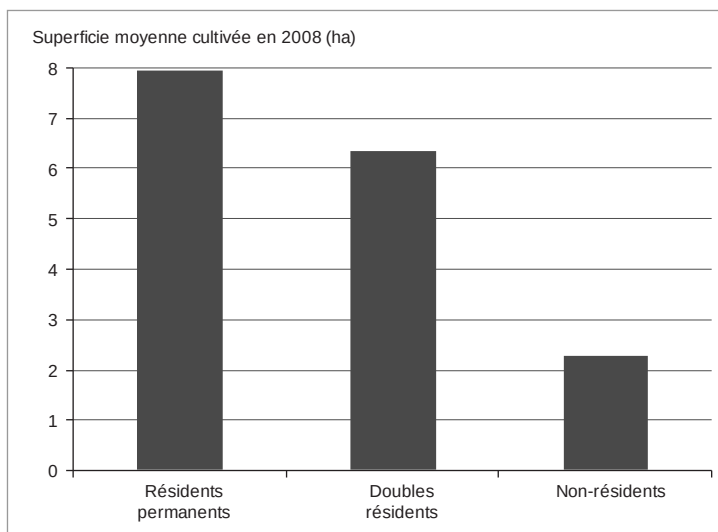
Peu de différences apparaissent entre producteurs résidents permanents et doubles résidents quant à la superficie en usufruit et cultivée (fig. 39 et 40)⁷⁵. En revanche, les migrants (ou non résidents) possèdent et cultivent nettement moins de terres que les deux autres catégories. Cela signifie que les producteurs les plus engagés dans la culture de quinoa résident de façon permanente ou au moins intermittente dans les communautés productrices, certains anciens migrants ayant pu investir dans l'activité agricole et revendiquer leurs droits à la terre en mettant en place une double résidence. On notera au passage que, quelle que soit la situation résidentielle du producteur, les superficies cultivées représentent en moyenne un tiers des terres en usufruit.

⁷⁵ Les surfaces déclarées sont vraisemblablement sous-estimées par les producteurs enquêtés. La situation résidentielle a été définie l'année de l'entretien, et peut correspondre à une configuration transitoire.

**Figure 39**

Superficie moyenne en usufruit des producteurs selon leur résidence en 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

**Figure 40**

Superficie moyenne cultivée par les producteurs en 2008 selon leur résidence.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

La culture de la quinoa est souvent secondaire dans le système d'activité des migrants actuels. Mais la situation pourrait changer rapidement et conduire à la revendication de droits fonciers supplémentaires.

Migration, extension des terres cultivées et tensions foncières

En quoi la migration a-t-elle joué ou continue-t-elle de jouer un rôle dans l'extension des terres cultivées ? Les situations sont diverses et complexes. De façon générale, les résidents permanents (ceux qui pratiquent des circulations de travail, ceux qui ont accumulé un capital lors de précédentes migrations longues ou qui l'ont réalisé en vendant leurs troupeaux) ont été les premiers à saisir l'opportunité offerte par le marché de la quinoa, et donc à enclencher le changement d'usage des terres au profit de la culture de quinoa. Par le capital accumulé et la possibilité de le réinvestir, des expériences migratoires antérieures (en Bolivie ou à l'étranger) ont pu jouer, dans certains cas, un rôle de levier économique pour financer le défrichement mécanique nécessaire à l'extension des superficies cultivées. Dans les années qui ont suivi le déclenchement du processus, l'extension des cultures a été le fait des producteurs ayant réussi à tirer de bons revenus de la quinoa et donc à épargner suffisamment. À ceux-là se sont ajoutés les migrants de retour interpellés par les instances communautaires et les non-résidents parvenus, par diverses formes de métayage, à « cultiver à distance ». De fait, l'avancée des cultures n'est plus sous le seul contrôle des résidents permanents, ce qui a conduit à faire naître certaines tensions autour de l'accès aux ressources.

Ces tensions ont coïncidé avec un changement de perception du territoire communautaire. Au début du processus d'extension des superficies cultivées, l'espace communautaire voué à la culture de quinoa était perçu comme « infini ». Avec l'avancée du front des cultures, une perception de la « finitude de l'espace » a progressivement émergé. Cette nouvelle perception a été concomitante de la mise en valeur de terres d'ayants droit absents, puis du retour de certains d'entre eux, ce qui a généré des tensions autour des ressources foncières. Ce basculement a été graduel et décalé dans le temps selon les communautés et leur potentiel d'extension des surfaces cultivables. Aujourd'hui, ces tensions se sont multipliées et opposent non seulement les ayants droit migrants aux permanents, mais également les familles permanentes entre elles.

Les migrants de retour depuis les années 2000 sont d'abord revenus pour réclamer leur patrimoine foncier familial, c'est-à-dire le foncier acquis ou reconnu comme appartenant à leur famille, et qui souvent avait été cultivé par d'autres membres de la communauté. Dans un deuxième temps, ils ont souhaité également agrandir leur

patrimoine en s'accaparant l'usufruit de nouvelles terres dans les plaines. Les tensions initiées par l'accaparement des terres par les résidents permanents ont donc été aggravées par les revendications de ceux qui, parfois, n'avaient jamais résidé dans les communautés, ni cultivé leurs terres jusqu'alors. Parmi ces derniers, beaucoup ignoraient même l'emplacement et la superficie de leurs parcelles. Il leur a donc fallu convaincre un des anciens de la communauté de leur indiquer la localisation et les limites de leurs terres. Il s'est agi ensuite de récupérer ces terres sans trop de heurts : soit celui qui les cultivait sans autorisation acceptait de rendre les parcelles, soit l'ayant droit était contraint de négocier avec lui moyennant compensation financière, autrement dit en lui « rachetant » ses propres droits d'usufruit. Ce processus de récupération des terres par les migrants a parfois pu être long.

L'exemple de Máximo, membre de la communauté de Chilalo, mais ayant quitté la communauté à l'âge de 10 ans, est assez significatif de ce processus. Les terres de son père ont d'abord été à la charge de sa sœur, puis de sa marraine jusqu'en 1993. Celle-ci a cessé de cultiver suite à de trop nombreuses critiques subies de la part de certains membres de la communauté qui remettaient en cause sa légitimité. Depuis cette date, aucun parent n'est en charge des terres. En tant qu'ayant droit, Máximo est l'héritier légal du patrimoine familial. Il revient en 2005 après soixante-dix ans d'absence, après qu'un courrier lui ait indiqué qu'un membre de la communauté résident permanent était en train de cultiver ses terres. Deux de ses parcelles (soit 1 ha) étaient cultivées et deux autres (soit 1 ha) étaient en cours de défrichement. À son retour, il n'a pu récupérer les parcelles déjà cultivées que l'année suivante, une fois la récolte passée. Pour celles qui étaient défrichées, en revanche, il a dû rembourser le prix du défrichage à la personne qui avait prévu de les mettre en culture.

L'accaparement de terres de pâturage communautaires pour la culture, qui ne font pas partie du patrimoine familial hérité, s'est déroulé dans un contexte de saturation progressive du foncier agricole. De fait, les migrants ayants droit, revenus à partir des années 2000, n'ont pas trouvé de terres à défricher et se sont donc sentis lésés. Certains n'ont pas hésité pas à revendiquer une redistribution générale de ce qui a été accaparé en leur absence, ce qui provoqua des conflits avec les producteurs permanents. Ces derniers arguent du fait que, contrairement aux migrants, ils n'ont pas de situation professionnelle en ville, et donc pas de revenus stables à l'extérieur, et par ailleurs que les migrants se sont absentés pendant des années sans participer à la vie de la communauté. Les résidents permanents étaient et restent toutefois contraints de prendre les revendications des migrants en considération, car elles sont légitimes au regard des règles communautaires. Par ailleurs, ils étaient et sont toujours mal à l'aise face à ces tensions, car ils se sont accaparés beaucoup de terres sans penser aux ayants droit absents, et ceci sans passer par une répartition concertée et collective des pâturages communautaires. Ils se retrouvent aujourd'hui, de fait, dans une impasse face aux migrants. La demande des migrants de redistribuer les terres accaparées est actuellement discutée dans la plupart des communautés.

Organisation sociale des systèmes de production

Les formes de mobilité jouent un rôle certain dans la variabilité des pratiques et des systèmes de production agricole : combinaison culture-élevage, itinéraires techniques, accès aux ressources foncières, mobilisation en travail et en ressources financières. La mécanisation du labour, du semis et d'une partie du traitement post-récolte a réduit le besoin de main-d'œuvre à l'hectare, permettant ainsi à des producteurs⁷⁶ de ne pas résider de façon permanente sur le lieu de production. On parlera de producteurs circulants pour ceux qui ne résident pas en permanence dans la communauté (doubles résidents et non-résidents) et de producteurs permanents pour les autres. Cependant, l'élevage ainsi que certaines opérations culturales exigent une présence sur place. L'absence au quotidien impose des aménagements et des relations pour la mise en œuvre de l'activité agricole. La question se pose donc d'identifier les contraintes induites par la mobilité dans la conduite des pratiques agricoles. Observe-t-on une différenciation des systèmes de production entre producteurs circulants et permanents ? Quels sont les arrangements familiaux et interfamiliaux qui permettent une agriculture compatible avec la mobilité spatiale ?

Aire de dispersion résidentielle des producteurs

Les liens spatiaux entre les communautés d'origine et les résidences actuelles des producteurs ayant migré dessinent des étoiles aux branches plus ou moins étirées (fig. 41). Curieusement, les lieux de résidence relativement proches (moins d'une centaine de kilomètres) ne sont pas les plus nombreux. Les migrants, qui maintiennent ou qui ont engagé récemment une activité agricole, résident surtout dans des villes situées entre 200 et 500 km de leur communauté, ce qui est remarquable. Enfin, et de manière exceptionnelle, ceux dont le lieu de résidence est éloigné de plus d'un millier de kilomètres de leur communauté réussissent malgré tout à y mener une activité agricole. En fait, la dispersion spatiale des producteurs agricoles, fort inégale d'une communauté à l'autre, n'empêche pas le maintien de l'activité agricole dans les lieux d'origine.

⁷⁶ Dans ces paragraphes, l'ensemble des producteurs, quel que soit leur type d'accès à la terre – direct ou indirect – sont considérés. Nous parlons ici des producteurs en tant qu'entité gestionnaire et non comme ayant-droit. Leur nombre dans les communautés étudiées varie de 24 à 132.

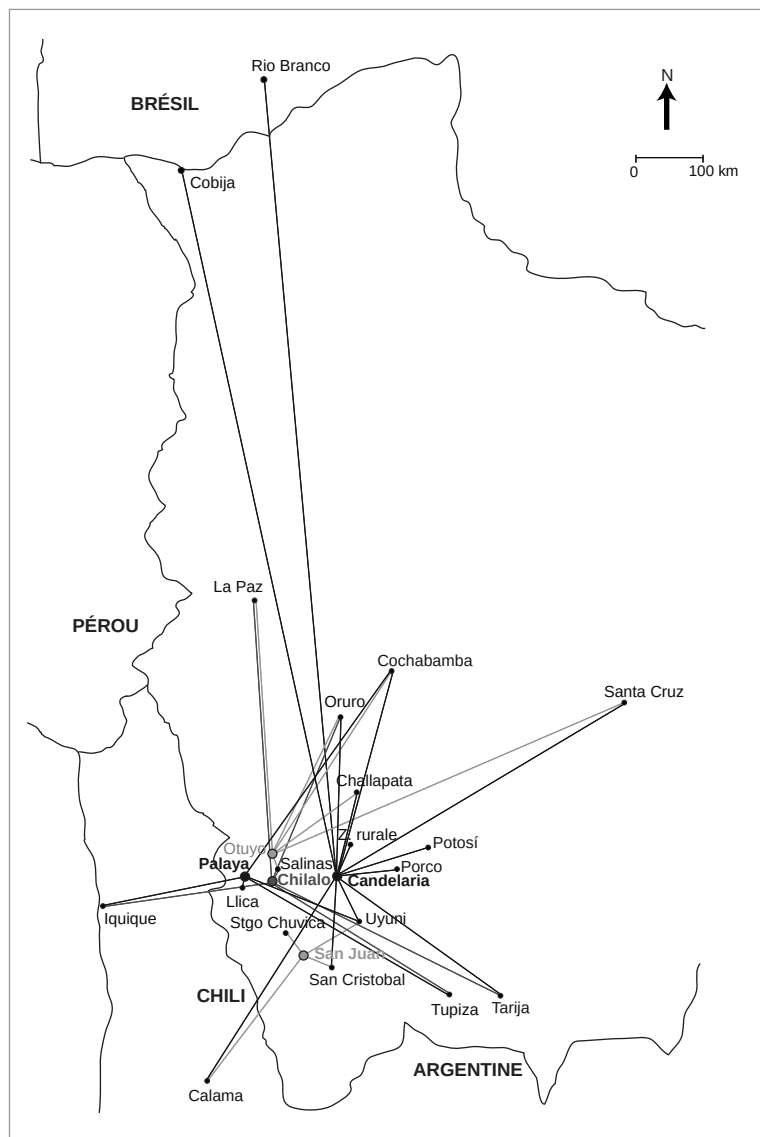


Figure 41
 Aire d'extension résidentielle des producteurs des cinq communautés étudiées.
 Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Il y a quelques années, l'aire résidentielle était beaucoup moins étendue et la proportion de producteurs résidant exclusivement dans la communauté bien plus importante. En effet, les nouveaux producteurs sont souvent en situation de double résidence ou résident exclusivement à l'extérieur de la communauté, et parallèlement, certains producteurs permanents ont élargi leur espace résidentiel et pratiquent désormais la double résidence.

En somme, les systèmes de production liés à la culture de quinoa sur l'Altiplano sud sont loin d'être fondés sur la stabilité et l'ancrage, classiquement assimilés à la gestion d'un terroir agricole. Toutefois, la dispersion et la mobilité impliquent une organisation sociale particulière de l'activité agricole.

S'organiser pour cultiver

La question de l'organisation sociale de la production, susceptible de répondre à la contrainte de la distance et de l'absence, se pose en particulier pour les producteurs présents de façon discontinue dans leur communauté. Comment s'organisent ces producteurs circulants pour la mise en valeur de leurs terres ? Quelles sont les formes d'arrangements, de contractualisation et de rapports sociaux qui en découlent ?

Modes de mise en valeur et relations sociales

Le système de production de la quinoa ne demande pas un travail continu tout au long de l'année. Nous estimons qu'il nécessite de 27 à 40 hommes-jour/ha, ce qui permet de s'absenter par moments du lieu de production. Les opérations culturales les plus décisives (labour, semis et récolte) doivent cependant être réalisées à des moments très précis, tout en étant relativement peu planifiables, puisqu'elles dépendent des aléas climatiques.

Les formes d'accès à la terre sont diverses, sans être exclusives les unes des autres. Les parcelles mises en culture peuvent être soit d'accès direct, soit prêtées, soit encore en métayage (*al partir*).

Pour la mise en culture de terres en accès direct, le producteur a trois options : le faire-valoir direct sans arrangement, le faire-valoir direct avec arrangements et enfin le métayage (*al partir*). En revanche, pour les terres qui lui sont prêtées, le producteur met en valeur directement. Pour la mise en culture de terres confiées *al partir*, il s'agit d'un contrat d'un an par lequel le métayer se charge de l'ensemble du cycle de production. Celui-ci partage ensuite la récolte avec l'usufruitier en fin de cycle.

Il existe donc un gradient d'implication de l'usufruitier dans la culture de ses terres, allant de la prise en charge totale des travaux jusqu'à la délégation complète.

Faire-valoir direct sans arrangement

Lorsque l'usufruitier et sa famille prennent en charge l'ensemble des travaux, on parle de mise en valeur directe de la terre sans arrangement. Dans le cas d'un producteur non permanent, cette prise en charge suppose des va-et-vient très fréquents et de se tenir au courant de l'évolution des cultures dans la communauté pour s'organiser.

Faire-valoir direct avec arrangements

L'usufruitier qui décide de ne réaliser qu'une partie des travaux agricoles s'engage dans une mise en valeur directe avec arrangements. Il convient de distinguer deux types d'arrangements avec la personne qui s'occupe de la parcelle, selon que les relations sont normées ou non.

Dans le cas de relations non normées, les liens étroits avec un parent résident permanent, qu'il s'agisse d'un parent direct ou d'un compère (*compadre*), sont essentiels. Le lien de parenté est exclusif dans ce type d'arrangement. Deux possibilités :

- le parent sur place se contente de surveiller la/les parcelles (*cuida la chacra*) et d'informer l'usufruitier en cas de problème ou lorsqu'il faut qu'il vienne (par exemple, lorsque la parcelle est prête à être récoltée ou en cas d'attaque de parasites, etc.) ;
- le parent sur place a une part active dans les travaux agricoles. Il peut par exemple se charger des traitements phytosanitaires et/ou de la protection des plants contre les oiseaux ou, dans certains cas, contracter le tractoriste et/ou les travailleurs journaliers.

Dans les deux cas, l'usufruitier est présent pour la récolte et, souvent aussi pour le semis, le labour et les traitements intermédiaires. La « rémunération » du travail assumé par le parent sur place est variable. Dans la mesure où il s'agit de relations familiales, elle prend souvent la forme de « dons de reconnaissance » : à l'occasion de ses retours, l'usufruitier des terres apporte à son parent sur place des biens alimentaires, parfois le rétribue par une somme d'argent relativement symbolique ou encore lui offre une petite part de la récolte de quinoa. Dans ce type d'arrangement, les règles d'usage ne sont pas figées : elles restent non normées, fondées sur le principe de la réciprocité, du don et du contre-don, très commun dans les sociétés paysannes andines.

D'autres types d'arrangements supposent, en revanche, des relations normées qui contractualisent l'usufruitier avec un parent résident permanent ou avec un tractoriste. Il s'agit alors d'un véritable contrat pour lequel la contribution et le rôle de chaque partie (usufruitier et travailleur) sont déterminés à l'avance : apport de main-d'œuvre, de matériel, apports financiers, etc. Dans ce cas, on observe divers degrés d'implication de l'usufruitier, le travailleur étant chargé soit uniquement du labour, soit du semis, ou de la récolte.

Faire-valoir indirect : métayage

Le faire-valoir indirect de la terre correspond au fait que l'usufruitier confie l'ensemble des opérations à une tierce personne : un métayer. Dans ce cas, l'usufruitier ne s'implique pas du tout dans la gestion de la parcelle et ne réalise aucune tâche agricole. L'usufruitier récupère 25 % de la récolte à la fin de la campagne agricole. Comme en témoigne un couple de tractoristes : « Les propriétaires nous apportent simplement les sacs de manière à ce que nous puissions y mettre la part de récolte qui leur revient ».

Dans tous les cas, les producteurs circulants sont largement dépendants des producteurs permanents. Dans ce contexte, un ayant droit qui n'a pas de parents sur place préfère soit ne pas cultiver, soit laisser la culture *a la de Dios*⁷⁷, soit encore donner ses parcelles en métayage. Cependant, d'après de nombreux tractoristes, les producteurs circulants confient de moins en moins leurs terres en métayage car, les prix de vente de la quinoa étant très élevés, cela représente un manque à gagner trop important pour eux.

De ces dispositifs naît une différenciation des modes de faire-valoir des terres cultivées selon le critère de la résidence (fig. 42). Les producteurs résidents réalisent eux-mêmes les travaux agricoles à quelques exceptions près (fig. 42a), les doubles résidents aussi, dans une très large part, réalisent eux-mêmes l'ensemble des travaux agricoles (fig. 42b), alors que les non-résidents comptent majoritairement sur un parent sur place (fig. 42c).

Les options pour la main-d'œuvre agricole

Les modes de mise en valeur déterminent en partie le besoin de main-d'œuvre sur les parcelles. Trois options non exclusives s'offrent au producteur. Il peut utiliser la main-d'œuvre familiale, pratiquer *l'ayn*⁷⁸ avec d'autres familles, ou embaucher des journaliers agricoles.

La main-d'œuvre familiale potentiellement mobilisable par un producteur est constituée par sa famille nucléaire, et parfois par les membres de la famille élargie vivant dans la communauté ou à l'extérieur. L'aide aux travaux agricoles sur l'exploitation des parents peut intervenir pendant l'enfance ou l'adolescence, ou à l'âge adulte lorsque le producteur a lui-même formé son unité domestique.

Qu'ils habitent dans la communauté avec leurs parents, qu'ils soient étudiants dans un autre lieu ou qu'ils résident en ville avec leurs parents, les enfants à partir

⁷⁷ « *A la de Dios* » signifie « comme Dieu le veut » ou « comme Dieu le décide », c'est-à-dire sans aucun traitement intermédiaire à la culture. Sont juste effectués le labour, le semis puis la récolte.

⁷⁸ Échange de journées de travail.

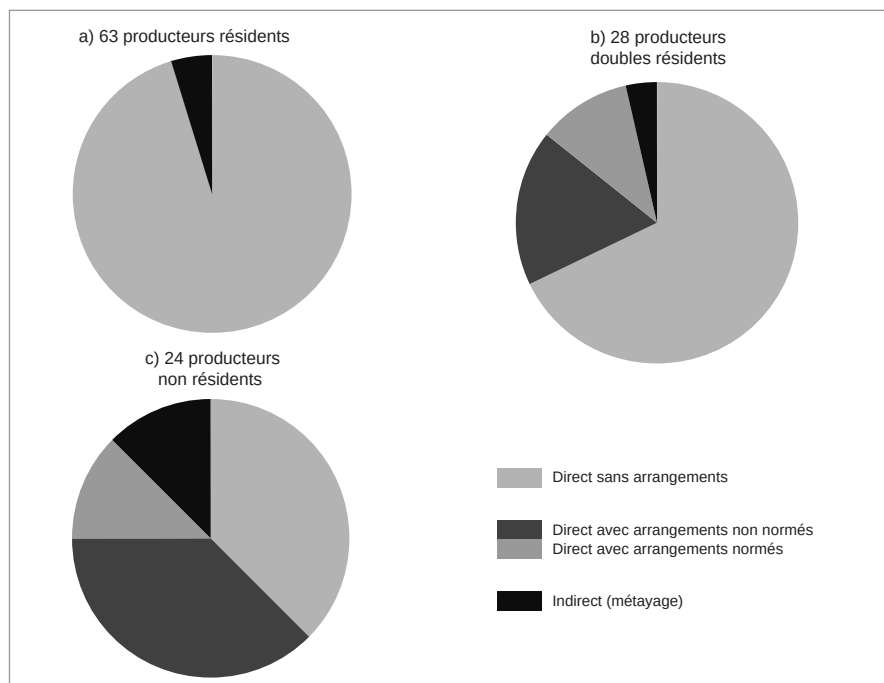


Figure 42

Modes de faire-valoir des terres cultivées selon la résidence des producteurs en 2008.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

de 5 ans et les adolescents participent toujours aux travaux agricoles sur l'exploitation familiale, quotidiennement ou pendant les vacances scolaires : travaux agricoles proprement dits (semis, récolte, etc.), mais également activité pastorale (garde des troupeaux). Dans les familles résidentes en permanence dans la communauté, les enfants font parfois une césure dans leurs études en se consacrant exclusivement à l'exploitation familiale. Le terme employé pour cette coupure est *descanso* qui se traduit littéralement par « repos »⁷⁹. Ces enfants se « reposent » donc de l'école. La durée de l'interruption est généralement d'une année et elle peut intervenir soit entre l'école primaire et le collège, soit après le collège.

Jusque dans les années 1970, la plupart des enfants n'allaient à l'école que jusqu'à 10-12 ans. Ensuite, certains restaient sur l'exploitation, tandis que d'autres partaient travailler saisonnièrement dans les mines et revenaient sur l'exploitation lors des gros travaux agricoles. Aujourd'hui, les enfants sont scolarisés plus long-

⁷⁹ Ce même terme de *descanso* est celui employé pour la terre mise en jachère : « la terre se repose ».

temps et partent travailler pendant les grandes vacances scolaires. Ils ne sont mobilisés comme main-d'œuvre agricole que pendant les week-ends et les petites vacances scolaires.

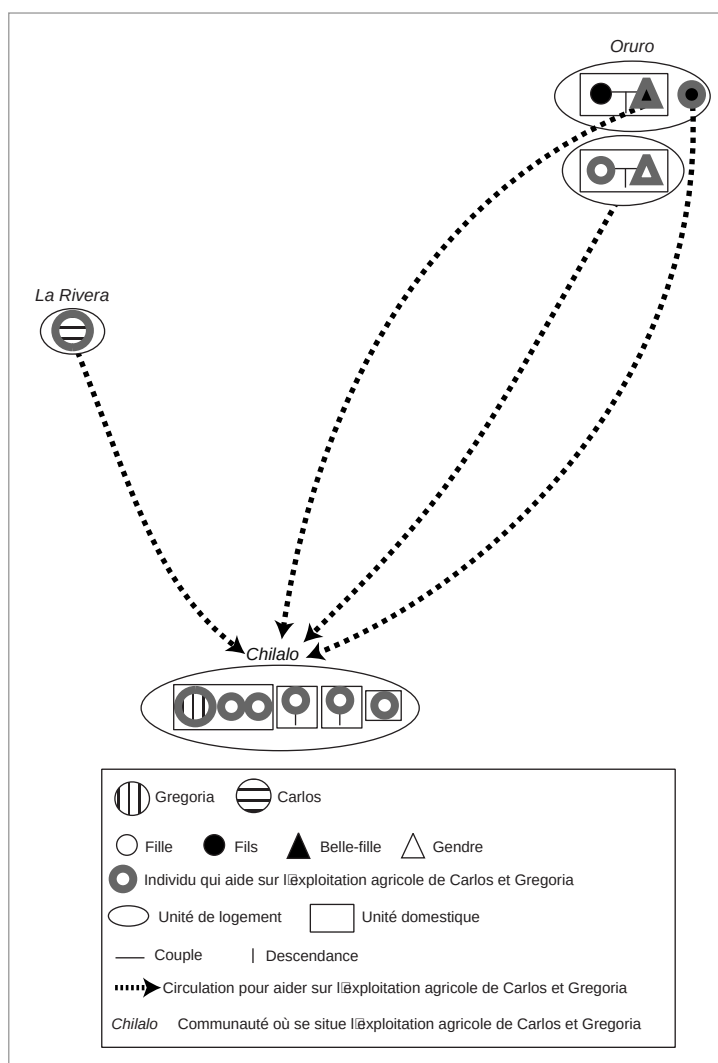


Figure 43
Main-d'œuvre familiale sur les parcelles du couple Ayma,
producteur de Chilalo, 2007.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

À l'âge adulte, plusieurs modes d'entraide existent. Lorsque l'individu ne cultive pas de parcelles et qu'il vit à l'extérieur, il vient aider ses parents pour la mise en culture, moment important au cours duquel il renoue avec son lieu d'origine. Lorsque l'individu est producteur mais qu'il ne réside pas dans la communauté, il pratique l'*ayni* avec ses parents. Enfin, le producteur résident, lui, a recours à une entraide familiale allant jusqu'à la mise en commun totale des terres et des moyens de production entre parents et enfants. Par ailleurs, certaines femmes cohabitent un temps dans la communauté avec leurs parents et les aident en échange d'un prêt de terre. C'est le cas notamment des mères célibataires ou des femmes séparées de leur mari.

Dans le cas de la famille Ayma de Chilalo, présentée précédemment, tous les enfants (hormis les deux garçons William et Pedro) ont été à disposition de l'exploitation pendant un ou deux ans, de sorte que la mère a quasiment toujours eu une aide sur l'exploitation, le père étant souvent absent. La manière dont la famille s'organise aujourd'hui pour les travaux agricoles est intéressante à analyser plus en détail (fig. 43). La famille nucléaire est composée d'un couple en résidence bipolaire (le mari réside à La Rivera et la femme à Chilalo) avec trois enfants à leur charge et cinq enfants ayant constitué leur propre unité domestique. Des trois enfants à leur charge, une fille est à l'école à Chilalo, une autre est en repos pendant un an (elle est bergère) et, enfin, un fils est au collège à Oruro où il réside chez son grand frère et vient aider pour tous les travaux agricoles. Le couple a, en outre, une fille mariée résidant à Oruro qui vient les aider à cultiver et qui cultive également des parcelles qu'ils lui prêtent. Le fils aîné, établi lui aussi à Oruro, est un ayant droit de la communauté et c'est sa femme qui vient s'occuper de ses parcelles. Parallèlement, elle aide ses beaux-parents pour la mise en culture de leurs parcelles moyennant une rémunération. Les trois filles les plus jeunes, qui n'ont pas de lieu de résidence stable, vivent en 2007 à Chilalo où leurs parents leur prêtent des terres en contrepartie de leur aide pour les travaux agricoles.

Outre la mobilisation de la main-d'œuvre familiale, les producteurs ont recours à l'*ayni* et ont ainsi accès à une main-d'œuvre issue de la communauté, mais non rémunérée.

Les travailleurs journaliers sont des membres de la communauté qui ont peu de terres, mais également des personnes provenant des environs (jeunes étudiants, paysans sans terres, etc.) ou de régions plus lointaines notamment de l'est du département d'Oruro (autour d'Uncia et de Llallagua). Ils se rendent à la *feria* de Challapata qui devient le lieu d'embauche des journaliers. Il peut arriver que les migrants, résidents à l'extérieur des communautés, recrutent leurs journaliers en ville et les amènent travailler sur leurs parcelles.

L'origine de la main-d'œuvre employée par les producteurs est nettement différente selon leur résidence (fig. 44).

Les producteurs résidents se démarquent par la forte proportion de main-d'œuvre exclusivement familiale, tendance attendue dans la mesure où toute la famille sur

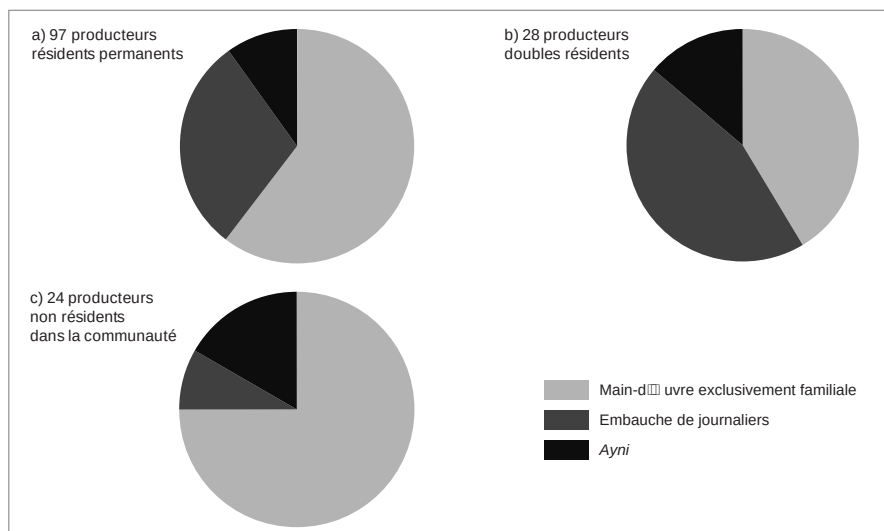


Figure 44
Main-d'œuvre employée par les producteurs de quinoa en 2008 selon leur résidence.
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

place peut être à tout moment mobilisée pour les travaux agricoles (fig. 45a). Les producteurs doubles résidents, en revanche, embauchent préférentiellement des journaliers (fig. 45b). Leur famille ne résidant généralement pas dans la communauté, un membre du couple se charge de la mise en culture. Il est obligé d'avoir recours à de la main-d'œuvre salariée. Enfin, les producteurs non résidents utilisent plus la main-d'œuvre familiale (fig. 45c). Ils cultivent de faibles surfaces, et le font surtout pour maintenir le lien avec la communauté et pour préserver leurs droits fonciers. Ils ne sont donc pas dans une logique « productiviste ». À ce propos, une femme de Villa Alota, rencontrée à San Pedro de Atacama, témoigne :

« J'ai de petites parcelles, comme ça c'est plus vite fait ; je ne veux pas payer pour de la main-d'œuvre et je n'ai pas le temps de faire l'*ayni* ».

Les femmes occupent une place particulière dans le dispositif de production de quinoa. Dans le cas de ménages résidant dans deux lieux (bipolaires), c'est quasiment toujours la femme qui reste dans la communauté et l'homme qui réside à l'extérieur. C'est le cas à San Juan, pour les hommes qui travaillent dans les mines, à Palaya, pour les professeurs d'école. La femme est donc chargée au quotidien des travaux agricoles et, par ailleurs, elle représente le ménage pour les affaires sociales. Dans le cas des producteurs non résidents, c'est également très souvent la femme qui se libère de ses activités en ville et revient dans la communauté pour

se charger de la conduite des travaux agricoles, tandis que l'homme continue son activité dans leur lieu de résidence. La femme assure ainsi une continuité dans le cycle productif de sa communauté d'adoption (la communauté de son mari). Enfin, bien que les femmes soient exclues des droits d'accès à la terre dans leur communauté d'origine, ce sont elles qui assument une présence, parfois très contraignante, auprès de leurs parents âgés et qui s'occupent encore de l'exploitation familiale dans ces communautés.

S'organiser pour l'élevage

Généralement, chaque enfant hérite personnellement d'un petit cheptel de moutons et/ou de lamas. Lorsque des migrations de jeunesse débouchent finalement sur un changement de résidence, ce cheptel est conservé dans le troupeau familial si celui-ci subsiste. Sinon le jeune doit s'en séparer. Contrairement à la culture, l'élevage suppose une activité quotidienne et donc une présence continue. Il n'est donc pas possible de le pratiquer sans résider dans la communauté. Dans tous les cas, les troupeaux de migrants sont confiés et le propriétaire n'investit aucun travail dans cette activité. Pourtant, rares sont ceux qui se séparent entièrement de leur troupeau lorsqu'ils partent à l'âge adulte. Soit ils le réduisent à une dizaine de têtes et le confient à un parent, un compère ou *al parti*⁸⁰, soit ils le conservent et embauchent un berger.

Dans le cas où le troupeau est confié, généralement à la famille ou à des parents, l'élevage n'est pas envisagé réellement comme une activité économique, mais plutôt comme un moyen de maintenir un lien avec la communauté. Ce lien s'exprime au moment des retours, notamment lors de la cérémonie annuelle durant laquelle on « fleurit »⁸¹ le troupeau. À ces occasions, les propriétaires procurent de la nourriture à la personne qui s'est chargée de leurs animaux. Lorsqu'il s'agit de quelques têtes confiées à un parent, les arrangements ne sont pas fixes. Les services rendus se font dans les deux sens. En règle générale, un animal est tué lorsque le propriétaire est présent et la viande est partagée entre tous. Les revenus issus de la vente des animaux servent souvent à acheter des denrées alimentaires (sucre, pâtes...) pour celui qui est chargé du bétail.

Les personnes qui projettent de partir de la communauté pour une période relativement courte ne se séparent pas de leur troupeau. Nombreux sont ceux qui témoignent du fait que confier leur bétail *al parti* n'est pas très avantageux. En effet, celui qui est chargé du troupeau est le seul intervenant dans l'élevage et en

⁸⁰ À noter que le cheptel peut être dans la communauté de l'homme ou de la femme.

⁸¹ Le *floreo* est une fête rituelle qui se déroule en février pour les lamas et en juin pour les moutons.

a tout le contrôle. Lorsque des animaux nouveau-nés sont tués par des prédateurs, par exemple, le berger peut imputer la perte à la part du propriétaire. De même, il peut occulter des naissances, ce que le propriétaire n'est pas en mesure de vérifier. Malgré ces désavantages, avérés ou exagérés, cette pratique est courante.

Troisième mode d'organisation : l'embauche d'un berger. On entend dans toutes les communautés de l'Intersalar⁸² le récit de bergers qui, venus d'autres communautés pour se faire embaucher, sont finalement restés. Actuellement, ce sont essentiellement les producteurs résidents permanents qui embauchent un berger, soit à plein temps durant toute une année, soit uniquement le temps des gros travaux agricoles. Les producteurs qui ne résident pas en permanence dans la communauté embauchent plus rarement à l'année et il est probable que cette pratique tende à se réduire, car elle est cause de conflits. En effet, l'espace pastoral se réduisant, les résidents permanents ne souhaitent pas qu'il soit utilisé par des éleveurs absentéistes.

De toute évidence, la mobilité des membres des communautés est un frein à l'élevage.

Des pratiques agricoles spécifiques aux producteurs mobiles ?

Pour pouvoir distinguer les pratiques agricoles des producteurs permanents et circulants, il convient en premier lieu de connaître l'entité décisionnaire de la mise en valeur des terres. Dans le cas de terres prêtées ou confiées *al partir*, c'est la personne qui cultive – en règle générale un résident permanent –, qui prend les décisions et non l'usufruitier. Dans le cas des terres mises en culture impliquant des arrangements pour la surveillance, le labour ou toute autre tâche agricole, les décisions sont partagées entre permanents et circulants. Cela signifie que les permanents agissent au-delà de la gestion de leurs propres parcelles. Mais le principal acteur positionné au cœur des systèmes décisionnels liés à la culture de la quinoa est le tractoriste. Celui-ci agit pour le compte de dizaines, voire de centaines de producteurs dans la zone, au moment des labours et des semis.

Concernant les itinéraires techniques, les enquêtes réalisées par R. Joffre et R. Tapia (comm. pers., 2008) n'ont pas mis en évidence de différences de pratiques entre les producteurs permanents et circulants pour les temps de jachère, les variétés cultivées, l'apport d'engrais, la technique de semis ou encore la

⁸² Les communautés situées entre le *salar* d'Uyuni et le *salar* de Coipasa, mais pas celles situées au sud et à l'est du *salar* d'Uyuni qui sont traditionnellement plus des communautés d'éleveurs.

conservation de haies vives. En revanche, plusieurs éléments concernant la certification biologique méritent d'être soulignés. Tout d'abord, il faut rappeler que cohabitent au sein des communautés des producteurs de quinoa « certifiée biologique » (qui doivent donc se conformer à un cahier des charges de pratiques agricoles) et des producteurs de quinoa « conventionnelle » (qui n'ont aucune contrainte quant au mode de production). Dans le groupe des non-certifiés biologiques se trouve une majorité de producteurs circulants, mais également beaucoup de permanents. En 2007 et 2008, il était difficile pour un producteur non résident permanent de s'engager dans la production de quinoa certifiée biologique, car l'organisme certificateur demandait une présence continue sur l'exploitation. En 2010, M. VIEIRA PAK (2012) indique que les certificateurs commencent à considérer les producteurs migrants. Cette question de la certification peut avoir des répercussions importantes sur l'organisation sociale et la gestion du territoire communautaire. En effet, une application efficace des normes imposées dans le cahier des charges de production biologique implique une certaine approbation collective, surtout concernant la lutte biologique contre les ravageurs ou l'implantation de haies vives entre les parcelles. Les effets de différenciation des systèmes de production rendent donc plus difficile la mise en place de normes de gestion territoriale collectives.

Pour ce qui est de la main-d'œuvre, le salariat est pratiqué autant parmi les circulants que les permanents. Au-delà de la résidence, c'est aussi la taille de l'exploitation qui détermine le recours à de la main-d'œuvre salariée. Il est très rare que des circulants aient des troupeaux, pour des raisons de disponibilité en temps. Mais on rencontre de plus en plus de permanents qui ne pratiquent plus l'élevage non plus. Autrefois, l'agriculture et l'élevage étaient considérés comme complémentaires. Cela impliquait une utilisation complémentaire de l'espace et certaines règles spécifiques pour les cultures : dates fixées à l'avance pour les semis et la récolte de manière à permettre aux animaux de paître, protection des parcelles de culture pour éviter que les bêtes y accèdent en saison de culture. La relégation de l'élevage dans les espaces marginaux rend maintenant difficile le respect des règles collectives. Cela signifie aussi de plus en plus de tensions entre producteurs éleveurs et producteurs non éleveurs, les premiers se plaignant du manque d'espace disponible pour le pâturage et les seconds des dégâts causés par les animaux à leurs cultures.

Le critère de résidence des producteurs, bien qu'ayant des répercussions directes sur la certification et la commercialisation de la quinoa ainsi que sur la gestion des troupeaux, n'est donc pas réellement déterminant pour différencier les itinéraires techniques de culture de la quinoa.

Finalement, en permettant une présence discontinue sur l'exploitation, la mécanisation a introduit un nouveau rapport au territoire et à l'activité agricole. Les nou-

velles façons de produire facilitent le recours à la mobilité, pour ceux qui résident dans la communauté, comme pour les non-résidents qui veulent cultiver à distance. Par ailleurs, le système de production de la quinoa est intégré dans un système d'activités lui-même fondé sur le principe de dispersion des risques et de circulation des producteurs et de leur famille. Il s'agit donc d'un schéma inversé par rapport à celui classiquement mis en évidence en milieu rural : ce ne sont pas les migrations qui modifient les systèmes productifs, mais plutôt les transformations des systèmes de production agricole qui, sous l'effet de l'appel du marché international, engendrent un réajustement des mobilités spatiales et des systèmes résidentiels des populations locales.

Des pratiques circulatoires stratégiques

L'approche des parcours de mobilité sur le temps des cycles de vie a montré l'importance de la réversibilité migratoire et des mobilités résidentielles circulaires. Les pratiques circulatoires dépassent largement les strictes pratiques résidentielles, puisqu'elles peuvent prendre une intensité et des rythmes parfois très soutenus liés à des retours pour des temps courts dans les communautés d'origine. Ces mobilités de retour sont dites « interstitielles », dans la mesure où elles interviennent « dans les interstices » des étapes de mobilité résidentielle. Trois motifs de retours périodiques dans la communauté ont été identifiés : participation aux fêtes, visite faite à la famille (circulation socio-identitaire) et pratique d'une activité agricole (circulation productive). Ces pratiques circulatoires prennent un caractère stratégique du point de vue des rapports à la terre, des modes de gestion des ressources locales et des pratiques agricoles.

Des va-et-vient intenses

Des rythmes très soutenus d'allers et retours peuvent être liés au maintien d'une activité agricole constante dans la communauté d'origine tout au long du cycle de vie et ce, indépendamment de la trajectoire résidentielle. Cette forme circulatoire correspond le plus souvent à ceux qui ont la possibilité d'un accès direct à la terre. Ces situations peuvent concerner les gens à l'ancrage permanent, mais qui ont connu une forte mobilité résidentielle, comme dans le cas de Victor et Luisa (ci-dessous et fig. 45), ou des cas de migrants ayant connu une période d'émigration relativement longue dans leur parcours de vie sans pour autant interrompre les liens à l'activité agricole.



Figure 45

Victor et Luisa, résidents à Llica et producteurs de quinoa à Palaya en 2008 n'ont cessé de circuler depuis leur mise en ménage en 1973. C'est à partir de 1977, au moment où un héritage leur a ouvert la possibilité d'un accès direct à la terre dans leur communauté d'origine que la fréquence de leurs retours à Palaya s'est accélérée. Victor est professeur dans la région et c'est sa femme Luisa qui assume l'essentiel de l'activité agricole et qui circule donc le plus fréquemment.

Circulations et présences alternées dans la communauté ont permis à ce couple de mobiliser plusieurs espaces-ressources. Cette situation correspond à celle d'une famille ancrée dans la communauté d'origine, pluri-active, avec un maintien à distance de l'activité agricole au cours de son parcours résidentiel, ainsi qu'une forte complémentarité du couple, la femme intervenant depuis toujours dans la conduite de l'exploitation agricole. Le choix constant d'une mise en culture des terres sans arrangement est le reflet d'une volonté de contrôle et de mise en valeur de leur patrimoine foncier et d'un investissement social permanent dans la communauté.

Des va-et-vient continus

Les retours dans la communauté peuvent ponctuer l'ensemble du cycle de vie des individus, indépendamment d'une trajectoire résidentielle complexe et aux destinations parfois lointaines. Les circulations continues permettent d'entretenir un lien permanent à la communauté, de se tenir au courant des changements, mais aussi d'être à jour avec les obligations d'intérêt collectif de telle sorte que les droits fonciers soient préservés et que les jeunes qui n'ont pas encore de patrimoine aient accès à la terre sans entrave. Certains maintiennent le lien toute leur vie et peuvent ainsi revenir cultiver leurs terres sans être inquiétés par la communauté. D'autres, par ce lien, peuvent faire valoir leur appartenance de plein droit à la communauté et s'accaparer l'usufruit de terres collectives, en étant assurés de leur légitimité localement (cas de Felix, ci-dessous et fig. 46).

Les trajectoires de Teodoro et Graciela, résidents en 2008 à La Paz et producteurs de quinoa à Otuyo, indiquent des va-et-vient annuels continus pour Teodoro, puis leur intensification pour les deux membres du couple à partir de leur reprise de l'activité agricole en 1999. En effet, après une première tentative d'installation comme agriculteurs dans la communauté, au moment de leur mariage, le ménage s'établit à La Paz pendant trente ans. Les retours annuels de Teodoro dans la communauté visent à « être en règle avec la communauté » selon ses propos, et à préserver ses droits d'accès aux ressources. De fait, ces allées-et-venues faciliteront son retour à l'agriculture en 1999. Depuis cette date, Teodoro et Graciela vont et viennent de façon intense entre leur communauté et La Paz, assumant eux-mêmes l'ensemble des travaux agricoles sur leurs parcelles.

Félix, résident en 2008 à San Juan, sa communauté d'origine, est de retour dans la communauté et reprend l'agriculture après une migration au Chili de plus de huit ans.

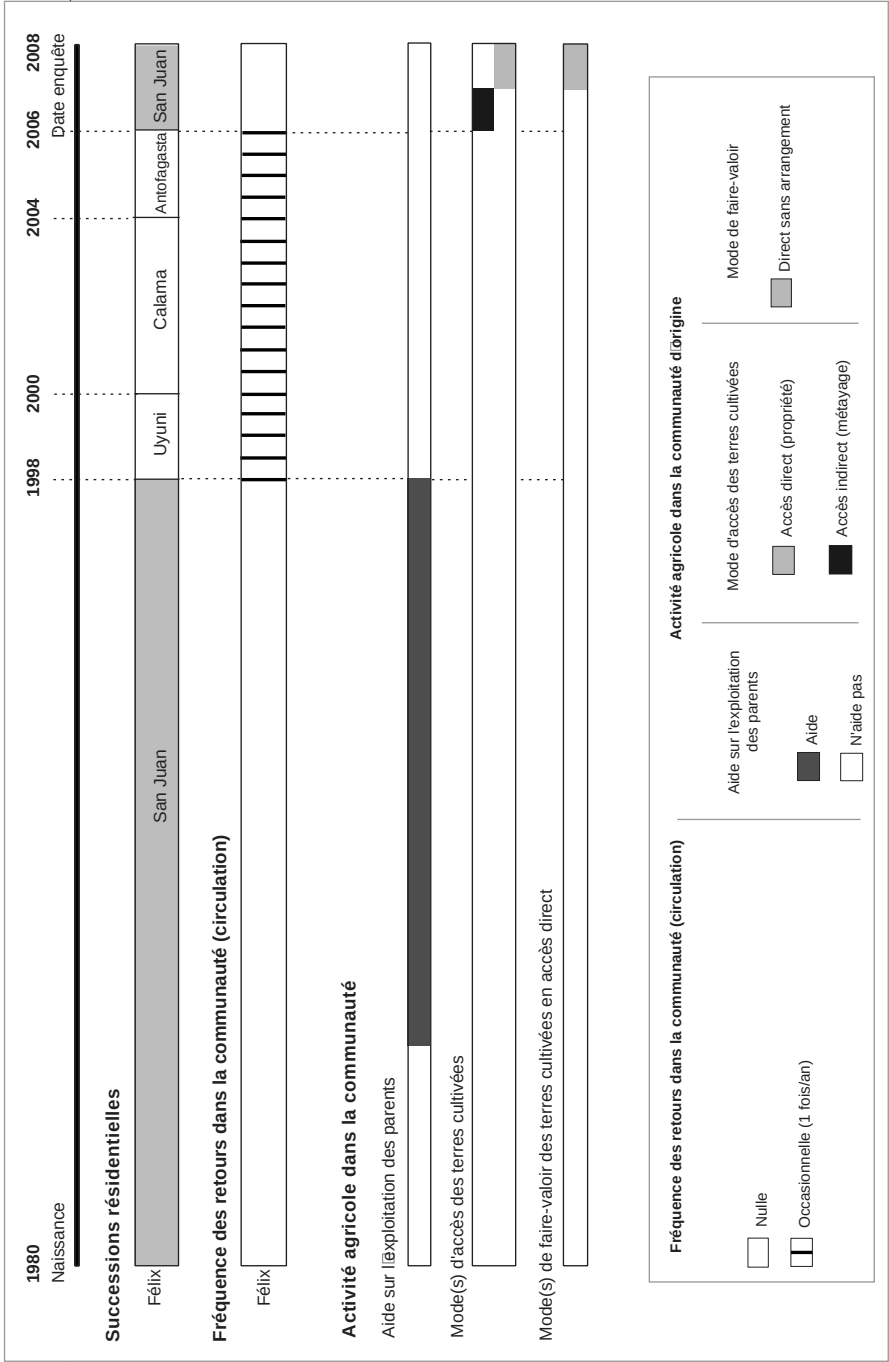


Figure 46
Trajectoire des circulations et de l'activité agricole de Félix, 28 ans, membre de la communauté de San Juan de Rosario.
Source : élaboration propre, entretiens 2008.

Félix n'a jamais cessé de circuler pendant tout son temps de migration, avec des retours réguliers dans la communauté. En revanche, il a interrompu complètement le travail de la terre pendant 10 ans. Son retour en 2006 est clairement lié à la volonté de se constituer un capital foncier, compte tenu de l'opportunité économique que représente la quinoa. Félix renoue avec l'agriculture en semant d'abord *al partir* pour d'autres agriculteurs, car il n'est pas propriétaire de terres et son père est toujours en activité. En 2007, il défriche des terres collectives et cultive donc ses propres terres.

Cette dernière trajectoire est représentative de l'évolution du mode d'accès aux terres des jeunes depuis l'essor de la quinoa : ils commencent par cultiver la terre d'autres ayants droit, puis constituent peu à peu leur patrimoine foncier par défrichage de terres collectives, sans avoir à attendre d'hériter des terres familiales. Les circulations continues, même si elles ne sont qu'annuelles, facilitent leur retour à l'activité agricole.

De l'absence aux va-et-vient contraints

L'absence pendant une longue période, souvent liée à une rupture avec la communauté, est toujours synonyme d'arrêt de la mise en valeur agricole directe. Au cours de cette période, la terre est soit confiée à un parent, soit abandonnée. Lorsque la communauté ou la famille exercent un rappel pour ne pas perdre les droits sur la terre, l'ayant droit reprend généralement des retours réguliers qui lui permettent de recommencer à cultiver, mais aussi de remplir ses obligations d'intérêt collectif. Ces allées et venues obligées sont alors la contrepartie d'un retour autorisé à la terre. Cette situation concerne généralement des personnes qui n'avaient jamais pratiqué d'activité agricole indépendante, ou bien des individus aux trajectoires complexes qui ont, à un moment de leur vie, tenté l'activité agricole, mais l'ont finalement abandonnée. C'est le cas de Benedicto et Lutgarda (ci-dessous et fig. 47).

Les trajectoires de Benedicto et Lutgarda, membres de la communauté de Palaya, et résidant alternativement à Tupiza et Palaya en 2008, indiquent une reprise de circulations entre leur lieu de résidence et la communauté, suite à une rupture de plus de 35 ans. Après des migrations successives de jeunesse, Benedicto revient à Palaya pour constituer son ménage, il y restera et cultivera pendant 8 ans. Mais lorsqu'il repart en migration à Sucre, puis Tupiza, il rompt tous les liens avec la communauté et abandonne l'activité agricole. En 2004, une cousine l'informe que certains membres de la communauté cultivent ses terres. En 2005, après avoir récupéré une partie de son patrimoine foncier, il recommence à cultiver une petite superficie tout en maintenant sa résidence à Tupiza. Il se charge de l'ensemble des travaux agricoles avec l'aide de sa femme. Il récupère lentement l'ensemble de ses terres et cultive chaque année une surface plus grande. Ce retour à l'activité agricole aboutit en 2008 à un dispositif de double résidence et des allées et venues intenses pendant toute l'année.

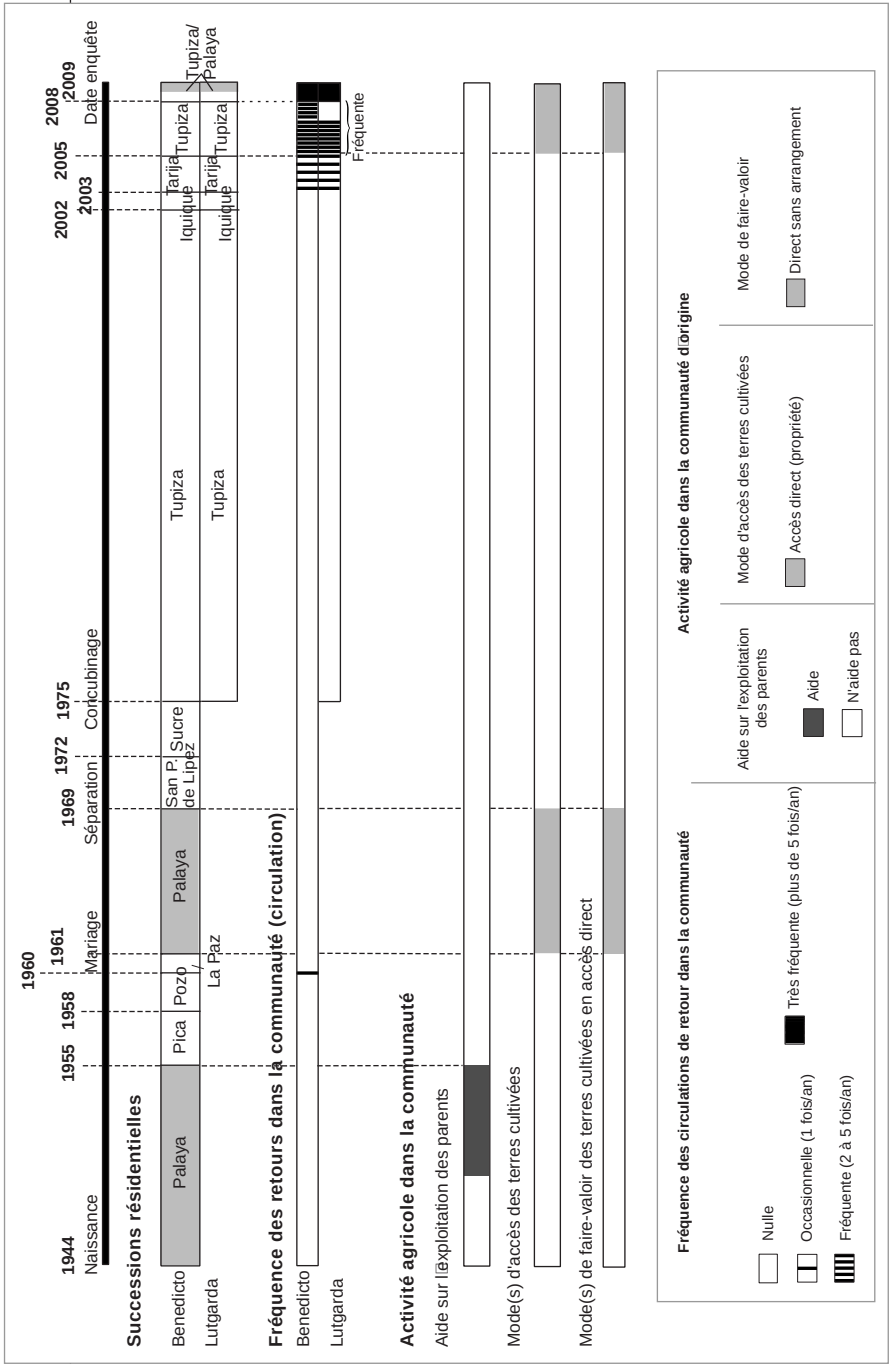


Figure 47
Trajectoires des circulations et de l'activité agricole de Benedicto et Lutgarda, 64 ans, membres de la communauté de Palaya.
Source : élaboration propre, entretiens 2008.

Les trajectoires dans lesquelles le retour est motivé par la sauvegarde du patrimoine foncier montrent qu'une absence même prolongée n'est pas nécessairement synonyme de rupture définitive avec la communauté d'origine. En effet, actuellement, rompre avec la communauté fait courir le risque d'une suspension du droit d'accès aux ressources et d'une difficulté à renouer avec l'activité agricole. Le rapport à la terre, rapport d'ordre à la fois productif, patrimonial et socio-identitaire, sous-tend donc les logiques de circulation et le maintien du lien à la communauté. Le rapport à la terre et à l'activité agricole guide ainsi fortement les trajectoires de mobilité et les pratiques de retour dans la communauté. Pour nombre de familles, l'enjeu réside dans leur compétence à maîtriser et organiser leur mobilité circulatoire, ainsi que les formes d'arrangements intra et interfamiliaux qui permettent la mise en culture des terres. C'est cette compétence circulatoire qui, d'une certaine manière, a rendu possible l'essor de la quinoa.

Appartenance, liens et « droit » au territoire communautaire

Chapitre 11

Tous les individus originaires d'une communauté sont membres de droit de celle-ci. Cette appartenance s'hérite à la naissance. Cependant, si l'appartenance est un acquis, l'identité territoriale, elle, se construit de façon permanente par les actes, les représentations et les projections. Le rapport à l'espace d'origine s'exprime par une diversité de liens, de nature physique, matérielle et/ou idéelle. Mais il s'inscrit aussi dans un rapport à la communauté, qui est à la fois institution régulatrice d'une gestion territoriale et référence identitaire en tant que groupe social dont les membres sont liés par une même appartenance.

L'essor de la quinoa s'est-il accompagné de nouveaux rapports sociaux au sein de la communauté, de nouvelles complémentarités ? Comment évoluent les normes collectives qui régissent les droits et les obligations des uns et des autres dans ce fort contexte de mobilité ?

Concilier migration et obligations communautaires

Être ayant droit d'une communauté ne signifie pas simplement avoir le droit de cultiver, d'utiliser les terres de pâturage ou encore d'accéder aux terres communautaires. Cela implique également des devoirs et des obligations envers la communauté, quelle que soit la situation résidentielle de l'individu. Comme le rappelle E. MADRID LARA (1998 : 99), « le migrant doit rendre service à la communauté, pas seulement comme une obligation pour conserver ses terres, car cela doit être fait par tous les composants de la communauté. Ces mécanismes de service ratifient à la fois les droits du migrant sur la terre et son appartenance comme membre de

la communauté ». Et, si le producteur migrant devait oublier ses obligations, la communauté le lui rappellerait très vite.

La communauté, en tant qu'institution, n'impose pas la résidence stable à ses ayants droit, mais tous sont soumis au même système d'obligations. Les normes internes à chaque communauté, très variables, fixent ces obligations. Elles varient souvent en fonction de la taille de la communauté : plus la population est importante, moins les obligations des ayants droit sont rigides, tant pour les résidents permanents que pour les non-résidents et inversement.

Dans la communauté de Chilalo, par exemple, qui n'a que huit ayants droit résidents permanents, la présence de tous est obligatoire aux travaux collectifs et aux réunions. Par ailleurs, tous les ayants droits non résidents, quel que soit leur âge, sont mis à contribution pour assumer des charges, permettant ainsi un certain renouvellement. Ainsi, en 2007, le *corregidor* (représentant de la communauté) était une personne souffrante de 79 ans, double résidente entre Chilalo et Tupiza. En revanche, à San Juan qui compte 135 ayants droit, l'assistance de tous aux réunions est moins contraignante. De même, pour les travaux collectifs, l'absence de certains est relativement « invisible », vu le nombre important de participants.

Les normes communautaires fixant les obligations d'intérêt collectif des ayants droit sont relativement nombreuses, puisqu'elles concernent le passage de charges tournantes, la participation aux réunions, aux travaux collectifs et aux fêtes, ainsi que la contribution financière pour des actions communautaires. Ces deux derniers points n'étant pas spécifiques aux ayants droit, nous les traiterons ultérieurement.

L'accomplissement de charges tournantes

Le terme de charge est devenu un nom générique pour désigner tout service rendu à la communauté. La définition des charges tournantes a été détaillée dans la première partie. Elles comprennent les charges décisionnelles et de représentation, et les charges fonctionnelles (qui n'existent pas dans toutes les communautés). Les secondes sont assumées par les permanents, alors que les charges décisionnelles et de représentation doivent être assurées par l'ensemble des ayants droit. Il est très difficile pour un ayant droit de refuser d'accomplir une charge, sauf cas de force majeure. Dans tous les cas, celui qui est désigné doit endosser sa charge mais il est toléré qu'il ait un suppléant, qui s'occupe des affaires lorsqu'il est absent, à condition que la communauté ait donné son approbation. L'accomplissement d'une charge exige que le migrant s'organise pour être le plus présent possible dans la communauté lors de son service (1 à 3 ans). Cela peut l'amener à réorganiser son système résidentiel et son rythme de circulations. Il peut choisir notamment de se rapprocher de la communauté, sans pour autant y

résider totalement. À San Juan par exemple, les migrants veillent à épargner une somme d'argent suffisante pour pouvoir rester dans la communauté le temps de leur charge, dans la mesure où leur « assignation à résidence » peut signifier une suspension de leurs activités et de leurs sources de revenus. Qui plus est, l'accomplissement d'une charge signifie un certain coût financier, puisque la personne est amenée à se déplacer et à recevoir. Lorsqu'ils reviennent cultiver, peu de migrants échappent à cette injonction communautaire. Ils sont très vite désignés pour assumer une charge dans les années qui suivent leur retour. C'est une façon de leur faire « rattraper le temps où ils n'ont pas servi la communauté ».

Concrètement, tous les migrants qui assuraient une charge au moment de nos enquêtes mettaient beaucoup de bonne volonté dans l'accomplissement de leurs tâches. Cependant, les contraintes d'allers-retours incessants, et le fait de ne pas être constamment au courant des affaires de la communauté, les empêchent souvent de les accomplir correctement. Outre l'acharnement nécessaire pour pouvoir suivre et régler les différents dossiers administratifs (électrification, demande de financement pour un projet, etc.), celui qui assume la charge collective est tenu d'être au fait des nouveautés et des événements au sein de la communauté pour être à même de gérer d'éventuels conflits.

Dans le cas des charges décisionnelles et de représentation (cas de *corregidor* et OTB), certaines communautés remettent parfois en cause le bien-fondé et l'efficacité d'une charge assumée par un migrant. On le juge peu au fait de la vie quotidienne locale, parfois incompetent sur le fonctionnement des administrations, ou lorsqu'il met à l'ordre du jour des questions que les résidents permanents ne veulent pas voir traiter. Dans ce contexte, il n'est pas impossible que les normes communautaires évoluent et aillent vers une exclusion des ayants droit non résidents du domaine des charges collectives. Le nombre futur d'ayants droit non résidents de la communauté aura sans doute un poids important dans cette évolution, alors même que les migrants peuvent apporter de nouvelles compétences.

Participation aux réunions et aux travaux pour la communauté

Les réunions ordinaires concernent des sujets banaux, qui souvent n'intéressent pas les migrants : l'école, les dégâts d'un troupeau, etc. Dans tous les cas, n'étant pas là au quotidien, il leur est difficile d'y participer, d'autant plus si elles ne sont pas programmées à date fixe. La communauté, d'ailleurs, ne les y oblige pas. Cependant, si les présents à ces réunions ressentent le besoin d'avoir l'opinion des migrants ou leur appui, la prise de décision peut être remise à plus tard. En revanche, les réunions exceptionnelles (une à deux par an) supposent que tous les

ayants droit soient présents. À cette occasion, sont discutés les problèmes généraux de la communauté, les futures charges, les conflits fonciers, l'organisation de la fête patronale...

Les travaux d'intérêt communautaire (*faenas*) impliquent la participation de tous les ayants droit, lorsqu'ils concernent l'ensemble de la communauté (nettoyage des chemins, construction de salle de classe, construction d'un local communautaire, nettoyage des réservoirs d'eau pour l'abreuvement des troupeaux...), ou seulement de certains, lorsque l'intérêt n'est pas partagé par tous (nettoyage des canaux d'irrigation, par exemple).

Pour ces travaux, la règle est la même pour tous : participation d'un membre par famille d'ayant droit. Les migrants sont donc sur la liste mais, de fait, ils ne participent pas toujours aux travaux. Ce peut être aussi le cas, d'ailleurs, des résidents selon le degré de tolérance des dirigeants communautaires, et sous réserve que les absences ne se répètent pas trop. Un des moyens de compenser l'absence est de rémunérer un remplaçant ou bien de payer à la communauté l'équivalent d'un salaire journalier. Cette obligation est cependant ambiguë, car nombreux sont les migrants – même ceux qui font des allers-retours fréquents – qui ne sont pas au courant des dates de travaux communautaires. L'obligation de participation aux travaux n'est donc pas strictement encadrée. En réalité, la règle sera surtout rappelée dans des moments de différends ou de conflits, quand une trop forte absence sera un argument en défaveur de l'ayant droit.

Au final, les obligations communautaires des ayants droit sont fondées sur le principe de l'égalité pour tous, en droits et en devoirs, aussi bien pour les ayants droit résidents permanents dans la communauté que pour les non-résidents. Dans les faits cependant, hormis pour le système de charge, les obligations de présence sont plus souples pour les non-résidents. Leur statut spécifique, en effet, est largement admis et on reconnaît qu'ils rendent d'autres services à la communauté (transferts de compétences, relais pour l'accueil de futurs migrants, etc.).

À ce jour, les normes communautaires ne sont pas écrites (sauf dans les communautés où intervient l'ONG AVSF) (FÉLIX et VILLCA, 2009) et sont, par définition, évolutives. Il s'agit de normes sociales établies par le collectif, sans cesse débattues et négociées. Elles fixent les obligations de chacun et la communauté intervient dans le cas où les règles ne sont pas respectées. Si un ayant droit ne remplit pas ses obligations, la norme indique qu'en dernier recours la communauté peut interdire à l'individu de cultiver, voire même lui confisquer ses terres. Dans les faits, cependant, nous n'avons pas rencontré de telles situations. Il existe souvent un décalage entre les normes en tant que telles, leur application et leur contournement.

Liens des migrants avec leur communauté d'origine

Pour les migrants, le lien à la communauté d'origine passe par la présence physique ponctuelle (visites, présence aux fêtes) et aussi par d'autres formes, lorsque les retours sont impossibles. Ces liens avec la communauté d'origine sans circulation physique, qu'ils soient matériels ou idéels, peuvent s'entretenir de façon individuelle ou organisée.

Migration et participation aux fêtes

Les fêtes sont un moment vital de la communauté, celui où se réactive le lien social et identitaire, qui « re-ratifie » l'appartenance à la communauté. Ayant une grande valeur symbolique, ce sont des moments très forts qui rythment la vie sociale des individus et de la communauté. La participation aux fêtes communautaires est donc un motif important de retour des migrants, phénomène banal en milieu rural, surtout dans les Andes. Il est rare qu'un migrant néglige ce moment, d'autant que les fêtes sont l'occasion de rendre visite aux proches en même temps que de faire valoir son appartenance à la communauté.

La fête : une quasi-obligation de participation

La participation aux fêtes n'est pas obligatoire, mais elle est fortement recommandée pour l'ensemble des membres de la communauté. En revanche, assumer la charge de *pasante*, c'est-à-dire assumer la charge de la fête patronale (financière et organisationnelle) selon le système tournant, est une obligation pour les ayants droit qui cultivent, quel que soit leur lieu de résidence : c'est le prix à payer pour préserver son droit d'usage des ressources locales.

Pour les fêtes de *l'ayllu*, qui sont beaucoup plus lourdes en organisation et en dépenses, le *pasante* (ou *aferéz*) est en règle générale une personne qui se propose d'elle-même pour assurer cette charge. Mais la communauté dans son ensemble est alors représentée, et donc tous ses membres contribuent en temps, en argent et en matériel. Ces fêtes sont source de prestige, des occasions pour toute une communauté de montrer sa capacité et sa force à rassembler, le nombre de participants réunis sous la bannière de la fête étant une démonstration de sa vitalité. La participation des migrants est donc quasiment obligatoire, d'autant plus qu'ils représentent des apports financiers considérables ainsi qu'une main-d'œuvre importante pour l'organisation, avant et pendant la fête.

Aujourd'hui, de très nombreux membres des communautés résident à l'extérieur, notamment à Chilalo, Otuyo, Candelaria et Palaya. Les moments festifs, qu'il s'agisse des fêtes patronales ou de celle de l'*ayllu*, engendrent par conséquent un afflux de population remarquable.

La fête : une mise en scène des appartenances

La fête est un grand moment de démonstration, une « mise en scène des appartenances ». Tout doit être le plus parfait et le plus grandiose possible, dans la mesure des moyens à disposition. L'honneur en rayonnera durablement sur les organisateurs, soit le seul couple de *pasantes* dans le cas de fête patronale, soit le couple de *pasantes* et l'ensemble des membres de la communauté dans le cas des fêtes d'*ayllu*.

Nous avons participé à l'organisation et au déroulement de la fête de Salinas le 29 juin 2007 où la communauté de Chilalo représentait l'*ayllu* Huatari. Pour la préparation de la fête, les populations se regroupent à la fois selon leur communauté d'origine et leur lieu de résidence, et forment des groupes de danse. Ainsi, tous ceux se reconnaissant de Chilalo ont préparé la fête de leur côté et se sont retrouvés le jour J à Salinas. Dans la première partie de la fête, les danseurs font une démonstration sur la place. Le groupe des résidents de Chilalo entre en premier, puis suivent les migrants originaires de Chilalo venus d'Oruro, d'Iquique, puis de La Paz. La fête est donc à la fois un lieu d'expression de l'identité en référence à la communauté d'origine et le lieu d'une distinction selon les destinations migratoires.

La fête, moment de tensions

Si la fête est un moment de joie, de plaisirs et de rencontres pour la communauté, elle comporte aussi des tensions, des « règlements de comptes » ou la mise à plat de certains malentendus et histoires anciennes.

Deux jours avant la fête de Salinas en 2007, un conflit a éclaté : ceux résidant à Chilalo ne voulaient pas danser dans le même groupe que leurs concitoyens qui résident à Salinas, mais qui se considèrent pourtant comme des résidents permanents⁸³. La question de l'appartenance est ici au cœur des tensions : ceux qui vivent en double résidence, même à proximité, sont-ils des résidents permanents ou des migrants ? Au moment de cette fête, se sont donc cristallisées des tensions identitaires autour du droit d'appartenance qui, bien souvent, se mêlent à des tensions intrafamiliales puisque les principaux acteurs du conflit étaient deux ménages liés par une parenté directe. Cependant, notre présence fut acceptée dans ce fameux groupe de Chilalo aux côtés de celle de six autres jeunes : deux filles résidentes permanentes à Chilalo, trois filles

⁸³ Le prétexte de cette « scission » est tout à fait « indirect », puisque ceux de Chilalo présument que les costumes loués par ceux de Salinas ne sont pas assez neufs ni assez chers.

originaires mais sans résidence stable, une autre invitée originaire d'une autre communauté. Le sens donné au terme « d'originaire » et à celui de « résident permanent » – critère *a priori* d'un droit à participer – est donc, à tout moment, négociable.

Les migrants, les rois de la fête ?

Pour l'organisation des fêtes, les *pasantes* sont alternativement migrants ou résidents permanents. Cette fonction est donc partagée, contrairement à d'autres régions où seuls les migrants, qui disposent de plus de moyens, assument les charges financières et organisationnelles de la fête. C'est ce que montrent, par exemple, E. MADRID LARA dans le cas de l'Altiplano central (1998) et G. CORTES dans les vallées de Cochabamba (1998). Dans la région du *salar* d'Uyuni, l'apport financier des migrants est bien sûr primordial, mais au même titre que celui des résidents permanents. Ce ne sont donc pas les migrants qui décident du déroulement de la fête même si, à la fête de Salinas en 2007, tous les groupes ont dansé la *morenada*⁸⁴ et non pas les danses traditionnelles locales. Enfin, les migrants sont particulièrement à l'honneur dans une fête particulière : à Llica, la fête annuelle traditionnelle du 15 août prend, tous les trois ans, la forme d'une célébration spéciale pour eux.

Participation financière

Tous les ayants droit de la communauté, y compris les non-résidents, sont tenus de participer financièrement aux besoins quotidiens de la communauté, que ce soit pour acheter du matériel pour le local de la communauté, pour assurer l'entretien d'un ouvrage ou pour la fête de l'école.

En plus de ces participations financières liées au fonctionnement de la communauté, l'ensemble des membres non résidents (et pas seulement les ayants droit) est sollicité régulièrement pour des apports financiers plus « exceptionnels » : achat de tenues pour les jeunes du club de foot, de couvertures, salaire des maçons pour la construction du local social, etc. Pour une affaire quelconque aujourd'hui, il est commun d'entendre lors des réunions : « on peut faire appel aux migrants ».

Une anecdote illustre cette forme d'entraide ou de complémentarité entre ville et campagne. L'association de producteurs de la communauté de San Juan achète en 2007 un autocar – investissement très coûteux – pour faciliter les déplacements des habitants. Au même moment, cependant, la communauté fait appel à ses migrants résidents

⁸⁴ Danse de carnaval qui représente plus l'identité nationale et urbaine qu'indigène et rurale.

au Chili (producteurs et non-producteurs) pour qu'ils envoient des couvertures pour équiper le centre de santé, ce qui représente de toute évidence un coût bien moindre.

En fait, l'habitude de faire appel aux non-résidents pour des actions dans la communauté est si ancrée (cette aide était autrefois nécessaire, car les migrants avaient plus de moyens que les permanents) que l'aide est aujourd'hui demandée par « principe », sans rapport souvent avec les réels besoins de la communauté. C'est une manière aussi d'obliger les non résidents à rester impliqués dans la vie de leur communauté.

Les services rendus en dehors de la communauté

À l'implication des migrants au sein même de la communauté s'ajoute leur contribution par des services rendus à celle-ci sur leur lieu de migration. Les migrants peuvent constituer, en effet, des personnes-ressources selon les besoins de la communauté. L'organisation de ces services se fait au coup par coup, de façon individuelle ou collective. Les migrants résidents en ville, du fait de leur proximité des centres de décisions (préfecture, fondations...), peuvent être des acteurs-clefs pour l'avancement d'un dossier ou pour assister à des réunions qui impliquent la vie de la communauté. Leur facilité d'accès aux services de la ville les rend également mobilisables pour certains achats pour la communauté. De même, et c'est une nouveauté, la communauté peut aujourd'hui compter sur des personnes diplômées (enfants de la communauté qui ont étudié) pour des conseils ou pour des affaires d'ordre administratif.

Par ailleurs, pour s'occuper de l'organisation des grandes fêtes, la communauté désigne des comités en ville. L'organisation des fêtes locales est révélatrice du lien fonctionnel et constant qui se joue entre ville et campagne, entre migrants et non-migrants.

Ainsi, l'organisation de la fête de la communauté de Chilalo à Salinas en 2007 s'est préparée entre l'ici (Chilalo) et le là-bas (Oruro, La Paz, Cochabamba, Iquique). Participent au comité d'organisation à la fois un membre résident à Chilalo et un autre résident à l'extérieur. Sans que l'on comprenne bien comment la communication passe et se passe, il s'agit de trouver la fanfare, la cuisinière, le local pour les musiciens... Dans tous les cas, le jour de la fête, tout est prêt.

Enfin, les migrants sont impliqués au quotidien dans un système de réciprocité interfamiliale, puisque celui qui réside en ville est souvent le relais incontournable d'un premier départ en migration. Il loge les jeunes migrants, en particulier ceux venant étudier et les insère dans un réseau professionnel. Il accueille également les membres de la communauté lors d'un bref passage en ville. Il n'est pas rare que deux familles soit liées entre elles par un arrangement mutuel : l'une surveille

les terres en culture dans la communauté et l'autre assure un point de chute permanent aux membres migrants ou circulants.

Ainsi, les services rendus par les migrants, qu'ils s'opèrent au niveau de l'instance communautaire ou au niveau interfamilial, montrent un jeu permanent de réciprocité, et du même coup des logiques de complémentarité et d'interdépendance socio-spatiales qui tissent les liens entre villes et campagnes.

Liens symboliques ou idéels

Les liens maintenus à la communauté d'origine prennent des formes particulières dans les lieux mêmes de migration. La re-crédation des liens communautaires est un processus bien connu dans l'analyse des phénomènes migratoires, dès lors qu'une proximité « naturelle » s'établit entre individus d'une même communauté d'origine, voire ici d'un même municipe. Ce jeu identitaire se donne à voir en particulier à l'étranger ou dans les villes de l'intérieur de Bolivie. Les membres d'une même communauté tendent en effet à se regrouper dans un même quartier de résidence. Recréer la communauté, alors qu'on n'y réside plus et que l'on n'y va que très rarement, implique des modes organisationnels plus ou moins formalisés. Cela peut prendre la forme d'une forte proximité sociale ou de simples « moments partagés » qui rythment la vie du quotidien. Les activités sportives pratiquées en fin de semaine sont des moments privilégiés de rencontres et d'échanges à propos de la communauté. Soirées et fêtes patriotiques, généralement organisées par les centres de migrants (*centro de residentes*), sont également des moments importants pour maintenir le lien.

Relations et tensions sociales

Les multiples formes de mobilité spatiale qui animent le territoire de l'Altiplano sud, et plus particulièrement les migrations de retour ou encore les pratiques circulatoires des nouveaux producteurs de quinoa, qui cherchent à gérer au mieux leur absence physique, tout en y maintenant un accès aux ressources, entraînent un renouvellement des rapports sociaux au sein des communautés. La confrontation entre producteurs résidents permanents, migrants de retour et producteurs circulants a un impact social fort au sein des communautés, car elle tend à remettre en cause sa cohésion, à introduire une nouvelle hiérarchie sociale et à faire émerger certaines tensions, voire des conflits.

Certes, les liens entre les migrants et leur communauté d'origine sont divers et souvent intenses. L'essor de la quinoa a sans aucun doute réactivé ces liens et

incité les migrants à renouer avec leur espace d'origine, à l'occasion notamment des fêtes qui ont connu un certain renouveau. Les originaires, qui ne revendiquent aucun droit foncier et qui, par ailleurs, apportent leur contribution au fonctionnement de la communauté, sont toujours les bienvenus et ils ne sont pas source de conflits dans la vie sociale. En revanche, le retour d'ayants droit, qui revendiquent justement leurs droits, est problématique. Ce retour à l'activité agricole, qui s'accompagne souvent d'un ré-ancrage dans la communauté, est parfois mal perçu par ceux qui n'ont jamais « quitté » leur communauté. Cependant, accepter le retour d'un ayant droit est une obligation communautaire. Chez les résidents permanents, la situation est parfois vécue comme une intrusion dans la vie communautaire. S'ils peuvent esquiver ou refuser ce rapport dans le cas de personnes réellement extérieures (comme par exemple, les membres d'ONG), ils sont tenus de respecter le droit d'appartenance des originaires de la communauté. Il s'agit donc de trouver un équilibre entre la tentation du rejet et l'obligation d'acceptation.

Entre tensions et recherche d'un équilibre

Le retour d'anciens migrants pour la culture de quinoa est parfois difficilement accepté. Car – et c'est ce qu'énoncent de nombreuses personnes à l'ancrage permanent – si la communauté existe encore comme territoire vivant et comme institution, c'est bien parce qu'elles-mêmes ont toujours contribué à la maintenir, à la faire vivre, à la défendre, à la faire reconnaître comme OTB, ce qui leur a permis de capter un budget pour se doter d'infrastructures qui fonctionnent. Elles trouvent alors un peu « facile » que ceux qui n'ont participé en rien à la vie de la communauté et à son évolution, reviennent en réclamant leurs droits sans compensation.

Parallèlement, les permanents doivent sans cesse rappeler aux migrants qu'être membre producteur de la communauté, ce n'est pas simplement cultiver, surtout s'il s'agit de ne venir que le temps de quelques travaux agricoles, puis repartir aussitôt après. La tension vient souvent d'une position contradictoire de la part des permanents : ils souhaiteraient que les migrants participent plus à la vie communautaire mais, en même temps, qu'ils ne se mêlent pas trop des affaires locales.

Dans les communautés, les remarques négatives sur les producteurs non résidents sont quotidiennes. Celle d'un membre permanent de Chilalo résume l'esprit général : « les gens de la communauté se sont sacrifiés, les autres [les migrants] en profitent et s'en vont »⁸⁵. Ce terme de sacrifice revient régulièrement. La

⁸⁵ « La gente de la comunidad se sacrificaron, los demás aprovechan y se van » (Esperidion, résident permanent de Chilalo, 06/2007).

communauté sans commodité, le travail agricole difficile et constant, des années sans récoltes... ceux qui vivent dans la communauté trouvent leur vie difficile, même si la situation change. Aujourd'hui, le travail agricole est moins pénible avec l'arrivée des tracteurs ; l'électricité et les routes ont amélioré la qualité de vie. *A contrario*, beaucoup jugent que les conditions de vie en ville sont difficiles.

Un migrant qui assume des charges, surtout celle de *corregidor*, est souvent la cible de reproches : il ne convoque pas assez de réunions, il n'est pas assez présent, il n'a pas su gérer un conflit, etc. Cette mise à l'épreuve s'exprime également au moment des réunions communautaires. Au-delà de la présence exigée des membres de la communauté, la prise de parole de chacun est un critère important d'une « bonne » participation. Les réunions communautaires sont des assemblées démocratiques où chacun peut, et même doit, participer et s'exprimer. Dans les faits, l'histoire de chaque individu a un poids dans l'écoute qui lui est accordée. Ceux qui ont été élevés dans la communauté, et qui y ont passé la plus grande partie de leur vie, bénéficient d'une plus grande écoute que ceux qui y sont nés mais ont été élevés ailleurs, ou encore que ceux n'ayant jamais vécu dans la communauté. Avec cette hiérarchie sociale implicite, la communauté manifeste que si elle est pour tous le lieu de l'origine et de l'appartenance (« ma communauté »), elle est avant tout le lieu d'un vécu dont dépendent le degré d'insertion locale et la légitimité à y être écouté.

La forte dépendance des producteurs circulants vis-à-vis des producteurs permanents qui les aident (contre rémunération) lorsqu'ils reviennent – pour le logement et la nourriture, pour le travail dans les champs – instaure un certain équilibre dans les liens sociaux, tout en confirmant ces relations hiérarchiques.

Ainsi, l'Altiplano sud ne répond pas au schéma classique décrit dans de nombreuses autres situations rurales du monde, selon lequel la migration crée une différenciation sociale en faveur du migrant qui se positionne de façon privilégiée par rapport au non-migrant en termes de revenus économiques, de prestige et de reconnaissance sociale, d'accès à des réseaux. Le migrant de l'Altiplano sud n'est pas nécessairement dans une situation privilégiée pour plusieurs raisons :

- si quelques migrants reviennent enrichis et qu'ils le montrent, la plupart n'ont pas plus de moyens que les permanents. Car même si le phénomène est récent et non généralisable, l'Altiplano sud d'aujourd'hui permet de dégager de hauts revenus grâce à la culture de quinoa en comparaison d'activités pratiquées en ville, notamment.
- tous les permanents connaissent la vie dans les lieux de migration, et savent qu'elle est souvent difficile du point de vue des conditions de travail et de logement. Les migrants ne peuvent donc pas construire leur prestige sur l'image positive et le privilège de la migration, comme cela peut être le cas, par exemple, pour des destinations lointaines.

Les tensions entre migrants et non-migrants sont quotidiennes. Elles se traduisent plus par des paroles que par des actes, même si certaines formes de malveillance existent (lorsqu'on ne montre pas les parcelles, qu'on n'écoute pas la personne). Mais l'acceptation est la norme communautaire, et au final, les retours ponctuels mais fréquents des migrants sont aussi un moment attendu par les résidents permanents dans la mesure où ils contribuent à repeupler et renouveler la vie de la communauté à certaines périodes de l'année.

Contrôle et gestion territoriale

La hiérarchie sociale entre ayants droit résidents permanents et résidents non permanents s'exprime tout autant dans les formes de contrôle et de gestion territoriale, c'est-à-dire dans les prises de décisions et relations de pouvoir au sein de la communauté.

Ce sont les résidents permanents et, dans certains cas, quelques membres doubles résidents qui prennent des décisions sur la marche de la communauté. Les autres ayants droit doivent respecter les décisions prises, sous peine de tensions ou conflits (rappelons que l'activité agricole est pratiquée par tous sur des terres collectives). Ainsi, bien qu'il n'y ait pas de contrôle restrictif sur l'accès à de nouvelles terres, les producteurs permanents exercent une pression sociale sur l'ayant droit qui prétend s'approprier de trop grandes superficies. Ils sont, par ailleurs, les acteurs de l'interface avec l'extérieur : avec les communautés voisines, avec les agents de l'État, ou encore des ONG. Ils sont les décisionnaires d'éventuelles négociations ou contractualisations, en particulier lorsque des financements de projets sont en jeu.

Les relations entre les producteurs ayants droit résidents permanents et non permanents sont toujours soumises à un contrôle social fort qui reste entre les mains de ceux qui, par leur stabilité résidentielle au sein de la communauté, sont les plus légitimes à détenir le pouvoir de décision. En d'autres termes, la communauté trans-locale (c'est-à-dire située dans plusieurs lieux du fait de la dispersion de ses membres) n'est pas prête à évoluer en communauté extra-locale (gérée par l'extérieur).

Au-delà de la dichotomie résidents permanents/migrants

Des difficultés dans les relations entre non-migrants et migrants surgissent souvent, mais les tensions sociales renvoient-elles uniquement à l'opposition entre producteurs selon le critère de leur résidence ?

Certes, l'ONG AVSF (2009) estime qu'il existe une forte dualité entre, d'un côté, les producteurs migrants qui seraient les « mauvais élèves du développement durable » et sources de conflits et, de l'autre, les producteurs résidents permanents qui auraient des pratiques durables, une « bonne » gestion territoriale perpétuant les pratiques ancestrales. Mais il convient de relativiser ce point de vue dans la mesure où ni les producteurs migrants ni les producteurs résidents permanents ne forment de catégorie unique. La dichotomie résidents permanents/migrants, récurrente à la fois dans les discours quotidiens des membres des communautés comme dans celui de l'ONG AVSF, mérite d'être interprétée de façon nuancée, tant les configurations et les ajustements sociaux sont complexes. Il semble que les dualités ne se jouent pas tant entre ces deux catégories qu'entre individus et familles qui ont des statuts et des légitimités différenciés au sein des communautés de par leur parcours de vie, d'une part, et entre générations, d'autre part.

Les situations de conflit mettent face à face tout autant les permanents entre eux (animaux piétinant ou pâturent les terres cultivées, problème de limites de parcelles) que les permanents et les migrants. Ainsi, les conflits fonciers, qui sont dans une phase d'exacerbation aujourd'hui du fait, en partie, de la nouvelle pression sur les ressources qu'exerce le retour des ayants droit non résidents, ne sont pas les seuls objets de tension. Et finalement, les ayants droit permanents reconnaissent qu'ils sont eux-mêmes passés au-dessus des lois communautaires dans la mesure où ils auraient dû distribuer la terre pour un usage agricole à tous les ayants droit, y compris les non-résidents. Ne l'ayant pas fait, l'heure est aujourd'hui à la négociation. La course à la terre, dans un contexte de saturation des territoires communautaires et de hausse du prix de vente de la quinoa, est désormais l'affaire de tous, des migrants et des non-migrants.

De même, l'exercice des charges tournantes tend à sanctionner moralement les non-permanents pour leur manière d'assumer leur fonction. Il convient là aussi de relativiser cette dualité dans la mesure où certains membres résidents permanents peuvent également manquer à leur devoir. Pour les fêtes, enfin, les migrants chargés de l'organisation sont souvent montrés du doigt du fait de leur absence, de leur méconnaissance des rituels ou du déroulement de la fête, même s'il y a toujours un ancien pour montrer la marche à suivre. En réalité, les dualités sont bien plus visibles entre les différentes générations. Les jeunes, de plus en plus happés par les désirs de consommation et de confort, sont peu enclins à apprendre les rituels liés aux festivités⁸⁶ et, de fait, les anciennes générations s'interrogent sur les perspectives de transmission des pratiques traditionnelles.

⁸⁶ Notamment les offrandes à la *Pachamama* (terre-mère) qui, suivant un rituel bien établi, se déroulent sur le territoire de la communauté selon un calendrier précis qui varie avec la nature de la fête.

Du sens à donner aux retours dans les communautés

Les trajectoires de la circulation et du lien à l'activité agricole, au-delà de leur particularité, questionnent le sens à donner aux retours des migrants dans leur communauté. Ces dernières années, le retour des ayants droit qui renouent avec l'activité agricole, alors qu'ils n'avaient plus cultivé depuis de nombreuses années, ni même confié leurs terres à cultiver, est un phénomène qui a pris de l'ampleur dans toutes les communautés. Pourquoi reviennent-ils ?

Le retour des migrants, parfois après de longues années d'absence, est lié de toute évidence à l'attrait des perspectives de bénéfices économiques que représente désormais la quinoa. Mais les dimensions identitaires, sociales et patrimoniales, inscrites dans un rapport au temps passé et futur, sont également au cœur des enjeux de ces mobilités de retour.

Préserver un futur patrimonial

En premier lieu, c'est au moment où leurs droits sur la terre ne sont plus respectés que les migrants reviennent. En effet, jusqu'à une période récente, l'ayant droit qui ne cultivait pas sa terre en gardait l'accès exclusif et personne ne pouvait la cultiver sans son accord. La dérogation à cette règle, constatée en plusieurs endroits, met en péril la nature patrimoniale de l'usufruit de la terre qui, en principe, est garantie à tout ayant droit de la communauté, présent ou absent.

Ensuite, avec la disparition des « zones de production » (MAYER, 1992) où chaque espace était régi par des règles d'usage spécifiques⁸⁷, un autre droit est « bafoué » : la communauté ne répartit plus les terres à l'ensemble des ayants droit. Cette répartition, ou cette régulation active du domaine foncier par la communauté, permettait un accès à la terre relativement équitable entre tous. Avec l'arrêt de cette pratique communautaire, les absents n'ont pas pu bénéficier de nouvelles terres lors de l'expansion de la quinoa.

Ces nouvelles pratiques introduisent des incertitudes quant à la capacité des familles à construire et anticiper, à long terme, leur patrimoine foncier : à sa perte potentielle, du fait de l'obligation de présence, s'ajoute l'exclusion de certains membres du processus de mise en valeur de nouvelles terres, puisque l'avancée du front des cultures ne s'est pas faite par répartition communautaire, mais par accaparement individuel.

⁸⁷ Cf. p. 76 définition des zones de production.

Le premier point a des répercussions qui vont bien au-delà du simple fait de la perte d'un bien matériel. L'appartenance et le statut d'un ayant droit d'une communauté sont d'abord définis par son droit d'accès à la terre. Sans terre, il perd sa légitimité et sa place au sein de la communauté, pour lui et toute sa descendance. Le second point est tout aussi crucial. Être absent à ce moment-clé de l'histoire agraire de la région, au cours de laquelle se décide finalement le futur de la répartition des terres entre familles, signifie également la perte d'un potentiel pour la descendance. Ainsi, pour ne pas perdre ses droits, il faut « occuper le terrain », c'est-à-dire être présent dans la communauté pour à la fois cultiver et y remplir ses obligations. En ce sens, le retour pour cultiver est un marquage du territoire. Car la terre représente une sécurité absolue, définitive et inaliénable. Et les familles savent qu'elles, ou leurs enfants, pourront toujours se replier sur la mise en valeur de leurs terres en cas de besoin.

Les coûts économiques et sociaux du retour

S'engager dans la culture de quinoa suppose des coûts financiers inhérents au système de culture : location des services du tractoriste et embauche de journaliers, notamment. Ces coûts financiers doivent être assumés sans assurance de rentabilité, dès lors que la sécheresse et/ou le gel peuvent endommager tout ou partie de la récolte. Pour les producteurs pluriactifs, l'activité non agricole sert à financer les coûts de production, à moins qu'ils épargnent les bénéfices de la quinoa pour les réinjecter dans la mise en culture de l'année suivante. À ces coûts de production, s'ajoutent ceux qui relèvent de la participation à la vie communautaire (cotisations, festivités), sans compter l'argent nécessaire à la réinstallation dans la communauté qui signifie la rénovation ou la construction d'une maison. Les membres partis depuis longtemps de la communauté, en effet, n'ont souvent jamais eu leur propre maison. Quand ils le peuvent, ils viennent donc d'abord habiter chez des parents, puis construisent une maison neuve avec des matériaux modernes.

Passer du temps dans la communauté signifie un aménagement de l'espace résidentiel familial et une réorganisation de son temps. Lorsque la famille ne vient que pour des visites, cela n'implique pas nécessairement de logement sur place, mais il faut dans tous les cas dégager du temps et faire face aux coûts de déplacement. Les trajectoires de circulation, mises en parallèle avec celles des parcours résidentiels et professionnels, montrent différentes étapes dans le processus du retour, même si celles-ci ne sont pas franchies par tous et selon la même temporalité. La première est la reprise de contact par des visites ponctuelles, pour voir la famille et les terres, éventuellement participer aux fêtes, etc. La deuxième étape consiste à venir cultiver, ce qui implique des séjours prolongés dans la communauté le temps des travaux agricoles. Enfin, la troisième étape est le moment de

l'insertion locale qui nécessite d'y séjourner plus longtemps, d'y amener les enfants pour les vacances, en d'autres termes d'investir les lieux. Si certains n'entrevoient pas cette dernière étape, elle sera quasiment obligatoire au moment d'assumer une charge qui nécessitera une présence soutenue, bien que non continue, dans la communauté.

Au final, l'acte du retour revêt trois dimensions temporelles dans lesquelles le migrant se projette : le passé (« je reviens parce que je suis d'ici »), le présent (« je reviens pour gagner de l'argent et vivre mieux ») et le futur (« je reviens pour constituer un capital foncier pour mes enfants »)⁸⁸. Dans une démarche de pure rationalité économique, on pourrait penser que l'ayant droit de la communauté calcule son coût d'opportunité pour penser son retour (coût, bénéfice, risque). Une première objection réside dans le fait que pour les Aymaras, le facteur temps n'est pas considéré comme un coût. Hector Gonzales indique que dans le cas du Chili (comm. pers., 2008), « Les Aymaras peuvent supporter un équilibre économique plus bas que d'autres [Chiliens]. C'est-à-dire qu'ils peuvent affronter des coûts élevés pour des petits revenus parce qu'ils ne comptent pas de nombreuses variables comme la main-d'œuvre, la terre... Alors que pour certains, ce comportement n'est pas économiquement rationnel, pour eux ça l'est. Ils appliquent la théorie économique de la minimisation des risques et l'investissement minimal ». Ensuite, comme nous l'avons vu, au-delà des facteurs économiques, les facteurs sociaux et le potentiel que représente la terre communautaire influent beaucoup dans la prise de décision de revenir. C'est donc bien au-delà de la dimension économique qu'il convient d'envisager ce « retour » des migrants pour l'activité agricole.

⁸⁸ « Yo soy de acá », « hacer plata para vivir mejor », « acaso para los hijos. »

L'analyse des interactions entre mobilités spatiales, gestion des ressources et dynamiques locales liées à l'essor de la quinoa aboutit à la mise en évidence d'un système complexe d'interférences. L'étude des liens qui articulent système de mobilité et système productif a mis à jour, par ailleurs, l'originalité d'une organisation socio-spatiale et d'un rapport au territoire fondés sur des logiques plurielles d'interdépendance et de complémentarité entre migrants et non-migrants, entre ville et campagne, entre l'ici et l'ailleurs. En effet, les familles originaires des communautés de l'Altiplano sud, perpétuant une longue tradition de complémentarité des espaces, cultivent la pluralité. Pluralité de lieux, pluralité d'activités. Elles « jouent » sur plusieurs lieux, mais aussi sur plusieurs références identitaires (CHARBIT, 1997 ; TARRIUS, 2004). Le vécu des paysans de la région du *salar* d'Uyuni montre qu'ils ne cherchent pas à choisir entre deux cultures (d'un côté, la « ville globalisée » et de l'autre, la « campagne traditionnelle »), mais qu'ils vivent et s'identifient aux deux à la fois. Ils sont, pourrait-on dire, à la fois « mondialisés » et attachés à la *Pachamama*. Le génie de cette société rurale s'exprime dans les arrangements qu'elle met en œuvre pour combiner les lieux, les activités et les identités. Les arrangements au sein des familles visent des objectifs multiples : organiser la production, maintenir le lien au lieu d'origine, remplir les obligations communautaires, allier l'ensemble des besoins quotidiens. Ainsi, la configuration des territoires multi-situés à l'échelle familiale se combine à une plasticité des configurations résidentielles et circulatoires. La mobilité des individus, bien souvent, « sert » le projet familial et chacun, en quelque sorte, est « mobilisable » en fonction des besoins sur l'espace d'origine. C'est ce qui permet aux familles, au final, de développer localement une activité agricole. Pour celles qui avaient cessé de cultiver et qui ont repris l'activité agricole, cela correspond à la réactivation d'un espace-ressource et un redéploiement du dispositif familial. Au final, les familles de l'Altiplano sont multipolaires, leur territorialité est multi-située et leur organisation est plastique.

Le lien fort entre mobilité et ressources foncières est apparu dans l'ensemble des trajectoires migratoires. La question de l'accès au foncier est un facteur déterminant des formes prises par les trajectoires : on émigre car on n'a pas accès au foncier ; on revient pour préserver son patrimoine foncier ; on circule pour cultiver, etc. L'essor de la quinoa a impliqué pour les familles une adaptation de leurs systèmes d'activité, de leur dispositif de dispersion résidentielle et de leurs pratiques de circulation. Les trajectoires individuelles de mobilité (migration et circulation) doivent être lues en regard des sphères communautaire et familiale. Chaque individu n'est pas totalement « libre » de choisir ses liens à la communauté, ses modes de circulation. La communauté et la famille établissent des normes d'accès aux ressources auxquelles les individus doivent se conformer. Parallèlement, les parents sont en mesure d'imposer à leurs enfants une partie de leur trajectoire résidentielle et de circulation.

On peut cependant se poser la question des répercussions locales et à l'échelle collective de ces arrangements et multipolarités familiaux : ne rencontre-t-on pas des blocages, ou du moins des limites ? Ainsi, l'investissement des revenus issus de la culture de quinoa à l'extérieur de la communauté signifie un manque à gagner au niveau local ; mettre ses enfants à l'école en ville signifie trop peu d'enfants pour maintenir une école ouverte au sein de la communauté et constitue donc un frein au dynamisme local à plus long terme ; un système qui repose en grande partie sur l'entraide familiale signifie que ceux qui sont isolés en sont exclus ; les droits d'usage des ressources, qui se prêtent sans obligation de présence, entérinent le risque d'une déprise démographique et d'une plus faible implication des populations dans les enjeux du développement local.

Les communautés, conscientes de la ressource que représente la dispersion de leurs membres, n'en sont pas moins inquiètes pour leur avenir et leur dynamisme propres. Si le fonctionnement et la pérennité de la communauté sont fondés sur des relations de complémentarité et d'interdépendance entre migrants et non-migrants, l'heure est à l'adaptation et à la réorganisation des obligations sociales.

Finalement, l'étude des pratiques de mobilité, dans leurs liens avec le devenir du territoire d'origine, révèle un système complexe dont la compréhension nécessite non seulement la prise en compte de l'interdépendance de ses différentes unités sociales (individu, couple, famille, communauté), mais également celles du cycle annuel du système de production et des cycles de vie.

Le devenir incertain d'un territoire

Une région en profonde mutation

La mondialisation est un vecteur de changements profonds dans la plupart des régions du monde. L'Altiplano sud de Bolivie, région jusque-là restée en marge des axes stratégiques de développement dans le pays, voit aujourd'hui son agriculture engagée dans un processus d'insertion dans le marché mondial et devient, du même coup, un espace-enjeu dans les stratégies de développement territorial tant au niveau régional que national. Au delà de ces enjeux politiques, l'essor de la quinoa engendre des impacts locaux, en particulier des mutations territoriales et des transformations rurales en lien avec les systèmes d'activité et les pratiques de mobilité des populations. L'essor de la quinoa pour l'exportation, déclenché depuis plus d'une vingtaine d'années, interroge en effet de multiples dimensions du changement social et spatial. L'Altiplano sud est aujourd'hui à un tournant de sa « trajectoire territoriale », terme qui renvoie à des mutations multidimensionnelles resituées dans une dynamique socio-spatiale de long terme. Car, si l'essor de la quinoa questionne en premier lieu le passage rapide d'une agriculture familiale d'autosubsistance à une agriculture familiale d'exportation, et donc les modèles de développement agricole au Sud, il est source de mutations plus profondes, plus complexes aussi, qui touchent tout autant aux dimensions environnementales, économiques, sociales ou encore identitaires. En somme, parler de trajectoire territoriale permet de s'interroger sur la transformation de l'essor de la quinoa en un processus plus durable de développement. Cela suppose alors de repositionner ce dernier dans un faisceau d'interactions entre des événements, des inflexions, des ruptures de nature diverse et qui, cumulés au fil du temps, ont participé à la métamorphose de ces territoires ruraux. Une chronologie à plusieurs entrées (fig. 48) met en parallèle les changements survenus à différents niveaux :

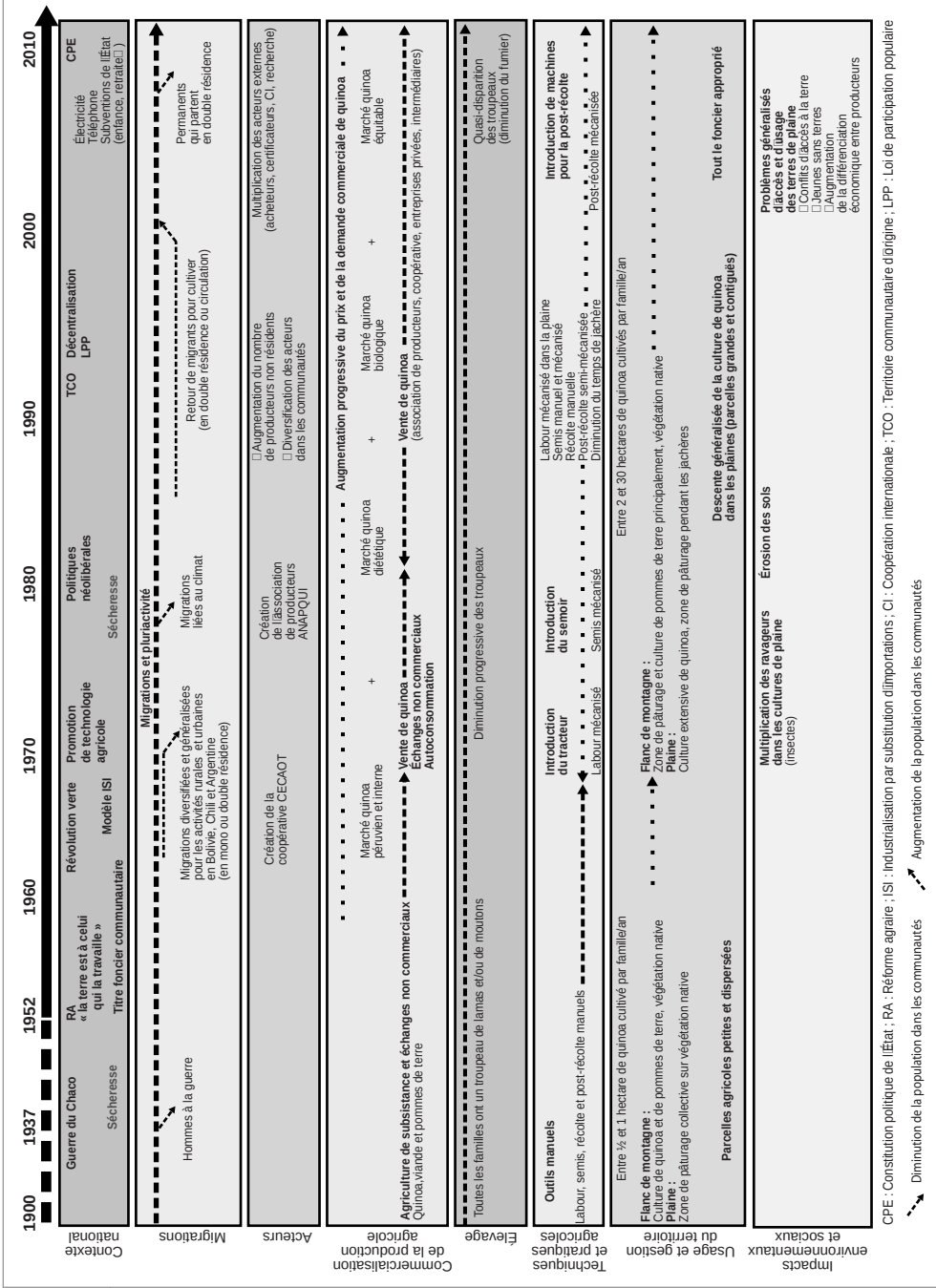


Figure 48
Chronologie des changements autour de la production de quinoa dans l'Altiplano sud bolivien.

Source : VASSAS et VIEIRA PAK, 2010 : 8, modifié par A. Vassas Tordl.

contexte national, migrations, acteurs, commercialisation de la production agricole, élevage, techniques et pratiques agricoles, usage et gestion du territoire, impacts environnementaux et sociaux.

Une réorganisation des systèmes d'activités et de mobilité

L'essor de la quinoa a engendré un profond changement territorial qui se joue à long terme, touchant à la fois à la fonction économique et productive de ces espaces, aux organisations sociales inter et intrafamiliales, aux rapports d'identification et d'appartenance des populations au territoire local, aux systèmes d'activités et de mobilité.

Comme dans la plupart des campagnes andines, les familles de l'Altiplano sud ont recours, depuis longtemps, à une stratégie de dispersion des risques (agroclimatiques, économiques) *via* la pratique combinée de plusieurs activités. Si, autrefois, agriculture et élevage étaient les deux activités dominantes et complémentaires, l'élevage a peu à peu été abandonné au profit de la culture de quinoa, mais aussi d'autres activités développées à l'extérieur des communautés rurales. La pluri-activité multi-localisée est plus que jamais, aujourd'hui, le fondement des économies des familles rurales et de leur rapport à l'espace.

La pluri-activité garantit une certaine sécurité des revenus et signifie donc moins d'expectatives portées sur chaque activité. Pourtant, cette sécurité peut s'amenuiser dès lors que de nouveaux facteurs de risques interviennent, comme dans le cas de la production de quinoa sur des terres soumises à de fortes pressions environnementales. La pluri-activité permet, par ailleurs, des transferts monétaires au sein du système d'activité. À ce titre, les revenus de la migration ont financé, dans certains cas et à un certain moment, les coûts ou les investissements liés à la production de quinoa. Inversement, les revenus agricoles sont transférés aujourd'hui vers d'autres secteurs d'activités (tourisme, commerce...).

La réorganisation des systèmes d'activités est inséparable de celle qui concerne les pratiques de mobilité. Jusqu'aux années 1970, la quinoa était une production vouée à l'autoconsommation et au troc. Les agriculteurs étaient contraints de chercher ailleurs des sources de revenu et des compléments pour leur approvisionnement alimentaire. La mobilité était donc au cœur des stratégies de reproduction économique et sociale des familles. Celle-ci était temporaire ou saisonnière, parfois circulaire (double résidence) dans le cas du travail dans les mines ou des emplois agricoles au Chili. Une partie de ces mouvements se sont convertis ensuite en migrations « définitives » dans le cas des déplacements vers les villes du pays.

L'essor de la quinoa d'exportation entraîne aujourd'hui un réel changement dans les trajectoires migratoires de cette région. En premier lieu, il a induit un mouvement de contre-migration avec le retour à l'agriculture d'anciens migrants, ceux partis à La Paz, Oruro, Cochabamba, Santa Cruz ou encore dans le Haut Beni, ceux qui avaient été licenciés des mines dans les années 1980, ou ceux encore qui avaient tenté leur chance au Chili ou en Argentine. Les nouveaux modes de production, et la mécanisation en particulier, ont engendré, en deuxième lieu, une complexification des formes migratoires et des pratiques de mobilité. En effet, ces mouvements de retour à l'agriculture n'ont pas signifié des installations résidentielles systématiques dans les communautés rurales. Ils se sont accompagnés plutôt d'une intensification de la mise en mobilité des populations, à l'échelle régionale surtout, qui s'est traduite par le déploiement de logiques de double résidence, de circulation, de mouvements d'allées et venues.

Les systèmes de mobilité des agriculteurs et de leur famille ayant leur résidence permanente dans la communauté indiquent, en revanche, des tendances assez contradictoires. Les revenus de la quinoa et la pluri-activité locale associée ont permis, d'un côté, la réduction des circulations liées au travail temporaire ou saisonnier en dehors des communautés. Et dans certains cas, la quinoa a permis à des jeunes de construire leur avenir dans la communauté. Mais d'un autre côté, les aspirations en matière d'éducation et de formation des enfants ont réactivé les stratégies de mobilité vers la ville. Car l'élévation du niveau de vie, grâce aux revenus de la quinoa, a incité de nombreuses familles à préférer une scolarisation de leurs enfants en ville et à déployer des stratégies résidentielles urbaines qui se sont traduites, là aussi, par le développement de la multi-résidence. Les motivations guidant les mobilités ont donc changé puisque ce n'est pas, en tant que telle, la recherche d'une source de revenu qui prime pour ces familles, mais une quête d'ascension et d'une mobilité sociale pour leurs enfants. Ceci étant, la scolarisation et les études supérieures ayant des coûts élevés, ces familles, en plus de la culture de la quinoa, ont recours à d'autres activités en ville (commerce, en particulier).

Complexification des territorialités

L'essor de la quinoa a modifié et complexifié les territorialités individuelles et familiales. Si les retours ont entraîné des ré-ancrages dans les communautés d'origine, ce sont surtout les logiques de multi-ancrages qui deviennent les plus prégnantes. La dispersion des membres de la famille maintenant des liens de solidarité et de complémentarité, et la mobilisation d'un réseau de lieux qui tisse un espace élargi, fondent l'organisation sociale à la fois intrafamiliale et interfamiliale. Ces dispositifs socio-spatiaux permettent également, dans un contexte où les systèmes de

production agricole n'impliquent pas une activité à temps plein, de développer des stratégies de mise en culture « à distance » de la quinoa.

La plasticité des formes de territorialisation des populations de l'Altiplano sud tient donc à leur inscription dans des espaces de vie multiples. Les trajectoires de vie des individus et des familles, au sein desquels les événements de mobilité relèvent plus de déplacements que de migrations au sens classique du terme, ont montré la capacité des populations à élargir ou réduire sans cesse leur espace résidentiel, en intégrant à leur espace de vie des lieux nouveaux ou déjà familiers (DOMENACH et PICOUE, 1987 ; COURGEAU, 1988 ; SASSONNE, 2008). Dans ces dispositifs, les fonctions des espaces changent, les logiques d'investissement matériel ou immatériel glissent d'un lieu à l'autre, l'organisation des déplacements quotidiens, ainsi que les temps de présence dans les lieux, sont sans cesse réaménagés. L'organisation polycentrique de nombreuses familles, qui déploient leurs stratégies quotidiennes au sein d'un territoire multi-situé, rompt ainsi avec la conception d'un monde rural « uni-centré », c'est-à-dire fondé sur un ancrage et un référentiel uniques. Ces formes de multi-localisation, qui ne fragmentent pas les multiples lieux de l'espace de vie, se révèlent être une ressource spatiale au sens où l'entend E. MA MUNG (1999), même si la dispersion familiale comporte également des coûts et des risques sociaux : instabilité, séparation et éclatement des familles. Celles-ci « jouent » ainsi sur plusieurs activités et plusieurs espaces, elles se ménagent plusieurs assises territoriales, naviguant entre ville et campagne. Parce qu'elle est circulation plutôt que migration, cette forme de mobilité est finalement un substitut à la fois au retour résidentiel stable dans la communauté et à l'exode définitif en ville.

Ainsi, les pratiques de mobilité, étroitement liées aux systèmes d'activités familiaux, se sont ajustées aux effets de conjonctures et d'opportunités révélant de fortes capacités de réactivité et d'adaptation au nouveau contexte d'une quinoa mondialisée. Par la plasticité de leur organisation sociale et de leur inscription spatiale, les populations de l'Altiplano sud ont une grande capacité de réponse face aux champs des possibles. Elles peuvent et savent saisir des opportunités de travail et d'activité, en adaptant sans cesse leurs pratiques du quotidien, leur manière de résider et leur mode d'habiter.

La multi-polarisation territoriale des populations, si elle n'est pas nouvelle en soi, et plus encore dans le contexte des sociétés andines, a été renforcée. Rappelons enfin que ces territoires multi-situés se fabriquent dans des temporalités longues, tout au long des cycles de vie. En effet, la multi-polarisation territoriale n'est rendue possible que par la permanence des liens qu'entretiennent les migrants avec leur communauté d'origine, au fil de leur parcours migratoire. Cette continuité du lien communautaire, condition même de l'appartenance et de la préservation de l'accès aux ressources locales, a permis à de nombreux originaires de revenir cultiver, ou de pouvoir constituer un patrimoine foncier.

Reformulation d'un continuum ville-campagne

Pour les populations de l'Altiplano sud, ville et campagne ne sont pas des mondes disjoints. L'économie de la quinoa repose en effet sur une organisation territoriale où la dispersion résidentielle des agriculteurs donne lieu à des communautés rurales « translocales » (GUNDERMANN KRÖLL et GONZÁLEZ CORTÉZ, 2008). Les réseaux sociaux y structurent les circulations et tissent un continuum entre mondes urbain et rural qui sont totalement imbriqués et complémentaires, liés entre eux par une « interdépendance réticulaire » (ANTHEAUME *et al.*, 1987). Tous les individus originaires de communautés de la région du *salar* d'Uyuni, en effet, ont une expérience de la ville soit pour le travail, soit pour d'autres activités (commerce, éducation, etc.). Par ailleurs, toute l'organisation sociale autour du travail agricole et de la mobilisation de la main-d'œuvre familiale repose sur l'interdépendance ville-campagne et, plus précisément le recours aux migrants. Autrement dit, la campagne puise ses ressources dans la ville mais, inversement aussi, puisque les citadins-agriculteurs trouvent une nouvelle source de revenus dans leur communauté d'origine.

Le succès de la quinoa doit beaucoup, en fin de compte, à ce capital extra-communautaire (ARRIAZA GAJARDO, 2007) que représentent les membres des communautés qui vivent à l'extérieur, mais qui s'identifient à leur espace d'origine, cultivent, participent à la vie locale, aux travaux collectifs, aux fêtes... Le capital extra-communautaire apparaît bien comme une ressource et une force mobilisable. Mais il peut être aussi source de profonde transformation et fragilisation des formes collectives de gestion du territoire local. Le processus pourrait être celui d'une extra-territorialisation, c'est-à-dire le passage d'une communauté translocale à une communauté extra-locale, se traduisant par le glissement du centre de décision vers l'extérieur, avec le risque d'une prise de pouvoir et de contrôle des ressources locales par les migrants⁸⁹. Il semble cependant que nous soyons loin d'un tel processus, même si certains signes peuvent émerger dans quelques communautés. Les résidents permanents, circulants ou non, les doubles résidents, tout autant que l'instance communautaire qui permet l'appropriation foncière dans une certaine limite, entendent garder un droit de regard sur les modes d'usage des ressources locales. Les tensions ou conflits autour de la terre en sont le révélateur. Il est vrai aussi que la dispersion des lieux de migration, à l'échelle nationale et

⁸⁹ Ce processus est souvent observé dans le cas des migrations internationales où les communautés de migrants à l'étranger acquièrent un prestige social dans leur communauté d'origine et un pouvoir de contrôle des ressources locales, du fait de leur niveau de revenus et de leur capacité d'épargne.

internationale, peut freiner une éventuelle organisation des migrants en vue d'une action extra-locale concertée.

Un autre élément majeur, et qui s'est affirmé au cours des dernières années, tient à l'accumulation monétaire permise par la culture de la quinoa. Outre l'augmentation du niveau de vie des populations, cette épargne, lorsqu'elle est réinvestie localement, permet en effet de renforcer la pluri-activité, par exemple par l'achat d'un tracteur ou la construction d'infrastructure touristique. Ainsi, la différenciation sociale liée aux niveaux de revenus, qui pouvait être autrefois en faveur des migrants ayant pu se former et s'insérer en ville, adopte de nouvelles formes. Désormais, les producteurs résidents permanents peuvent être mieux dotés que ceux qui résident à l'extérieur. Depuis l'essor de la quinoa, il est possible de gagner plus d'argent dans l'agriculture que dans une activité en ville. Celui qui a réinvesti une part des gains de la quinoa dans l'achat d'un tracteur est plus riche que le maçon à Oruro. Cette revalorisation de l'activité agricole est un renversement majeur des ruralités de ces régions andines.

Le modèle centre-périphérie, qui oppose classiquement ville et campagne, est donc ici inversé. Les logiques de transfert d'argent expriment cette inversion puisque, si ces transferts s'opéraient autrefois de l'extérieur vers les communautés (d'ailleurs parfois investis dans la culture de quinoa...), ce sont aujourd'hui les producteurs de quinoa qui investissent en ville dans un logement, un commerce, ou l'éducation de leurs enfants, voire même qui envoient de l'argent aux migrants. En comparaison, les investissements dans des projets productifs au sein même des communautés demeurent relativement limités, tant pour les producteurs circulants que permanents qui, tous, donnent l'impression de préparer leur « sortie » des communautés. En d'autres termes, les retombées économiques à l'échelle locale sont minimales au regard des bénéfices liés à la production de quinoa dont la plus-value est, pour la plus grande part, transférée vers la ville.

Un autre rapport à l'espace rural d'origine ?

L'analyse des formes d'ancrage, au travers des trajectoires de mobilité et des rapports au lieu d'origine, a montré que les producteurs de quinoa attribuent des fonctions à l'espace rural qui peuvent être fort diverses. En effet, la communauté d'origine peut être la base de la reproduction économique, sociale et culturelle. Mais elle peut aussi ne fournir qu'un complément de revenus, dès lors que l'agriculture est essentiellement destinée à l'autoconsommation et que l'argent est trouvé à l'extérieur. Dans d'autres cas, notamment pour les citadins-agriculteurs, la

communauté d'origine peut être réduite à sa seule fonction productive. Prévalent alors un rapport pécuniaire à l'espace et une logique « extractiviste », sans identification forte au lieu d'origine. À l'inverse, la communauté peut être le lieu d'une stratégie patrimoniale et identitaire. C'est le cas de nombreux migrants-circulants ou résidents temporaires qui trouvent un moyen de rester ayants droit, malgré leurs absences. En confiant leurs parcelles et leur cheptel, sans chercher à en retirer de bénéfices économiques conséquents, ils préservent leurs droits d'accès aux ressources locales, maintiennent leur appartenance à la communauté et anticipent un éventuel retour.

Cette pluralité des rapports à l'espace d'origine est à mettre en parallèle avec la complexification de l'échiquier social local. En effet, l'essor de la quinoa s'accompagne d'une multiplication et d'une diversification des acteurs locaux. Tout d'abord, les profils des producteurs sont plus divers qu'autrefois du fait de la multiplicité de leurs trajectoires de vie et de leurs aspirations. Ensuite, les intermédiaires commerciaux (que ce soit des indépendants, des entreprises privées ou des coopératives), même lorsqu'ils viennent de loin pour acheter la quinoa, sont devenus des acteurs de première importance à travers les normes de production qu'ils imposent (CARIMENTRAND et BALLE, 2008). Enfin, l'essor de la quinoa intervient au moment où se produisent des changements politiques majeurs au niveau national avec le rôle croissant de projets et programmes de développement autour de la production de quinoa. Cette multiplication des acteurs participe là aussi d'une mutation profonde du tissu social des campagnes de l'Altiplano où le paysan-éleveur aymara ou quechua n'est plus la seule figure de ces hauts plateaux.

Ils reviennent... mais resteront-ils ?

Aujourd'hui, les communautés de l'Altiplano sud vivent des pulsations démographiques au cours de l'année, dépendantes des cycles productifs de la quinoa, mais aussi de la vie festive et collective locale. Les mobilités circulaires des producteurs se traduisent par une alternance de pleins et de vides démographiques. L'essor de la quinoa a permis en cela un repeuplement au moins saisonnier des communautés rurales. Un renouveau démographique plus pérenne, plus stable semble toutefois difficile à concevoir dans la mesure où les conditions économiques, sociales et écologiques d'une durabilité agricole ne sont pas réunies.

En moins d'une quinzaine d'années, la flexibilité territoriale de ces populations a permis aux familles de l'Altiplano sud de saisir l'opportunité que représente aujourd'hui la quinoa. La longue tradition de mobilité spatiale et de pluri-activité de cette société est incontestablement un facteur d'adaptabilité aux changements externes. Mais

cette capacité d'adaptation peut aussi se traduire par des logiques « opportunistes », individualistes, allant à contresens d'une organisation collective. Par exemple, les producteurs de quinoa vendent à l'acheteur le plus offrant au détriment parfois de la mise en place ou de l'existence d'organisations collectives de producteurs qui peuvent représenter une force face au marché. Par ailleurs, cette même flexibilité incite à penser que, lorsque l'essor de la quinoa sera passé, les populations se redéploieront vers d'autres opportunités. Inutile pour elles, dans ce cas, de s'investir localement, de se projeter dans une installation pérenne dans la communauté. À ce titre, les populations n'expriment pas de vision très claire des conditions nécessaires à cette pérennisation, notamment des conditions économiques, sociales et écologiques d'une durabilité agricole et ce, dans le contexte nouveau d'une économie locale mondialisée en rupture avec les pratiques antérieures.

Les activités agricoles des populations de l'Altiplano sud ont toujours été conçues de façon à prendre en compte les risques climatiques. Cette gestion du risque a conduit à mettre en place un calendrier agricole et des pratiques spécifiques à cette région. De plus, ces activités agricoles ont le plus souvent été intégrées dans un ensemble d'activités beaucoup plus larges. Le développement extraordinaire de la culture de quinoa depuis quelques décennies n'a pas modifié fondamentalement cette vision. De toute évidence, pas plus aujourd'hui qu'hier, la culture de quinoa, à la fois aléatoire et incertaine, n'est considérée par les habitants de ces régions comme la seule source régulière de revenu pour les familles. Trop aléatoire à cause des accidents climatiques (sécheresse, grêle, gel), la récolte de quinoa n'est pas garantie chaque année, et trop incertaine dans le futur du fait de l'évolution du climat (POUTEAU, 2008), de la volatilité du marché et de l'émergence de la concurrence commerciale de pays proches (Équateur, Pérou, Chili, Argentine) ou lointains (les États-Unis et le Canada commencent à produire de la quinoa de façon significative, et des projets naissent au Maroc, en Inde, au Vietnam et ailleurs).

Par ailleurs, les potentialités d'accroissement de la production agricole ne sont plus aussi grandes qu'au début de la période d'expansion de la quinoa. En effet, jusqu'à présent, l'augmentation de la production a été basée avant tout sur l'accroissement des superficies cultivées, et non pas sur l'amélioration des rendements à l'hectare. Mais l'extension du territoire agricole atteignant ses limites, notamment dans les zones les plus anciennes de cette expansion, la poursuite du processus devra passer par une phase d'intensification du système de production (pratiques de culture plus soignées, fertilisation du sol, lutte contre les ravageurs). Les pratiques agricoles actuelles ont d'ores et déjà un fort impact sur le milieu très fragile de l'Altiplano sud : érosion éolienne, faible renouvellement de la fertilité de la terre, prolifération des ravageurs, etc. Ainsi, une véritable réflexion sur le développement agricole de l'Altiplano sud devra intégrer ces éléments, autant pour l'activité agricole que pour l'élevage car la reconstitution de la couverture

végétale nécessaire à la reconversion des cultures en pâturages exigera de longues années (JOFFRE et ACHO, 2008).

Parallèlement, les nouvelles différenciations liées aux modes d'accès au foncier vont se répercuter sur les générations futures. Si la constitution du capital foncier était jusque-là basée sur la transmission par héritage et l'attribution communautaire des terres, elle est actuellement, en grande partie, issue de l'accaparement individuel des terres collectives. On peut déjà entrevoir le scénario de demain : lorsque les limites de l'avancée des cultures seront atteintes, l'ensemble des terres collectives aura été « approprié » et le patrimoine foncier communautaire ne pourra plus répondre à une régulation des inégalités d'accès à la terre. Celles-ci seront dès lors entérinées par la transmission des terres par héritage, puisque le fractionnement du domaine foncier laissera peu de terres aux enfants des familles qui n'auront pas pu s'accaparer de grandes superficies (avec, peut-être cependant, un droit acquis pour les femmes si leurs revendications aboutissent).

Dans ce contexte, le lien entre mobilités et développement rural est complexe à appréhender. La relation relève, pour une part, d'un cercle vicieux. D'un côté, les familles sont contraintes de continuer à diversifier leurs activités, car la seule production agricole est trop aléatoire. De l'autre, les possibilités pour diversifier l'économie locale sont très réduites. La diversification des sources de revenus et la pluri-activité impliquent donc de recourir à d'autres lieux et à la mobilité spatiale. À leur tour, la migration et l'instabilité résidentielle des familles, la dispersion de leurs membres et les pratiques circulatoires, même si elles prennent un caractère stratégique du point de vue de la conduite de l'activité agricole, freinent l'impulsion d'un véritable développement local lié à l'implantation d'activités non agricoles, de commerce ou de services. Qui plus est, en l'absence d'un maillage de bourgs-relais et de petites villes dans cette région de Bolivie, les populations de l'Altiplano sud ont développé une habitude de mobilité quotidienne tant pour la commercialisation de leur production que pour leur approvisionnement, l'éducation de leurs enfants ou le travail temporaire. Si les bourgs de Salinas et de Llica connaissent une certaine croissance et un dynamisme sous l'effet de l'essor de la quinoa, leur offre d'équipements et de services reste très limitée.

Tenter d'anticiper sur le devenir des espaces ruraux de l'Altiplano sud conduit à s'interroger, par ailleurs, sur les attentes et les projections des jeunes générations. À ce titre, un facteur limitant une éventuelle fixation des populations et un véritable développement local tient à ce que P. HAMELIN (2004) appelle le « désir d'urbanité ». Au-delà des nouvelles expectatives offertes par l'essor de la quinoa, les populations ne souhaitent pas perdre leur assise urbaine. Les profils des agriculteurs se diversifient – résidents permanents, doubles résidents, citadins-agriculteurs – et de jeunes producteurs n'ont pas vécu leur enfance dans leur communauté d'origine, ce qui les rend moins enclins à s'installer dans leur communauté. C'est le cas

notamment des jeunes qui sont nés ou ont été élevés dans les centres miniers, c'est le cas également des enfants éduqués en ville dont les parents sont doubles résidents. La question du référentiel territorial de ces actuels ou futurs producteurs, et de leur investissement social en milieu rural, est largement posée.

Parallèlement, le « désir d'éducation », qu'il faut relier à une nette progression de l'alphabétisation et à l'amélioration des possibilités et conditions d'accès à l'école en milieu rural, projette l'avenir des jeunes en dehors de la communauté. Les enquêtes de terrain ont montré que la réussite sociale ne s'entrevoit pas dans l'agriculture, si ce n'est peut-être dans le négoce ou les services à l'agriculture (comme tractoriste, par exemple). Ainsi, s'éduquer n'est pas rester car, même si les emplois en milieu urbain relèvent souvent du secteur informel et sont marqués par la précarité, il est peu probable que les jeunes diplômés reviennent à la campagne pour y vivre, s'ils ne peuvent exercer une activité correspondant à leur qualification.

Ainsi, sans doute faut-il renoncer à une conception de la ruralité fondée sur la sédentarité et la fixité territoriale comme modèle d'un futur développement de l'Altiplano sud. L'entre-deux, entre ville et campagne, est le mode de vie qui anime aujourd'hui ces campagnes, et sans doute celles de nombreuses régions au Sud.

Une mise en tension de l'instance communautaire

Les mutations qui animent les espaces ruraux andins de l'Altiplano sud renvoient à un questionnement autour du développement territorial et des acteurs collectifs engagés dans la régulation sociale et la gestion des ressources locales. L'instance communautaire, si importante dans les formes d'organisation sociale, est le premier acteur concerné.

Au niveau local, la communauté vit une période de mise en tension du point de vue à la fois de son rôle, de son fonctionnement et de sa place à venir. Les jeux d'appartenances multiples des populations, que l'intensification des mobilités et des retours tendent à complexifier, comme la course à la terre et les conflits qui en résultent, impliquent un réajustement des normes de gestion des ressources et du territoire. Dans ce contexte, quel espace, social et physique, restera sous l'autorité de l'instance communautaire ? Quelles obligations est-elle en mesure d'imposer dans un contexte d'individualisation croissante des prises de décisions ?

Les normes de régulation et de gestion collective des ressources ne sont pas écrites et surtout, elles sont flexibles et évolutives, fondées sur la recherche per-

manente d'un consensus. La communauté – à l'image des familles qui la composent – s'adapte aux changements. Avant l'essor de la quinoa, elle gérait un territoire marqué par une faible pression démographique et une grande disponibilité des ressources. Elle pouvait donc octroyer des terres à des non-originares, voire les intégrer en tant que membres à part entière de la communauté. Par ailleurs, l'absence des migrants, gardant cependant leurs droits, est une réalité anciennement admise au sein des communautés. Et dans ce cadre, la terre des absents était toujours respectée et préservée de toute forme d'appropriation. L'essor de la quinoa introduit désormais de nouvelles contraintes et une rupture forte dans le rapport aux ressources locales. La communauté est aujourd'hui confrontée à la nécessité de trouver des réponses sociales face à la pression sur la terre.

La communauté reste l'entité gestionnaire du domaine foncier, la gardienne des terres, et jusqu'à présent, elle n'autorise pas la vente, ni même la location de terres à des membres non originaires de la communauté. Mais parallèlement, elle a accompagné la dynamique de changement d'usage du foncier et, même si les terres restent de statut communautaire et d'usufruit familial, l'accaparement de leur usage est une réalité admise. Concrètement, le changement majeur réside dans la part prise par les terres cultivées au sein du territoire communautaire. Les terres d'usufruit familial sont aujourd'hui plus étendues que celles d'usufruit collectif, traditionnellement dédiées aux troupeaux. L'usage familial de l'espace cultivé et la diminution de l'usage collectif des terres posent ainsi très directement la question du rôle à venir de la communauté. Peut-elle subsister, en tant qu'instance de régulation sociale, sans un territoire à gérer ? Quelles seront ses prérogatives en termes de devoirs et d'obligations ?

De fait, la communauté, en tant qu'institution, est de plus en plus contournée, voire contestée. Elle est contournée lorsque des ayants droit s'accaparent des terres collectives sans son aval ; quand des ayants droit prêtent des terres à leurs enfants afin qu'ils n'assument pas de charges ; elle est contournée encore quand un ayant droit confie sa charge à un parent pour éviter de revenir résider en permanence dans la communauté. Enfin, elle est contournée par les tractoristes qui, faute de pouvoir accumuler des terres dans leur propre communauté, cultivent des terres par contractualisation dans un large rayon géographique⁹⁰. L'institution communautaire commence également à être contestée lorsqu'elle applique le principe de la participation égale aux travaux ou aux contributions financières pour tous les ayants droit, quels que soient leurs biens en usufruit.

⁹⁰ Avec les contractualisations *al partir*, les tractoristes ont accès à de nombreuses terres, mais pour une durée limitée. Certaines communautés ont décidé d'interdire la présence de tractoristes venant d'autres communautés pour éviter que l'argent ne « fuie ».

Les populations de l'Altiplano sud vivent une tension paradoxale. Car si la communauté peut être perçue comme un frein ou une contrainte au développement individuel/familial, ces mêmes populations sont conscientes que la communauté est aussi la garante d'un droit d'usage de la terre et d'une certaine cohésion socio-identitaire. Si le statut collectif des terres empêche aujourd'hui que les membres originaires ne se fassent déposséder de leur patrimoine par des individus extérieurs à la communauté, il n'est pas une barrière contre l'individualisation des pratiques agricoles. De fait, aujourd'hui, ce sont les organisations de producteurs et les organismes certificateurs, à travers leurs normes de production, qui assument de plus en plus souvent cette régulation des pratiques individuelles.

La composante culturelle et les représentations liées à la cosmovision andine interviennent également dans cette mise en tension de la communauté et ce rapport ambivalent que les populations sont amenées à nouer avec leur territoire. Si la continuité des rituels en référence à la *Pachamama* ne fait aucun doute, expression forte du lien entre les hommes et la terre, les populations expriment très clairement le fait que leurs actions ne sont pas en concordance avec cette pensée, qu'il n'est pas bon de ne pas laisser de place aux animaux, qu'il n'est pas bon de ne pas laisser la terre se reposer, etc.

En réalité, la question du devenir de la communauté rurale en Bolivie fait l'objet depuis longtemps de multiples débats. À ce titre, X. Albó identifiait dans les années 1990 trois types de tensions : « 1. L'avalanche de structures organisationnelles plus modernes ; 2. La tension entre propriété communautaire et individuelle de la terre ; 3. La différenciation socio-économique croissante au sein de la communauté » (ALBÓ, 1994 : 105). L'essor de la quinoa, en somme, exacerbe ces tensions. Si le devenir de l'instance communautaire au sein de ces sociétés rurales renvoie très clairement aux nouvelles formes de différenciation sociale, aux rapports complexes qui mettent en tension logiques individuelles et collectives, il s'inscrit également dans le contexte plus large des transformations sociopolitiques qui se jouent depuis une dizaine d'années en Bolivie : processus de décentralisation, réorganisation du maillage territorial, force prise par les populations indigènes avec les risques que l'on connaît de fracture territoriale entre hautes et basses terres.

Dans le contexte global de la mondialisation des échanges, mais aussi de la multiplication des structures administratives et des échelons de pouvoir liée au processus de décentralisation, les défis à relever sont nombreux pour les populations locales. Car si leurs spécificités culturelles sont des forces héritées d'une tradition multiséculaire, elles doivent aussi s'adapter aux nouvelles conjonctures. À ce titre, ces populations hyper-réactives, dont les formes d'arrangements sociaux permettent une permanente adaptabilité, doivent jouer et « bricoler » avec l'espace. Elles doivent désormais composer avec de multiples structures organisationnelles et

territoriales qui, certes, les appellent à plus de participation à la vie politique mais qui, en même temps, leur laissent moins de créativité et de liberté dans la gestion de leur territoire local. Ces populations et leurs communautés doivent s'articuler aux autres échelons du pouvoir territorial que représentent les municipalités, les départements qui, de leur côté, sont en charge de programmes de développement, de plans de gestion et d'aménagements. Ceci étant, les réformes entreprises par l'actuel gouvernement bolivien mettent au cœur des enjeux de développement la question fondamentale de l'autonomie territoriale. La loi-cadre sur l'autonomie et la décentralisation de 2010, suite à la nouvelle Constitution de 2009, définit nouvellement les Territoires indigènes originaires paysans (TIOC⁹¹). S'il s'agit d'un nouvel échelon de la décentralisation qui ne supprime pas les anciens, cette loi laisse entrevoir plus d'autonomie à l'échelle locale.

Enjeux d'un développement maîtrisé et durable

Certes, les populations de l'Altiplano sud ont toujours saisi les opportunités économiques au coup par coup, en se réadaptant lorsque ces opportunités disparaissaient. Elles ont ainsi suivi les cycles économiques de la Bolivie ou des pays voisins, celui du travail dans les mines, celui du travail sur les exploitations agricoles de l'Orient, du Chili ou de l'Argentine. Mais la production de quinoa pour l'exportation est la première opportunité économique qui repose sur la maîtrise de leur propre ressource territoriale. Maîtrise de la terre, des plantes, des savoirs et savoir-faire, de la main-d'œuvre et maîtrise du marché pour partie. Les paysans de l'Altiplano sud ont la main sur ce nouveau cycle productif et sa base territoriale leur appartient. C'est un retournement de l'histoire pour eux qui étaient jusqu'alors contraints de travailler pour les autres, dans des conditions misérables. Ils sont maîtres de la ressource, même s'ils sont dépendants du marché, et si cette ressource est aujourd'hui fortement convoitée.

L'enjeu à venir, dont ont pleinement conscience les producteurs, mais aussi le gouvernement bolivien, est donc de garder la maîtrise de la ressource et d'en défendre la spécificité sur le marché mondial⁹². Le passage d'un système agro-pastoral à un système agro-exportateur spécialisé implique l'intégration des agriculteurs dans une filière de production et de commercialisation de plus en plus

⁹¹ *Territorio Indígena Originario Campesino.*

⁹² Est actuellement en débat la protection de la production locale par une appellation géographique. Voir à ce propos le travail de J. BOURLIAUD et M. CHEVARRIA LAZO (2011) dans le cadre du programme Equeco.

organisée, mais de plus en plus dépendante aussi de la demande des pays importateurs et des exigences des consommateurs occidentaux qui sont parfaitement invisibles par les communautés rurales de ces hauts plateaux. Pour les producteurs de l'Altiplano sud, cela suppose des choix et des décisions individuels contractualisés à l'extérieur de la communauté, et non plus négociés en interne. On peut alors supposer que leurs marges de manœuvre tendront à se réduire. Un premier pas a déjà été franchi avec la mécanisation : le savoir-faire d'une pratique agricole ancestrale ne guide plus le labour et le semis. Si la récolte demain se mécanise, il en sera de même pour cette opération. En parallèle, le marché dicte les variétés à semer et les producteurs certifiés « agriculture biologique » doivent suivre un cahier des charges strict. L'évolution vers une filière de production de plus en plus intégrée laisse présager une perte d'autonomie des décisions agricoles de l'agriculteur pouvant aller même jusqu'à une réelle dépendance totale : imposition des types de semences à acheter, des traitements à appliquer, des temps de jachère à respecter, des volumes de production à fournir. La perpétuation et la transmission des savoirs locaux, tout comme le maintien de l'agrobiodiversité, seraient alors profondément remis en cause.

Avec les cycles productifs antérieurs, les populations de l'Altiplano sud ne se posaient pas la question de la durabilité de leur forme d'organisation sociale, de leur manière de cultiver et produire, de leur façon de gérer et d'habiter leur territoire. Si cette préoccupation anime les débats des experts et agents du développement, des ONG, ou encore des chercheurs, elle prend des formes tangibles et vécues au quotidien pour les producteurs eux-mêmes. Il s'agit là d'un changement crucial de la perception par le bas des potentialités du territoire et des futurs possibles.

Au final, l'essor de la quinoa est loin d'être une simple parenthèse dans la trajectoire territoriale de l'Altiplano sud. Par les profondes transformations qu'il engendre, par les contradictions et les multiples tensions qu'il suscite, il constitue pour cette région une véritable mise à l'épreuve de ce que chacun appelle aujourd'hui le développement durable. Comment, dans cette périphérie des « périphéries du monde » pour reprendre les termes de L. ARREGHINI (2011), la quinoa peut-elle être le levier d'un développement fondé sur une véritable durabilité économique, sociale et écologique ?

Bibliographie

ACOSTA ALBA I., 2007 – *Durabilité des systèmes de production de l'Altiplano sud bolivien : quels équilibres entre élevage et agriculture*. Master Sciences et Technologies du vivant, AgroParisTech, 52 p.

ALBER E., 2005 – *¿Migración o movilidad en Huayopampa? Nuevos temas y tendencias en la discusión sobre la comunidad campesina en los Andes*. Lima, IEP, 231 p.

ALBÓ X., 1990 – « Identidad Aymara : del Pasado al Futuro ». In González Cortez H., Guerrero B. (eds) : *Desarrollo Andino y Cultura Aymara en el Norte de Chile*, Iquique, TEA/CREAR : 97-118.

ALBÓ X., 1994 – « Instituciones y alternativas organizativas para la producción ». In Albó X., Galo Ramo V. (eds) : *Comunidades andinas desde dentro. Dinámicas organizativas y asistencia técnica*, Quito, CECI/Abya-Yala : 91-135.

ALBÓ X., 2004 – « Retornando a la solidaridad y faccionalismo aymara ». In Sánchez G., Lair E. (eds) : *Violencias y estrategias colectivas en la región andina. Bolivia, Colombia, Ecuador, Perú y Venezuela*, Bogotá, NORMA : 443-514.

ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1981 – *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo I « El paso a la ciudad »*. La Paz, Cipca, 150 p.

ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1982 – *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo II « Una odisea: buscar pega »*. La Paz, Cipca, 203 p.

ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1983 – *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tom III « Cabalgando entre dos mundos »*. La Paz, Cipca, 196 p.

ALBÓ X., GREAVES T., SANDOVAL G., 1987 – *Chukiyawu, la cara aymara de La Paz. Tomo IV « Nuevos lazos con el campo »*. La Paz, Cipca, 195 p.

ALBÓ X., LIBERMAN K., GODINEZ A., PIFARRÉ F., 1990 – *Para comprender las culturas rurales en Bolivia*. La Paz, MEC/Cipca/Unicef, 298 p.

ALTAMIRANO T., 1992 – « Migración y estrategias de supervivencia de origen rural entre los campesinos de la ciudad ». In Kingman Garcés E. (ed.) : *Ciudades de los Andes. Visión histórica y contemporánea*, Quito, IFEA : 389-425.

ALZÉRRECA H. A., LAURA J. C., PRIETO G. C., CÉSPEDES J. E., CALLE P. M., VARGAS A. A., CARDOZO A. G. 2002 – *Estudio de la tola y su capacidad de soporte para ovinos y camelidos en el ambiente boliviano del sistema T.D.P.S.* Informe Final de Consultaría, Subcontrato 21.07. La Paz, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (UNEP/GEF).

AMILHAT SZARY A.-L., 2004 – Les nouvelles traversées andines : de la montagne-obstacle à la montagne-interface. *Cahiers de Géographie – Collection EDYTEM*, 2 : 121-128.

AMILHAT SZARY A.-L., 2006 – « L'émergence d'un référent territorial : ethnie, frontière et projet de territoire dans les Andes ». In : *Premières Rencontres internationales du programme CORUS (Les recompositions territoriales et leurs référents), les territoires à l'épreuve : décentralisation et dévolution*, Marrakech, université Cadi Ayyad, 9 au 11 novembre, 15 p.

ANDERSON B., 1981 – *Importancia de la migración temporal desde áreas rurales a las ciudades argentinas: un estudio de caso sobre el Valle de Cochabamba, Bolivia y Buenos Aires*. La Paz, CEDES/CERES, 76 p.

ANTEZANA URQUIETA F., 2006 – *La participation populaire. Exclusion sociale et affirmation identitaire dans les Andes de Bolivie*. Thèse de doctorat d'étude latino-américaine (mention sociologie), université Toulouse Le Mirail, 291 p.

ANTHEAUME B., DELAUNAY D., PORTAIS M., 1987 – L'abeille et l'araignée : de l'autonomie territoriale à l'interdépendance réticulaire. *Bulletin de liaison n° 7*, « Espace et territoire », Orstom : 3-6.

ARONI J. C., ARONI G., QUISPE R., BONIFACIO A., 2003 – *Catálogo de quinua real*. La Paz, Fundación McKnight/Fundación PROINPA/MACIA-SINARGEAA, 51 p.

ARREGHINI L., 2011 – *Formes et acteurs du changement territorial dans les périphéries du monde : dynamiques urbaines et mutations rurales en Bolivie*. Thèse de doctorat de géographie, université d'Avignon, 424 p.

ARRIAZA GAJARDO P., 2007 – « Cambios en el patrón de residencia de la población indígena rural de Tarapacá. Los aymaras de origen altiplánico y bolivianos asentados en localidades de precordillera de la provincia de Iquique. El caso de la quebrada alta de Tarapacá y Camiña ». In : *Sociedades de frontera, montaña y desierto*, Iquique, INTE : 41-71.

AUBRON C., 2005 – Individus et collectifs dans l'appropriation des ressources : le cas d'une communauté andine péruvienne. *Autrepart*, 34 : 65-84.

AUTHIER J.-Y., BIDOU C., 2005 – Éditorial. La famille dans tous ses espaces... ou presque ! *Espaces et Sociétés*, 120-121 : 8-14.

AVSF, 2009 – *Quinua y territorio. Experiencias de acompañamiento a la gestión del territorio y a la autogestión comunal en la zona Intersalar del altiplano boliviano*. La Paz, Plural, 156 p.

BABY V., 1998 – El Alto de La Paz, cité pauvre d'altitude au cœur de l'Amérique latine. *Espace Géographique*, 2 : 155-168.

BABY-COLLIN V., CORTES G., FARET L., GUÉTAT-BERNARD H. (dir.) 2009 – *Migrants des Suds*. Paris, IRD, 503 p.

BANQUE MONDIALE, 2011 – <http://datos.bancomundial.org/pais/bolivia>

BARBARY O., DUREAU F., HOFFMANN O., 2000 – « Mobilité et systèmes de lieux ». In Dureau F., Barbary O., Gouesset V., Pissot O. (éd.) : *Villes et sociétés en mutations. Lectures croisées sur la Colombie*, Paris, Anthropos/IRD : 69-122.

BARFIELD, L., 1961 – Recent Discoveries in the Atacama Desert and the Bolivian Altiplano. *American Antiquity*, 27 : 93-100.

BAUDOIN-FARAH A., 2009 – *État des lieux et perspectives du marché des semences certifiées de quinoa dans les régions environnant le salar d'Uyuni, Altiplano sud de Bolivie*. Mémoire de stage 2^e année, AgroParisTech, département SIAFEE, Paris, 34 p.

BECK S. G., 1985 – Flórlula ecológica de Bolivia. Puna semiárida en el Altiplano boliviano. *Ecología en Bolivia*, 6 : 1-41.

BENENCIA R. 2004 – « Bolivianización de la horticultura en la Argentina. Procesos de migración trasnacional y construcción de territorios productivos ». In : *Migraciones regionales hacia la Argentina. Diferencia, desigualdad y derechos*, Buenos Aires.

BERNABÉ UÑO A. (COORD.), FELIPE CONDORI E., VALENCIA SALINAS G., BERNABÉ MARTINEZ F., ARRÁZOLA SERRANO R., 2002 – *Las ferias campesinas una estrategia socioeconómica. Estudio realizado en la Provincia Cercado y Saucará en Oruro*. La Paz, PIEB, 21 p.

BEY M., 1995 – La continuité entre villes et campagnes au Pérou. Le rôle des associations urbaines. *Tiers-Monde*, 36 (141) : 211-222.

BEY M., 1997 – « Que sont les communautés andines devenues ? Changements dans la société rurale péruvienne ». In Gastellu J.-M., Marchal J.-Y. (éd.) : *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*, Paris, Orstom : 381-400.

BLANCHARD S., 2005 – *Être colla à Santa Cruz. Identités et territoires des migrants andins à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie)*. Thèse de doctorat de géographie, université Paris I, 458 p.

BLANCHARD S., 2006 – « Les migrants andins dans les Basses Terres boliviennes : mondialisation des stratégies migratoires ». In Lombard J., Mesclier E., Velut S. (éd.) : *La mondialisation côté Sud. Acteurs et territoires*, Paris, IRD/ENS : 163-179.

BLANCHARD S., 2007 – « Les stratégies migratoires des domestiques andines boliviennes : des migrations de la campagne vers la ville aux circulations mondialisées ». In Audebert C., Ma Mung E. (éd.) : *Les migrations internationales : enjeux contemporains et questions nouvelles*, Bilbao, Publications de l'université de Deusto : 269-282.

BONVALET C., LELIÈVRE E., 2005 – Les lieux de la famille. *Espaces et Sociétés*, 120-121 : 99-122.

BOURLIAUD J., DOBREMEZ J.-F., VIGNY F. (éd.), 1990 – *Sociétés rurales des Andes et de l'Himalaya. Actes du colloque « Méthodologie des recherches pluridisciplinaires sur les sociétés rurales de montagnes-Andes et Himalaya » (Grenoble, juin 1987)*. Grenoble, Versants, 254 p.

BOURLIAUD J., CHEVARRIA LAZO M., 2011 – « Gestión legal de los recursos genéticos de Quinoa en Bolivia ». In Winkel T. (coord.) : *Para durar, cambiemos: paradojas y lecciones del éxito de la quinoa. Informe científico final del proyecto EQUICO - ANR-06-PADD-011*. Montpellier, Cirad/CNRS/EHESS/Inra/IRD (coord.) UM3 : 58-67. Accessible sur <http://www.ird.fr/equico/IMG/pdf/EQUICO-Informe-Cientifico-Final-pl-2.pdf>

BRUSLÉ T., 2006 – *Aller et venir pour survivre ou s'enrichir. Circulations de travail, logiques migratoires et construction du monde des Népalais en Inde*. Thèse de doctorat de géographie, université de Poitiers, 651 p.

CABOLQUI, VICE MINISTERIO DE CIENCIA Y TECNOLOGÍA, 2009 – *Dinámica actual del rubro quinuero en Bolivia*. 13 p.

CAPRON G., CORTES G., GUÉTAT-BERNARD H. (éd.), 2005 – *Liens et lieux de la mobilité. Ces autres territoires*. Paris, Belin, 345 p.

CÁRDENAS C. J., CHOQUE M. W., 2008 – *Fertilidad, uso y manejo de suelos en la zona del Intersalar, departamentos de Oruro y Potosí*. La Paz, Fundación AUTAPO/Programa Quinoa Altiplano Sur, 105 p.

CARIMENTRAND A., 2008 – *Les enjeux de la certification biologique et équitable du quinoa (Chenopodium Quinoa Willd.) du consommateur au producteur*. Thèse de doctorat de sciences économiques, université de Versailles, 466 p.

CARIMENTRAND A., BALLEST J., 2008 – La responsabilité des firmes vis-à-vis du développement : le cas de la filière quinoa du commerce équitable en Bolivie. *Mondes en développement*, 144 (4) : 13-26.

CARTER W., ALBÓ X., 1988 – « La comunidad aymara: un mini-estado en conflicto ». In Albó X. (comp.) : *Raíces de América: el mundo aymara*, Madrid, Alianza América/Unesco : 451-494.

CELTON D., 1995 – Plus d'un siècle d'immigration internationale en Argentine. *Revue européenne des migrations internationales*, 11 (2) : 145-165.

CHALÉARD J.-L., 2007 – « Agriculture et mondialisation dans les pays en développement ». In Cadène P. (dir.) : *La mondialisation. L'intégration des pays en développement*, Paris, SEDES : 79-92.

CHARBIT Y., 1997 – *Le va-et-vient identitaire : migrants portugais et villages d'origine*. Paris, PUF, 144 p.

CHARVET J. P., 2007 – *L'agriculture mondialisée*. Paris, La Documentation Française, 64 p.

CHAXEL S., 2007 – *Trajectoires de vie des familles de la zone Intersalar (Bolivie) et changements de pratiques agricoles*. Ingénieur Agronome et Agronomie tropicale, Supagro, IRC-Supagro Montpellier, 154 p.

CODEPO, 2004 – *Estudio de la migración interna en Bolivia*. La Paz, CODEPO, 234 p.

COLIN J.-P., CHÂTEAU-THIERRY H., ROUY C., NAVARRO H., 1997 – « Systèmes de production et migration dans un village mexicain ». In Gastellu J.-M., Marchal J.-Y. (éd.) : *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*, Paris, Orstom : 553-573.

CORTES G., 1998 – Migrations, systèmes de mobilité, espaces de vie : à la recherche de modèles. *L'Espace géographique*, 27 (3) : 265-275.

CORTES G., 2000 – *Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. Paris, IRD, 413 p.

CORTES G., 2002 – L'accès aux ressources foncières, enjeu de l'émigration rurale andine. Essai de lecture systémique à partir de l'exemple bolivien. *Revue européenne des migrations internationales*, 18 (2) : 83-103.

CORTES G., 2004 – « Una ruralidad de la ausencia. Dinámicas migratorias internacionales en los valles interandinos de Bolivia en un contexto de crisis ». In Hinojosa Gordonova A. (ed.) : *Migraciones transnacionales. Visiones del norte y Sudamérica*, La Paz, CEPLAG-UMSS/université Toulouse/PIEB/Plural : 167-199.

CORTES G., 2008 – *Migrations, espaces et développement. Une lecture des systèmes de mobilité et des constructions territoriales en Amérique latine*. HDR, université de Poitiers, vol. 3, 251 p.

CORTES G., 2011 – La fabrique de la famille transnationale. Approche diachronique des espaces migratoires et de la dispersion des familles rurales boliviennes. *Autrepart*, 57/58 : 95-110.

CORTES G., FARET L. (dir.), 2009 – *Les circulations transnationales. Lire les turbulences migratoires contemporaines*. Paris, Armand Collin, 244 p.

COURGEAU D., 1975 – « Le concept de migration ». In : *Migrations, état civil, recensements administratifs*, actes du IV colloque de démographie africaine, Ouagadougou, 20-24 janvier, Institut national de la statistique et de la démographie : 27-32.

COURGEAU D., 1988 – *Méthodes de mesure de la mobilité spatiale. Migrations internes, mobilité temporaire, navettes*. Paris, INED, 301 p.

CRUZ, P., 2009 – Huacas olvidadas y cerros santos. Apuntes metodológicos en torno a la cartografía sagrada en los Andes del sur de Bolivia (Potosí, Chuquisaca). *Estudios Atacameños*, 38 : 55-74.

CRUZ P., NIELSEN A., TÉREYGEOL F., DEROIN J.-P., GUILLOT I., 2011 – « La pacificación del mineral ». Cerro Lipez, un enclave minero en la contienda sobre el Nuevo Mundo. VIII Congreso de etnohistoria « La etnohistoria más allá de las etnias ». Sucre, 26 al 29 de junio.

DANDLER J., ANDERSON B., LEON R., SAGE C., TORRICO J., 1982 – *Economía campesina en los valles y serranías de Cochabamba: procesos de diversificación y trabajo*. Cochabamba, CERES, 133 p.

D'ANDRÉA N., 2004 – *Effets de frontière, migrations et redistribution du peuplement en Bolivie : les dynamiques territoriales dans le département de Tarija*. Thèse de doctorat d'aménagement de l'espace et urbanisme, université d'Aix Marseille III, 294 p.

DE LA TORRE AVILA L., 2006 – *No llores, prenda, pronto volveré. Migración, movilidad social, herida familiar y desarrollo*. La Paz, PIEB, 216 p.

DE MORRÉE D., 1998 – « Organización comunal y sistemas de producción: interrelación no percibida por instituciones de desarrollo ». In Zoomers A. (comp.) : *Estrategias campesinas en el surandino de Bolivia. Intervenciones y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí*, La Paz, KIT/CEDLA/CID : 339-360.

DEL CASTILLO C., MAHY G., WINKEL T., 2008 – La quinoa en Bolivie : une culture ancestrale devenue culture de rente « bio-équitable ». *Biotechnologie, Agronomie, Société et Environnement*, 12 (4) : 421-435.

DEL CASTILLO GUTIERREZ C., 2008 – *Diversité génétique et réponse aux contraintes du climat : une étude de cas à partir de la biologie des populations de quinoa (Chenopodium quinoa Willd.) de Bolivie*. Thèse de doctorat de sciences agronomiques et ingénierie biologique, faculté universitaire des sciences agronomiques de Gembloux (Belgique), 140 p.

DI MÉO G., 1996 – *Les territoires du quotidien*. Paris, L'Harmattan, 207 p.

DI MÉO G., 1998 – *Géographie sociale et territoires*. Paris, Nathan, 317 p.

DOLLFUS O., 1982 – Development of land-use patterns in the Central Andes. *Mountain Research and Development*, 2 (1) : 39-48.

DOMENACH H., PICOUE M., 1987 – Le caractère de réversibilité dans l'étude de la migration. *Population*, 3 : 469-484.

DOMENACH H., PICOUE M., 1995 – *Les migrations*. Paris, PUF, 128 p.

DOMENACH H., PICOUE M., 2000 – *Population et environnement*. Paris, PUF, 127 p.

DOMENACH H., PICOUE M., 2002 – « Environnement et pressions démographiques ». In Charbit Y. (éd.) : *Le monde en développement*, Paris, La Documentation française : 117-138.

DOMENACH H., CELTON D., ARZE H., HAMELIN P. (eds), 2007 – *Movilidad y procesos migratorios en el espacio de frontera Argentina-Boliviana*. Córdoba, IRD/Editorial CEA/Universidad Nacional de Córdoba, 274 p.

DREVON J.-J., TRECHE S., 1976 – Développement du capitalisme agraire en Bolivie. *Tiers Monde*, 17 (67) : 699-720.

DUPONT V., LELIÈVE E., 1993 – « La ville, antenne villageoise. Observations indiennes ». In : AIDELF, *Croissance démographique et urbanisation (Actes du colloque de Rabat, 1990)*, Paris, AIDELF : 117-130.

DUPRAT J.-R., 2008 – *Stage au sein du programme Equeco sur l'expansion spatiale du domaine agricole de six communautés du Pénisalar*. CD-Rom.

DUREAU F., 1999 – Les mobilités à géométrie variable des habitants de Bogota. *Espace populations sociétés*, 2 : 329-344.

DUREAU F., HILY M.-A. (dir.), 2009 – *Les mondes de la mobilité*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 189 p.

FAIRBAIRN J., 1999 – *Estrategias de sobrevivencia de hogares: el altiplano Tarijeño y el valle del Río San Juan del Oro*. Tarija, 15 p.

FAO, 2013 – <http://faostat.fao.org/site/339/default.aspx>

FARET L., 2003 – *Les territoires de la mobilité. Migration et communautés transnationales entre le Mexique et les États-Unis*. Paris, CNRS, 347 p.

FARRELL G., PACHANO S., CARRASCO H., 1988 – *Caminantes y retornos*. Quito, I.E.E., 167 p.

FÉLIX D., 2004 – *Diagnostic agraire de la province Daniel Campos : le développement de la filière du quinoa et ses conséquences sur l'équilibre du système agraire aymara*. Ingénieur agronome, CNEARC, 113 p.

FÉLIX D., 2008 – *Culture durable du quinoa en Bolivie : pratiques individuelles et règles communautaires*. Lyon, Ruralter, 21 p.

FÉLIX D., VILLCA C. 2009 – *Quinoa y territorio: Experiencias de acompañamiento a la gestión del territorio y a la autogestión comunal en la zona Intersalar del altiplano boliviano*. Lyon, VSF-CICDA-Ruralter, 158 p.

FOUCHER M., 1977 – Argentine : les migrations des travailleurs des pays limitrophes. *Tiers Monde*, 18 (69) : 139-150.

FRANQUEVILLE A., 2000 – *La Bolivie d'un pillage à l'autre*. Toulouse, Presses du Mirail, 292 p.

FRÉMONT A., 1976 – *La région, espace vécu*. Paris, PUF, 233 p.

FUNDACIÓN AUTAPO, 2008 – *Línea base 2008. Municipios productores de quinua real del altiplano sur de Bolivia*. Potosí, Fundación Autapo, 133 p.

GASSELIN P., 2009 – « Flexibilidad de los sistemas de actividades familiares en contextos inciertos ». In : *La calificación de las capacidades de adaptación de los sistemas en contextos adversos : flexibilidad y resiliencia*, Buenos Aires, 23 mars.

GASTELLU J.-M., 1997 – « L'archipel écologique à la fin du xx^e siècle. Une expérience au Pérou ». In Blanc-Pamard C., Boutrais J. (éd.) : *Thème et variations : nouvelles recherches rurales au Sud*, Paris, Orstom : 241-260.

GASTELLU J.-M., MARCHAL J.-Y. (éd.), 1997 – *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*. Paris, Orstom, 530 p.

GAVILÁN VEGA V., TAPIA LADINO M., 2006 – Diagnóstico de los procesos migratorios en el norte de Chile. *Revista Electrónica Parinas*, II (2), 26 p.

GENIN D., TICHIT M., 2006 – Mixed camelids-sheep herds, management practices and viability analysis: some considerations for a sustainability framework of Andean pastoral systems. *South American Camelids Research*, 1 : 37-46.

GIL MONTERO R., NIELSEN A., 2010 – The forasteros of Lipez: Ethnohistorical and Archeological perspectives on the peoples of Bolivia's Southern Altiplano (Thirteenth to Eighteenth Centuries). *Colonial Latin American Review*, 19 (3) : 437-459.

GONZÁLEZ MIRANDA S., 2006 – « Densidad, integración y conflicto en la triple frontera (Perú, Bolivia, Chile) ». In : *La integración y el desarrollo social fronterizo*, Bogotá, Convenio Andrés Bello : 25-50.

GONZÁLEZ MIRANDA S., ROUVIÈRE L., OVANDO C., 2008 – De «Aymaras en la frontera» a «Aymaras sin fronteras». Los gobiernos locales de la triple-frontera andina (Perú, Bolivia y Chile) y la globalización. *Revista Diálogo Andino*, 31 : 31-46.

GUÉTAT-BERNARD H., 1998 – Nouvelles articulations villes-campagnes. Pluriappartenance et mobilité spatiale et professionnelle des ruraux du delta du Nil. *L'Espace géographique*, 3 : 253-264.

GUÉTAT-BERNARD H., 2006 – « Temps et espaces de travail : des assignations et des bousculements des places des hommes et des femmes, chez les Bamiléké du Cameroun ». In Granié A. M., Guétat-Bernard H. (coord) : *Empreintes et inventivités des femmes dans le développement rural*, Toulouse-Paris, PUM-IRD : 143-166.

GUIBERT M., JEAN Y., 2011 – *Dynamiques des espaces ruraux dans le monde*. Paris, Armand Colin, 407 p.

GUNDERMANN KRÖLL H., GONZÁLEZ CORTÉZ H., 2008 – Pautas de integración regional, migración, movilidad y redes sociales en los pueblos Indígenas de Chile. *Revista Universum*, 23 (1) : 82-115.

HAMELIN P., 2002 – Frontière, migration et environnement en Amazonie. *Revue européenne des migrations internationales*, 18 (2) : 67-82.

HAMELIN P., 2004 – « La transformation des espaces ruraux : de la production agricole au développement rural ». In Domenach H., Picouet M. (éd.) : *Environnement et populations : la durabilité en question*, Paris, L'Harmattan : 77-100.

HERNÁNDEZ GONZÁLEZ P., 1997 – *Perfil de la migración limítrofe en Chile. Descripción y análisis de la inmigración peruana y boliviana*. Santiago de Chile, OIM-Chile. 258 p.

HERVÉ D., GENIN D., RIVIÈRE G. (eds), 1994 – *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*. La Paz, IBTA/Orstom, 356 p.

HINOJOSA GORDONAVA A., PEREZ L., CORTEZ G., 2000 – *Idas y venidas. Campesinos tarijeños en el norte Argentino*. La Paz, PIEB, 105 p.

INE, 2001a – *Bolivia, mapa de pobreza 2001*. 15 p.

INE, 2001b – *Indicadores de pobreza y desarrollo humano según municipio (1992 y 2001)*. Disponible sur www.ine.gob.bo

INE, 2004a – *Potosí, indicadores sociodemográficos por provincia y secciones de provincia*. La Paz, INE, 152 p.

INE, 2004b – *Oruro, indicadores sociodemográficos por provincia y secciones de provincia*. La Paz, INE, 152 p.

INE – Recensement général de la population 1950.

INE – Recensement général de la population 1976.

INE – Recensement général de la population 1992. Données en partie disponibles sur le site www.ine.gob.bo

INE – Recensement général de la population 2001. Données disponibles sur le site www.ine.gob.bo

INE, 2013 – Volume des exportations boliviennes par produits, en quantité et valeurs. Données disponibles sur le site www.ine.gob.bo

JOFFRE R., ACHO J., 2008 – Quinoa, descanso y tholares en el sur del Altiplano Boliviano. *Hábitat*, 75 : 38-41.

KERVYN B., 1992 – « L'économie paysanne au Pérou : théories et politiques ». In Morlon P. (éd.) : *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales*, Paris, Inra : 436-470.

LAGUNA P., 2002 – Competitividad, externalidades e internacionalidades: un reto para las organizaciones económicas campesinas. *Debate Agrario*, 34 : 95-169.

LAGUNA P., 2003 – ¿Capital social o caja de Pandora? Contestación y deformación de la acción colectiva en comunidades y organizaciones económicas campesinas de cara a la mercantilización de la quinua. *Fondo Mink'a Chorlavi*, 45 p.

LAGUNA P., 2011 – *Mallas y flujos. Acción colectiva, cambio social, quinua y desarrollo regional indígena en los Andes Bolivianos*. Thèse de doctorat de sociologie, université de Wageningen (NL), 516 p.

LAGUNA P., CACERES Z., CARIMENTRAND A., 2006 – Del Altiplano sur boliviano hasta el mercado global: coordinación y estructuras de gobernanza en la cadena de valor de la quinua orgánica y del comercio justo. *Agroalimentaria*, 12 (22) : 65-76.

LAMARCHE H. (coord.), 1994 – *L'agriculture familiale. Tome 2. Du mythe à la réalité*. Paris, L'Harmattan, 304 p.

LAVIGNE DELVILLE P., 2002 – Le foncier et la gestion des ressources naturelles. *Mémento de l'agronome*, Paris, Cirad/GRET/MAE : 201-221.

LAVIGNE DELVILLE P., TOULMIN C., COLIN J.-P., CHAUVEAU J.-P., 2003 – *L'accès à la terre par les procédures de délégation foncière (Afrique de l'Ouest rurale). Modalités, dynamiques et enjeux*. Paris, IIED/GRET/IRD, 207 p.

LE ROY E., 1995 – « La sécurisation foncière dans un contexte africain de marchandisation imparfaite de la terre ». In Blanc-Pamard C., Cambrézy L. (éd.) : *Terre, terroir, territoire. Les tensions foncières*, Paris, Orstom : 455-472.

LECOQ P., 1987 – Caravanes de lamas, sel et échanges dans une communauté de Potosí, en Bolivie. *Bulletin de l'IFEA*, 16 (3-4) : 1-38.

LÉONARD E., QUESNEL A., DEL REY A., 2004 – De la comunidad territorial al archipiélago familiar. Movilidad, contractualización de las relaciones intergeneracionales y desarrollo local en el estado de Veracruz. *Estudios Sociológicos*, 22 (3) : 557-589.

LESOURD M., 1997 – « L'archipel rural africain en mouvement ». In Gastellu J.-M., Marchal J.-Y. (éd.) : *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du xx^e siècle*, Paris, Orstom : 363-378.

LEVY J., 2003 – « Capital spatial ». In Levy J., Lussault M. (éd.) : *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin : 124-126.

LIBERMAN CRUZ M., 1986 – Impacto ambiental del uso actual de la tierra en el Altiplano Sur de Bolivia con énfasis en el cultivo de *Chenopodium quinoa* Willd. *Revista di Agricultura Subtropucale e Tropical*, LXXX (4) : 509-538.

LITTLE M. A., 1981 – Human Populations in the Andes: The Human Science Basis for Research Planning. *Mountain Research and Development*, 1 (2) : 145-170.

LLANQUE R. J., 1999 – *Migración e identidad. Los bolivianos en el norte argentino (San Salvador de Jujuy)*. Oruro (Bolivie), CEPA, Centro de ecología y pueblos andinos, 55 p.

LOCOH T., 1991 – « Structures familiales d'accueil des migrants et développement des structures familiales multipolaires en Afrique ». In Quesnel A., Vimard P. (éd.) : *Migration, changements sociaux et développement*, Paris, Orstom : 279-295.

MA MUNG E., 1999 – La dispersion comme ressource. *Cultures & Conflits*, 33-34 : 89-103.

MA MUNG E. (dir.), DORAI M. K., HILY M.-A., LOYER F., 1998 – *Bilan des travaux sur la circulation migratoire*. Poitiers, ministère de la Solidarité et de l'Emploi/Migrinter, 105 p.

MADRID LARA E., 1998 – La tierra es de quien pasa cargos. La relación de los «residentes» con su pueblo (Huayllamarca y Llanquera). *Eco Andino*, 3 (6) : 83-120.

MALASSIS L., 2006 – *Ils vous nourriront tous, les paysans du monde, si ...* Paris, Quae, 460 p.

MARTÍNEZ J.-L., 1992 – « Acerca de las etnicidades en la Puna árida en el siglo XVI ». In Arze S., Barragán R., Escobari L., Medinacelli X. (Comps.) : *Etnicidad, economía y simbolismo en los Andes*, La Paz, Hisbol/IFEA/SBH-ASUR : 35-66.

MARTÍNEZ J.-L., 2011 – *Gente de la tierra de guerra. Los lipes en las tradiciones andinas y el imaginario colonial*. Lima, Fondo Editorial de la PUCP, 420 p.

MARZADRO M., 2010 – Bérghamo, capital migratoria boliviana en Italia? Prácticas transnacionales y formación de territorio migratorio. *Decursos, Revista de Ciencias Sociales*, XII (21) : 112-143.

MAYER E., 1992 – « Zones de production : autonomie individuelle et contrôle communal ». In Morlon P. (éd.) : *Comprendre l'agriculture dans les Andes Centrales*, Paris, Inra : 159-178.

MAYER E., 2004 – *Casa, chacra y dinero. Economías domésticas y ecología en los Andes*. Lima, IEP, 412 p.

MAZUREK H., 2008 – Tres preconceptos sobre migración interna en Bolivia. *Revista de Humanidades y Ciencias Sociales*, 14 (1-2) : 203-228.

Ministerio de Desarrollo Rural y Tierra, 2009 – *Formulación y validación de la política nacional de la quinua*. La Paz, Ministerio de Desarrollo Rural y Tierra/Concejo Nacional de Comercializadores y Productores de Quinua, 39 p.

MOLINA RIVERO R., 1986 – « Estrategias socio económicas y reproductivas en la comunidad de Pampa-Aullagas Oruro ». In Izko Gastón J., Molina Rivero R., Pereira Morató R. (eds) : *Tiempo de vida y muerte. Estudio de caso en dos contextos andinos de Bolivia*, La Paz, CONAPO/CIID : 171-276.

MONTES DE OCA I., 2005 – *Enciclopedia geográfica de Bolivia*. La Paz, Atenea S.R.L., 871 p.

MORLON P., 1992 – *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales : Pérou, Bolivie*. Paris, Inra, 519 p.

MUJICA A., IZQUIERDO J., MARATHÉE J. P., 2001 – « Origen y descripción de la quinua ». In Mujica A., Jacobsen S.-E., Izquierdo J., Marathée J. P. (eds) : *Quinua (Chenopodium quinoa Willd.). Ancestral cultivo andino, alimento del presente y futuro*, Santiago de Chile, FAO/UNA/CIP : 9-29.

MURRA J. V., 1975 – « El control vertical de un máximo de pisos ecológicos en la economía de las sociedades andinas ». In Murra J. V. (ed.) : *Formaciones económicas y políticas del mundo andino*, Lima, Instituto de Estudios Peruanos : 59-115.

NIELSEN A., 1998 – « Tendencias de larga duración en la ocupación humana del Altiplano de Lipez (Potosí, Bolivia) ». In Cremonese B. (comp.) : *Los Desarrollos Locales y Sus Territorios: Arqueología del NOA y Sur de Bolivia*, San Salvador de Jujuy, Universidad Nacional de Jujuy : 65-102.

NIELSEN A., 2001 – « Ethnoarchaeological perspectives on caravan trade in the South-Central Andes ». In Kuznar L. A. (ed.) : *Ethnoarchaeology of Andean South America: Contributions to Archaeological Method and Theory*, Ann Arbor, International Monographs in Prehistory : 163-201.

NIELSEN A., 2002 – Asentamientos, conflicto y cambio social en el Altiplano de Lipez (Potosí, Bolivia). *Revista Española de Antropología Americana*, 32 : 179-205.

NÚÑEZ R., 1998 – *Intermediarios comerciantes y productores, la dinámica socioeconómica de la feria de Challapata*. Universidad Técnica de Oruro-UTO, 100 p.

NÚÑEZ L., DILLEHAY T., 1995 – *Movilidad giratoria, armonía social y desarrollo en los Andes Meridionales: Patrones de Tráfico e interacción económica. Ensayo*. Antofagasta, Universidad Católica del Norte, 190 p.

PARNAUDEAU J., 2006 – *Pluri-activité, logiques familiales et durabilité des systèmes de production agricole*. Master of Science CIHEAM/IAMM Montpellier, 194 p.

PAUL J.-L., BORY A., BELLANDE A., GARGANTA E., ANTOINE F., 1994 – Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité. *Les Cahiers de la recherche-développement*, 39 : 7-19.

PIEB, 2010 – *Producción de quinua. Oruro y Potosí*. La Paz, PIEB, 100 p.

Plan de Desarrollo Municipal de Llica 2007-2011. 195 p.

Plan de Desarrollo Municipal de Tahua 2007-2011. 194 p.

Plan de Desarrollo Municipal de Colcha «K» 2007-2011. 248 p.

Plan de Desarrollo Municipal de San Pedro de Quemes 2007-2011. 162 p.

Plan de Desarrollo Municipal de San Agustín 2007-2011. 160 p.

Plan de Desarrollo Municipal de Uyuni 2008-2012. 151 p.

Plan de Desarrollo Municipal de Salinas de Garci Mendoza 2005-2009. 150 p.

PLATA QUISPE W. C., COLQUE FERNANDEZ G., CALLE PAIRUMANI N., 2002 – *Visiones de desarrollo en comunidades aymaras. Un estudio en Jesús, San Andrés y Santiago de Machaca*. La Paz, PIEB, 21 p.

PNUD-Bolivia, INE, 2005 – *Bolivia. Atlas estadístico de Municipios*. La Paz, INE/PNUD, 697 p.

POUTEAU R., 2008 – *Risques de gel et scénarios climatiques dans l'Altiplano sud de Bolivie : spatialisation de la vulnérabilité écologique des cultures de quinoa*. Master 2, université des sciences et techniques du Languedoc, 65 p.

POUTEAU R., RAMBAL S., RATTE J.-P., GOGÉ F., JOFFRE R., WINKEL T., 2011 – Downscaling ODISderived maps using GIS and boosted regression trees: the case of frost occurrence over the arid Andean highlands of Bolivia. *Remote Sensing of Environment*, 115 : 117-129.

PRUDENCIO BÖHRT J., 2001 – « Políticas específicas para la producción campesina en el contexto de la globalización ». In Ton G. (ed.) : *Luchando con desventajas. Integración regional y agricultura de pequeños productores*, La Paz, CIOEC Bolivia : 67-78.

PUNCH S., 1995 – « Rural emigration as a livelihood strategy for young people in Southern Bolivia: escape or necessity? » Working Paper 95/02. In : *Farmers Strategies and Production Systems in Fragile environments in Mountainous Areas Latin America*, Université de Leeds, 36 p.

QUESNEL A., 2004 – « Dynamiques de peuplement, appropriation de l'espace rural et environnement ». In Domenach H., Picouet M. (éd.) : *Environnement et populations : la durabilité en question*, Paris, L'Harmattan : 53-75.

QUESNEL A., DEL REY A., 2005a – La construcción de una economía familiar de archipiélago: movilidad y recomposición de las relaciones intergeneracionales en el medio rural mexicano. *Estudios Demográficos y Urbanos*, 20 (2) : 197-228.

QUESNEL A., DEL REY A., 2005b – « Dynamiques intrafamiliales et migration internationale. Obligations et ancrages des migrants du Veracruz (Mexique) ». In : *Circulations et territoires dans la migration internationale*, université de Toulouse le Mirail, 16-18 mars, 15 p.

QUESNEL A., VIMARD P., 1996 – *Recompositions familiales et transformations agraires. Une lecture de cas africains et mexicains*. Paris, Orstom, 23 p.

REBORATTI C., 1988 – Migrations de travailleurs Andes-Piémont et articulation des types agraires dans le nord-ouest de l'Argentine. *Revue de géographie alpine*, 1 : 75-81.

RIVIÈRE G., 1994 – « El sistema de aynua: memoria e historia de la comunidad (comunidades aymara del altiplano boliviano) ». In Hervé D., Genin D., Rivière G. (eds) : *Dinámicas del descanso de la tierra en los Andes*, La Paz, IBTA/Orstom : 89-105.

ROBIN A.-S., 2006 – *Analyse-diagnostic des systèmes d'activités des familles dans la zone Intersalar (Bolivie). Propositions de pistes pour l'action*. Diplôme d'agronomie approfondie, Agro M, 71 p. + annexes.

ROUVIÈRE L., 2007 – ¿Un territorio político transfronterizo? Formas de legitimación de acción política intermunicipal entre Bolivia, Chile y Perú (BCP): el caso de la Alianza Estratégica Aymaras Sin Fronteras. *Revista Electrónica Parinas, Instituto de Estudios Internacionales – INTE Universidad Arturo Prat, Chile*, III (1), 13 p.

SASSONE S., 2008 – « Espacios de vida y espacios vividos. El caso de los inmigrantes bolivianos en el área metropolitana de Buenos Aires ». In Salman T., Zoomers A. (eds) : *The Andean Exodus. Transnational Migration from Bolivia, Ecuador and Peru*, Amsterdam, CEDLA : 91-121.

SEBILLOTTE M., 2006 – « Préface. Penser et agir en agronome ». In Doré T., Le Bail M., Martin P., Roger-Estrade J. (éd.) : *L'agronomie aujourd'hui*, Versailles, Quae : 1-29.

SOUCHAUD S., BEANINGER R., 2009 – Étudier les liens entre les migrations intérieures et les migrations internationales en suivant les trajectoires migratoires des Boliviens au Brésil. *Revue Européenne des Migrations Internationales*, 25 (1) : 195-213.

SPEDDING A., 2006 – « Metodologías cualitativas: ingreso al trabajo de campo y recolección de datos ». In Yapu M. (ed.) : *Pautas metodológicas para investigaciones cualitativas y cuantitativas en ciencias sociales y humanas*, La Paz, PIEB : 117-197.

SPEDDING A., LLANOS D., 1999 – *No hay ley para la cosecha. Un estudio comparativo del sistema productivo y las relaciones en Chari y Chulumani*. La Paz, PIEB/SINERGIA, 361 p.

TARRIUS A., 2000 – *Les nouveaux cosmopolitismes. Mobilité, identité, territoires*. Paris, L'Aube, 266 p.

TARRIUS A., 2004 – Être d'ici et de là-bas. *Sciences humaines*, 145, 7 p.

TICHIT M., 1998 – *Cheptels multi-espèces et stratégies d'élevage en milieu aride : modélisation de la viabilité des systèmes pastoraux camélidés-ovins sur les hauts plateaux boliviens*. Thèse de doctorat, mention sciences animales, Institut national agronomique Paris-Grignon, 165 p.

TROLL C., 1968 – « The Cordilleras of the tropical Americas: aspects of climatic, phytogeographical and agrarian ecology ». In Troll C. (ed.) : *Proceedings of the Unesco Mexico Symposium, August 1-3 1966. Colloquium Geographicum*, 9, Bonn, Ferd. Dümmlers Verlag : 15-56.

UMR ART-DEV, 2010 – Compte rendu du séminaire « Territoires multi-situés », séminaires TerreDev/Cirad, MSH-Montpellier, 14 décembre, 7 p.

URIOSTE M., 1992 – *Fortalecer las comunidades, una utopía subversiva, democrática... y posible*. La Paz, Aipe/Procom/Cedela, 264 p.

URIOSTE M., 2002 – *Desarrollo Rural con Participación Popular*. La Paz, Fundación Tierra, 300 p.

VARGAS M., 1998 – « La migración temporal en la dinámica de la unidad doméstica ». In Zoomers A. (comp.) : *Intervención y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí. Intervenciones y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí*, La Paz, KIT/CEDLA/CID : 149-174.

VASSAS A., VIEIRA PAK M., DUPRAT J.-R., 2008 – El Auge de la quinua: cambios y perspectivas desde una visión social. *Hábitat*, 75 : 31-35.

VASSAS A., VIEIRA PAK M., 2010 – « La production de quinoa dans l'Altiplano sud de la Bolivie : entre crises et innovations ». In : *Innovation and sustainable development in agriculture and food*, Montpellier, France, 28-30 juin, 10 p. <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00521945/fr/>

VASSAS TORAL A., 2011 – *Ruralité et agriculture au prisme des mobilités spatiales. L'Altiplano Sud de la Bolivie à l'heure du boom de la quinoa*. Thèse de doctorat de géographie, université Montpellier III, 345 p. + annexes. <https://hal.archives-ouvertes.fr/tel-00668162/>

VIEIRA PAK M., 2012 – *Le boom de la quinoa dans l'Altiplano sud de la Bolivie : transformations agraires, discours et conflits socio-environnementaux*. Thèse de doctorat, AgroParisTech, Paris, 419 p.

VUILLE M., FRANCOU B., WAGNON P., JUVEN I., KASER G., MARK B., BRADLEY R., 2008 – Climate change and tropical Andean glaciers: past, present and future. *Earth-Science Reviews*, 89 (3-4) : 79-96.

WINKEL T. (éd.), 2013– *Quinoa et quinueros*. Marseille, IRD Éditions, 176 p.

ZOOMERS A. (comp.), 1998 – *Estrategias campesinas en el surandino de Bolivia. Intervenciones y desarrollo rural en el norte de Chuquisaca y Potosí*. La Paz, KIT/CEDLA/CID, 619 p.

ZOOMERS A., 2002 – *Vinculando estrategias campesinas al desarrollo. Experiencias en los Andes bolivianos*. La Paz, DFID/Plural, 150 p.

Annexes

Article paru dans la revue La Prensa le 30 mars 2011

ECONOMÍA

www.laprensa.com.bo

A-7

Consejeros productivos trabajan en el cultivo de quinua en un finca de Oruro.

Expertos piden cuidar la tierra para producir quinua

ALERTA: La producción está en un ambiente frágil porque se expone a sequías y heladas.

(de la mano)

Los investigadores franceses advierten de que el futuro de la quinua corre un peligro si no se conserva la fertilidad y la representatividad de la tierra cultivada por pequeños productores del condado de Bolivia. Los geólogos André Vassé y Guadalupe Cortés, y el ingeniero agrónomo y ecólogo Richard Joffé afirman que se corre el riesgo de perder una fuente esencial de sus recursos alimentarios y, a mediano plazo, enfrentar la degradación de su capital social y natural.

Oruro es el departamento de la Quinua en el Continente Andino, Joffé expresó varias reflexiones internacionales y la mejora de la productividad del cereal, que tiene a Francia como el principal comprador.

"La que quiere mantener, con la investigación, es que el medio ambiente, como buena tierra (en el proceso de desarrollo de la quinua), los recursos y gubernamentales debamos tener en cuenta que si no se hace nada y

El cereal es consumido por su historia

La quinua orgánica de Bolivia es consumida por los franceses por su alto contenido nutritivo y por sus orgánicos asociados locales, especialmente los investigadores André Vassé y Guadalupe Cortés.

"La quinua es consumida por su alto contenido nutritivo y por su historia, que demuestra la cultura local. Tiene un contenido alto de proteínas, lo que la convierte en un producto muy saludable y rico en nutrientes. Por su parte, Vassé destacó que la quinua orgánica representa un desafío en la agropecuaria que está en su punto. "Es importante que el cultivo se mantenga desde hace siglos y siglos".

Debates los expertos franceses especialistas.

El medio ambiente

► **Preferencia.** La quinua es consumida en los años 80 en un ambiente distinto y orgánico.

► **Lideres.** Bolivia es el primer país en el mundo en producir quinua orgánica.

► **Alerta.** Los expertos franceses advierten de que la producción de quinua orgánica en Bolivia es frágil.

que el planeta que cada vez se va volviendo más árido, el futuro no será tan glorioso como se lo imagina". Joffé afirmó que la agricultura de exportación se desarrolla en un ambiente árido, es decir que los suelos pobres son expuestos a sequías, heladas, vientos y una fuerte radiación solar debido a la alta altitud. Los cultivos se desarrollan entre 4.500 y 4.800 metros. La quinua es un caso único de cultivo de exportación producido en condiciones de alta altitud.

PRODUCIDORES. El presidente de la Asociación Nacional de Productores de la Quinua (Anapq), Roldán Martínez, rechazó las conclusiones de los investigadores, diciendo que los cultivos de quinua orgánica en Bolivia son el resultado de la

producción. "En Bolivia, el cultivo de quinua orgánica es frágil porque no se tiene la capacidad de mantener la producción. Creo que no se debe hacer quinua orgánica, porque en el país se está perdiendo la producción. Por el contrario, lo que se debe hacer es fortalecer el cultivo". Martínez dijo que en 2010, la Asociación Nacional de Productores de la Quinua orgánica, pero se consiguió exportar quinua orgánica por 130.000 toneladas.

Destinan \$25 millones para riego

(de la mano)

El Gobierno destinará \$25 millones de dólares para impulsar proyectos de riego y de agua potable en el departamento de La Paz, que está dividido en 40 municipios, anunció ayer el presidente Evo Morales. En su acto de inauguración de los proyectos de riego de las ciudades, el jefe de Estado destacó que los departamentos de La Paz y de Cochabamba forman parte del programa. Morales dijo que el agua, el agua, que cuesta más de 100 millones de dólares de presupuesto para todo el país. "Queremos que por la misma la mitad de los proyectos de agua se impulsen entre otros los 127 municipios de la zona de Cochabamba y de Oruro".

Se entregará a cada región 100.000 dólares para que desarrollen proyectos de agua potable y de riego. "Si no hay agua, no hay producción", anunció para destacar su importancia.

Distinguen a diplomática holandesa

La Fundación Nueva Nación otorgó un reconocimiento a la diplomática holandesa de la Embajada Real de La Paz, por el apoyo otorgado a la organización que impulsa el desarrollo productivo del país.

El acto tuvo lugar el pasado martes en instalaciones de la Fundación Nueva Nación con la presencia de su presidente, Fernando Siles, la diplomática holandesa, Carla Capra, miembro del Directorio de la organización y productores de diferentes sectores, entre otros invitados. Capra recibió el premio de la Fundación Nueva Nación por su apoyo a la producción de la quinua orgánica en Bolivia.

"Hay un tema de sostenibilidad de una producción y por lo tanto se necesita un trabajo conjunto y la ayuda de la Embajada de Holanda", dijo la ejecutiva que entregó el premio a la diplomática.

Méthodes d'enquête

Sélection des municipes et des communautés rurales

Le choix de la zone d'étude a été guidé, d'une part, par les données sur les volumes de production de quinoa à l'échelle des municipes⁹³ (fig. 1) et d'autre part, par le choix de travailler sur un ensemble géographique continu. Neuf municipes ont été retenus : Salinas de Garci Mendoza, Santuario de Quillacas et Pampa Aullagas dans le département d'Oruro, ainsi que Uyuni, Colcha « K », Llica, Tahua, San Pedro de Quemes et San Agustín, dans celui de Potosí.

Concernant le choix plus précis des communautés, les critères ont été les suivants :

- les comportements migratoires des populations locales ;
- leur inscription dans des micro-environnements naturels et des étages agro-climatiques différenciés ;
- leur ancienneté et leur degré d'insertion dans les dynamiques productives liées à la production de quinoa.

Le critère de « faisabilité » a été également primordial dans le choix des communautés rurales, et en particulier la possibilité d'y être introduite et acceptée après des contacts et un temps d'immersion préalables.

Nous avons mené en 2007 et 2008 des enquêtes dans cinq communautés rurales de la région du *salar* d'Uyuni.

⁹³ La Bolivie est découpée en 9 départements et 314 municipes qui sont les collectivités territoriales républicaines. Le municipio (*municipio*) serait l'équivalent de la commune française.

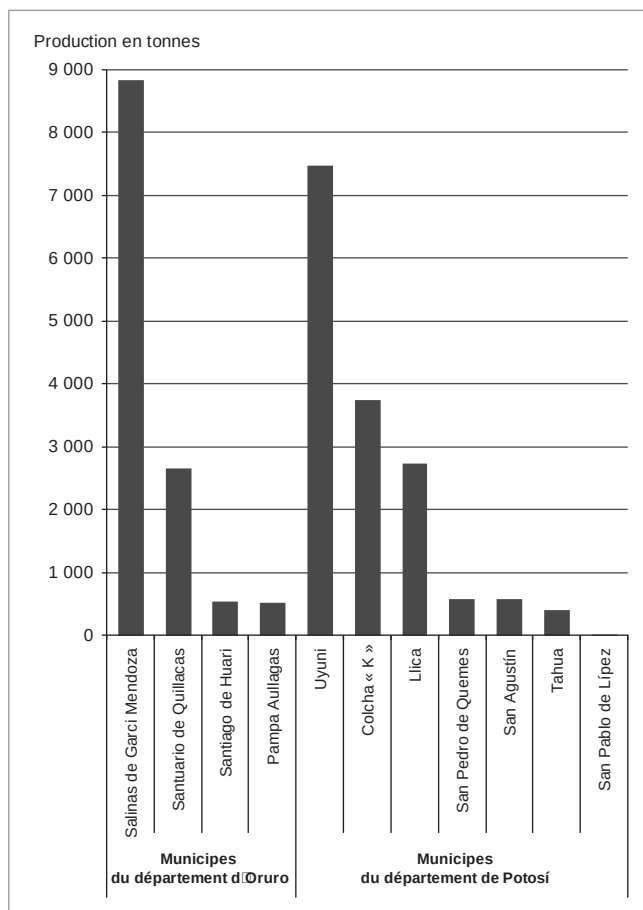


Figure 1
Production totale de *Quinoa Real*
par muneipes de l'Altiplano sud en 2008.

Source : sur la base des estimations de Fundación Autapo, 2008 : 19.

La communauté de Chilalo est une communauté de montagne. La migration est nettement tournée vers l'intérieur du pays avec un retour des migrants à l'activité agricole depuis 2005. Située en montagne, la superficie cultivable de quinoa ne peut pas s'étendre si ce n'est sur quelques replats mécanisables. Un critère de choix a été la possibilité de participer à une grande fête organisée entre autres par cette communauté pour célébrer Saint Jean et Saint Paul le 29 juin 2007 à Salinas. Cette fête est l'occasion d'échanges et de rencontres multiples puisque de nombreux émigrés y participent. Autre critère de choix : l'institution communautaire y était

qualifiée de « forte » par l'ONG AVSF⁹⁴, une appréciation qui nous a paru intéressante notamment pour examiner les prises de décisions sur l'accès aux ressources.

La communauté d'Otuyo, quant à elle, est une communauté mixte de montagne et de plaine. Les migrations sont là aussi principalement tournées vers les grandes villes de l'intérieur du pays. Otuyo est la première communauté à avoir cultivé dans la plaine. Pourtant, il existe toujours la possibilité pour les producteurs d'agrandir leur superficie de culture de quinoa. Un autre critère de choix a été que l'institution communautaire y était qualifiée de « faible » par l'ONG AVSF.

Ces deux communautés se trouvent dans le même municipe : Salinas de Garci Mendoza, le plus important producteur de quinoa pour l'exportation. Le municipe a un village centre – du même nom – où l'on retrouve de nombreux individus des deux communautés, ce village étant un centre administratif et le lieu de départ des transports en commun. Du point de vue des migrations, il est intéressant de comparer ces deux communautés géographiquement proches mais qui n'ont pas exactement les mêmes trajectoires migratoires même si, dans les deux cas, la majorité est tournée vers l'intérieur du pays. Cette « comparaison » permet de discerner des facteurs explicatifs des formes migratoires rencontrées.

Dans la partie ouest de la zone, frontalière avec le Chili, les communautés ayant une forte densité démographique sont rares. Palaya (municipe de Llica) correspond à ce critère de taille et bénéficie d'un terroir partagé entre plaine et montagne. Dans cette zone, les relations historiques avec le littoral pacifique – annexé par le Chili suite à la guerre de 1879 – perdurent par les migrations. Par ailleurs, on rencontre beaucoup de professeurs ruraux qui pratiquent la double résidence. Palaya est la communauté qui produit le plus de quinoa dans le municipe. Nous avons complété le travail effectué sur Palaya par des séjours à Llica, le village-centre de ce municipe.

Le sud du *salar* (hormis la petite zone que l'on dénomme « l'île ») est entré récemment dans la culture à grande échelle de quinoa. En effet, au sud du *salar* d'Uyuni, le climat est encore plus aride qu'au nord. Il s'agit de communautés d'éleveurs, très étendues, traditionnellement peu tournées vers les productions végétales. Dans ce vaste Sud, très éloigné des grandes villes boliviennes, les orientations migratoires sont nettement différentes puisqu'elles sont aujourd'hui largement tournées vers le Chili. Nous avons choisi la communauté de San Juan de Rosario (municipe de Colcha « K »), vaste communauté relativement peuplée qui, par ailleurs, est le lieu d'une haute activité touristique. Nous avons complété le travail mené à San Juan par un séjour au Chili.

⁹⁴ L'ONG Agronomes et Vétérinaires sans frontières était présente dans la région de l'Intersalar depuis 2000, menant un projet sur la durabilité de la culture de quinoa.

Enfin, pour la zone à l'est du *salar*, après l'avoir parcourue, nous savions que les orientations migratoires y étaient distinctes. On observe en effet dans cette zone des départs et des doubles résidences avec Potosí. Bien que mitoyenne du municipe de Salinas, cette zone n'est entrée que récemment dans la dynamique de la quinoa. Nous avons choisi la communauté de Candelaria de Viluyo (municipe d'Uyuni), communauté peuplée et relativement étendue, très représentative de ces caractéristiques.

Caractérisation de l'échantillon

Une fois les communautés sélectionnées, l'objectif était de procéder au choix des ménages avec lesquels nous avons conduit une série d'entretiens approfondis et répétés durant les deux années de terrain, visant en particulier à reconstituer les trajectoires de la mobilité résidentielle et professionnelle des individus, ainsi que les systèmes productifs et les modes de gestion des ressources locales (voir *infra*). Nous avons adopté la position de ne pas interroger uniquement les résidents permanents, mais l'ensemble de la population originaire des communautés et impliquée, d'une manière ou d'une autre, dans la gestion des ressources et du territoire. Autrement dit, certains ménages et individus enquêtés ont fait l'objet d'entretiens réalisés à leur retour dans les communautés ou bien sur leurs lieux mêmes de résidence. Cela signifie donc que ce sont les ménages et individus producteurs de quinoa qui ont été les principales cibles de notre étude. Mais sont inclus également dans notre échantillon des membres originaires qui ne cultivent pas la terre et entretiennent d'autres types de liens avec leur communauté d'origine. Leur témoignage a contribué à éclairer le thème de l'identification territoriale, c'est-à-dire les liens profonds et complexes au lieu d'origine qui ne passent pas nécessairement par le travail de la terre.

Au total, l'échantillon est constitué de 149 ménages sur l'ensemble des communautés, soit 170 entretiens individuels traités par l'enquête. Il convient de préciser que l'échantillonnage n'est pas fondé sur une méthode de représentativité statistique, opération impossible à réaliser dans tous les cas, compte tenu de l'absence de données préalables et fiables sur les caractéristiques de la population originaire des communautés, et surtout du pragmatisme avec lequel nous avons été contrainte de procéder. L'échantillon s'est donc constitué de manière empirique et constructiviste, c'est-à-dire au fur et à mesure de nos rencontres et de l'acceptation des personnes à participer aux enquêtes, et surtout à livrer leur expérience de vie. Par ailleurs, dans chacune des familles et dans la mesure du possible, nous avons cherché à obtenir des entretiens individualisés auprès des deux membres du ménage de producteurs (conjoint et conjointe). Les cas de familles pour lesquelles l'ensemble des membres ont été enquêtés (parents et enfants, voire frères et sœurs) ont été, en revanche, beaucoup plus rares compte tenu de la lourdeur d'une telle méthodologie. Notons également que

nous avons veillé à ce que l'échantillon des individus enquêtés présente une dispersion satisfaisante en termes d'âge et de sexe (tabl. 1), de manière à permettre une bonne vision diachronique et éviter les biais de profil démographique.

Enfin, signalons des écarts entre les communautés en fonction de leur taille (tabl. 2). Pour les petites communautés de Chilalo et Otuyo, nous avons pu enquêter la totalité des résidents permanents et une grande partie des producteurs circulants, c'est-à-dire ceux qui ne sont présents que lors des travaux agricoles. Pour les communautés de taille plus importante en revanche, comme celles de Palaya, Candelaria et San Juan, il n'était pas question de rencontrer toutes les familles. Nous nous sommes donc focalisée sur les résidents de longue date et les ménages revenus plus récemment pour cultiver.

Les caractéristiques générales de notre échantillon sont présentées dans les trois tableaux suivants.

Tableau 1
Nombre d'individus enquêtés par communauté et par sexe.

Communauté	San Juan		Chilalo		Otuyo		Candelaria		Palaya		Total	
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Nombre d'individus enquêtés	26	30	18	19	15	14	26	1	14	7	99	71

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Tableau 2
Caractéristiques générales de l'échantillon par communauté.

Communauté	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya	Total
Nombre de ménages enquêtés	48	28	26	26	19	147
Nombre d'individus enquêtés originaires de la communauté par filiation directe*	51	32	25	27	19	154
Nombre d'individus enquêtés nés dans la communauté	48	22	21	25	19	135
Éventail de l'âge des individus enquêtés (années)	19 à 68	19 à 90	27 à 84	23 à 70	35 à 79	19 à 90
Nombre d'individus enquêtés ayant une expérience migratoire au cours de leur vie	40	31	25	25	18	139
Nombre d'individus enquêtés résidents en 2008 dans la communauté	51	18	19	26	17	131

* Nous distinguons ici les membres originaires par filiation directe (parent-enfant) et ceux par alliance (conjoint).

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Tableau 3
Statut des individus enquêtés dans l'échantillon total.

Statut	Homme chef d'exploitation	Femme de chef d'exploitation	Enfant de chef d'exploitation	Femme chef d'exploitation	Femme à qui l'on prête des terres
Nombre	95	29	20	13	13
% total échantillon	56	17	12	8	7

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Synthèse de la méthodologie des « trajectoires croisées »

Un premier volet des entretiens a pris la forme de récits de vie (ou biographies rétrospectives), visant la reconstitution des trajectoires résidentielles et professionnelles des individus, ainsi que les formes d'identification, d'appartenance et d'investissement social. Nous avons reconstitué, dans le temps des cycles de vie, les trajectoires individuelles en fonction de la situation familiale, la succession des lieux de résidence et des activités professionnelles, les liens et les temps de présence dans la communauté d'origine, la trajectoire de l'activité agricole familiale et des services rendus à la communauté, la constitution du patrimoine matériel, etc. Avec les mêmes individus, nous avons conduit un second volet de l'entretien centré sur les pratiques de l'année écoulée (2007 ou 2008), sur les emplois du temps (circulations et présences dans leur communauté) et l'organisation des activités agricoles. Bien que l'entretien ait été individuel, ce volet concerne l'ensemble de la famille nucléaire c'est-à-dire qu'il prenait en compte les pratiques de l'ensemble des membres du ménage, en particulier pour tout ce qui concernait l'activité agricole.

Nous nous sommes engagée à ce que les entretiens soient anonymes et nous avons donc changé dans le texte le nom des personnes enquêtées (hormis pour les données historiques).

Contexte du travail de terrain

Notre travail de terrain s'est effectué dans un contexte de multiples tensions liées au bouleversement que constitue aujourd'hui l'essor de la production de quinoa.

Ce contexte n'a pas toujours facilité l'accès à une information fiable et neutre. La hausse des superficies cultivées et des prix de vente, qui peuvent tripler d'une saison à l'autre, constitue un premier facteur de ces tensions au sein des communautés. Notre période d'enquête a coïncidé, en effet, avec le retour d'expérience de l'exportation certifiée biologique qui avait démarré une quinzaine d'années auparavant. Préoccupés d'éventuelles conséquences néfastes des dynamiques en cours, les importateurs et les intermédiaires demandent en effet à leurs affiliés des comptes sur la qualité et la « durabilité » de la production de quinoa. De même, avec la montée de la concurrence internationale, les Boliviens s'inquiètent de voir rogner le marché qu'ils détenaient jusqu'à présent en quasi-exclusivité. Ils craignent aussi le vol de leurs semences et de leur savoir-faire. En deux ans, l'exacerbation de cette tension a été flagrante et, en 2008, l'essor de la quinoa était largement pris en compte par les institutions nationales et internationales, et relayé dans les médias locaux et étrangers. La quinoa figure désormais dans tous les agendas et les projets fleurissent. Dans ce contexte de forte pression, les producteurs, de leur côté, ont élaboré un discours très bien construit autour de la « production écologique et durable » qu'ils répètent à tous leurs interlocuteurs extérieurs. Cet ajustement du discours autour des enjeux de la durabilité agricole traduit une certaine prise de conscience chez les acteurs locaux, mais il reste à savoir si elle est effective et suffisamment partagée entre tous.

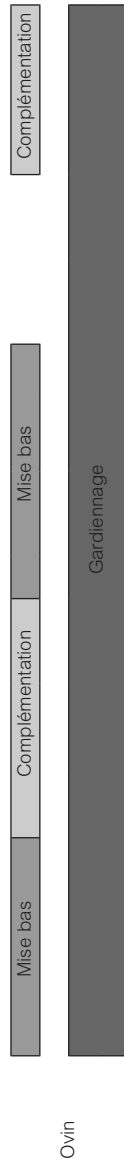
Concernant le thème des migrations, la stigmatisation presque systématique des producteurs non résidents dans les communautés par les résidents permanents est un autre facteur de tension importante. Le reproche leur est fait de ne pas participer à la vie de leur communauté et d'avoir des pratiques agricoles peu durables. Les discours, qui se sont cristallisés largement sur ces situations, nous sont apparus comme des échappatoires dans la mesure où les discordes entre les producteurs permanents, également existantes, étaient occultées.

Les conflits autour de l'accès aux ressources, et donc la question de l'équité sociale, ont été probablement les points de plus forte tension. La question de la terre est un thème particulièrement tabou, y compris dans les familles avec lesquelles nous avons noué de très bonnes relations de confiance. Parler de la terre reste possible avec ceux qui sont « en règle », c'est-à-dire les familles qui ne se sont pas accaparé des parcelles sans l'aval de la communauté. Mais elles étaient du reste peu nombreuses ces familles « en règle ». Ainsi, après deux années passées dans l'Altiplano sud, certains aspects relatifs à la question foncière restent pour nous une énigme.

Les différents échelons auxquels appartiennent les communautés étudiées

Communauté <i>Comunidad</i>	Canton <i>Cantón</i>	District <i>Distrito</i>	Municipe <i>Municipio</i>	Mancomunidad
Otuyo	Salinas	1	Salinas de Garci Mendoza	Azanake
Chilalo	Salinas	1	Salinas de Garci Mendoza	Azanake
Palaya	Palaya	/	Llica	/
Candelaria de Viluyo	Coroma	Coroma	Uyuni	/
San Juan	San Juan	/	Colcha « K »	Gran Tierra de los Lipez

Communauté <i>Comunidad</i>	Province <i>Provincia</i>	Département <i>Departamento</i>	Ayllu	Marka
Otuyo	Ladislao Cabrera	Oruro	Huatari	Salinas
Chilalo	Ladislao Cabrera	Oruro	Huatari	Salinas
Palaya	Daniel Campos	Potosí	Grande	Palaya
Candelaria de Viluyo	Antonio Quijarro	Potosí	Rodeo-Pallpa	Coroma
San Juan	Nor Lipez	Potosí	San Juan	



Source : d'après ACOSTA ALBA, 2007.

Évolution des destinations (rurales/urbaines)

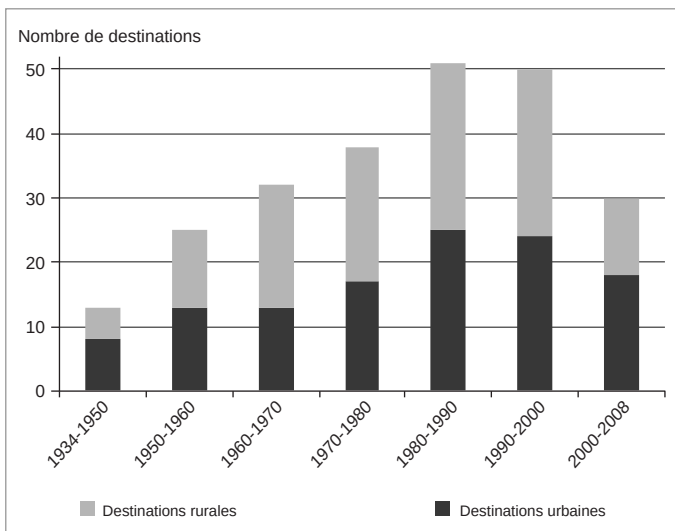


Figure 1
Évolution du nombre de destinations en fonction de leur caractère urbain ou rural par période (pour l'ensemble de l'échantillon, 139 individus).
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Destinations migratoires par communauté

Les destinations sont représentées dans les cartes suivantes, selon le critère du nombre d'événements de mobilité pour chaque lieu.

La communauté de San Juan se distingue par l'importance des destinations internationales puisque 77 % des individus ont migré au moins une fois vers l'étranger contre 65 % vers des destinations régionales et seulement 22 % à l'échelle nationale. Située sur la frontière sud, elle est fortement tournée vers le Chili (fig. 1). En termes de distance-temps, la ville chilienne de Calama est plus accessible que les centres urbains d'Oruro et, *a fortiori*, de La Paz. Par ailleurs, dans cette région, les traditions d'échanges économiques, sociaux et culturels avec le littoral chilien, province bolivienne jusqu'à la fin du xix^e siècle, sont très anciennes. Parmi les cinq communautés, c'est aussi celle où la migration vers l'Argentine est la plus prégnante (Buenos Aires et Mendoza) même si, depuis la crise économique qui a frappé ce pays en 2001, les flux migratoires se sont réorientés vers le Chili ou les proches localités boliviennes.

L'aire des destinations migratoires de Palaya (fig. 2), communauté située le plus à l'ouest de notre zone d'étude, également en position frontalière avec le Chili, est structurée par deux axes. À l'échelle régionale, qui reste l'aire préférentielle des flux migratoires pour 83 % des migrants (contre 28 % hors de la région et 39 % à l'étranger), la localité très proche de Llica et celles du département de Potosí (Uyuni, Tupiza) constituent des pôles migratoires privilégiés. Cette tendance est liée au fait que cette zone en Bolivie a bénéficié très tôt d'une politique d'éducation. Dès lors, plusieurs membres de la communauté de Palaya sont des professeurs ruraux qui partent résider sur leur lieu de travail soit dans le bourg de Llica, soit dans des zones rurales un peu plus éloignées. De même qu'à San Juan, le deuxième axe de polarisation est le Chili où les populations partent depuis longtemps notamment pour travailler dans le secteur agricole de l'oasis de Pica ou bien à

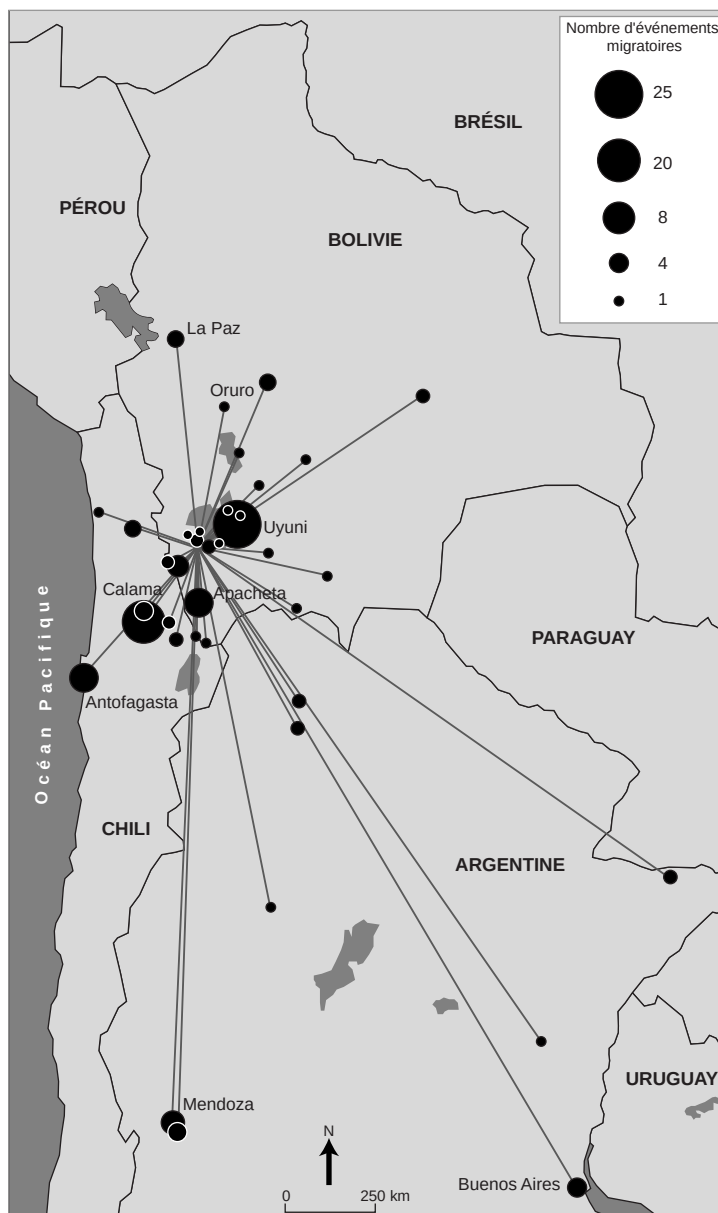
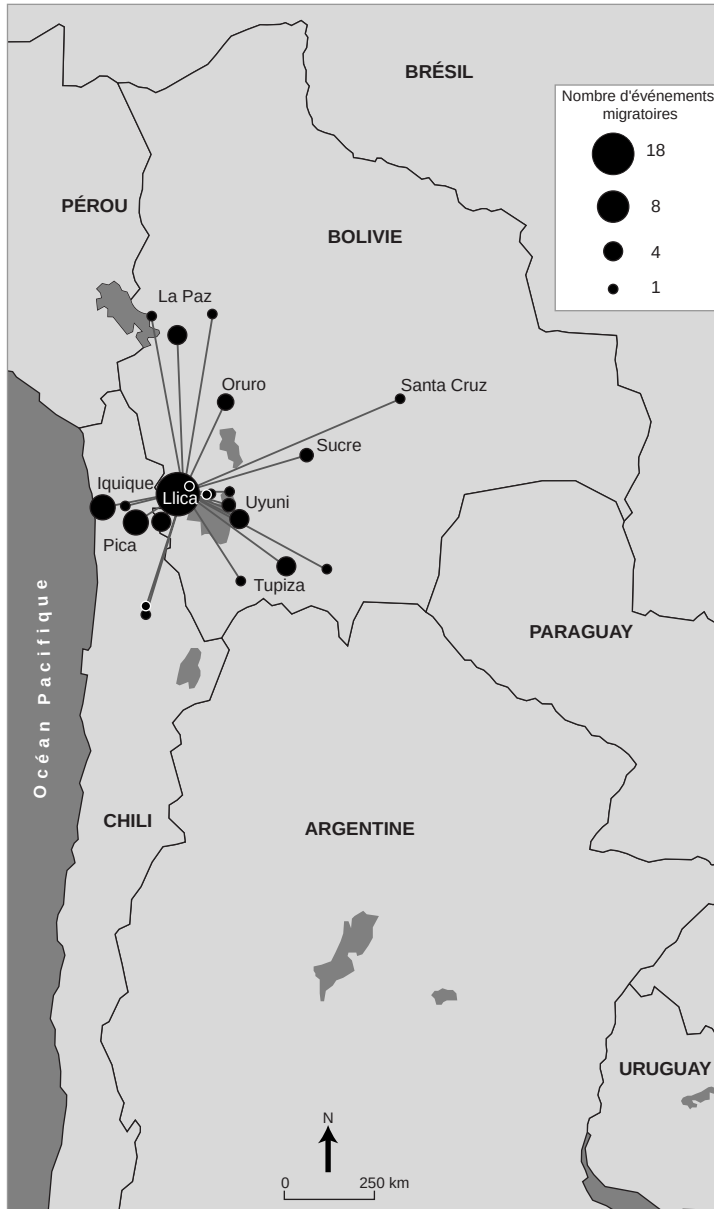


Figure 1
Destinations migratoires entre 1955 et 2008 des migrants de San Juan
(40 individus, soit 131 événements migratoires recensés).

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008,
en collaboration avec S. Coursière.



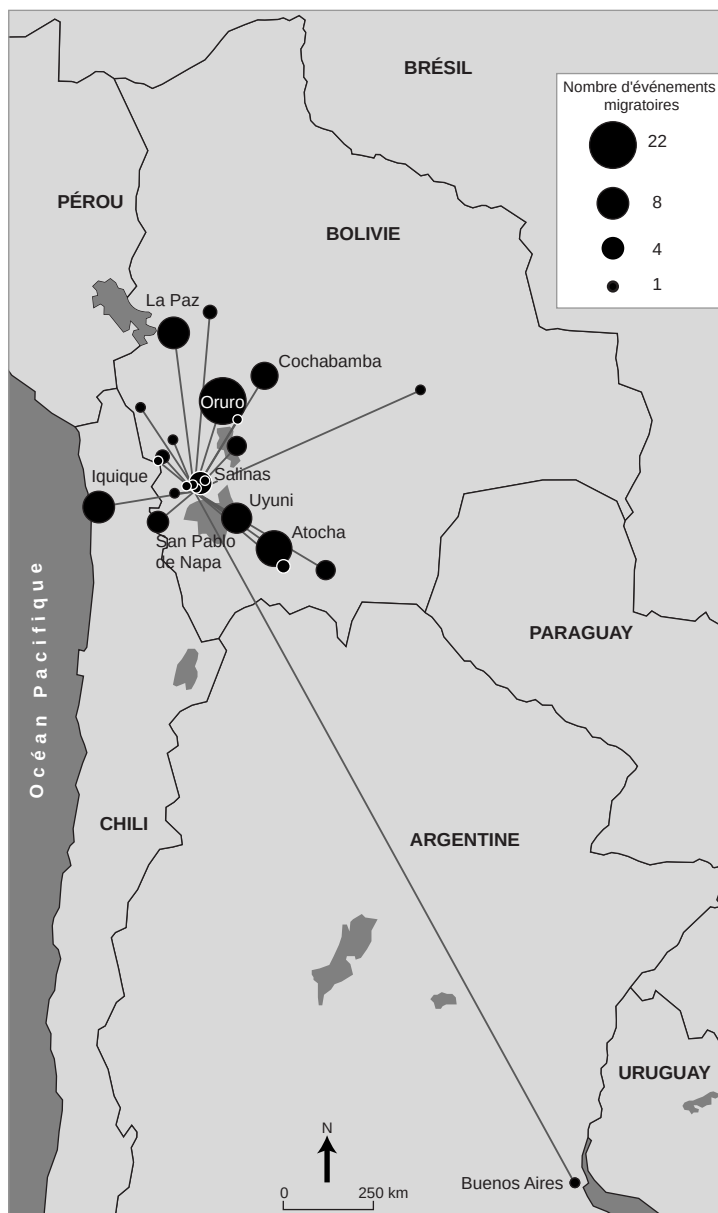
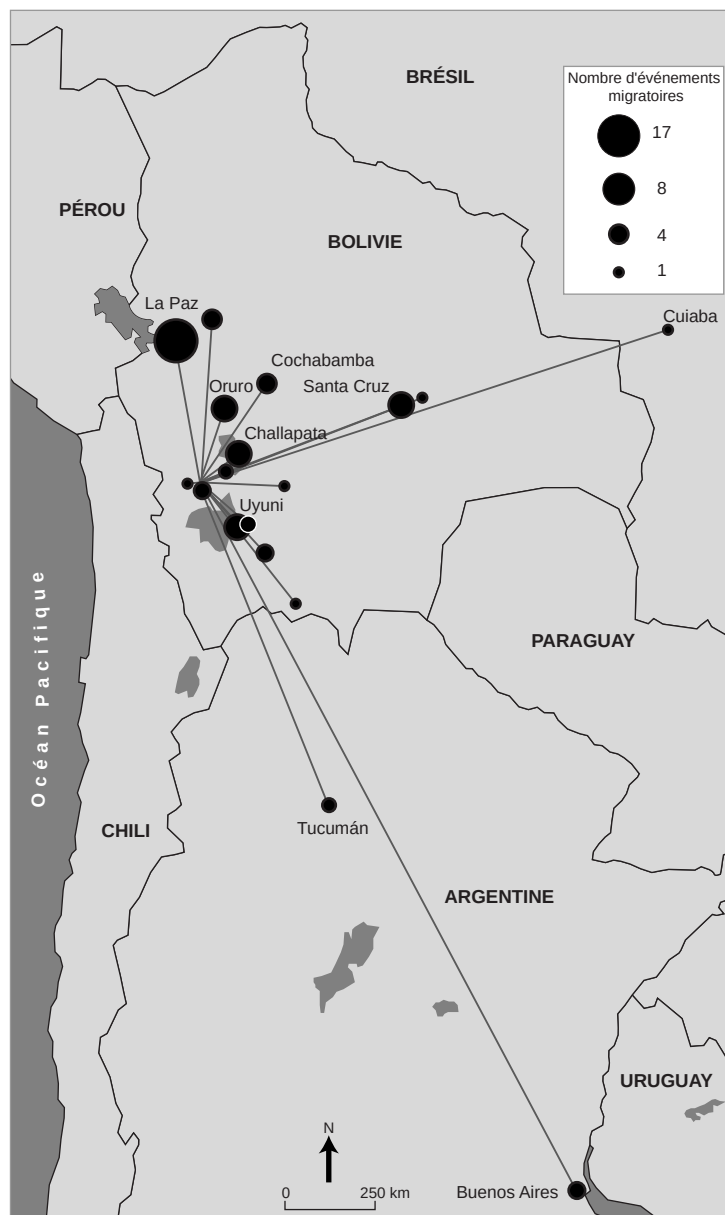


Figure 3
Destinations migratoires entre 1934 et 2008 des migrants de Chilalo
(31 individus, soit 98 événements migratoires recensés).

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008,
en collaboration avec S. Coursière.

**Figure 4**

Destinations migratoires entre 1938 et 2008 des migrants d'Otuyo (25 individus, soit 63 événements migratoires recensés).

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008, en collaboration avec S. Coursière.

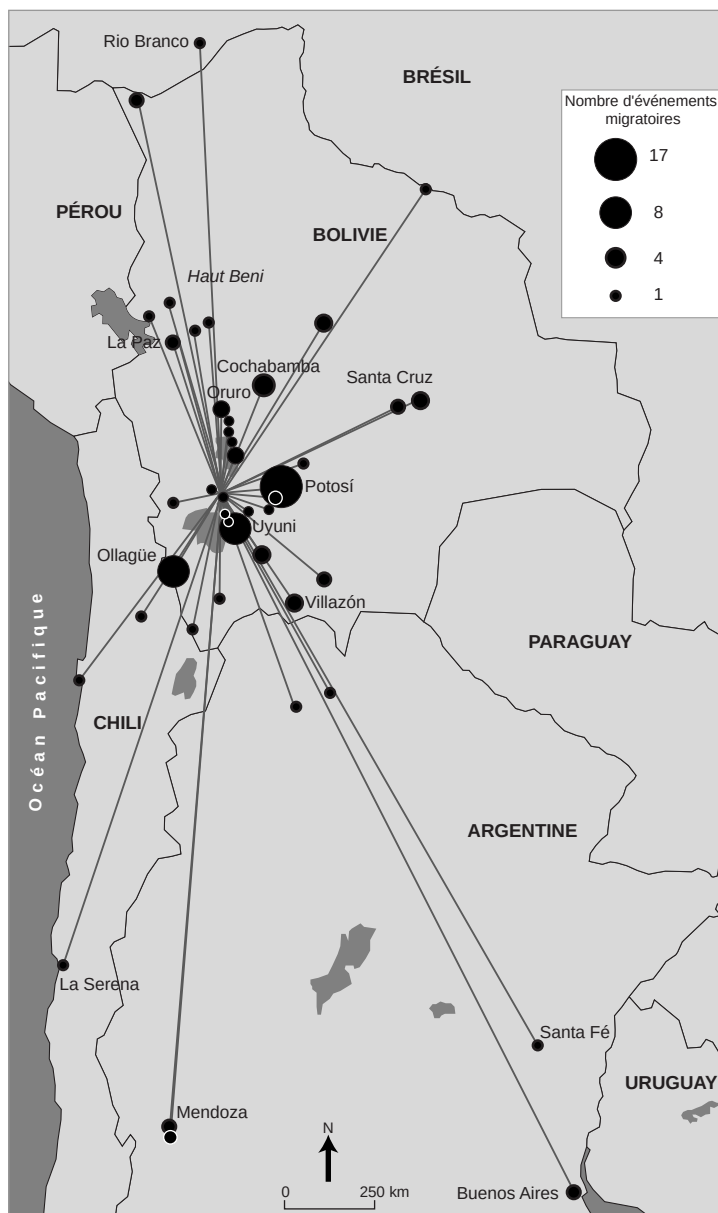


Figure 5
Destinations migratoires entre 1948 et 2008 des migrants de Candelaria
(25 individus, soit 95 événements migratoires recensés).
Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008,
en collaboration avec S. Coursière.

lrique. Enfin, située à l'extrême ouest de l'Altiplano sud, Palaya est la seule communauté où aucun migrant n'a cité l'Argentine comme lieu de destination.

Les communautés de Chilalo et d'Otuyo (fig. 3 et 4), dans la zone Intersalar, ont en commun d'avoir une aire de destinations migratoires plus restreinte puisque la migration internationale y est la moins représentée (respectivement 29 % et 12 % des migrants). Chilalo est la communauté dont l'extension de l'aire migratoire en Bolivie est la plus réduite (84 % des migrants ont migré à l'échelle régionale contre 45 % en dehors de la région), et en particulier dans des localités relativement proches d'Uyuni, Atocha ou Oruro. Comme l'indique la figure 3, le Chili y devient une destination attractive au cours des dernières années depuis qu'une nouvelle filière s'est mise en place grâce à l'installation d'un membre de la communauté dans la ville d'Iquique. L'aire des migrations à Otuyo, à l'inverse, a une extension plus élargie en Bolivie (56 % des migrants ont migré dans la région et 80 % en dehors), avec des flux préférentiels vers la ville de La Paz.

Candelaria est un cas très différent. L'aire de destinations des migrants (fig. 5) est très dispersée, surtout à l'échelle régionale (85 % contre 52 % hors de la région et 40 % à l'étranger). Les populations de Candelaria sont des mineurs de longue date et, de fait, leurs trajectoires de mobilité résidentielle épousent les contours de la géographie minière du pays, notamment dans les départements d'Oruro et Potosí. La polarisation sur les centres urbains de Cochabamba ou les plaines tropicales correspond à la relocalisation des mineurs qui ont participé à la colonisation agricole de *l'Oriente* dans les années 1960, phénomène qui a drainé une partie des populations boliviennes vers les plaines de l'est de l'Alto Béni et de Santa Cruz (CODEPO, 2004 ; BLANCHARD, 2005).

Activités professionnelles sur les lieux de migration

Tableau 1

Activités professionnelles exercées par les hommes au cours de leur trajectoire migratoire (en % du nombre d'hommes migrants par communauté).

Activité citée au moins une fois au cours de la trajectoire	San Juan	Chilalo	Otuyo	Candelaria	Palaya
Agriculture	36,0	13,3	50,0	45,8	72,7
Mine	48,0	46,7	16,7	62,5	18,2
Bâtiment	32,0	60,0	16,7	41,7	9,1
Textile et artisanat	22,0	20,1	25,0	4,2	18,2
Commerce et restauration	12,0	26,7	41,7	33,4	36,4
Service automobile et transport	28,0	13,3	66,6	4,2	9,1
Administration	8,0	13,3	8,3	16,7	45,5
Études supérieures	20,0	6,7	0,0	20,8	36,4

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Tableau 2

Activités professionnelles exercées
par les femmes au cours de leur trajectoire migratoire
(en % du nombre de femmes migrantes par communauté).

Activité citée au moins une fois au cours de la trajectoire	San Juan	Chilalo	Otuyo	Palaya
Agriculture	13,3	25,0	7,7	42,9
Textile et artisanat	6,7	25,0	0,0	28,6
Commerce et restauration	20,0	50,1	53,9	85,7
Service domestique	80,0	43,8	30,8	42,9
Études supérieures	6,7	12,5	7,7	0,0

NB : À Candelaria, nous avons rencontré une seule femme migrante, mais qui n'a pas exercé d'activité professionnelle.

Source : élaboration propre, entretiens 2007-2008.

Concernant les activités exercées par les hommes dans deux communautés, San Juan et Candelaria, le travail dans les mines est le plus souvent cité, suivi par l'agriculture. À Chilalo, on rencontre une prédominance pour le travail dans le bâtiment puis dans les mines. À Palaya, à l'inverse, le travail dans l'agriculture arrive en première position, tandis que le secteur minier est très peu cité. Viennent ensuite l'emploi dans l'administration, les services de commerce et de restauration qui tiennent une place relativement importante. Le profil d'Otuyo est plus spécifique puisque le secteur tertiaire est dominant, en particulier les transports, le commerce et la restauration.

Les secteurs d'insertion professionnelle des femmes sur les lieux de migration sont plus réduits puisque seulement 5 champs d'activité sont représentés contre 8 chez les hommes. Ce chiffre cache des disparités puisqu'à San Juan, 80 % des femmes ont pratiqué le service domestique pour seulement 5 champs d'activités recensés. À Chilalo, 5 champs d'activités sont cités avec une prédominance du commerce indépendant dans une proportion quasi équivalente au service domestique. À Otuyo, parmi les 4 champs d'activités cités, le commerce indépendant est également plus cité que le service domestique, tandis que le secteur secondaire (textile et artisanat) est absent. Enfin, à Palaya, 4 champs d'activités sont cités par les femmes migrantes, avec très majoritairement le commerce ou la restauration. Il est paradoxal de constater dans cette communauté, en revanche, qu'aucune femme n'ait déclaré avoir fait des études sur le lieu de migration. Car c'est précisément à Palaya où les hommes partent le plus pour étudier.

Lexique (termes en espagnol, aymara ou quechua)

Alcalde de agua : ayant droit d'une communauté chargé d'administrer l'eau d'irrigation.

Al partir : mode d'exploitation équivalant à un métayage.

Autoridad : autorité, représentant.

Ayllu : division territoriale traditionnelle, correspondant à un regroupement de communautés.

Aymara : groupe ethnique andin de langue aymara ; seconde communauté linguistique de Bolivie par le nombre.

Ayni : échange mutuel de services, entre deux parents, voisins ou *compadres*.

Aynoqa : sole soumise à rotation collective située loin du village (par différence avec la *sayaña*). En général, toutes les familles de la communauté ont des parcelles dans chaque sole, mais leur mise en culture est traditionnellement soumise aux décisions communautaires. Lors d'une campagne agricole, les *aynoqas* comme unités de production sont semées avec une seule culture.

Bofedal : zone humide sur l'Altiplano.

Boliviano : monnaie bolivienne ; 1 € = 11 BOB environ en 2008.

Cargo rotativo : charge administrative, religieuse ou festive d'utilité collective. Dans les Andes, le système de *cargos* est rotatif, chaque membre de la communauté assumant les charges à tour de rôle et pour une durée donnée.

Centro de residentes : association regroupant les membres originaires d'une communauté rurale dans leur zone ou ville d'émigration. Cette association a un rôle de ciment social et d'organisation d'événements culturels ou sportifs, mais également un rôle d'appui à la communauté d'origine.

Club de madres : association de femmes des communautés qui organise des activités artisanales.

Charque : viande de lama le plus souvent salée et séchée au soleil pour être conservée.

Chuño : pomme de terre déshydratée par l'alternance entre le gel nocturne et l'intense rayonnement diurne, en conditions très sèches d'altitude.

Colonia : entité juridico-sociale de production agricole qui combine propriété privée et organisation collective pour la prise de décision commune (Mexique).

Compadrazgo : compérage.

Compadre : compère.

Comunariola : terme générique qui désigne une personne originaire d'une communauté.

Comunidad : communauté rurale paysanne.

Contribuyente : membre d'une communauté ayant un certain nombre de droits et de devoirs qui lui permettent d'être considéré comme ayant droit de la communauté.

Corregidor auxiliar : première autorité d'une communauté. Charge exercée de façon tournante par les ayants droit de la communauté, durant une année.

Curandero : guérisseur.

D*escanso* : repos. *Tierra en descanso* : jachère ; *niño en descanso* : enfant au repos.

E*stancia* : hameau rattaché à une communauté (synonyme de *villorio*).

Estante : résident permanent d'une communauté (synonyme de *permanente*, opposé de *residente*).

F*aena* : travail communautaire.

Feria : marché en plein air.

Floreo : cérémonie annuelle durant laquelle on « fleurit » le troupeau, c'est-à-dire qu'on décore les animaux de pompons de laines. Cérémonie avec rituels.

Flota : autocar.

H*acienda* : grand domaine foncier hérité de la colonisation espagnole.

I*ntersalar* : zone située entre le *salar* d'Uyuni et le *salar* de Coipasa.

Jipi : restes de la récolte ou du vannage de la quinoa, utilisés pour l'alimentation du bétail ou la préparation de la *lejía*.

Jornal : équivalent du salaire d'une journée de travail.

Jornalero : travailleur journalier (synonyme de *peón*).

L*atifundio* : très grande propriété foncière à la mise en valeur incertaine et dont le propriétaire pratique l'absentéisme.

Lejía : pâte élaborée à partir d'aliments (quinoa, banane, etc.) utilisée pour la consommation traditionnelle de la feuille de coca.

Liukana : outil traditionnel utilisé pour la préparation du sol et le semis.

Llamero : éleveur de lamas.

M*ancomunidad* : association de municipes.

Manta ou manto : sole soumise à rotation collective où les familles ont des parcelles individuelles. Actuellement, dans le cas des communautés étudiées, il s'agit de la division du territoire communautaire, un *manto* est cultivé en quinoa chaque année alors que les autres sont en jachère.

Marka : division territoriale traditionnelle, correspondant à un regroupement d'*ayllus*.

Minifundio : structure agraire caractérisée par des exploitations agricoles de superficie réduite et un émiettement marqué du parcellaire.

Mitayos : pendant la période coloniale, système de travail forcé dans les mines d'argent.

Morenada : danse traditionnelle.

Municipio : municipe. Découpage administratif, échelon le plus bas de la décentralisation promulguée en 1994.

N*ormal (la)* : Institut normal supérieur assurant la formation des professeurs ruraux.

O*riente* : région de Santa Cruz, synonyme de Terres Basses. S'oppose aux Andes.

Originario : originaire.

P*ampa* : étendue de terrain plane, en général en situation basse.

Pasante : personne déléguée à l'organisation d'une fête.

Patrón : employeur, patron.

Pedazos regalados : morceaux (de terre) offerts.

Peón : journalier agricole salarié, rémunéré monétairement (synonyme de *jornalero*).

Pelar : bordure argileuse des *salars*.

Permanente : résident permanent d'une communauté (synonyme de *estante*).

Pipoca : grains de quinoa soufflés.

Pito : farine de quinoa légèrement toastée utilisée pour la préparation de boissons épaisses.

Puna : étage écologique andin situé à plus de 3 000 m d'altitude ; steppe des hauts plateaux arides et froids.

Quechua : groupe ethnique andin de langue quechua ; première communauté linguistique de Bolivie par le nombre.

Quinoa Real : ensemble d'une vingtaine d'écotypes de quinoa caractérisés par des grains gros et une bonne tolérance à l'aridité de l'Altiplano sud.

Quinero : producteur de quinoa.

Quintal : unité volumétrique. 1 quintal de quinoa = 46,8 kg.

Reducción : pendant la période coloniale, regroupement de la population indigène dans des bourgs.

Rescatista/Rescatiri : intermédiaire du commerce de quinoa, peut échanger des produits divers contre des sacs de quinoa.

Residente : originaire d'une communauté n'y résidant pas en permanence (s'oppose à *estante* ou *permanente*).

Salar : désert de sel, vestige d'un ancien lac d'eau salée, asséché.

Sayaña : terres gérées et utilisées par les familles, situées à proximité des unités d'habitation (par différence avec l'*aynoqa*).

Taquisa : outil traditionnel utilisé pour la préparation du sol et le semis.

Tarea : unité de mesure des surfaces cultivées. 1 *tarea* = 80 x 80 m, soit 0,64 ha.

Thola/Tholar : nom générique désignant les formations végétales arbustives caractéristiques des hauts plateaux andins.

Titulo pro-indiviso : titre communautaire d'indivision.

Turno : tour d'irrigation, ou de charge collective.

Usos y costumbres : us et coutumes.

Villorio : hameau rattaché à une communauté (synonyme *estancia*).

Yareta : plante du sud de l'Altiplano utilisée notamment comme combustible dans les fonderies de minerais (*Azorella yareta* Hauman).

Yatiri : guérisseur traditionnel dans les communautés aymaras.

Yungas : vallées chaudes et humides du versant oriental des Andes.

Lexique des termes scientifiques

Âge de la première migration : âge auquel l'individu a effectué sa première migration au départ de sa communauté d'origine.

Alternance résidentielle : succession d'étapes de résidence dans et hors de la communauté.

Changement de résidence : changement de localité de résidence pour une durée de 6 mois au moins. Cela inclut donc l'installation ou la réinstallation dans la communauté. L'installation en double résidence est considérée comme un changement résidentiel avec maintien de la résidence antérieure.

Cycle migratoire : étape des grands flux migratoires d'une population donnée prise à l'échelle de la communauté ou de la région.

Destination migratoire : destination vers laquelle s'opère un changement de résidence hors de la communauté. Le nouveau lieu relevant d'une installation en double résidence est également considéré comme une destination migratoire.

Double résidence : fait d'avoir, simultanément, deux lieux habituels de résidence dont un dans la communauté.

Durée migratoire : durée de chaque événement migratoire de l'individu. Elle s'exprime en années. En situation de double résidence, nous avons considéré la durée migratoire équivalente à 50 %.

Durée migratoire cumulée : durée cumulée de l'ensemble des événements migratoires d'un individu au cours de son cycle de vie, soit le temps total de résidence hors de sa communauté. Elle s'exprime en années ou en pourcentage du temps de vie de l'individu.

Étape migratoire : série d'événements migratoires dans le cycle de vie d'un individu caractérisés par une même logique spatio-temporelle (destination résidentielle, rythme de mobilité).

Événement migratoire : changement de résidence qui implique un lieu en dehors de la communauté. Pour les individus nés en dehors de la communauté, on considère les événements migratoires à partir de leur première installation dans la communauté.

Expérience migratoire : fait d'avoir vécu un ou plusieurs événements migratoires au cours du cycle de vie depuis la première installation dans la communauté.

Intensité migratoire : nombre d'événements migratoires de l'individu au cours de son cycle de vie.

Ménage : ensemble des individus qui partagent le même logement.

Migrant : individu qui a une expérience migratoire.

Migration (ou mobilité résidentielle) : changement de localité de résidence pour une durée de 6 mois au moins hors de la communauté.

Migration passive : en opposition à la migration autonome, la migration passive correspond aux migrations de l'enfance, lorsqu'un enfant suit son/ses parents sur leur lieu de migration, ou lorsqu'un adulte suit son conjoint.

Mono-résidence : fait d'avoir un seul lieu de résidence.

Récurrence des destinations : elle peut être définie par deux indicateurs : le nombre d'événements migratoires comptabilisés dans une destination ou le nombre d'individus ayant fréquenté une destination.

Récurrence des lieux de migration : il s'agit du nombre de fois qu'un lieu a été fréquenté par l'individu au cours de sa trajectoire de mobilité résidentielle.

Résidence : lieu où l'on a coutume d'habiter.

Retour résidentiel : changement de résidence impliquant un retour dans la communauté.

Trajectoire de mobilité résidentielle : succession dans le temps et dans l'espace des lieux de résidence au cours du cycle de vie de l'individu (de la naissance jusqu'à la date de l'entretien). L'échelle de lieu considérée est celle de la localité.

Sigles

ANAPQUI	<i>Asociación Nacional de Productores de Quinoa.</i> Association nationale de producteurs de quinoa.
AVSF	Agronomes et Vétérinaires sans frontières.
BOB	Boliviano (monnaie bolivienne).
CECAOT	<i>Central de Cooperativas Agropecuarias Operación Tierra.</i> Coopérative de producteurs de quinoa.
CETHA	<i>Centro de Educación Técnico Humanístico y Agropecuario.</i> Centre d'éducation humaniste et agricole.
CODEPO	<i>Consejo de Población para el Desarrollo Sostenible.</i> Conseil de la population pour le développement durable – ministère du Développement durable, vice-ministère de la Planification.
INE	<i>Instituto Nacional de la Estadística.</i> Institut national bolivien de la statistique.
INRA	<i>Instituto Nacional de Reforma Agraria.</i> Institut national bolivien de la réforme agraire.
IRD	Institut de recherche pour le développement.
LPP	<i>Ley de Participación Popular.</i> Loi de décentralisation municipale et de participation populaire.
MAS	<i>Movimiento Al Socialismo.</i>
NBI	<i>Necesidades básicas Insatisfechas.</i> Besoins basiques insatisfaits. Utilisé pour le calcul de l'indice de pauvreté.
OTB	<i>Organización Territorial de Base.</i> Organisation territoriale de base.

PDM	<i>Plan de Desarrollo Municipal.</i> Plan de développement municipal.
TCO	<i>Territorio Comunitario de Origen.</i> Territoire communautaire d'origine.
TIOC	<i>Territorio Indígena Originario Campesino.</i> Territoire indigène originaire paysan.
USD	Dollar américain.

Table des matières

Sommaire	5
Préface	7
Prologue	11
Introduction générale	
Une région des marges entrée dans la mondialisation	15
Des mobilités ancestrales dans l'espace de l'Altiplano sud	17
Les liens entre mobilités et recompositions rurales	18
Partie 1	
Une ruralité vulnérable	21
Chapitre 1	
Une zone aride d'altitude peuplée, agricole et en difficulté	23
Un milieu naturel particulièrement contraignant	23
Peuplement de la période préhispanique à 1950	27
Le peuplement depuis 1950	30
Une faible croissance de la population	31
Structure démographique et répartition de la population	35
Caractérisation statistique de la migration interne	39
Une économie locale basée sur l'activité agricole et pastorale	44

46 **Développement social et territorial : une lente évolution**

46 Persistance de la pauvreté

47 Indices sociodémographiques et éducation

49 Une région en voie d'équipement

Chapitre 2

Famille et communauté

53 Les deux piliers de l'organisation sociale

53 **La famille**55 **La communauté**

56 L'institution communautaire et les normes d'appartenance

57 Fonctionnement interne des communautés

62 Dynamique démographique et création/disparition de communautés

63 **Les autres échelles d'organisations territoriales**

Partie 2

67 **Essor de la quinoa et bouleversements agraires**

Chapitre 3

69 Les mécanismes de l'essor de la quinoa

69 **L'essor de la quinoa**

69 Les prémices du changement

70 Croissance de la demande et organisation de la filière quinoa

72 Évolution des superficies cultivées et de la production

74 **Changement d'usage des terres et avancée du front de quinoa**

74 L'organisation du territoire communautaire

79 La dynamique du changement d'usage des terres

80 Les transformations paysagères

Chapitre 4

85 Pressions sur la terre et nouveaux enjeux autour du foncier

85 **Les formes d'accès au foncier pour la culture de quinoa**

86 Le partage des ressources : usage collectif et familial

87 Droits et pratiques autour de l'usage des ressources foncières

88 Les différentes règles d'accès au foncier

89 *Accès direct*

Accès indirect ou droit délégué

92

Prêt

94

Un changement de rapport au foncier

94

Un recul des terres d'accès collectif

94

Une distribution de la terre de plus en plus inégalitaire

96

De nouveaux rapports générationnels dans l'accès aux ressources

99

Les prises de décisions sur le foncier

99

Des tensions foncières exacerbées

102

Chapitre 5

Des systèmes de production en forte mutation

103

Des pratiques agricoles centrées sur la culture de quinoa

103

Des itinéraires techniques adaptés à la mécanisation

103

Rendements, bénéfices et destinations des productions

108

L'élevage en perte de vitesse

111

Des limites au système productif actuel

113

Les autres productions agricoles

116

Partie 3

Systèmes de mobilité et ancrage communautaire

119

Chapitre 6

Cycles migratoires et système de mobilité d'hier à aujourd'hui

121

San Juan de Rosario : une complémentarité transfrontalière historique

121

Otuyo : de la tradition minière à la connexion urbaine

125

Chilalo : de la tradition minière aux liens avec le Chili

129

Candelaria de Viluyo : des liens anciens avec l'est (du pays)

129

Palaya : du transfrontalier à la proximité régionale

131

Chapitre 7

Évolutions des mobilités et modèle migratoire

135

Évolution des mobilités résidentielles

135

Intensité et rythmes de mobilité

136

Les destinations

137

Aire et échelles de la mobilité résidentielle

137

140 *L'attraction croissante de la ville*

141 Les trajectoires résidentielles

141 *Typologie*

142 *Signification des retours résidentiels*

143 *La double résidence*

144 **Mobilités professionnelles et essor de la quinoa**

145 Un large panel d'activités

147 Des trajectoires marquées par la poly-activité

148 Les nouveaux visages de la pluri-activité

151 **Quel modèle migratoire ?**

152 Peu de spécialisation géographique et professionnelle

152 Migrations et cycle de vie

154 Un modèle régional de mobilité

Chapitre 8

157 Les trajectoires de mobilité par le prisme de l'ancrage

158 **Ancrages permanents et ré-ancrages**

158 Diversité des formes de l'ancrage permanent

163 Ré-ancrages et retours dans les communautés

166 **Dés-ancrages, mais sans perte des liens**

170 **Ancrages incertains et trajectoires complexes**

175 **Importance relative des différentes trajectoires**

Partie 4

183 **Du territoire multi-situé au territoire local**

Chapitre 9

185 Multipolarités et interdépendances familiales

185 **Arrangements et interdépendances familiales**

187 **Multipolarité résidentielle familiale**

188 **Un cas exemplaire de trajectoire familiale**

191 **Les revenus de la quinoa : usages et lieux des investissements**

Chapitre 10

Mobilités, foncier et système de production 195

Migration et ressources foncières 195

L'accès au foncier 196

La mobilité, la terre et la famille 196

La mobilité, la terre et la communauté 197

La migration dans ses rapports au patrimoine foncier 198

Le manque de terres 198

Migration et accès inégal au foncier 199

Migration, extension des terres cultivées et tensions foncières 201

Organisation sociale des systèmes de production 203

Aire de dispersion résidentielle des producteurs 203

S'organiser pour cultiver 205

Modes de mise en valeur et relations sociales 205

Les options pour la main-d'œuvre agricole 207

S'organiser pour l'élevage 212

Des pratiques agricoles spécifiques aux producteurs mobiles ? 213

Des pratiques circulatoires stratégiques 215

Des va-et-vient intenses 215

Des va-et-vient continus 217

De l'absence aux va-et-vient contraints 219

Chapitre 11

Appartenance, liens et « droit » au territoire communautaire 223

Concilier migration et obligations communautaires 223

L'accomplissement de charges tournantes 224

Participation aux réunions et aux travaux pour la communauté 225

Liens des migrants avec leur communauté d'origine 227

Migration et participation aux fêtes 227

La fête : une quasi-obligation de participation 227

La fête : une mise en scène des appartenances 228

La fête, moment de tensions 228

Les migrants, les rois de la fête ? 229

Participation financière 229

Les services rendus en dehors de la communauté 230

Liens symboliques ou idéels 231

231 **Relations et tensions sociales**

232 Entre tensions et recherche d'un équilibre

234 Contrôle et gestion territoriale

234 Au-delà de la dichotomie résidents permanents/migrants

236 Du sens à donner aux retours dans les communautés

236 *Préserver un futur patrimonial*

237 *Les coûts économiques et sociaux du retour*

Conclusion générale

241 Le devenir incertain d'un territoire

241 **Une région en profonde mutation**

243 **Une réorganisation des systèmes d'activités et de mobilité**

244 **Complexification des territorialités**

246 **Reformulation d'un continuum ville-campagne**

247 **Un autre rapport à l'espace rural d'origine ?**

248 **Ils reviennent... mais resteront-ils ?**

251 **Une mise en tension de l'instance communautaire**

254 **Enjeux d'un développement maîtrisé et durable**

257 Bibliographie

271 **Annexes**

273 Annexe 1 – Article paru dans la revue *La Prensa* le 30 mars 2011

274 Annexe 2 – Méthodes d'enquête

281 Annexe 3 – Les différents échelons auxquels appartiennent
les communautés étudiées

282 Annexe 4 – Calendrier du système d'élevage

283 Annexe 5 – Évolution des destinations (rurales/urbaines)

284 Annexe 6 – Destinations migratoires par communauté

291 Annexe 7 – Activités professionnelles sur les lieux de migration

293 Lexique (termes en espagnol, aymara ou quechua)

297 Lexique des termes scientifiques

299 Sigles

301 Table des matières



Imprimé en France. - JOUVE, 1, rue du Docteur Sauvé, 53100 MAYENNE
N° 2180087R - Dépôt légal : janvier 2015

à travers champs

L'essor de la culture de la quinoa en Bolivie survient dans une société apparemment isolée et ancestrale, enracinée au sud des hauts plateaux andins mais, en réalité, mobile et ouverte sur le monde. Cet ouvrage explore les transformations sociales et territoriales induites par le passage d'une agriculture de subsistance, essentiellement locale, à une production commerciale mondialisée. Mondialisée... mais toujours aux mains des petits producteurs et de leurs organisations.

C'est au prisme de la géographie sociale que les permanences et les évolutions sont observées, en s'appuyant sur une connaissance fine des communautés locales. Dépasant les constats hâtifs et parfois alarmistes, cet ouvrage met en lumière les ressources et les capacités adaptatives d'une société rurale en mutation. Il nous plonge dans l'intimité des trajectoires de vie de ces producteurs de quinoa, ancrés dans leur communauté et, en même temps, mobiles et mondialisés. Il met en lumière le génie de cette société rurale qui, par la migration, combine les lieux, les activités et les identités, articule villes et campagnes, gère l'ici et l'ailleurs. Cultiver tout en partant, partir tout en cultivant, tel est le tour de force opéré par les producteurs de quinoa. La durabilité agricole, socio-économique et environnementale de ces territoires est au cœur du propos : ne doit-elle pas, en effet, s'envisager dans le mouvement ?

Anaïs Vassas Toral

est docteure en géographie, diplômée de l'université Montpellier-3 et associée à l'unité de recherche ART-DEV. Elle a participé au programme ANR-Equeco (2006-2011) « Émergence de la quinoa dans le commerce international », coordonné par l'IRD.

ISBN 978-2-7099-1870-1
ISSN 0998-4658



45 €



**Institut de recherche
pour le développement**

IRD

44, bd de Dunkerque
13572 Marseille cedex 02
editions@ird.fr

Diffusion

IRD

32, av. Henri-Varagnat
93143 Bondy cedex
diffusion@ird.fr

www.editions.ird.fr